

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
PRISONNIER DE GUERRE
DANS LA
GUERRE CONTINENTALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Mars 1910, à 1 heure 1/2

PAR

A. NOËL DU PAYRAT

ANCIEN OFFICIER DE CAVALERIE

Président : M. PILLET.

Suffragants : { MM. WEISS, professeur.
G. DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
PRISONNIER DE GUERRE
DANS LA
GUERRE CONTINENTALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 10 Mars 1910, à 1 heure 1/2

PAR

A. NOËL DU PAYRAT

ANCIEN OFFICIER DE CAVALERIE

Président : M. PILLET.

Suffragants : { MM. WEISS, professeur.
G. DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La guerre est vieille comme le monde et ne disparaîtra qu'avec lui. Elle remplit les annales de l'humanité et ne cessera jamais d'y figurer malgré tous les désirs des apôtres de la paix universelle. Les efforts de la diplomatie réussissent quelquefois à la rendre moins fréquente : l'œuvre de la Conférence de La Haye a été considérable à ce point de vue, car c'est grâce à l'habile institution des Commissions internationales d'enquête qu'un conflit sanglant fut évité entre l'Angleterre et la Russie, lors de l'incident de Hull, en 1903. Mais il ne faut pas se laisser bercer par de trop grandes illusions, auxquelles la guerre du Transvaal, puis la lutte de la Russie et du Japon, ont déjà donné un formidable démenti. Quand l'honneur et l'indépendance d'un peuple, quand l'intégrité de son territoire sont vraiment en jeu, il ne peut pas y avoir d'autre solution que la guerre. Les nations modernes, cela est incontestable, ont pour la guerre une répugnance inconnue de l'antiquité, et provoquée par les énormes conséquences qu'elle a de nos jours : l'opinion publique y est donc rebelle. Mais les peuples n'en sont pas moins exposés à un coup de tête de la part de leurs gouvernants qui, acculés par des complications financières,

dynastiques ou sociales, regarderaient une diversion belliqueuse comme leur unique ressource, tel le commerçant menacé par la faillite, court exposer au jeu son dernier billet de banque. Ce qui démontre d'ailleurs le peu de confiance qu'inspirent les théories pacifistes, c'est que depuis qu'elles ont envahi le monde, jamais les nations ne se sont occupées davantage de s'armer les unes contre les autres (1).

La guerre est donc un phénomène naturel et universel, dont il faut toujours envisager l'éventualité. On peut même se demander si sa disparition totale est chose si désirable. Car elle devient parfois un principe de force et de progrès pour l'humanité : Joseph de Maistre déclare qu'elle est divine, et Proudhon dit qu'elle est « l'expression la plus incorruptible de notre conscience, l'acte qui en définitive et malgré l'influence impure qui s'y mêle nous honore le plus devant la création et l'Eternel (2). » Elle n'est pas sans influence sur la civilisation et sur les progrès de la race humaine.

Que d'inventions, que de perfectionnements sont sortis de la nécessité de se défendre ! Que de bienfaits économiques ne doit-on pas à la préparation de la guerre, essor donné à la marine et à l'industrie, ports créés, routes et chemins de fer construits, d'abord dans un but straté-

(1) Dans son rapport à la Chambre des Députés sur le budget de la guerre, M. Gervais constatait, en novembre 1908, que l'ensemble des dépenses militaires annuelles des sept puissances, France, Allemagne, Russie, Autriche, Italie, États-Unis et Japon, atteint 5.037 millions, correspondant à un effectif mobilisable de 31.700.000 hommes, plus que le budget total et presque la population de la France.

(2) J. de Maistre, *Soirées de Saint-Pétersbourg* : *La Guerre*. Proudhon, *La Guerre et la Paix*, t. I.

gique, puis utilisés par le commerce. La guerre est même, jusqu'à un certain point, l'amie des sciences, des lettres et des arts auxquels elle a inspiré bien des découvertes, bien des chefs-d'œuvre. Mais c'est surtout son influence morale qui est incontestable. On peut la comparer à l'ouragan qui bouleverse l'atmosphère, mais la purifie des miasmes délétères qui l'empoisonnent. L'effusion du sang est parfois indispensable à la prospérité des Etats, au salut de la société : la guerre est appelée alors à jouer le même rôle que le bistouri dans un organe gangréné. Elle peut arrêter l'aveulissement, la dégradation des mœurs, l'esprit d'anarchie où se laisse glisser une race qu'un trop grand bien-être a énervée, et sur laquelle une longue paix a agi à la manière d'un malfaisant narcotique. La suppression de la guerre ne deviendrait-elle pas une cause de décadence pour le genre humain, alors que les nations n'auraient plus l'occasion de ressentir la solidarité des liens moraux et politiques qui unissent tous leurs membres, alors que ceux-ci ne se verraient plus jamais arrachés par la nécessité à un individualisme odieux, pour se souvenir du grand principe de l'intérêt de la patrie, et du devoir social ? Le clairon qui sonne à la frontière impose silence aux misérables querelles intestines d'un peuple et lui rend des habitudes d'union, de discipline, de subordination, desquelles se dégagent des bienfaits moraux capables d'atténuer l'intensité des ruines matérielles qu'une guerre laisse après elle.

Puisque la guerre est un phénomène auquel le genre humain ne peut ni ne doit se soustraire, il importe d'en étudier les conséquences, et surtout de rechercher par quels moyens on arrive à diminuer les calamités qui l'accompagnent. Car, suivant la parole de Montesquieu,

les nations civilisées doivent se faire dans la paix le plus de bien et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible sans nuire à leurs véritables intérêts. Les horreurs des conflits internationaux seront atténuées si l'on précise les droits et devoirs des belligérants en temps de guerre, de manière à faire disparaître toute cruauté inutile. Cet ensemble de droits et de devoirs constitue ce que l'on appelle les *lois de la guerre*, expression étrange au premier abord, et en contradiction avec le vieil adage « *inter arma silent leges* ». Le cliquetis des armes, le bruit du canon, « *ultima ratio regum* », n'étouffent-ils pas la voix de la justice et ne nous obligent-ils pas à reconnaître que la force prime le droit ? Cela n'est plus exact aujourd'hui. Si la guerre est devenue plus terrible qu'autrefois par le perfectionnement des moyens de destruction, par l'accroissement des effectifs, en revanche, il est incontestable que des sentiments d'humanité et d'équité se sont introduits dans les rapports des belligérants entre eux, que ceux-ci ne se croient pas dégagés de toute obligation l'un vis-à-vis de l'autre, en un mot qu'il y a une civilisation de la guerre que les peuples les plus belliqueux, tels que l'Allemagne, sont jaloux de respecter. Les usages de la Chevalerie, l'esprit chrétien, l'adoucissement des mœurs, ont fait éclore parmi les nations civilisées, toute une série de conventions, de lois de la guerre, qui se sont développées par la coutume, par l'action des militaires eux-mêmes, par l'effet du consentement des intéressés : comme toutes les lois, elles sont nées des besoins auxquels elles sont destinées à pourvoir. Elles s'accordent avec le caractère nouveau des guerres modernes qui sont devenues des sortes de Jugements de Dieu entre les gouvernements, et ne consistent plus dans

l'extermination ou l'asservissement d'une race par une autre.

Les règles de ces duels internationaux ont fait, depuis Grotius, l'objet des réflexions de bien des jurisconsultes, de bien des moralistes. Les travaux de ces derniers ont préparé peu à peu une entente entre les nations pour la codification du droit de la guerre, entente qui se traduit par des accords diplomatiques importants. Déclaration de Paris de 1856 sur la neutralité maritime, Conventions de Genève de 1864 et de 1906 touchant le sort des militaires blessés et malades, Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868 interdisant l'usage des balles explosibles et surtout Convention de La Haye de 1899 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

Parmi les questions que l'on a cherché à régler, celles relatives à la situation des prisonniers de guerre offrent un intérêt tout particulier, en raison des cas nombreux et fréquents où elles se présenteront désormais. Une des caractéristiques des guerres récentes est en effet le nombre colossal de prisonniers qu'on y voit : plus de 300.000 pendant la guerre de 1870-71, plus de 100.000 pendant les luttes turco-russe de 1877-78, et russo-japonaise de 1904-05. On peut donc affirmer que, dans les campagnes futures, tout militaire est appelé à faire des prisonniers, à en avoir la garde, ou, au contraire, à perdre lui-même la liberté. Bien des problèmes embarrassants se poseront alors à sa conscience. Il nous a donc pas semblé inutile d'examiner ce que l'on peut exiger d'un prisonnier de guerre, et ce que celui-ci est en droit d'attendre d'un vainqueur civilisé. Nous diviserons cette étude en trois parties correspondant aux trois phases par lesquelles passe un militaire depuis le mo-

ment où il tombe au pouvoir de l'ennemi, jusqu'à celui où il retrouve sa liberté. Nous envisagerons donc successivement :

1° La Capture,

2° La Captivité,

3° La Libération,

du prisonnier de guerre, en nous appuyant sur des témoignages nombreux sur des faits incontestables, en empruntant des exemples aux conflits récents qui ont ensanglanté l'univers. Nos recherches seront limitées à la guerre continentale.

PREMIÈRE PARTIE

LA CAPTURE

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QU'UN PRISONNIER DE GUERRE ?

Définition du prisonnier de guerre. — Sort cruel des prisonniers dans l'antiquité. — Théories du xviii^e siècle. — Traité de 1785 entre la Prusse et les Etats-Unis. — Caractères, fondement et justification de la captivité de guerre dans les temps modernes. — Rèlements établissant la situation actuelle du prisonnier de guerre, ses droits et ses devoirs.

Il est logique, au début de cette étude, de donner une définition du prisonnier de guerre; mais c'est là une tâche assez délicate, d'une réalisation difficile et dont on ne trouve à peu près nulle part l'équivalent dans la documentation des lois de la guerre. Presque tous les traités de droit international, la plupart des conventions et des règlements relatifs aux prisonniers de guerre se contentent d'énumérer les individus que l'on doit considérer comme tels, de décrire le traitement auquel ils ont droit, les conditions dans lesquelles s'opèrent leur capture et leur libération. Mais on ne trouve à peu près nulle part

catégoriquement défini, ce qu'est aujourd'hui le prisonnier de guerre. La Conférence de Bruxelles de 1874 avait bien écrit dans l'article 23 de son projet de Déclaration internationale concernant les lois et les coutumes de la guerre, que « les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés ». La Conférence de La Haye de 1899 n'a pas voulu, et non sans raison, introduire dans son Règlement des lois et coutumes de la guerre sur terre cette définition trop vague, incomplète et même inexacte en ce qui concerne les officiers prisonniers, qu'un usage de courtoisie ne prive pas de leur sabre.

M. Pradier-Fodéré nous propose celle-ci : « Les prisonniers de guerre sont tous les individus qui, faisant partie soit des troupes régulières, soit des troupes assimilées des belligérants, ou qui, se trouvant attachés à la suite de leurs armées par un service quelconque, participaient aux hostilités, coopéraient à la guerre, et sont tombés entre les mains de l'ennemi, sur le champ de bataille et pendant l'action, ou dans la poursuite, ou dans une place assiégée, soit qu'ils se soient rendus personnellement, soient qu'ils aient été compris dans une capitulation collective (1). »

Cette définition a le défaut d'être trop longue, de ne pas tenir compte du traitement de faveur dont les prisonniers de guerre bénéficient aujourd'hui, de ne pas distinguer ceux-ci des espions, et d'oublier que des individus ne faisant pas partie des armées et n'y étant pas attachés, tels que les souverains, les fonctionnaires, certains employés, peuvent, dans quelques circonstances, être soumis à la captivité de guerre.

(1) Pradier-Fodéré, *Traité de droit intern.*, n° 2.795.

Il est préférable de définir le prisonnier de guerre tel qu'il se conçoit chez les peuples modernes et civilisés, *un individu que l'ennemi prive momentanément de sa liberté individuelle en raison de sa participation directe ou indirecte, mais avouée, aux hostilités et que les lois de la guerre prescrivent de traiter avec certains ménagements*. Cette définition englobe tous les individus susceptibles d'être capturés comme prisonniers de guerre et exclut les traîtres et les espions qui ne luttent pas ouvertement : elle ne peut s'appliquer toutefois qu'aux prisonniers des temps modernes et des nations civilisées, car elle cesse d'être exacte si l'on se reporte aux guerres de l'antiquité, ou aux coutumes barbares, pratiquées par les peuplades sauvages.

Quand on parcourt les récits historiques les plus anciens, on est frappé par ce fait que la notion du prisonnier de guerre n'existe même pas. Les luttes revêtent alors un caractère féroce et implacable : les peuplades qui s'entrechoquent n'ont d'autre but que l'extermination du vaincu. Celui-ci doit disparaître à tout jamais de la surface de la terre pour que son adversaire puisse jouir avec une plus grande sécurité des territoires, des troupeaux, des biens matériels de toute sorte qui ont allumé sa convoitise, Le *væ victis* s'affirme par des flots de sang, et la modération est regardée comme un crime, même chez les peuples les plus religieux. « Le Seigneur vous a envoyé à « cette guerre, dit Samuel au roi Saül, et il vous a dit : « Allez, faites passer au fil de l'épée les Amalécites qui « sont des méchants ; combattez contre eux jusqu'à ce « que vous ayez tout tué (1). » Et le juge d'Israël dépose

(1) La Bible : *Les Rois*, livre I, chap. xv, v. 18.

Saül parce que ce prince a épargné le roi Agag en se contentant de le faire prisonnier. D'après Diodore de Sicile, le général Syracusain Hermocrate fut condamné à l'exil pour avoir prescrit à ses troupes de traiter l'armée athénienne en déroute avec modération. La mort, voilà le sort unique réservé au vaincu, et celui-ci peut s'estimer heureux si sa fin n'est pas accompagnée des tortures les plus cruelles, si elle n'est pas retardée pour que l'éclat du triomphe décerné à un imperator romain, soit rehaussé par l'exhibition ignominieuse des captifs enchaînés. Pour se débarrasser d'une puissance rivale, il fallait, selon les anciens, détruire tous les individus qui la composaient. « Acharnez-vous au carnage, criait Germanicus à ses légionnaires aux prises avec les Germains d'Arminius, ne faites pas de prisonniers; nous n'aurons la paix que par la destruction entière de la nation (1). » Ses soldats se baignèrent jusqu'à la nuit dans le sang des ennemis.

Titus, malgré son surnom de Délices du genre humain, ordonne le massacre des Juifs et en fait crucifier un si grand nombre que l'espace manque pour les croix et les croix pour les corps (2).

L'extermination des ennemis était conforme au droit des gens des Romains, dit Montesquieu (3). Tacite l'affirme en relatant le massacre des habitants d'Uspée, en 49, sous le règne de Claude. Assiégés pendant la guerre contre Mithridate, ils avaient offert de se rendre. « Comme il eût été barbare de les massacrer après une capitulation, et difficile de garder une foule de prisonniers, on préféra qu'ils périssent par le droit de la

(1) Tacite, *Annales*, liv. II, 21.

(2) Josèphe, *Histoire de la guerre des Juifs*, 12.

(3) Montesquieu, *Esprit des Lois*, ch. III, 8.

guerre, et l'on donna le signal du carnage aux soldats qui avaient déjà escaladé les remparts (1). » Pour l'historien romain, le sac d'Uspée était donc une chose normale, car le droit de la guerre, selon lui, permettait aux vainqueurs d'immoler sans pitié les vaincus. *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant*. Dépeupler, voilà leur paix, dit Galgacus à ses Bretons en parlant des Romains (2).

On cite quelquefois chez les peuples orientaux de l'antiquité, un exemple de mansuétude qui ferait exception à cette cruauté universelle. Les Aryens de l'Inde, dit-on, respectaient la loi de Manou qui prescrit au guerrier de ne frapper ni l'ennemi qui joint les mains pour demander merci, ni l'homme endormi, ni celui qui est sans défense, ni celui qui assiste au combat sans y prendre part, ni celui qui est aux prises avec un autre (VII, 91-92). Mais il faut remarquer avec Bluntschli, que ces règles chevaleresques s'appliquaient seulement aux luttes entre les nobles Aryens de l'Inde, de la caste des Kshatryas, et qu'elles n'avaient leur pleine satisfaction que dans une lutte corps à corps et à armes égales, une sorte de duel (3).

Si la guerre est devenue plus humaine, si la vie des vaincus a été épargnée, ce n'est pas grâce à une pensée généreuse, c'est en vertu d'une simple considération d'intérêt. Les conquérants de l'antiquité ont eu un jour la pensée égoïste qu'ils pouvaient tirer grand profit de toutes ces existences jusque-là si impitoyablement fauchées par le fer de leurs soldats. Il suffisait pour cela d'enchaîner les vaincus, au lieu de les exterminer, puis de les

(1) Tacite, *Annales*, XII, 17.

(2) Tacite, *Vie de Julius Agricola*, XXX.

(3) *Revue Droit. Intern. public*, 1877, p. 545.

emmener en servitude, et de les astreindre à des travaux susceptibles d'accroître la richesse, le bien-être, la puissance de leurs nouveaux maîtres. De là, la captivité des Hébreux en Egypte et à Babylone, l'asservissement des Ilotes par les Spartiates, les 150.000 captifs arrachés de l'Epire par Paul-Emile, les 60.000 Cimbres enlevés par Marius, les prisonniers encore plus nombreux ramenés de leurs expéditions par Sylla, Pompée, César, Octave.

La préoccupation de tirer parti des vaincus que l'on renonce à massacrer contribua ainsi à établir la coutume de l'esclavage. Au lieu de prendre leur vie, on ne leur demande plus que leur liberté : en faire des esclaves constitue un réel progrès dans les usages de la guerre de cette époque d'après lesquels prisonniers de guerre et esclaves, *captivi* et *servi*, sont synonymes. C'est ce que les jurisconsultes romains reconnaissent en donnant l'étymologie du mot *servus*. Ce terme, d'après eux, vient du mot « *servare* », conserver. « Les esclaves (*servi*) sont appelés ainsi, disent les Institutes de Justinien, après Florentinus, parce que les généraux ont l'habitude de vendre les prisonniers, et par là, de les conserver (*servare*) au lieu de les faire périr. » Les mêmes Institutes ajoutent que l'esclavage s'établit par le droit des gens (*jure gentium*), c'est-à-dire par la captivité (*ex captivitate*) (1). C'est la guerre qui est la source de l'esclavage. « *Bella enim orta sunt, et captivitates secutæ et servitutes* (2). » Pomponius fait aussi dériver l'appellation *servi* du mot *servare*, en donnant la même explication (3).

(1) Justinien, *Institutes*, liv. I, tit. III, § 3, 4. Florentinus, liv. IX, *Institutionum*.

(2) Justinien, *Institutes*, liv. I, tit. II, § 2.

(3) Digeste, liv. 50, tit. 16, loi 239.

Les Romains employèrent donc leurs prisonniers de guerre à cultiver leurs vastes domaines, à satisfaire les goûts de luxe, les habitudes de plaisir que le contact de la Grèce et des peuples orientaux leur avait communiqués. Aux conquêtes territoriales, aux trésors et aux objets d'art que rapportait à Rome une expédition heureuse, venait s'ajouter le butin humain qu'elle en recueillait et que l'on mettait en vente le front orné d'une couronne de feuillage; d'où l'expression *vendere sub corona*. Ce commerce d'esclaves pris à la guerre fut une source de profits considérables. « Voilà d'assez belles saturnales... Au moment où je t'écris, les esclaves sont en vente devant mon tribunal et le produit s'en élève déjà à 12 millions de sesterces », écrit Cicéron à Atticus (lettre 223), en parlant des Ciliciens faits prisonniers de guerre.

« Vendere quum possis captivum, occidere noli. »

« Ne massacre pas un captif quand tu peux le vendre », dit le poète Horace (épître XVI).

César, pendant sa deuxième campagne en Gaule, fait vendre, au profit du Trésor, 53.000 prisonniers belges (1).

La coutume de battre monnaie avec les prisonniers de guerre en les mettant à l'encan comme esclaves, donna bientôt naissance à l'usage de leur accorder la liberté s'ils voulaient se racheter au moyen d'une indemnité pécuniaire. C'est l'origine de la *rançon* dont l'antiquité nous offre plus d'un exemple, et qui réalisa un nouvel adoucissement dans les lois de la guerre. Comme la rançon est un des modes de libération du prisonnier de guerre,

(1) César, *Commentaires*, liv. II, 33.

nous renvoyons l'étude détaillée de cette question à notre troisième partie. Notons cependant, dès à présent, que la faculté de recouvrer la liberté en payant une rançon se répandit de plus en plus, sous l'influence du Christianisme, pendant le cours du Moyen âge. Le troisième concile de Latran, sous le pape Alexandre III, interdit, en 1179, l'esclavage et la vente des prisonniers chrétiens. Cependant la réduction des captifs en servitude ne disparut que très lentement des coutumes internationales ; jusqu'au xvii^e siècle, on retenait souvent des prisonniers de guerre chrétiens, comme galériens, même après la fin de la guerre. Deux traités de 1604 et de 1630, entre l'Espagne et l'Angleterre, admettent, en effet, une clause aux termes de laquelle, contrairement aux usages de l'époque, les prisonniers de guerre devaient être relâchés de part et d'autre « quoiqu'ils eussent été condamnés aux galères » (1). Hugo Grotius, le père du Droit international moderne, enseigne encore à cette époque, dans son ouvrage fameux sur le Droit de la paix et de la guerre, que les ennemis pris au cours des hostilités, deviennent esclaves du vainqueur, selon le droit des gens ; « et ce ne sont pas seulement eux-mêmes qui deviennent esclaves, mais encore leurs descendants à perpétuité (2) ». Les biens d'un prisonnier passent avec lui au maître dont il est devenu l'esclave. Grotius reconnaît, toutefois, qu'un tel usage a subi une certaine atténuation chez les Chrétiens et que ceux-ci se contentent souvent « de retenir les prisonniers jusqu'à ce qu'on ait payé leur rançon

(1) Dumont, *Corps Diplomatique*, t. V, part. II, p. 38 et 623.

(2) Grotius, *Le Droit de la Guerre et de la Paix*, liv. III, ch. VII, § 1 a 7.

dont l'estimation est laissée à la discrétion du vainqueur. Ce droit de conserver les prisonniers est accordé d'habitude aux particuliers qui les ont pris, excepté si ce sont des personnes élevées en dignité sur lesquelles il n'y a que l'Etat ou son chef qui aient un droit selon la coutume de la plupart des nations » (1). Il est curieux de trouver le principe de l'esclavage des prisonniers de guerre reconnu encore au XVII^e siècle, par l'écrivain hollandais qui proclamait d'autre part la liberté des mers, « mare liberum ».

Un peu plus tard, Puffendorf déclare que le vainqueur peut laisser la vie au vaincu, mais à condition que celui-ci promette de devenir son esclave (2). Au XVIII^e siècle, Bynkershoek cite à l'appui de la même affirmation, l'exemple des Etats généraux hollandais qui, en 1661, ordonnèrent à leur amiral de vendre les pirates prisonniers, tombés en servitude, ce qui fut fait en 1664 (3).

Vattel lui-même, tout en désapprouvant l'esclavage des prisonniers de guerre, n'ose pas le proscrire formellement. Il dit bien : « Dès que votre ennemi est désarmé et rendu, vous n'avez plus aucun droit sur sa vie, à moins qu'il ne vous le donne par quelque attentat nouveau, ou qu'il ne se fût auparavant rendu coupable d'un crime digne de mort... On est en droit de s'assurer de ses prisonniers, et pour cet effet, de les enfermer, de les lier même, s'il y a lieu de craindre qu'ils ne se révoltent ou qu'ils ne s'enfuient; mais rien n'autorise à les traiter

(1) Grotius, *Le Droit de la Guerre et de la Paix*, liv. III, ch. VII, § 9.

(2) Puffendorf, *Le Droit de la Nature et des Gens*, liv. VI, ch. III, liv. VIII, ch. VI.

(3) Bynkershoek, *Questionnum juris publici libri duo*.

durement, à moins qu'ils ne se soient rendus personnellement coupables envers celui qui les détient en sa puissance. En ce cas il est le maître de les punir. Hors de là on doit se souvenir qu'ils sont *hommes* et *malheureux*. Un grand cœur ne se sent plus que de la compassion pour un ennemi vaincu et désarmé. » Ces paroles sont empreintes de nobles sentiments et témoignent pour les prisonniers une pitié, un intérêt inusités jusque-là ; il est fâcheux que l'auteur ait ajouté : « Peut-on réduire en esclavage les prisonniers de guerre ? *Oui*, dans les cas où l'on est en droit de les tuer, c'est-à-dire lorsqu'ils se sont rendus personnellement coupables de quelque attentat digne de mort. Mais en toute occasion où je ne puis ôter innocemment la vie à mon prisonnier, je ne suis pas en droit d'en faire un esclave (1). » Ce n'est donc pas sans quelque hésitation que la doctrine de Vattel se montre favorable à la cause des vaincus.

Il faut arriver à Montesquieu pour trouver, à propos des prisonniers de guerre, une théorie vraiment humaine et compatible avec la civilisation. « Tout le droit que la guerre peut donner sur les captifs, dit l'auteur de l'*Esprit des lois*, est de s'assurer tellement de leur personne qu'ils ne puissent plus nuire (2). » Cette nouvelle manière de voir s'harmonie avec très heureusement avec certains principes du droit des gens exprimés par J.-J. Rousseau dans son *Contrat social*. Cet ouvrage nous montre, en effet, dans la guerre, non plus une relation d'hommes à hommes, mais une relation d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non

(1) Vattel, *Droit des gens*, liv. III, ch. VIII, § 149, 150, 152.

(2) Montesquieu, *Esprit des Loix*, liv. XV, chap. II,

pas comme hommes, ni même comme citoyens, mais comme soldats. Le but de la guerre étant la destruction de l'Etat ennemi, on a le droit d'en tuer les défenseurs tant qu'ils ont les armes à la main ; mais aussitôt qu'ils les posent et se rendent, cessant d'être ennemis, ils redeviennent aussitôt hommes et on n'a plus droit sur leur vie. La perte de la liberté est la seule mesure que l'on puisse prendre à leur égard, afin de les empêcher de redevenir un nouveau danger. Mais la guerre n'existant qu'entre les Etats, il n'y a plus de raison pour les retenir quand leur rôle de soldat est terminé, c'est-à-dire quand la guerre est achevée (1).

La doctrine de Montesquieu et de J.-J. Rousseau, témoignage d'un grand adoucissement des mœurs, devait exercer une bienfaisante influence sur la diplomatie et sur les coutumes de la guerre ; c'est grâce à elle que la notion moderne du prisonnier de guerre allait se faire jour peu à peu. Le Grand État-Major allemand rappelle avec complaisance dans son ouvrage sur les lois de la guerre (*Kriegsbrauch im Landkriege*), que « la gloire d'avoir ouvert un chemin nouveau aux conceptions relatives aux prisonniers de guerre appartient à Frédéric le Grand et à Franklin, qui, en 1785, insérèrent, dans le traité de commerce et d'amitié conclu entre la Prusse et les Etats-Unis, des dispositions toutes nouvelles sur le traitement des prisonniers de guerre (2). » L'article 24 de ce traité est fort intéressant à analyser, car il renferme des prescriptions telles qu'il est difficile d'en imaginer même aujourd'hui, de plus capables d'adoucir le sort des prison-

(1) J.-J. Rousseau, *Contrat social*, liv. I, chap. iv.

(2) *Lois de la Guerre Continentale*, traduct. Carpentier, p. 26.

niers. Ceux-ci ne seront pas transportés dans des lieux malsains, en Asie ou en Afrique, ni enfermés dans des cachots, ni enchaînés. Les officiers jouiront d'une demi-liberté sur parole ; les simples soldats seront installés dans des logements aussi spacieux et aussi commodes que le sont ceux des troupes de la puissance au pouvoir de laquelle ils se trouvent. Ils recevront les mêmes rations que celles de ces troupes. Il sera permis à chacune des deux puissances d'entretenir un commissaire de leur choix dans chaque cantonnement des prisonniers qui sont au pouvoir de l'autre : ces commissaires pourront visiter librement les prisonniers et leur distribuer « les douceurs que leurs parents ou amis leur feront parvenir (1) ».

Le Grand État-Major allemand a raison de déclarer que la Prusse et les Etats-Unis ont fait passer pour la première fois ces principes d'humanité du domaine purement spéculatif à celui de la pratique. Il aurait pu toutefois ajouter que ces principes avaient été empruntés aux Français Montesquieu et J.-J. Rousseau à qui l'on ne peut refuser le mérite d'avoir transformé les idées de leurs contemporains sur les prisonniers de guerre. L'Assemblée Législative subissant sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, l'influence des deux philosophes, plaça par son décret du 4 mai 1792 les prisonniers de guerre sous la sauvegarde et la protection de la nation. « Voulant, disait-elle, au commencement d'une guerre entreprise pour la liberté, régler d'après les principes de la justice et de l'humanité, le traitement des militaires ennemis que le sort des combats mettrait au pouvoir de la nation fran-

(1) de Martens, *Recueil des traités*, t. IV, pp. 47, 48.

çaise, considérant qu'aux termes de la Déclaration des droits, lorsque la société est fondée de priver un homme de sa liberté, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi, et reconnaissant que ce principe s'applique plus particulièrement aux prisonniers de guerre (1). »

Le Comité de Salut public, le 6 août 1793, arrêtait : « Le Ministère de la Guerre donnera des ordres pour que les prisonniers de guerre et leurs officiers soient traités humainement. »

Mais ce bel élan ne devait pas durer et les guerres de la Révolution et de l'Empire allaient être fertiles en actes d'odieuse barbarie à l'égard des ennemis vaincus et captifs. Le 7 prairial an II (26 juin 1794), la Convention déclarait qu'il ne serait pas fait de prisonniers anglais ou hanovriens. Barère déclarait à la tribune que le droit de la guerre permettait d'employer contre les ennemis la foudre si on pouvait l'avoir à sa disposition (2). Il n'était plus question, il est vrai, de garder les prisonniers de guerre en un perpétuel esclavage ; mais on se préoccupait fort peu du traitement qu'ils avaient à subir pendant leur captivité. C'est l'époque des pontons anglais, des mines de Sibérie, des horreurs de la guerre d'Espagne, faits dont nous reparlerons dans notre II^e partie. Citons cependant un Décret impérial du 4 août 1811, daté de Saint-Cloud, qui règle sommairement les conditions de la captivité des officiers et des otages, mais qui reste muet sur le sort des simples soldats.

(1) de Clerc, *Recueil des Traités de la France*, t. I, p. 217.

(2) *Le Moniteur* du 23 septembre 1793.

Les théories relatives aux captifs que le XVIII^e siècle a vu naître n'ont donc obtenu tout d'abord, comme résultat palpable, que des décrets ou des traités humanitaires, quelque peu platoniques. C'est pourtant à elles que nous devons la notion moderne du prisonnier de guerre, c'est grâce à leur autorité que la doctrine concernant les captifs a subi une complète modification et que l'attitude du vainqueur vis-à-vis d'eux, est devenue analogue à celle qu'il observe à l'égard des blessés et des malades.

La captivité de guerre n'a plus aujourd'hui la même raison d'être que dans l'antiquité. Son but n'est plus d'assurer la satisfaction d'une cupidité barbare, transformant les vaincus en un vil bétail que l'on peut accabler de travaux exténuants, ou dont on peut trafiquer en les vendant comme esclaves. Il ne s'agit plus d'assouvir un sentiment de vengeance peu conforme aux idées des peuples civilisés qui répugnent à frapper un ennemi désarmé. La captivité de guerre n'est pas davantage un châtiment infligé à un adversaire pour le punir de sa participation aux hostilités, car là où il n'y a pas eu faute, il ne saurait y avoir de pénalité. Le prisonnier de guerre n'est pas un coupable ; il n'a fait qu'accomplir son devoir en portant les armes pour sa patrie ; il n'est pas responsable de la guerre, fût-elle injuste, pas plus que des conséquences qu'elle peut avoir. Si le vainqueur a droit à une réparation de ce chef, elle lui est due par l'Etat qui a armé et mobilisé les individus et non pas par ces individus pris en particulier. Ceux-ci sont innocents tant qu'ils observent les lois de la guerre, et toute mesure qui aurait pour but de les punir serait profondément inique. Suivant l'expression de Kant, une guerre

de peuple libre à peuple libre ne peut être pénale (*bellum punitivum*) (1).

La captivité de guerre, réduite à une privation temporaire de la liberté, n'est plus actuellement qu'un procédé à la disposition du belligérant pour contraindre son adversaire. La guerre offre trois moyens pour faire triompher sa volonté sur celle de son ennemi : on peut le tuer, ou le blesser, ou le priver de sa liberté jusqu'à ce que satisfaction ait été obtenue. C'est uniquement à ce troisième moyen, à cette privation momentanée et motivée de la liberté, que correspond la conception actuelle de la captivité de guerre. Le prisonnier de guerre n'est plus un condamné à mort, ni un esclave, ni un criminel subissant une peine, ni la garantie d'une rançon ; c'est un instrument de guerre vivant que l'on séquestre pendant la durée des hostilités pour le mettre dans l'impossibilité matérielle de rendre des services à sa patrie sur le champ de bataille, mais que l'on a la ferme intention de libérer dès la conclusion de la paix. L'Etat capteur s'assure de la personne des ennemis tombés entre ses mains, comme il s'assurerait d'un objet dangereux pour sa propre sécurité, avec la perspective de le restituer à son maître, en aussi bon état que possible aussitôt que toute crainte de péril sera écartée. *Privation temporaire de la liberté, bons traitements*, voilà comment on peut résumer la notion moderne du prisonnier de guerre.

Pourrait-on aller plus loin dans l'adoucissement des lois de la guerre, et interdire de faire des prisonniers, sous prétexte que cette privation, même temporaire, de

(1) Kant, *Principes métaphysiques du Droit*, part. II, sect. II, § LVII.

la liberté individuelle est incompatible avec les lois fondamentales des peuples civilisés qui protègent à l'envi cette prérogative sacrée de leurs citoyens ? Non, car on oublierait alors que la perte de la liberté est pour le vaincu une calamité moins terrible qu'une blessure ou que la mort, puisque cette calamité n'est que temporaire et réparable. On ne peut interdire de capturer un ennemi du moment qu'il est loisible de le tuer ou de le blesser. Le refus de reconnaître à un belligérant le droit de faire des prisonniers aurait d'ailleurs la plus désastreuse des conséquences. A force de vouloir humaniser la guerre, on lui rendrait tous les caractères de sauvagerie et de barbarie qu'elle présentait aux premiers siècles. N'avons-nous pas vu, en effet, qu'en adoptant l'usage de faire des prisonniers de guerre on avait réalisé autrefois un grand progrès dans la civilisation des lois de la guerre ? Rayer de celles-ci la notion du prisonnier, ce serait décréter la boucherie et le carnage, éterniser la lutte. Il faut au contraire reconnaître hautement le droit de recourir à la captivité de guerre, et encourager cet usage ; car les capitulations importantes diminuent considérablement la force de résistance de l'ennemi, ont souvent pour conséquence une conclusion plus rapide d'une paix d'autant plus solide qu'elle a été scellée de moins de sang.

Le droit de faire des prisonniers, comme celui de mettre à mort ou de blesser l'ennemi, trouve d'ailleurs sa justification dans les nécessités de la guerre. Celle-ci, quand elle est légitime, a pour but de défendre des droits méconnus ou violés, de contraindre l'adversaire à une paix qui assure les satisfactions réclamées. Ce but n'est atteint que par la force, et les belligérants peuvent pour arriver à leurs fins « user de tous les moyens, sauf ceux

qui sont positivement condamnables », suivant l'expression du maréchal de Moltke (1). « Puisqu'il s'agit dans une juste guerre, dit Vattel, de dompter l'injustice et la violence, de contraindre par la force celui qui est sourd à la voix de la justice, on est en droit de faire contre l'ennemi tout ce qui est nécessaire pour l'affaiblir et pour le mettre hors d'état de résister, de soutenir son injustice, l'on peut choisir les moyens les plus efficaces, les plus propres à cette fin, pourvu qu'ils n'aient rien d'odieux, qu'ils ne soient pas illicites en eux-mêmes et proscrits par la loi de nature (2). » Affaiblir les forces de l'ennemi, les annihiler, supprimer sa résistance, tel est l'objectif de toute opération militaire. L'ennemi qui se livre à une attaque injuste ou qui répond par le canon à une légitime revendication, est le premier auteur de la violence qui oblige son adversaire à user de force pour se garantir du dommage matériel et moral qu'on veut lui infliger. Si l'emploi de cette force a pour résultat de lui ôter la liberté, lui seul est responsable de cet attentat contre la dignité de la personne humaine. Car, si pour le laisser libre, il fallait subir une injustice, les bons seraient bientôt la proie des méchants. Telle est la source du droit de faire des prisonniers de guerre. Voilà pourquoi, tant qu'un ennemi refuse de donner satisfaction, on a le droit de le priver de sa liberté.

Mais ce droit, justifié par les nécessités de la guerre, reçoit d'elles leur limitation. Dès que le but des hostilités a été atteint, il n'y a plus de raisons pour infliger aux

(1) Lettre du feld-maréchal de Moltke à M. Bluntschli, du 11 décembre 1880, dans la *Revue de Droit Intern. et de législat. comparée*.

(2) Vattel, *Le Droit des gens*, liv. III, ch. VIII, 138.

captifs une séquestration désormais sans motifs. La mise en liberté du prisonnier de guerre aussitôt la conclusion de la paix est une conséquence des principes modernes du droit des gens. L'idée que la captivité de guerre ne peut être qu'une privation *temporaire* de la liberté trouvera son développement dans la III^e partie de cette étude, dont l'objet sera la *libération* du prisonnier de guerre. Le droit d'un captif de pouvoir compter sur de bons traitements de la part de son vainqueur sera exposé au courant de la II^e partie dont le sujet, la *captivité*, embrasse le sort des prisonniers entre le moment de leur capture et celui de leur libération.

Contentons-nous, pour le moment, de rechercher par quels documents officiels la conception moderne du prisonnier de guerre s'est établie. Nous connaissons déjà le traité prusso-américain de 1785, ainsi que divers décrets de l'assemblée législative et du 1^{er} Empire. Signalons au passage l'Ordonnance française du 3 mai 1832 sur le Service des Armées en campagne, par laquelle « les officiers doivent rappeler aux soldats que la générosité honore le courage, qu'en conséquence, les prisonniers ne sont jamais dépouillés, que chacun est traité avec les honneurs dus à son rang ». Mais le respect de la dignité de l'ennemi captif ne s'est manifesté pleinement que dans les Instructions de 1863 pour les armées en campagne des Etats-Unis. Le prisonnier de guerre, y est-il dit, n'est passible d'aucune peine en tant qu'ennemi public ; aucune souffrance, aucun déshonneur ne lui seront volontairement infligés dans une intention de représailles, ni emprisonnement, ni privation de nourriture, ni mutilation, ni la mort, ni aucun traitement barbare (art. 56). Les Etats-Unis ne peuvent réduire personne en servitude,

même à titre de représailles (art. 58). Un prisonnier de guerre étant un ennemi public est un prisonnier du gouvernement, non de celui qui l'a capturé ; aucune rançon ne peut être payée par lui, soit à l'individu qui l'a capturé, soit au commandant. Le gouvernement seul relâche les captifs d'après les règles que lui-même a prescrites (art. 74). On ne doit faire subir volontairement aux prisonniers aucun mauvais traitement, ni aucun outrage (art. 75). Ils devront être traités avec humanité (art. 76).

Les puissances européennes ne suivirent pas immédiatement l'exemple des Etats-Unis, au moins en ce qui concerne les dispositions à prendre vis-à-vis des prisonniers de guerre. Car le sort des blessés fut prévu avec une grande sollicitude dans la Convention de Genève, de 1864, dite Convention de la Croix-Rouge, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir plus tard. Les guerres du milieu du *xix*^e siècle, si l'on excepte bien entendu les campagnes d'Afrique et autres expéditions coloniales, offrirent presque toutes, un caractère de courtoisie, rappelant les tournois de la Chevalerie, ou les épisodes raffinés de la guerre en dentelles. Les rapports des belligérants en Crimée et même en Lombardie furent plus d'une fois analogues à ceux de deux duellistes, hommes du monde, se rencontrant sur le terrain. La codification de dispositions presque unanimement acceptées et observées, ne semblait donc pas nécessaire.

Mais la guerre de 1870-71 devait remettre en question la plupart des principes si lentement admis dans les lois de la guerre. « Les Russes nous ont pardonné Sébastopol, dit M. Albert Duruy, et les Autrichiens ont depuis longtemps oublié Solférino. Les Allemands... ont tout fait pour laisser dans le cœur de leurs 300.000 prisonniers, le

germe d'une haine immortelle »(1). Nos désastres effroyables et soudains, et l'explosion de patriotique résistance qui les suivit, contribuèrent à donner à cette campagne, l'apparence de guerre de race dont les luttes des temps anciens avaient eu jusque-là le triste privilège. C'est ce qui explique les violations du droit des gens qui furent alors commises. L'acharnement farouche des envahisseurs, leurs exigences cruelles et implacables mirent dans l'âme de quelques-uns de leurs vaincus, démoralisés par la défaite et l'émeute, le sentiment qu'il ne leur restait plus qu'à lutter pour leur existence avec toute l'énergie du désespoir.

Les Allemands s'autorisèrent donc de quelques incidents, à la vérité rares et isolés, pour manquer de générosité à l'égard des adversaires qui tombaient entre leurs mains, et pour les traiter en coupables, en responsables, plutôt qu'en hommes malheureux. L'histoire diplomatique de l'époque fourmille de réclamations, émanant des gouvernements français et allemands, engagés dans la voie toujours funeste et inextricable des représailles. Le comte de Chaudordy et le chancelier de Bismarck échangèrent une copieuse et acerbe correspondance se reprochant mutuellement les violations du droit des gens imputables à leurs troupes respectives.

Les pratiques de la guerre pendant l'épopée franco-allemande avaient donc marqué un sensible recul dans la civilisation des lois de la guerre. Sous l'impression encore vivante des douloureux épisodes qui avaient désolé cette période, une Société se forma à Paris, en 1874, sous

(1) Albert Duruy, Souvenirs de campagne et de captivité : *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} juin 1871, p. 452.

la présidence du général comte d'Houdetot, pour l'amélioration du sort des prisonniers de guerre. Un projet de règlement en 146 articles fut rédigé, sorte de code ayant pour base les dispositions des Instructions américaines, déjà citées. Ce projet devait être examiné par un Congrès dont l'ouverture aurait eu lieu à Paris, le 4 mai 1874. Mais précisément à la même époque, le Gouvernement Impérial Russe avait conçu un projet analogue, dans le même esprit, sur un plan plus général, qui, suivant une lettre du prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères en Russie, au prince Orloff, ambassadeur de Russie en France, « embrasserait l'ensemble des faits inhérents à la guerre, et serait destiné à fixer les règles qui, adoptées d'un commun accord par tous les États civilisés, serviraient à diminuer autant que possible les calamités des conflits internationaux, en précisant les droits et les devoirs des gouvernements et des armées en temps de guerre ». La Russie voulait soumettre l'examen de ce travail à une Conférence internationale, chargée d'en discuter les principes et d'en élaborer les détails: elle manifesta le désir que son projet fût confondu avec le projet de la Société française pour l'amélioration du sort des prisonniers de guerre, et qu'il fût étudié en même temps que lui par une réunion de plénipotentiaires spéciaux qui y trouveraient une base pour le règlement des rapports internationaux en temps de guerre.

L'étude de la question des prisonniers de guerre fut ainsi l'occasion, et l'un des motifs déterminants de la réunion de la Conférence de Bruxelles. Celle-ci s'ouvrit le 27 juillet 1874, sous la présidence du baron Jomini, délégué russe; le baron Baude et le général Arnaudeau, représentaient la France; quinze puissances avaient donné

leur adhésion : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et Norvège, la Suisse et la Turquie. On remarquera que cette liste comprend seulement des puissances européennes : c'est qu'en effet, les Etats-Unis d'Amérique, se basant sur une conception particulière de la doctrine de Monroë, avaient refusé de participer à la Conférence. Ce gouvernement avait été pourtant le premier à donner l'exemple d'une réglementation des lois et coutumes de la guerre.

Cette conférence avait donc pour but de préciser d'une manière pratique, par un accord général, ce que, d'un côté, les nécessités de la guerre comportent, et ce que, d'un autre côté, les intérêts solidaires de l'humanité et l'état de la civilisation excluent. Car la guerre deviendrait régulière et ses calamités diminueraient, si les gouvernements et les armées savaient avec plus de certitude ce que l'état de guerre autorise et ce qu'il interdit. Le projet de Déclaration internationale concernant les lois et coutumes de la guerre, adopté après un mois de discussions, réserve aux prisonniers de guerre une série d'articles (de 23 à 35), dans lesquels on trouve des dispositions très bienveillantes et très modérées, consacrant la notion moderne du prisonnier de guerre, précédemment exposée dans les Instructions américaines et momentanément altérée par quelques incidents de la campagne franco-allemande de 1870-71.

Malheureusement cette louable tentative de réglementation internationale ne devait pas recevoir la ratification des puissances, si empressées qu'elles eussent été à se faire représenter à la Conférence de Bruxelles. Les réso-

lutions adoptées par celle-ci ne demeurèrent cependant pas sans résultat : elles exercèrent au contraire une notable influence sur l'opinion publique, et loin de rester à l'état de vœux platoniques et stériles, elles préparèrent la voie à bien des améliorations pratiques dans les usages de la guerre.

Nous voyons d'abord la Russie, trois ans après, déclarer, lors de la guerre turco-russe, qu'elle observerait les règles proposées par la Conférence de 1874. En fait, elle promulgua le 10 juillet-1^{er} août 1877 un règlement temporaire sur les prisonniers de guerre, en 62 articles codifiant le respect dû aux captifs qui ne peuvent être l'objet d'aucune insulte ni d'aucune vexation (art. 33), et prévoyant une foule de détails relatifs aux traitements auxquels ils ont droit.

Puis en 1880, une collaboration de jurisconsultes, l'Institut de droit international, élabora à Oxford un Manuel des lois de la guerre sur terre, dépourvu évidemment de force obligatoire, mais très intéressant à consulter parce que certains de ses articles précisent des droits consacrés depuis longtemps par les usages des nations civilisées et conformes à la pratique internationale. Les paragraphes 61 à 84 sont consacrés à la condition des prisonniers de guerre, à la nature de leur captivité qui n'est ni une peine infligée aux ennemis, ni un acte de vengeance, mais seulement un séquestre temporaire qui doit être exempt de tout caractère pénal. Il faut tenir compte à la fois des égards qui sont dus aux prisonniers et de la nécessité de s'assurer de leur personne : ils sont au pouvoir du gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

A côté de ces codifications à caractère international

prennent place de nombreuses dispositions déterminant la situation des prisonniers de guerre, disséminées dans les règlements militaires de divers pays.

Le Règlement austro-hongrois « Die Armee im Felde (1881) » déclare que : « Les prisonniers de guerre ne sont pas capturés pour devoir subir une peine, mais pour assurer la sécurité du pays. Ce sont des prisonniers d'Etat. Ils doivent être traités avec douceur. Les maltraiter ou les soumettre à des vexations est contraire à l'honneur. Ils ne peuvent être employés aux travaux que selon leur rang et selon leur métier. On ne peut les faire marcher contre leurs compatriotes. »

Le Règlement sur le service des armées espagnoles en campagne, de 1882, rappelle que, comme de nos temps, la guerre n'a pas pour objet l'extermination de l'ennemi, les efforts d'une armée tendent à la capture du plus grand nombre possible de prisonniers (art. 905), que l'ennemi qui se rend, même les armes à la main, ne doit pas être maltraité, mais fait prisonnier de guerre (art. 906), qu'il est défendu sous des peines rigoureuses de maltraiter ou de dépouiller des prisonniers (art. 907), qu'on doit les protéger contre l'animosité des soldats et des populations (art. 910), que, la guerre étant terminée, la captivité cesse pour tous les prisonniers et qu'ils doivent être échangés ou mis en liberté sans rachat (art. 924).

Le Manual of military law (Manuel de législation militaire), publié pour la première fois en 1879 par le War Office anglais, contient un chapitre XIV, intitulé « Customs of War » (Coutumes de la guerre). Le droit de tuer un homme armé, y est-il dit, n'existe qu'aussi longtemps qu'il résiste. Aussitôt qu'il se soumet, il doit être traité

comme un prisonnier de guerre (art. 14). La détention des prisonniers de guerre n'a pour objet que de les empêcher de prendre encore part aux opérations de la guerre. Ils doivent donc être gardés pour éviter qu'ils ne s'évadent, mais rien de plus. Ils ne peuvent être obligés d'aider leurs capteurs dans les opérations militaires, mais on peut les employer d'une autre manière appropriée à leur condition sociale. Le capteur doit pourvoir à tous leurs besoins et les traiter d'une manière conforme à leur rang (art. 18). Une nation ne peut garder les prisonniers que jusqu'à la fin de la guerre (art. 20). Il faut blâmer l'exécution injuste de prisonniers, comme aussi l'idée qu'on avait anciennement, à savoir qu'une garnison qui défendait obstinément une place forte après qu'elle était devenue intenable dans l'opinion de l'ennemi, pouvait être passée au fil de l'épée (art. 31).

Le Règlement italien du 6 mars 1882 « Servizio in guerra », remplacé aujourd'hui par celui du 16 septembre 1896, déclarait déjà que les prisonniers de guerre sont prisonniers de l'Etat et non des corps ou des individus qui les ont forcés à se rendre, qu'ils doivent être traités avec humanité, en raison de leur grade et de leur qualité (art. 713).

On retrouve la même déclaration sur la nature de la captivité de guerre dans le Règlement de 1890, pour le service en campagne des armées du Portugal, qui défend expressément de maltraiter les prisonniers, envers lesquels on doit agir avec humanité et avec des égards proportionnels à leurs grades (art. 1092-1093). On ne peut leur imposer d'autres rigueurs que celles qui seront nécessaires pour empêcher leur évasion, et on leur donne une nourriture égale à celle des troupes nationales

(art. 1098). La guerre terminée, tous les prisonniers sont mis en liberté (art. 1106).

S'inspirant de ses traditions généreuses, la France dépassait bientôt les autres puissances dans la réglementation du sort des captifs. Le 21 mars 1893, paraissait un Règlement sur les prisonniers de guerre qui remplaçait celui du 6 mai 1859 et constituait un remarquable et très complet exposé de tous les progrès que la civilisation de la guerre a introduits dans le traitement des captifs. OEuvre d'une commission d'officiers généraux, revêtu de la sanction du Ministre de la guerre, ce document a un caractère tout à fait officiel, et son observation s'impose à nos soldats au même titre que celle des autres Règlements militaires. Ses dispositions offrent donc un très vif intérêt et nous aurons fréquemment l'occasion de les analyser en détail au cours de cette étude. Nous pouvons constater, dès à présent, qu'il a été l'objet d'un travail très approfondi, qu'il ne présente aucune omission et qu'il réalise à peu près tous les vœux émis en 1874 par la Conférence de Bruxelles, et en 1889, par le Congrès international des œuvres d'assistance en temps de guerre. Les mesures réglementaires adoptées, comme nous l'avons vu, par différentes nations, avaient déjà amélioré beaucoup la condition des prisonniers de guerre, mais on n'avait pas rencontré jusque-là une coordination aussi nette, aussi libérale, des droits et des devoirs de ceux-ci.

Le Règlement de 1893 envisage en détail toutes les phases de la captivité de guerre, tous les cas particuliers qu'elle peut présenter, ne laissant rien à l'imprévu. Il désigne et classe les individus susceptibles d'être traités en prisonniers de guerre ; il organise leur groupement

par fractions, leur transport par le service des étapes, l'installation des dépôts où ils seront gardés. Il pare à toutes les nécessités matérielles, vêtements, alimentation, hygiène, chauffage, etc. Les besoins moraux ne sont pas non plus oubliés : l'exercice du culte est assuré, les familles des prisonniers sont autorisées à venir les rejoindre dans le lieu de leur captivité, la correspondance est remise sans taxe, un bureau de renseignement est à la disposition des parents et amis dès le début de la campagne. Les conditions dans lesquelles les prisonniers peuvent être assujettis à certains travaux, les salaires auxquels ils ont le droit de prétendre, font l'objet du titre V en entier. Les égards que l'on doit observer vis-à-vis des officiers forment la matière de nombreux articles qui leur assurent une solde convenable, un internement plus doux sur parole donnée, la faculté de conserver leur sabre, etc.

En un mot, rien n'a été négligé pour faire ressortir que le but de la captivité des prisonniers de guerre est seulement d'empêcher ceux-ci de participer à la continuation des hostilités, que la France se reconnaît le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à leur garde, mais non pas celui de leur infliger des cruautés ou des mauvais traitements inutiles, injustifiés, non pas celui d'attenter à leur dignité.

La commission chargée d'élaborer le Règlement du 21 mars 1893, aurait voulu compléter son œuvre en donnant aux Sociétés de secours aux prisonniers, des facilités pour accomplir leur tâche généreuse ; elle dut y renoncer, car il fallait pour cela un accord international, qui devenait d'ailleurs de plus en plus indispensable pour donner une force obligatoire aux lois et cou-

tumes de la guerre, rédigées en 1874, dans le projet de Déclaration de Bruxelles, admises virtuellement par les peuples civilisés, mais non encore ratifiées par les puissances.

L'initiative de la Russie se manifesta de nouveau à cette occasion. A l'appel du tzar Nicolas II, les représentants de 26 puissances appartenant tant à l'Europe qu'à l'Asie et à l'Amérique, s'assemblèrent à La Haye, le 18 mai 1899; ils revisèrent et complétèrent, suivant leur programme, cette Déclaration de Bruxelles dans laquelle le traitement des prisonniers tient, nous l'avons vu, une place importante. Leurs travaux aboutirent à la Convention concernant les Lois et Coutumes de la guerre sur terre, du 29 juillet 1899, qui reçut, cette fois, la ratification de 24 des hautes parties contractantes : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis mexicains, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Monténégro, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, le Siam, la Suède et Norvège, la Turquie, la Bulgarie. Deux puissances signataires seulement, la Suisse et la Chine, ne donnèrent pas leur ratification. Le Droit de la guerre franchit ainsi un échelon très important dans la voie du progrès. C'était, en effet, la première fois, comme le remarque M. Pillet, qu'une convention générale était signée touchant cet objet; aussi, « parlera-t-on avec plus de confiance du droit de la guerre, maintenant que les usages désignés sous ce nom sont entrés dans le droit écrit des nations (1). »

(1) A. Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, pp. 449-450.

Les dispositions de la Convention de La Haye présentent, à la vérité, quelques imperfections qui ne doivent pas surprendre, étant données les divergences d'opinion, plusieurs fois manifestées par les représentants des grandes puissances et ceux des petites. La plus notable de ces imperfections résulte de l'article premier. Il y est dit que les hautes parties contractantes donneront à leurs armées de terre des instructions qui seront *conformes* au Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre, annexé à la Convention. Ce Règlement, objet propre de l'accord, n'est donc pas inséré dans le texte signé; par suite, l'engagement pris par les diverses puissances n'est pas de respecter l'intégrité de ce règlement, mais seulement d'établir pour leurs troupes continentales des instructions qui présentent quelque analogie avec ce règlement, qui lui soient conformes sans être pour cela absolument *identiques*. Ce procédé, laissant une si grande latitude dans l'exécution de la Convention, était peut-être imprudent; il fut choisi, nous dit M. Renault, rapporteur du comité de préparation de l'acte final, pour ne point éveiller certaines susceptibilités (1). Il fallait éviter à tout prix ce qui s'était passé à Bruxelles en 1874, une conférence n'aboutissant qu'à une déclaration platonique. La crainte d'une scission qui aurait réduit à néant tous les efforts accomplis par la diplomatie, et qui aurait ajourné *sine die* la réglementation réclamée par l'opinion publique, eut donc pour résultat cette rédaction de l'article premier. Celle-ci n'impose pas aux puissances une base identique dans leurs instructions militaires, comme l'avait demandé M. de Martens (2), mais une

(1) Procès-verbal de la Conférence, 8^e séance, *Actes*, p. 196.

(2) 2^e sous-commission, 2^e séance, procès-verbal, p. 36.

simple conformité, une similitude. Il faut avouer que l'interprétation de cette disposition est bien élastique, et inspire quelque crainte pour le succès complet de la Convention.

En outre, chose encore plus grave, aucun délai précis n'a été fixé pour la mise à exécution de cet article 1 de la part des puissances signataires, et c'est là une fâcheuse omission qui risquait de retarder indéfiniment le résultat pratique des travaux de la Conférence en ce qui concerne les lois de la guerre, et particulièrement le traitement des prisonniers. Les puissances n'ont pas mis en effet un très grand empressement à donner à leurs armées les instructions prévues. La France a été la première à remplir son engagement par le Décret du 28 novembre 1900, comme elle avait été la première à donner à ses officiers un Manuel de Droit international. En vertu de ce décret notifié par le Ministre de la guerre à la date du 16 juillet 1901, le Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la Convention de La Haye de 1899, est en vigueur dans l'armée française, et on doit en tenir compte dans l'application des autres règlements militaires, notamment du Décret et de l'Instruction de 1893 sur les prisonniers de guerre, et dans la détermination des individus à considérer comme tels.

Le gouvernement impérial russe, à qui l'on devait pourtant la réunion de la Conférence de La Haye, attendit jusqu'en 1904, jusqu'à la campagne russo-japonaise pour donner à son armée des Instructions sur les lois et coutumes de la guerre continentale. Un prikaz impérial du 14/27 juin 1904 approuva ces Instructions qui forment une annexe spéciale au Règlement sur le service en campagne, et dont la Revue militaire de l'étranger a donné

une traduction en 1905 (1^{er} semestre, page 89). Elles se divisent en deux parties : l'une en 44 articles, destinée aux officiers, est une réédition du Règlement de La Haye de 1899 ; l'autre ne contient que onze articles qui s'adressent aux hommes de troupe, sous une forme familière, parfois religieuse. Citons parmi les recommandations faites au soldat russe se rapportant à notre sujet, celles que voici : « Tu te bats contre les troupes ennemies, et non contre les habitants paisibles. — Ne frappe pas l'ennemi désarmé qui demande grâce. — Conduis-toi avec humanité envers le prisonnier. — Dépouiller les prisonniers... constitue une des plus grandes hontes pour un honnête soldat. »

Le Japon se décida, en même temps que son adversaire, à légiférer en matière du droit de la guerre et particulièrement à l'égard des prisonniers : de là toute une série de règlements. Ceux des 14 février et des 15 mai 1904 sur le traitement des prisonniers de guerre, celui du 3 mars 1904 sur le service postal et le service des mandats-postes pour les prisonniers, celui du 10 septembre 1904 sur les travaux des prisonniers de guerre, celui du 18 mars 1905, sur les promenades libres et l'habitation chez les particuliers, celui du 21 février 1904 sur le service du bureau de renseignements. Il faut y ajouter le Décret impérial du 2 février 1905, réglementant les dépôts de prisonniers de guerre et le Décret du 28 février 1905 sur les punitions qui leur sont infligées (1).

(1) On trouvera la traduction de ces règlements et décrets soit dans l'ouvrage de M. Nagao Ariga, *La Guerre russo-japonaise*, ch. iv, soit dans la *Revue de droit intern. et de législat. comparée*, où elle a été publiée en 1906 et 1907. par M. Akiyama.

L'ensemble de cette copieuse réglementation présente pour les captifs les mêmes garanties d'égards et de bons traitements que le Règlement français de 1893 et que la Convention de La Haye de 1899. La mise en pratique de ces différentes dispositions se trouva assurée par la présence sur le théâtre de la guerre de *conseillers légaux*, c'est-à-dire de juristes, diplomates ou professeurs de droit, attachés à l'état-major de chacune des armées japonaises. Ces conseillers légaux, créés en 1894 à l'occasion de la guerre sino-japonaise, doivent être consultés toutes les fois qu'une controverse embarrassante de droit international se présente. Cette institution originale fait que le Japon est à l'heure actuelle le seul pays où la civilisation de la guerre soit garantie par une collaboration active et organisée des officiers et des jurisconsultes, ces derniers étant chargés d'éclairer les militaires sur des questions litigieuses parfois très importantes et exigeant une solution immédiate, mais auxquelles un soldat est mal préparé à répondre. Pour garantir la bonne entente des officiers d'état major et des juristes qui leur sont adjoints, le gouvernement japonais a créé, dans ses écoles supérieures de guerre et de marine, des chaires de droit international, destinées à faire pénétrer dans l'armée les principes de ce droit auxquels le soldat du mikado doit avoir le souci de se conformer quand il a les armes à la main. En cette circonstance, comme en plusieurs autres, nous voyons la race nipponne manifester son désir de sortir de son long sommeil et de précéder désormais les puissances européennes dans la voie de la civilisation.

Au lendemain de la Conférence de La Haye, l'Angleterre fut accusée de ne pas observer les lois de la guerre

pendant la campagne sud-africaine : elle a allégué, pour se justifier, que ses adversaires, les Boërs, étaient plutôt des insurgés, des révoltés, que des belligérants proprement dits. Depuis, le War Office a affirmé son adhésion aux principes adoptés à La Haye, en transformant le chapitre du *Manual of military law* intitulé « the laws and customs of war », dont nous avons parlé précédemment. Ce chapitre contient maintenant in-extenso outre la convention de Genève et la Déclaration de Saint-Petersbourg prohibant les projectiles explosibles d'un poids inférieur à 500 grammes, le texte du Règlement de La Haye concernant les lois de la guerre sur terre. Une telle publication suffit à démontrer l'intention du gouvernement anglais de se conformer à ce Règlement et de traiter ses prisonniers en conséquence au cours de ses futures luttes internationales.

La Suisse qui n'a jamais voulu admettre certaines dispositions du Règlement de 1899, relatives à la levée en masse, a déclaré cependant dans une annexe au Service en campagne du 31 mars 1904 « que les règles de droit établies à La Haye sont obligatoires pour l'armée suisse » (page 264).

L'Italie, l'Espagne, le Portugal, les Etats-Unis avaient devancé, comme nous l'avons vu, la sollicitude de la Conférence de La Haye à l'égard des prisonniers : les règlements que nous avons cités pour chacune de ces nations n'ont pas été transformés depuis, mais il n'y aurait que peu de modifications à y introduire pour les rendre identiques à celui qui a été élaboré en 1899.

La puissance qui intéresse le plus la France au point de vue militaire, l'Allemagne, s'est abstenue de donner une réglementation particulière sur les prisonniers de guerre,

et son Règlement sur le Service en campagne dont la dernière édition est du 22 mars 1908, n'emprunte rien à la Convention de La Haye. On trouve seulement dans le Reichsgesetzblatt (Bulletin des lois de l'Empire) du 9 novembre 1901, le texte complet de cette Convention et du Règlement annexé. Le fait de cette publication officielle signifie que les Allemands ont l'intention de tenir compte de ce Règlement, bien qu'il n'ait pas été déclaré franchement obligatoire. En effet, un document dont nous avons parlé plus haut, dépourvu, il est vrai, de la forme réglementaire, mais possédant un caractère absolument officiel, puisqu'il a été rédigé en 1902 par le Grand État-Major allemand, le *Kriegsbrauch im Landkriege* — les Lois de la guerre continentale — indique bien que nos voisins admettent la conception moderne du prisonnier de guerre, le changement survenu dans les principes qui régissent la situation et le traitement des captifs (1).

De même, le gouvernement austro-hongrois s'est borné à n'introduire comme dispositions internationales, dans son Règlement sur le service en campagne de 1901, que celles relatives à la Convention de Genève (art. 209 et 210). Mais le ministre de la guerre a fait rédiger par le major Anton Schupp, pour l'usage des académies militaires, une publication officielle intitulée *Rechtslehre* (Enseignement du Droit) dont la IV^e partie contient les principes du droit des gens, et affirme de la part de l'Autriche-Hongrie, des principes analogues à ceux de son principal allié de la Triplice.

La rapide excursion que nous venons de faire à travers

(1) *Les lois de la guerre continentale*, traduct. Carpentier, 1^{re} partie, ch. 11, p. 25 et s.

les archives militaires et diplomatiques, nous permet de constater qu'un accord s'est établi à l'heure actuelle sur l'idée que l'on doit se faire du prisonnier de guerre, et sur le traitement qu'il mérite. Les nations civilisées s'entendent désormais sur la plupart des points fondamentaux de cette question. Mais il reste encore à la surface du globe, bien des peuples qui ne respectent pas les lois de la guerre et qui restent totalement étrangers aux principes que nous avons énumérés. Et c'est malheureusement avec ces peuplades sauvages que nos troupes sont destinées à se mesurer le plus souvent. Tels sont les Marocains, et certains Asiatiques qui traitent, avec un raffinement de cruauté inouï, les ennemis tombés entre leurs mains. Nos dernières expéditions coloniales ont été trop de fois l'occasion d'atrocités sans nom sur lesquelles on a jeté autant que possible le voile pour éviter aux familles des infortunées victimes une trop cruelle impression. C'est ainsi que nos soldats, lors de la récente expédition du Maroc, ont repris aux Touaregs un maréchal des logis, leur prisonnier, encore vivant, mais à qui on avait arraché les deux yeux : une pratique barbare de ces musulmans, farouches partisans du Croissant, et ennemis de tout ce qui est chrétien, consiste à balafrer le visage de leurs captifs à l'aide de deux coups de sabre appliqués en forme de croix, et à le transformer ainsi en un masque douloureux et repoussant. D'autres mutilations plus sauvages et plus ignominieuses sont habituelles de la part de ces brutes immondes. Les Orientaux appartenant à la race chinoise font quelquefois preuve d'une cruauté encore plus raffinée, presque diabolique, vis-à-vis de leurs prisonniers. Ils les suspendent par exemple au-dessus d'une rangée de pousses de bambous

taillées en pointe : sous l'influence de la végétation luxuriante des pays chauds, ces bambous croissent et, transperçant bientôt la peau des malheureux, parviennent à se frayer un passage au travers de leur corps, on devine au prix de quelles souffrances ! D'autres fois, le captif, enduit de miel, est accroché aux branches d'un arbre, où il est dévoré par les insectes ; ou bien on l'immobilise, la figure appuyée sur une fourmilière ; ou on lui enferme la tête dans une cage dans laquelle ont été placés au préalable deux rats destinés à le ronger lentement. Comment parler de modération à des soldats dont les camarades viennent de subir des supplices aussi inhumains ? Il ne faut même pas y songer et l'on doit se résoudre à ce que la guerre redevienne alors ce qu'elle était jadis, la lutte impitoyable de deux fauves sanguinaires. Tous ces procédés barbares font frémir d'horreur, et les énoncer suffit pour nous convaincre que l'un des plus précieux bienfaits de la civilisation dont nous jouissons, est celui d'avoir humanisé la guerre, et en particulier d'avoir inspiré le respect du prisonnier de guerre comme nous le ferons ressortir en détail dans les chapitres qui vont suivre.

CHAPITRE II

QUI PEUT-ON FAIRE PRISONNIER DE GUERRE ?

MILITAIRES ET MILITARISÉS

Distinction admise actuellement, au point de vue de la Captivité de guerre, entre les différents sujets des Etats belligérants. — Participation directe ou indirecte aux hostilités. — Militaires et militarisés, civils coopérant à la guerre. — Armée nationale proprement dite. — Troupes coloniales : les Turcos en 1870-71. — Troupes étrangères à la solde d'un gouvernement : La Légion étrangère française et l'Allemagne. — Corps francs : leur situation en 1870-71. — Services auxiliaires de l'armée. — Hommes militarisés par la levée en masse. — Nécessité d'un signe distinctif de belligérance pour être traité en prisonnier de guerre. — Exigences des Allemands en 1870 71.

Les guerres de l'antiquité offraient le douloureux spectacle de populations entières arrachées par leurs vainqueurs au sol qui les avait vues naître, et emmenées captives, loin de tout ce qui leur était cher pour subir un joug barbare et perpétuel. Femmes et enfants, vieillards et guerriers, tous étaient confondus dans ce cruel exode qui s'appliquait aussi bien aux combattants qu'à ceux qui n'avaient jamais manié une arme. C'est que le but de la guerre était alors le plus souvent d'assurer le recrutement des esclaves indispensables à une époque où le travail manuel, fort peu considéré, leur était presque complètement abandonné. Tel fut le sort des Hébreux

arrachés de la Palestine par Nabuchodonosor ou par les Pharaons et sans le concours desquels, Chéops, Chéphren et Mycérinus n'auraient peut-être pas élevé ces énigmatiques pyramides qui étonnèrent l'esprit humain à travers les siècles. Les Romains, pour constituer leur famille, ravissaient à leurs voisins les Sabins, les femmes dont ils voulaient faire leurs compagnes : ils enlevaient à la Grèce cette foule de lettrés, d'artistes et de savants qui introduisant à Rome les trésors de la civilisation hellénique, conquièrent à leur tour leurs farouches vainqueurs. A l'exemple des peuples de l'antiquité, les hordes des invasions barbares, les bandes armées du Moyen âge, les pirates barbaresques faisaient des prisonniers sans établir aucune distinction entre les individus qui participaient aux hostilités et ceux qui, par leur âge, leur sexe, ou leur situation sociale apparaissaient comme essentiellement paisibles. Il suffisait qu'une créature appartînt à la race ennemie pour qu'à leurs yeux, elle fût susceptible d'être capturée.

Il a fallu, pour établir une distinction entre les belligérants et les non-belligérants, que la guerre perdît son caractère de sauvagerie et de férocité, qu'elle cessât d'être une simple lutte d'homme à homme, pour devenir une relation de nation à nation, dans laquelle les individus ne sont ennemis les uns des autres qu'autant qu'ils prennent part aux opérations militaires. La création des armées permanentes facilitant cette séparation, il est admis universellement aujourd'hui qu'il n'est plus permis d'user de violences contre la population tout entière d'un territoire envahi et que seuls, peuvent être faits prisonniers, les individus qui prêtent leur concours plus ou moins actif aux hostilités.

C'est ce que déclarait le roi Guillaume de Prusse, commandant en chef des armées allemandes, lorsque, le 11 août 1870, il lançait la proclamation suivante : « Je fais la guerre aux soldats français (französischen Soldaten), et non aux citoyens de la France (Bürgern Frankreichs). Ceux-ci continueront donc à jouir d'une complète sécurité pour leurs personnes et leurs biens, aussi longtemps qu'ils ne me priveront pas eux-mêmes par des entreprises hostiles contre les troupes allemandes, du droit de leur accorder ma protection ». Le prince Frédéric-Guillaume disait de son côté aux habitants de la Lorraine : « L'Allemagne fait la guerre à l'empereur des Français et non aux Français » (1). Les deux chefs allemands donnaient ainsi leur adhésion au principe que les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non comme membre de leur patrie, mais seulement lorsqu'ils prennent sa défense. Cette idée formulée pour la première fois par J.-J. Rousseau dans son Contrat social, développée par Portalis, Heffter, Bluntschli, Pradier-Fodéré, etc., n'est plus désormais contredite ; grâce à elle les sujets d'un État ne seront faits prisonniers de guerre que lorsqu'ils appartiendront à la force armée de cet État, ou lorsqu'ils s'immisceront d'une manière quelconque à des actes d'hostilité.

Il existe donc deux catégories d'individus susceptibles d'être capturés au cours d'une campagne, d'une part les militaires proprement dits et les citoyens militarisés c'est-à-dire tous les habitants qui portent les armes d'une façon régulière, d'autre part les civils qui collaborent directement ou indirectement aux opérations de la guerre sans prendre les armes.

1) Valfrey. *Histoire diplomatique du Gouvernement de la Défense nationale*.

Nous allons examiner ces deux catégories dans des chapitres différents comprenant, l'un les militaires et militarisés, l'autre, les civils coopérant à la guerre : nous étudierons ensuite les cas particuliers résultant de la Convention de Genève et de l'usage des otages, puis nous envisagerons la situation spéciale des espions, des traîtres et des déserteurs, qui, en cas de capture, ne peuvent être assimilés à des prisonniers de guerre.

Qui doit-on ranger dans la catégorie des *militaires* et des *militarisés*, c'est-à-dire dans la catégorie des individus à qui un État a confié des armes pour protéger le pays contre une invasion étrangère, ou pour défendre ses intérêts au delà de la frontière ? En premier lieu, tous les individus composant l'armée nationale proprement dite, puis les troupes coloniales, les troupes étrangères à la solde de l'État, les corps francs militarisés, les corps auxiliaires de l'armée, train des équipages, télégraphistes, régiments des chemins de fer, pontonniers, agents des services administratifs de l'intendance, de l'habillement, des étapes, de la trésorerie, de la justice militaire, gendarmes et enfin les habitants faisant partie de la levée en masse (1). Avec l'importance des armements modernes et le service militaire rendu obligatoire dans la plupart des nations, la catégorie que nous examinons englobera presque tous les hommes capables de porter les armes dans un pays. En France, ne resteront dans leurs foyers avec les femmes et les enfants, que les citoyens âgés de plus de 45 ans ou ceux à qui leurs infirmités ne permettront pas de manier un fusil, ou de supporter l'épreuve

(1) Nous ne mentionnons pas le Service de Santé à qui la Convention de Genève a créé, comme nous le verrons, une situation toute particulière.

d'une campagne : encore utilisera-t-on ces derniers, autant que possible, dans les différents services auxiliaires.

Il importait cependant de préciser les caractères qui doivent distinguer les militaires ou militarisés, de la portion inoffensive de la population, afin d'éviter toute incertitude sur le théâtre de la guerre et de permettre aux belligérants de reconnaître quand ils sont en présence de combattants loyaux et réguliers.

Ce fut le premier souci de la Conférence de La Haye, dans la rédaction de son Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, dont voici les deux premiers articles :

ART. 1^{er}. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3° De porter les armes ouvertement ;

4° De se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée.

ART. 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'armée, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion, sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 1^{er}, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Sera donc regardé comme un belligérant régulier, et par suite, devra être traité en prisonnier de guerre, tout individu appartenant à une troupe hiérarchisée et disciplinée, portant un uniforme et une arme visibles, et observant les lois de la guerre. L'absence de l'une de ces conditions rend les individus qui se livrent isolément à des actes de violence sur l'ennemi, justiciables d'une cour martiale : ce ne sont plus des belligérants, mais des criminels. Toutefois, l'article 2 précité, établit pour les hommes composant la levée en masse, une exception sur laquelle nous reviendrons. Examinons auparavant les différents groupements auxquels peuvent appartenir les militaires ou militarisés.

§ 1. — L'armée nationale proprement dite.

L'armée nationale, organisée dès le temps de paix, englobe dans presque tous les pays, comme nous l'avons vu, la plupart des citoyens valides. Les troupes qui la composent, formées de soldats levés par l'autorité publique, enrégimentés, armés par l'Etat, sous l'autorité de chefs nommés par lui, ne sont pas continuellement tenues sous les armes, mais elles ne cessent pas d'être à la disposition du gouvernement sous des dénominations diverses suivant le système adopté pour l'utilisation des forces nationales. En France, l'armée active serait, en cas de mobilisation, renforcée par la réserve de l'armée active, par l'armée territoriale et la réserve de l'armée territoriale. En Allemagne, l'armée active recevrait l'appoint des deux bans de la Landwehr et des deux bans de la Landsturm. Il y a également en Autriche une Landwehr

et une Landsturm prévues pour le cas de guerre. L'Italie possède une armée permanente, une milice mobile et une milice territoriale. L'armée russe se compose des troupes permanentes de l'active et de la réserve, ainsi que de la milice formée par la population mâle, jusqu'à 40 ans. Le service militaire s'accomplit en Suède dans le Berväring et dans le Landsturm et est terminé à 32 ans ; par contre les Norvégiens ne sont libérés qu'à 50 ans et se trouvent répartis en troupes de ligne, Landvairn et Landsturm.

L'Angleterre elle-même, avertie par les cruelles épreuves de la guerre du Transvaal, et moins confiante dans la sécurité que lui inspire sa « ceinture d'argent », donne une importance de plus en plus grande à son armée continentale. Bornons là cette énumération, et constatons que les groupements militaires ainsi constitués en pleine paix, offrent les garanties les plus complètes pour le respect de la notion de belligérance, et que les soldats qui les composent sont aussi assurés que possible d'être traités en prisonniers de guerre, et non en criminels, si le sort des armes les fait tomber aux mains de leurs adversaires.

§ 2. — Troupes coloniales.

Plusieurs Etats adjoignent à leur armée nationale des troupes recrutées parmi les indigènes de leurs colonies. C'est le cas, par exemple, de la France pour les spahis et les tirailleurs algériens, vulgairement turcos ; de la Hollande et du Portugal pour leurs contingents coloniaux ; de l'Angleterre pour ses cipayes, ses troupes « na-

tives of India » qui forment les deux tiers du corps d'occupation de l'Hindoustan. Les soldats qui composent ces différents corps doivent-ils être traités en belligérants réguliers? Assurément oui, s'ils connaissent et respectent les lois de la guerre, ainsi que les mœurs des peuples civilisés, mais à cette condition seule ; elle sera d'ailleurs presque toujours remplie, toujours respectée, car à l'époque actuelle une nation qui a la prétention d'observer les principes du droit international, ne saurait, sans déchoir, introduire sur le champ de bataille des barbares capables de le souiller par leurs procédés révoltants. C'est donc à tort que le gouvernement de la Confédération de l'Allemagne du Nord, protestait le 9 janvier 1871, par l'intermédiaire du chancelier de Bismarck, contre l'emploi des turcos sur le théâtre de la guerre française, assimilant la mise en ligne de ces troupes soi-disant non civilisées à un moyen de guerre illicite. Le 23 janvier, M. de Chaudordy répondit aux récriminations allemandes en déclarant qu'il n'était prouvé, à la charge de nos tirailleurs algériens, aucun procédé barbare de la nature de ceux dont les Prussiens s'étaient rendus coupables vis-à-vis des habitants inoffensifs. En effet, le Grand État-Major allemand qui, dans son *Kriegsbrauch im Landkriege*, a reproduit les accusations de M. de Bismarck et nous reproche un retour vers la conduite barbare de la guerre par l'usage de troupes n'ayant aucune intelligence de la civilisation européenne, n'a appuyé son allégation que sur le témoignage de M. Rolin-Jacquemyis, dans la *Revue de droit international* de 1871. Mais celui-ci n'a jamais eu l'intention de démontrer cette pure calomnie : il se contente tout simplement de rappeler la circulaire précitée du 9 janvier 1871 et les articles d'un journal, l'*Indépendance*

algérienne, adressant aux goums un appel d'assez mauvais goût. Les Arabes et les Bédouins avec lesquels la France compose ses troupes algériennes ne sauraient être assimilés à des sauvages : en contact permanent avec notre civilisation, commandés par un cadre d'officiers et de sous-officiers dont un très grand nombre sont français, exercés et disciplinés à l'européenne, ces soldats ont droit en cas de capture au même traitement que leurs camarades de l'armée métropolitaine.

Il n'en est peut être pas tout à fait de même des hordes sauvages que les Anglais utilisèrent pendant la guerre du Transvaal. Une photographie publiée par l'*Illustrated London news* du 27 janvier 1900 représente des Cafres armés, avec la légende : « Un groupe de 1.000 soldats fournis par le chef Kama et combattant maintenant pour nous. » Le *Times* annonçait, d'autre part, le 28 décembre 1900, la présence de 100 Maoris dans le 6^e contingent de la Nouvelle-Zélande. Wet et Stein protestèrent le 14 janvier 1901 contre ce procédé, blâmé d'ailleurs par le *Star* qui le qualifia de « faute stupide », surtout après le refus d'employer des troupes indiennes, disciplinées, en Afrique. Il est intéressant de rappeler à ce propos les paroles de lord Chatam qui reprochait en 1777, au gouvernement anglais, « d'avoir associé la massue et le couteau des Peaux-Rouges aux armes britanniques dirigées contre les colons américains » (1).

Le Japon et la Russie se sont mutuellement reproché d'avoir fait emploi de Toungouses dans leur dernière guerre. M. Nagao Ariga fait observer qu'il existe plusieurs catégories de Toungouses, que certains sont pil-

(1) *Revue générale de droit intern.*, 1901, p. 110.

lards, criminels et barbares, mais que ce n'est pas à cette catégorie que l'armée japonaise et l'armée russe firent appel. Les Toungouses utilisés sur le théâtre de la guerre n'étaient nullement sauvages : organisés en corps réguliers et commandés par des officiers japonais ou russes, ils avaient tous les caractères requis par l'article 1^{er} du Règlement de La Haye (1).

C'est d'ailleurs l'absence de civilisation chez un individu, et non pas la différence de race qui justifie le refus de lui accorder les prérogatives du belligérant régulier et du prisonnier de guerre. Les Instructions américaines l'ont affirmé dès 1863 : « Nul belligérant n'a le droit de déclarer que ses ennemis d'une certaine classe, *couleur* ou condition, organisés militairement, ne seront pas traités par lui en ennemi public (art. 57). Le droit international n'admet pas de distinction de couleur, (art. 58).

Le Règlement de La Haye n'a pas prévu cette question ; mais la présence à la Conférence des représentants de puissances telles que la Chine, le Japon, la Perse, le Siam, démontre suffisamment que le seul fait d'appartenir à une autre race que la race indo-européenne n'expose pas un soldat à subir un traitement d'exception en cas de capture.

Il faudrait pour cela qu'il témoignât, en outre, un complet mépris des usages de la guerre, et qu'il fût totalement étranger à la discipline militaire des pays civilisés.

(1) Nagao-Arigo, *La guerre russo-japonaise*, chap. ix, p. 268.

§ 3. — Troupes étrangères à la solde d'un gouvernement.

Le service militaire obligatoire a supprimé la raison d'être des anciennes troupes mercenaires auxquelles le peu d'importance des armées permanentes obligeait les Etats à avoir recours autrefois. Il n'y a pas lieu de regretter cette disparition, car les Condottieri, Escorcheurs, Routiers ou Tard-venus étaient des hordes pillardes, à la dévotion du souverain qui leur accordait la plus forte solde et leurs excès donnèrent un caractère odieux aux guerres du Moyen-âge. A ces bandes succédèrent les corps mieux organisés que les rois de France recrutaient parmi les Ecossais, les Suisses ou les Allemands. Charles VII eut à son service les Ecossais de Douglas et de Duncan. Louis XI, au lendemain de la bataille de Guinegatte, conclut avec les Cantons suisses, la première de ces « Capitulations » qui devaient procurer à nos monarques de nombreux auxiliaires, les Cent-Suisses, les Gardes-Suisses, dont le dévouement, lors du 10 août, est légendaire. Ce qu'il est intéressant de remarquer, c'est que ces soldats mercenaires étaient loués au roi de France, par leur propre gouvernement, sans que celui-ci sortit pour cela de la neutralité vis-à-vis des autres puissances. Le droit des gens admettait en effet à cette époque une semblable anomalie, pourvu que la capitulation ait été signée avant la guerre et sans animosité contre un autre Etat. Aussi les électeurs de Hesse se faisaient-ils « marchands d'hommes » et trafiquaient-ils de leurs nationaux au profit de l'Angleterre. La location des troupes suisses prévue par les « Capitulations » se rencontre encore après

1830, notamment au profit du royaume de Naples. Mais la Constitution de 1848 a enlevé au gouvernement fédéral la faculté de conclure de semblables arrangements, faculté vraiment anormale pour un peuple admis depuis 1815 au bénéfice de la neutralité perpétuelle.

L'usage des troupes mercenaires a été conservé en France jusqu'à un certain point par l'existence de la Légion étrangère, dans laquelle sont incorporés tous les individus qui en font la demande, à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

Ce corps fut créé en 1831, pour remplacer les régiments étrangers dissous par Louis-Philippe ; il fut d'abord stationné en Algérie et a pris part à toutes nos expéditions lointaines au Mexique, au Tonkin, au Soudan, à Madagascar, au Maroc. Il est assimilé aux troupes nationales et soumis aux mêmes règlements : les individus qui en font partie peuvent donc, s'ils sont faits prisonniers, réclamer le même traitement que les soldats français. Mais il y a une exception pour ceux qui, transfuges, déserteurs, ou réfractaires tomberaient entre les mains de la nation dont ils ont transgressé la loi militaire : ceux-là ne seraient pas considérés comme des prisonniers de guerre et seraient justiciables d'une cour martiale. Ce pourrait être notamment le cas de nombreux Alsaciens-Lorrains et de déserteurs allemands (1) dont la présence dans la Légion étrangère a le don d'exaspérer nos voisins d'Outre-Rhin qui ne cessent de la critiquer. Le 10 décembre 1908, à propos de l'incident des déserteurs de Casa-

(1) 130 déserteurs allemands se sont présentés pendant le dernier trimestre de l'année 1908, pour contracter un engagement dans la Légion étrangère.

blanca, le député allemand Haussmann déclarait aux applaudissements de tout le Reichstag qu'il espérait que le Tribunal international de La Haye s'occuperait « de la situation de la Légion étrangère dont le caractère mercenaire ne convient plus à notre époque. » Il faut donc user d'une certaine circonspection à l'égard de l'emploi des légionnaires sur les champs de bataille européens et leur confier de préférence la garde de nos colonies, qui peuvent être le théâtre de soulèvements lorsque la métropole est attaquée.

Le cas particulier que nous venons de signaler n'existait pas pour les volontaires étrangers de 1870-71, garibaldiens et autres, et cependant les Allemands leur contestèrent souvent la qualité de belligérants ; leur situation se confondant sur beaucoup de points avec celle des corps francs, nous l'examinerons, en même temps, dans le paragraphe suivant.

Certains pays n'admettent du reste jamais l'enrôlement de volontaires étrangers : telle est l'Espagne dont les règlements militaires s'y opposent, comme le rappelait, le 6 mai 1898, une note du gouvernement espagnol, à propos de la guerre hispano-américaine (1).

La Serbie et le Monténégro acceptèrent au contraire en 1876 le concours d'un certain nombre de volontaires russes. Citons aussi la légion Philhellène, composée d'étrangers dévoués à la Grèce, qui se firent remarquer pendant la guerre gréco-turque, et notamment à Démokos, par leur discipline et leur bravoure. Il n'en fut pas de même des bataillons de Bachi-Bouzouks, volontaires albanais, pillards et indépendants qui donnèrent aux géné-

(1) *Revue générale de droit intern.*, 1898.

raux ottomans beaucoup de soucis et peu de secours au point de vue des opérations militaires. Le sultan Abdul-Hamid eut davantage à se louer des officiers allemands qui avaient mis leur épée à sa disposition et qui aidèrent très efficacement le haut commandement turc pendant cette campagne.

Au cours de la guerre du Transvaal, les Anglais n'hésitèrent pas à traiter en adversaires réguliers les étrangers venus au secours des Boërs : on sait qu'ils rendirent à la dépouille mortelle du colonel de Villebois-Mareuil, les honneurs que méritait son caractère si chevaleresque.

Il résulte de tous ces exemples que les étrangers à la solde d'un état belligérant, remplissant les conditions de l'article 1 du règlement de La Haye, méritent les égards dus aux prisonniers de guerre, sauf le cas où, sujets réfractaires de l'Etat capteur, ils sont regardés comme des criminels et tombent sous le coup de la loi militaire du pays qu'ils ont déserté.

§ 4. — Corps francs.

On doit entendre par corps francs des bandes organisées, reconnaissables à des insignes distinctifs, autorisées par l'Etat belligérant et se conformant aux lois de la guerre, mais agissant d'une façon indépendante, par petits détachements, harcelant l'armée ennemie par des embuscades, arrêtant ses convois, sans avoir l'obligation de subordonner leurs attaques aux instructions de l'état-major général. Ils sont connus sous les noms d'Éclai-

reurs, de Francs-tireurs, de Guérilleros, de Partisans. La généralisation du service militaire obligatoire pour tous les habitants fera de plus en plus rare l'intervention de ces corps francs qui sont d'ailleurs loin de rendre au pays les services qu'ils promettent ; ils manquent souvent de discipline et deviennent parfois un fléau pour les populations qu'ils doivent soi-disant défendre, et qui, en réalité, sont les victimes de leurs brigandages. Pour presque tous les États, l'armée est devenue un vaste cadre, dans lequel tous les éléments de résistance de la nation, instruits et classés d'avance, viennent se ranger autour du noyau de l'active, le jour où la patrie menacée décrète la mobilisation. Il n'y a plus guère que les petits États, dépourvus d'une organisation militaire suffisante pour faire respecter leur indépendance ou leur neutralité, qui peuvent encore prévoir la formation de corps francs ; ils devront s'efforcer de leur donner les caractères énumérés dans l'article 1 du Règlement de La Haye s'ils veulent éviter que les combattants qui en feront partie, ne soient pas traités comme des brigands, comme le furent souvent nos francs-tireurs en 1870-71. Les Allemands firent preuve, à l'égard de ceux-ci, d'une prévention très peu justifiée que l'on retrouve exprimée dans une proclamation du général Wenden, datée de Boulzicourt (Ardennes), le 10 décembre 1870. Celui-ci rappelait un arrêté pris le 31 octobre par le commandant en chef de la 2^e armée, et déclarait que « tout individu qui ne fait partie ni de l'armée régulière française ni de la garde nationale mobile et qui sera trouvé muni d'une arme, portât-il le nom de *franc-tireur* ou autre... du moment où il sera saisi en flagrant délit d'hostilités contre nos troupes, sera considéré comme traître et pendu ou fusillé

sans autre forme de procès ». (1) Le 16 octobre 1870, deux cents francs-tireurs furent pris après avoir blessé un Bavarois en faction ; voici le sort cruel qui leur fut infligé, au dire d'un soldat allemand qui écrivait le 23 octobre 1870, dans une lettre adressée à son parrain et publiée par le *Volkszeitung* : « Chacun d'eux dut creuser sa fosse, et l'un a été tué après l'autre, de sorte que le suivant a dû toujours enterrer et couvrir celui qui avait été tué avant lui, pour être fusillé à son tour. Ce fut horrible à entendre et à voir ». (2).

Il y eut là une confusion déplorable entre de loyaux défenseurs de la patrie et les rôdeurs armés, véritables pirates de terre qui se mettent d'eux-mêmes hors la loi et ne méritent aucune pitié. Les Allemands ne se départirent guère de leur inexorable rigueur envers nos francs-tireurs, et même envers nos gardes nationaux mobiles et mobilisés, incorporés en vertu de la loi du 25 août 1870, bien qu'ils aient été menacés par le gouvernement français de représailles contre leur landwehr et leur landsturm. Voici en effet ce que déclarait le Ministre de la guerre à la séance du Sénat du 2 septembre 1870 : « La garde mobile et les francs-tireurs qui y sont assimilés par leur organisation ou qui ont été formés par des autorisations régulières, représentent une force constituée en vertu de la loi française : leur costume a été défini et la blouse bleue avec ornements rouges des hommes de la garde nationale mobile qui portent en outre le képi, ne saurait être confondu de bonne foi avec le vêtement du

(1) *Revue de droit intern.*, 1871, p. 1163. Morin, *Les lois de la guerre*. t. I, p. 552.

(2) Morin, *Lois de la guerre*, t. I, p. 552.

paysan de France. Le Ministre de la guerre n'hésite donc pas à déclarer que si la Prusse traite comme étrangères à l'armée de semblables troupes, les chefs de corps français useront de représailles envers les hommes de la landwehr et du landsturm qui représentent les mêmes forces en Allemagne (1). »

C'est d'ailleurs par un étrange abus que les Allemands qualifiaient de *traîtres* et punissaient comme tels, des soldats disciplinés, combattant loyalement suivant les usages de la guerre et n'étant tenu à un devoir de fidélité qu'envers leur patrie, la France. *Traître* est synonyme de *perfide* et le perfide est celui qui manque à sa foi : or aucune foi ne liait les francs-tireurs, dont nous parlons, aux Allemands qui les traitèrent avec la plus extrême rigueur, en les salissant de leurs injures. Pour se défendre d'avoir faussé la signification de ce mot, les Allemands ont imaginé un vocable spécial, celui de trahison de guerre (*Kriegsverrath*) (2). C'est un moyen commode de justifier des mesures draconiennes et cruelles de la nature de celles que nous venons de rapporter.

Les corps francs furent très nombreux pendant la guerre franco-allemande ; près de 400, comprenant 80.0000 hommes (3), car beaucoup de personnes préféreraient faire campagne à leur gré et sous des chefs de leur choix : le gouvernement de Tours favorisa du reste cette tendance, en allouant, par le Décret du 28 septembre 1870, à ceux qui s'enrôlaient dans les corps

(1) *Journal officiel* du 3 septembre 1870.

(2) Bluntschli, *Völkerrecht*, 631-632. Lueder, dans le *Handbuch de Holtzendorff*, t. IV, p. 471.

(3) Comin. Rousset, *Guerre de 1870-71*, t. V, p. 270.

francs plutôt que dans les troupes régulières, une solde de 1 franc par jour pour les soldats et de 1 fr. 50 pour les sous-officiers. Ces corps étaient composés des éléments les plus variés, français ou étrangers, et portaient les appellations les plus diverses, Volontaires de Cathelineau, Zouaves pontificaux, Garibaldiens, Chasseurs des Vosges, Éclaireurs de Bombonnel et de Franchetti, bataillon de Lipowski, etc. Ils furent tous pourvus d'uniformes, soumis à la discipline militaire, et rattachés chacun à un corps d'armée régulière, en exécution du Décret du 11 octobre 1870, rendu à la suite des protestations des Allemands contre la tenue irrégulière des francs-tireurs. Il n'y avait donc aucun motif pour permettre à l'armée allemande de ne pas considérer de tels adversaires comme dignes du traitement des prisonniers de guerre, lorsqu'ils tombaient entre ses mains (1). Ces corps n'offraient aucune analogie avec ceux qui prirent part à l'expédition de Garibaldi contre Naples, où à celle de Jameson contre Johannesburg et à qui l'absence d'autorisation d'un gouvernement régulier donnait toutes les apparences de pirates continentaux.

(1) Aussi ne peut-on rapporter sans indignation le propos cruel de Bismarck apprenant que sur 1.200 prisonniers faits au combat du Bourget, un grand nombre étaient des francs-tireurs : « Des francs-tireurs prisonniers ! aurait-il dit, fort en colère Je ne conçois pas cela ; on aurait dû les fusiller les uns après les autres. » (Maurice Busch, *Les Mémoires de Bismarck*, t. I, p. 173. Ch. Benoist, *Le prince de Bismarck*, p. 157.)

§ 5. — Services auxiliaires de l'armée.

Les armées modernes sont suivies en campagne d'un nombre toujours croissant d'auxiliaires qui n'ont pas pour mission de lutter par la force contre les troupes ennemies, mais qui prennent cependant une part active aux opérations de la guerre, en assurant le ravitaillement en vivres et munitions, le service de santé, le payement de la solde, les transports de toute nature, le maintien de l'ordre, l'exercice de la justice militaire. Nous renvoyons au début de ce chapitre pour la liste que nous avons donnée des personnes attachées à l'armée à des titres divers et contribuant au fonctionnement de ses organes. Bien que ces personnes portent le nom de non-combattants, l'ennemi a quand même le droit de les faire prisonniers de guerre, en raison du concours indispensable qu'ils donnent aux combattants proprement dits. Si l'ennemi n'agissait pas ainsi, les auxiliaires laissés en liberté s'empresseraient d'aller porter à une autre partie de leur armée nationale des services que la complication des armements modernes rend de plus en plus précieux. Car leur rôle, si obscur qu'il soit, n'en contribue pas moins puissamment à prolonger la lutte.

C'est ce que dit très explicitement l'article 3 du Règlement de La Haye : « Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, *les uns et les autres* ont droit au traitement des prisonniers de guerre. »

Les non combattants sont le plus souvent porteurs

d'une arme dont ils ne doivent se servir que pour leur défense personnelle ; si, dans l'attaque d'un convoi ou sur le champ de bataille, par suite d'une manœuvre qui les met à la merci de l'ennemi, ils sont obligés de tirer leur sabre ou de faire le coup de feu pour garantir leur propre existence, ils ne perdent pas pour cela le droit d'être traités en prisonniers de guerre quand ils sont capturés.

La Convention de Genève accorde, comme nous le verrons, une immunité particulière aux auxiliaires du Service de santé. Il existe en outre une exception très intéressante dont bénéficient les *sauvegardes effectives*. Ces sauvegardes que l'on appelle aussi *réelles, en nature, ou vives*, sont des détachements de soldats, des postes, que l'on établit en pays ennemi, auprès des bâtiments que l'on veut préserver spécialement des risques de la guerre, hôpitaux, monuments, musées, habitations des agents diplomatiques neutres, etc. Les hommes employés à ce service sont pris de préférence dans la gendarmerie de l'armée, dit le Règlement français sur le Service des armées en campagne (art. 237) ; ils sont inviolables dans le cas où l'armée ennemie aurait repris possession de la région où la sauvegarde avait été placée ; ils ne peuvent être faits prisonniers de guerre tant qu'ils se bornent à remplir leur mission et on doit leur donner toute facilité pour rejoindre leur armée nationale. « Ces soldats sont sacrés pour l'ennemi, dit Vattel ; il ne peut les traiter hostilement, puisqu'ils sont là comme bienfaiteurs et pour le salut de ses sujets ; on doit les respecter. (1). » « Les sauvegardes en nature, déclare G.-F. de Martens,

(1) Vattel, *Le droit des gens*, liv. III, ch. ix, 471.

sont inviolables et l'ennemi..... doit les renvoyer en sûreté (1). »

§ 6. — Hommes de la levée en masse.

A la suite d'un désastre militaire important, et en présence d'une organisation défensive insuffisamment prévue pendant le temps de paix, il ne reste plus à une nation qu'une ressource désespérée pour résister à l'invasion de l'ennemi victorieux. Tous les citoyens, quels qu'ils soient, prennent les armes spontanément et s'efforcent de conjurer le danger qui menace leur patrie. C'est ce qu'on appelle la *levée en masse*, à laquelle la Prusse eut recours en 1813, lorsque le roi Frédéric-Guillaume III enjoignit à chaque citoyen de repousser l'ennemi avec les armes dont il pouvait disposer, quelles qu'elles fussent, de nuire à ses projets par tous les moyens possibles ; le *landsturm*, ainsi constitué, ne devait avoir ni uniforme, ni signe particulier, pour éviter d'être reconnu par l'ennemi et d'être exposé à ses persécutions (2). Napoléon I^{er} répondit à cette négation des lois de la guerre en donnant l'ordre de pendre tout habitant qui se conformerait au décret royal et qui tomberait entre les mains de nos soldats. Peu de temps après, le duc de Wellington envahissant le sud de la France, Napoléon adressait aux paysans français un appel analogue à celui qu'il avait précédemment condamné (3). Le général anglais y répondait en

(1) G. F. de Martens, *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, liv. VIII, ch. v, 292.

(2) Calvo, *Droit international théor. et prat.*, t. VI, p. 418 et 419.

(3) Général Ambert, *Récits militaires*, t. I, p. 294.

annonçant que tout habitant pris les armes à la main serait considéré comme criminel et pendu, car, disait-il, « I will not allow people to play the part of peaceful inhabitant and soldier by turn ». (Je ne permettrai pas à la population de jouer tour à tour le rôle d'habitant paisible et de soldat) (1). Cette phrase résume parfaitement le principal inconvénient de la levée en masse, celui de laisser planer une incertitude sur le caractère des habitants que l'ennemi rencontre et d'exciter celui-ci à user de rigueur même à l'égard de gens absolument paisibles.

Ce n'est pas à une *levée en masse* proprement dite que la Délégation de Tours eut recours le 2 novembre 1870, mais à une *levée générale* des hommes valides de 21 à 40 ans qui furent organisés par les préfets, équipés, habillés et disciplinés avant de paraître sur le champ de bataille. Le décret portait bien comme titre, « Décret pour la levée en masse », mais ce n'était en réalité qu'une mesure destinée à assurer le recrutement de l'armée régulière. Les Allemands n'avaient donc aucun motif pour ne pas traiter, à l'occasion, en prisonniers de guerre, les hommes que ce décret mettait en campagne.

La levée en masse, au sens strict du mot, devrait englober toute la population, y compris les vieillards, les femmes et les enfants, et rendrait à la guerre le caractère de férocité qu'elle avait au temps des invasions barbares d'Attila et de Gengis Khan.

Aussi la Conférence de La Haye a-t-elle sagement agi en apportant quelque restriction à la légitimité de la levée en masse, et en n'attribuant à ceux qu'elle com-

(1) Holland, *Studies in International law*, p. 73.

prend, la qualité de belligérants, que s'ils respectent les lois et coutumes de la guerre (art. 2). C'est du reste à propos de cette question de la levée en masse que les grandes Puissances ont eu le plus de peine à se mettre d'accord avec les petits Etats ; car ceux-ci attachent une grande importance à cette planche de salut.

L'entente sur le principe est possible, mais elle devient plus difficile quand il s'agit de l'étendue de son application. Les Puissances qui ont organisé la mobilisation de presque tous leurs citoyens voudraient restreindre autant que possible la levée en masse sur laquelle elles ne fondent aucun espoir : c'est au contraire la principale, presque la seule ressource des petits Etats tels que la Suisse.

Les nations de peu d'importance ne peuvent renoncer complètement à la levée en masse sans entrer dans la voie coûteuse et épuisante des grands armements, mesure souvent bien illusoire en raison de leurs puissants voisins. Le débat avait été déjà très vif à la Conférence de Bruxelles en 1874 : non seulement les petits pays combattirent les dispositions qui tendaient à restreindre aux seules troupes régulières les prérogatives accordées aux prisonniers, mais des États plus importants, tels que l'Espagne, la Turquie, et même l'Angleterre appuyèrent leurs revendications. « Les traditions locales de l'Espagne, déclara M. le duc de Tétuan, ses conditions géographiques, le caractère de ses habitants et jusqu'à son histoire l'obligent à considérer une guerre défensive comme une guerre nationale à laquelle devraient prendre une part active *toutes les forces vives* de la nation sans se demander à quel danger elles s'exposeraient (1). » Le colo-

(1) Actes de la Conférence de Bruxelles de 1874, séance du 14 août.

nel suisse Hammer rappela qu'à la fin du XVIII^e siècle des vallées entières de sa patrie, sans être organisées ni commandées, se levèrent en masse contre l'ennemi, et que des hommes qui défendent leur pays, ne sont pas des brigands (1). Le baron Lambermont, délégué de la Belgique, déclara que la défense de la patrie n'est pas seulement un droit, mais un devoir pour les peuples ; que si des citoyens doivent être conduits au supplice pour avoir tenté de défendre leur pays, il ne faut pas qu'ils trouvent inscrit sur un poteau au pied duquel ils seront fusillés, l'article d'un traité signé par leur propre gouvernement qui d'avance les condamne à mort (2). Ces idées partagées par les représentants du Portugal, de la Turquie, de l'Angleterre, de la Suède, furent vivement combattues par le général de Voigts-Rhetz, délégué allemand, très opposé à la légitimation de la levée en masse sans restrictions.

Cette divergence d'opinion est, nous l'avons vu, une des causes qui empêchèrent la ratification par les puissances du Règlement adopté à Bruxelles. Les mêmes discussions se reproduisirent en 1899 à la Conférence de La Haye, mettant toujours en opposition les représentants des grands et des petits États. Le délégué Anglais, le général sir John Ardagh, se solidarisant avec ces derniers, en raison de la situation géographique de la Grande-Bretagne, proposa d'ajouter aux articles du projet une disposition expresse consacrant ce droit à la levée en masse pour les habitants des pays occupés. Sa motion appuyée par le colonel suisse Künzli ne fut pas adoptée,

(1) Actes de la Conférence de Bruxelles de 1874, séance du 14 août.

(2) Actes de la Conférence de Bruxelles, séance du 18 août 1874.

et l'on se contenta, sur l'avis de M. de Martens, délégué russe, de constater dans le préambule de la Convention que, « dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées, les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique (1) ».

Le Règlement de La Haye laisse donc planer plusieurs incertitudes sur la question de la levée en masse, incertitudes qui l'ont privé de recevoir la ratification de la Suisse, de la Chine, de la Suède, de la Turquie. L'article 2, reconnaît la qualité de belligérants aux habitants d'un territoire *non occupé*, qui prend les armes : on peut en conclure, a contrario, qu'il n'en est pas de même si le territoire est *occupé* et que dans ce cas les hommes de la levée en masse pris en attitude de combat, ne seront pas traités en prisonniers de guerre, mais en malfaiteurs et fusillés. Tel est l'avis de M. Pillet (2), tel est celui de Bluntschli pour qui l'occupant peut faire poursuivre *criminellement* ceux qui se soulèvent en pays occupé (3). « Si les habitants d'un pays occupé, disent les Instructions américaines de 1866 (art. 86), se révoltent, ils sont passibles de la peine de mort s'ils sont pris... et ne devront pas être traités comme prisonniers ». Le Manuel de Droit international à l'usage des officiers français, n'accorde le caractère de belligérance à la levée en masse que dans le cas d'un territoire *non occupé*.

(1) Procès-verbal de la Conférence de la Paix, 3^e partie, p. 152.

(2) Pillet, *Lois actuelles de la guerre*, p. 458.

(3) Bluntschli, *Droit des gens*, n^o 598.

Le Grand Etat-Major allemand va plus loin encore dans ses réserves : il admet bien en théorie « qu'on ne peut jamais dénier à la population d'un pays le droit naturel de défendre sa patrie (1) » et il reconnaît la légitimité de la levée en masse ; mais en fait, il lui impose des conditions qui la rendent pratiquement irréalisable. Invoquant l'autorité du Landkriegsrecht de Lüder, il déclare que « s'il n'y a pas eu de réelle organisation militaire... les particuliers n'ont pas à prendre part au combat (2). » L'appréciation de cette réelle organisation pourra donner lieu à de nombreux conflits, analogues à ceux qui se sont produits en 1870-71. L'un des éléments les plus importants d'une organisation militaire est l'existence de signes distinctifs permettant de reconnaître si l'individu que l'on vient de capturer appartient bien à l'ennemi. C'est ce que nous allons étudier dans un paragraphe spécial.

§ 7. — Signes distinctifs des belligérants.

Il ne suffit pas que les belligérants se distinguent de la population paisible par le seul fait qu'ils constituent des groupements disciplinés et hiérarchisés ; comme ils sont appelés à agir isolément, il faut que leur apparence individuelle reflète leurs intentions belliqueuses et, qu'à leur simple aspect, l'ennemi sache qu'il est en présence d'un adversaire. C'est ce qu'exige l'article 1 du règlement de La Haye quand il n'applique les lois, les droits et les devoirs de la guerre qu'aux individus ayant « un

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 17.

(2) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 19.

signe distinctif fixe et reconnaissable à distance », c'est-à-dire porteurs d'un uniforme plus ou moins complet, mais dont la vue ne puisse laisser de doute sur la qualité de son propriétaire.

L'usage de se revêtir d'une façon spéciale a été d'ailleurs suivi par les hommes de guerre de tous les temps et de tous les pays. Sans parler des sauvages, des peaux-rouges qui encore à l'époque actuelle, s'ornent le corps d'une peinture et d'un tatouage particuliers au moment d'entrer dans le sentier de la guerre, nous savons que les Gaulois, les Germains et les Francs, avant de livrer bataille, se couvraient de peaux de bêtes et se faisaient des casques avec la tête des animaux féroces, dont la gueule restait ouverte, les cornes et les dents menaçantes.

Lorsque la guerre mit en présence des combattants bardés de fer, pas n'était besoin d'autre signe pour qu'ils pussent se distinguer les uns les autres. Cependant les soldats grecs affectionnaient pour leurs vêtements la couleur écarlate, car cette couleur empêche de voir le sang qui coule des blessures. C'est en songeant à ce détail que le poète Silius Italicus disait :

« *Ars erat in pugnam visum oculuisse cruorem* ».

Les Romains introduisirent une certaine uniformité dans leur armement, donnant à chaque troupe une forme particulière de casque, de bouclier, de cuirasse. Le Moyen âge les imita, couvrant les écus de ses chevaliers d'armoiries éclatantes qui permettaient aux adversaires de se reconnaître malgré la visière baissée. Les nouveaux Croisés, après avoir crié : « Dieu le veut ! » se hâtaient de coudre sur leurs habits une croix d'étoffe, signe de leur enrôlement sous la bannière du Christ. Lors de l'apparition

des armées permanentes en France, Charles VII prescrivit à chaque soldat de porter un hoqueton de la livrée de leur capitaine. Plus tard, les régiments portèrent les couleurs de leur colonel, ou des écharpes distinctives, des cravates, dont le souvenir est resté attaché à celui de la bataille de Steinkerque. C'est Louvois' qui établit le premier un uniforme pour toute l'armée française, et cet exemple fut suivi peu à peu par les autres puissances. Mais ce sont les guerres du Premier Empire qui nous montrent l'apogée de la magnificence du costume militaire ; les bataillons et les escadrons impériaux, les maréchaux et les généraux de l'Empire évoquent à nos yeux une traînée lumineuse de galons et de brandebourgs d'or et d'argent, de soutaches et de chamarrures, de panaches et d'aigrettes. Le souci de la somptuosité de l'uniforme qui porte à l'emploi des couleurs voyantes, est très utile car il rend le soldat cocardier et par suite discipliné ; il est maintenant battu en brèche par une autre considération. Les progrès de la balistique font qu'il y a un intérêt de plus en plus grand à dissimuler les troupes aussi longtemps que possible. La lutte à grande distance et les armes à feu ont définitivement remplacé l'ancien corps à corps et les armes blanches ; il faut donc rendre moins éclatants les vêtements des soldats, cacher sous un vernis noir le reflet du cuivre et de l'acier, éviter qu'un rayon de soleil se jouant sur un équipement trop brillant, ne décèle à l'ennemi le point où il doit diriger ses coups meurtriers.

Il y a cependant une limite à observer dans cette tendance adoptée pour les armements modernes ; outre qu'elle est peu esthétique et impropre au maintien de l'esprit militaire, elle ne tarderait pas à effacer toute dis-

inction entre les belligérants et les non-belligérants. C'est ce que la Conférence de La Haye a voulu empêcher en décidant que le signe distinctif requis devrait être reconnaissable à distance. Une simple cocarde, ou un brassard peu visible ne suffirait pas ; il faut que ces insignes soient accompagnés tout au moins d'une coiffure caractéristique, condition de plus en plus facile à réaliser, étant donné que maintenant les nombreuses compagnies de pompiers, les sociétés de gymnastique, de tir, de préparation militaire, ont pour premier soin de donner à leurs membres un couvre-chef à la silhouette belliqueuse.

Les Allemands furent très exigeants sur ce point pendant la guerre franco-allemande. « Je veux pourtant remarquer, écrivait le général de Werder à M. Bourrias, commandant du corps franc des Vosges, que les paysans *habillés non militairement*, quand ils ont tiré sur nos soldats sont traités sommairement et passés par les armes » (1). Leur conduite à l'égard de nos francs-tireurs et de nos mobiles ne se justifie pas par la même considération. Le gouvernement de la Défense nationale ne contesta jamais la nécessité d'un signe destiné à faire reconnaître les belligérants et s'efforça d'en pourvoir tous les hommes appelés à défendre la France, malgré le désarroi qui suivit nos premiers revers. Les mobiles furent munis d'un képi, et d'une blouse bleue avec une cocarde et un brassard rouge ; mais les Allemands ne se contentèrent pas de cet équipement. Sous prétexte que la blouse est le vêtement traditionnel du paysan français, que le brassard et le képi peuvent être facilement dissi-

(1) *Indépendance belge* du 9 décembre 1870.

mulés, le 15^e Uhlans traita comme des brigands et massacra le 25 août 1870, à Passavant, des mobiles du 4^e bataillon de la Marne. Cet acte fut accompli, il est vrai, malgré les ordres du grand duc de Mecklembourg, mais le souvenir devait en être maladroitement ravivé treize ans plus tard, par le Gouvernement impérial allemand qui nommait colonel honoraire de ce régiment, le roi d'Espagne, Alphonse XII, au moment où celui-ci se disposait à accomplir un voyage en France. On sait quel accueil la population parisienne réserva à son royal visiteur, complice involontaire du manque de tact des Allemands, et comment la cordialité de nos relations avec l'Espagne faillit être ainsi compromise.

Dans le but d'éviter le retour d'une aussi déplorable confusion, la Conférence de La Haye a insisté pour que le signe distinctif fût fixe.

Il ne faut pas qu'un habitant, aussitôt après avoir fait le coup de feu contre l'ennemi, jette derrière un buisson en même temps que son arme, la cocarde ou l'insigne mobile qu'il portait, et reprenne instantanément l'aspect d'une personne paisible.

L'envahisseur ne pouvant plus discerner les individus inoffensifs de ceux dont il a à redouter les attaques, en arriverait à massacrer ou à faire prisonniers tous les êtres qu'il rencontrerait.

En étendant la liberté de combattre jusqu'à la suppression d'un signe distinctif sérieux pour les belligérants, on aboutirait à enlever toute démarcation entre les combattants et les non-combattants, à remettre en question la première des lois de la guerre moderne (1).

(1) M. Nagao-Ariga, dans son ouvrage sur la Guerre russo japo-

En 1870, les Allemands imaginèrent un signe distinctif assez critiquable : ils exigèrent que tout soldat, pour être considéré comme belligérant, fût porteur d'un ordre individuel d'appel. C'est ce qui ressort d'une proclamation affichée à la fin d'août 1870, dans les localités occupées par les troupes allemandes : « Le Commandant en chef porte à la connaissance des habitants de l'arrondissement que tout prisonnier pour être traité comme prisonnier de guerre, doit justifier de sa qualité de soldat français, en établissant que par un ordre émanant de l'autorité légale et adressé à sa personne, il a été appelé au drapeau et porté sur la liste d'un corps militairement organisé par le gouvernement français.... Les individus qui ont pris les armes en dehors de ces conditions ne seront pas considérés comme *prisonniers de guerre*. Ils seront jugés par un Conseil de guerre, et s'ils ne se sont pas rendus coupables d'une action qui entraîne une punition plus grave, condamnés à 10 ans de travaux forcés et détenus en Allemagne, jusqu'à l'expiration de leur peine » (1).

naïve, raconte que le 10 juillet 1905, lors de l'occupation de Vladimirovka, la plupart des Russes faits prisonniers par l'armée japonaise étaient dépourvus d'uniformes et ne se distinguaient pas du reste de la population ; 420 d'entre eux furent condamnés à mort par une cour martiale, car ces individus n'étaient pas des belligérants au sens de l'art. 1 du règlement de La Haye : On ne pouvait pas non plus les regarder comme faisant partie de la levée en masse ; ces hommes n'habitaient Sakhaline que comme déportés, comme condamnés, ne prenaient pas les armes pour défendre leur foyer. Une curieuse photographie officielle accompagne ce récit. (*La guerre russo-japonaise*, par Nagao Ariga, p. 86)

(1) *Indépendance Belge* du 4 septembre 1870 ; cité par Rolin Jacquemyns dans la *Rev. de dr. intern.* 1870, p. 663.

La prétention des Allemands était excessive, la législation militaire française n'ayant pas prévu la nécessité d'une convocation individuelle, et la rapidité d'une mobilisation exigeant au contraire, que chaque défenseur se mette en route à la simple lecture d'une affiche. L'État-Major allemand s'est du reste un peu départi de sa rigueur; d'après son *Kriegsbrauch*, « il n'y a pas grand inconvénient à omettre l'exigence de l'autorisation gouvernementale lorsqu'il s'agit d'unités constituées » (1). Ce manuel ajoute, il est vrai « qu'on ne peut, en présence d'individualités ennemies renoncer à exiger la preuve qu'elles appartiennent à un corps organisé » (2). Il semble que l'usage d'un vêtement militaire et le port ostensible des armes est une preuve très suffisante pour désigner les individus que l'on doit traiter en prisonniers de guerre : l'existence d'une sorte de *permis de guerre*, à authenticité discutable, n'y ajouterait rien.

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 15.

(2) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 15.

CHAPITRE III

QUI PEUT-ON FAIRE PRISONNIER DE GUERRE ? (SUITE)

CIVILS COOPÉRANT A LA GUERRE

Extension de la captivité de guerre à certains civils. — § 1. *Guides* : barbarie, mais nécessité de cet usage ; guides volontaires, guides contraints. — § 2. *Messagers* : assimilés parfois à des espions. — § 3. *Parlementaires* : conditions de leur inviolabilité ; formalisme funeste aux Prussiens à Iéna ; le colonel von Alvensleben à Laon. — § 4. *Agents diplomatiques, Officiers neutres en mission* : côté délicat de leur situation. — § 5. *Souverains, Hommes d'Etat* : fondement du droit de les capturer. *Fonctionnaires* : leur arrestation pendant les guerres franco-allemande et russo-japonaise. — § 6. *Vivandiers, Cantiniers, Fournisseurs* : nécessité de leur réclamer des pièces de légitimation. — § 7. *Convoyeurs* : les transporteurs auxiliaires japonais. *Automobilistes*. — § 8. *Employés des Postes et Télégraphes, des Chemins de fer* : 3 cas de la guerre de 1870-71. — § 9. *Aéronautes* : traités en espions par Bismarck ; revirement de l'Allemagne à leur égard. *Aviateurs*. — § 10. *Journalistes* : la neutralité leur a été refusée ; la crainte de leurs indiscretions les assujettit à la censure et à une autorisation. — § 11. *Femmes et Enfants* : leur capture est un fait très exceptionnel ; conduite blâmable des Anglais au Transvaal ; les enfants de troupe captifs des Allemands en 1870-71.

Nous venons de voir quels sont les individus que leur costume, leurs allures, la place qu'ils occupent dans les rangs de la force armée d'un pays, leur caractère mili-

taire en un mot, permettent de classer assez facilement parmi les individus ayant droit aux prérogatives du prisonnier de guerre. La besogne est plus délicate lorsqu'il s'agit des personnes de la seconde catégorie que nous avons établie, des habitants qui, conservant le caractère civil, ne versent pas le sang de leurs propres mains, mais interviennent de façons très variées dans les opérations de la guerre, rendent à leur patrie des services dont la portée est parfois plus considérable que ceux des militaires. Nous examinerons donc successivement les particularités que présente la capture des guides, des messagers, des parlementaires, des agents diplomatiques, des souverains, des hommes d'état, des fonctionnaires, des vivandiers, cantiniers et fournisseurs, des convoyeurs et automobilistes, des employés des postes et des chemins de fer, des aéronautes, des journalistes, des femmes et des enfants.

§ 1. — Guides.

Parmi les individus que l'on peut capturer, non parce qu'ils font partie de l'armée, mais parce qu'ils prêtent leur concours aux opérations de la guerre, il faut placer les guides. Ce sont des auxiliaires indispensables et très importants pour une troupe qui envahit un pays, et qui est souvent dépourvue des renseignements nécessaires pour assurer la bonne direction et la sécurité de sa marche. Aussi le Service des armées françaises en campagne (art. 245) prescrit-il de choisir comme guides, des hommes intelligents, et particulièrement des chasseurs, des braconniers, des bergers, des charbonniers, des bûcherons, des gardes-champêtres ou forestiers. Il

est prudent, ajoute-t-il, d'en prendre plusieurs, de les questionner séparément et de les confronter ensuite, si les renseignements qu'ils donnent diffèrent les uns des autres. Quand on n'a qu'un guide, on le fait marcher à l'avant-garde entre deux hommes chargés de le surveiller, et au besoin d'user contre lui de rigueur ; quelquefois même on l'attache. « Si le guide est à pied, dit le général de Brack dans ses *Avant-postes de cavalerie légère*, on l'attache par le bras avec une corde à fourrage, dont le bout est fixé à l'arçon de la selle d'un brigadier ; un sous-officier, le sabre à la main et les pistolets chargés, marche à côté de lui. Si le guide est à cheval, afin d'accélérer la vitesse de marche de la colonne, on attache l'une de ses jambes à un étrier, pour qu'il ne puisse sauter à terre et s'échapper, et on remet les rênes de son cheval à un brigadier qui marche à côté de lui tant que dure l'expédition. On le fait marcher en tête de la colonne, en lui faisant observer que, de la sorte, si dans une embuscade, il est fait une décharge sur le détachement, il sera le premier tué ; on le prévient aussi que s'il trahit, il sera fusillé sans remise (1). »

Les Instructions pour les armées des Etats-Unis déclarent que « toute armée en campagne a besoin de guides et qu'elle les prend d'autorité si elle ne peut s'en procurer autrement (art. 93). Bluntschli constate dans son Droit international codifié (art. 635), que toutes les armées ayant besoin d'hommes pour les guider, recourent, s'il le faut, aux menaces et à la contrainte pour s'en procurer.

Dudley Field, dans son projet de Code international (art. 769), dit également qu'un belligérant peut contrain-

(1) Général de Brack, *Avant-postes de cavalerie légère : des Guides*, p. 111.

dre un habitant quelconque à servir de guide. Le Règlement de La Haye déclare bien dans son article 44 « qu'il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays » ; mais il est muet sur le cas particulier des guides. Il faut donc admettre avec la plupart des écrivains qui se sont occupés des lois de la guerre, avec la publication déjà citée du Grand État-Major allemand (1), et aussi avec le Manuel de droit international à l'usage des officiers français (2), que le principe en vertu duquel l'habitant d'une région occupée par l'ennemi ne peut être contraint à prendre une part directe à la lutte engagée contre sa patrie, subit cependant une exception, d'après les usages généralement adoptés en campagne, à savoir l'emploi de citoyens du pays envahi comme guides dans des régions mal connues de l'ennemi. Cette faculté, il faut le reconnaître, est peu conciliable avec le respect dû aux personnes, et on ne devrait pas y recourir sans une absolue nécessité ; car il y a là une cruelle atteinte au patriotisme de l'individu obligé de guider et de faciliter les expéditions de l'envahisseur. Mais quelle que soit la répugnance que l'on éprouve à blesser le sentiment de l'humanité en obligeant un être à nuire à sa propre patrie et à lutter indirectement contre ses concitoyens, il n'en est pas moins vrai qu'aucune armée opérant en pays ennemi ne pourra renoncer complètement à cette pratique.

Donc, lorsque l'avant-garde d'une troupe d'invasion tombera entre les mains de ses adversaires, il se trouvera souvent un guide au milieu d'elle. Quel sort sera réservé

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 110.

(2) III^e partie, titre III, ch. II.

à cet homme ? Il faut distinguer d'abord si ce guide appartient à la nation de l'armée qu'il a conduite, ou si c'est au contraire un habitant du pays envahi. Dans le premier cas, le guide qui aura fait profiter sa patrie des connaissances topographiques qu'il a acquises en temps de paix doit être considéré comme un belligérant ; on peut le faire prisonnier de guerre, mais en lui accordant toutes les prérogatives réservées à cette qualité. Il en serait de même si le guide appartenait à une nation neutre : il s'expose à la captivité de guerre puisqu'il prend une part active aux hostilités, mais on ne saurait l'accuser de trahison.

Il en va tout autrement dans le second cas : cette fois, c'est un national qui a prêté son concours à l'armée ennemie ; il n'est donc pas question d'en faire un prisonnier de guerre.

Doit-on le considérer comme un traître et le punir comme tel ? Assurément oui, s'il s'est offert spontanément et pour gagner quelques écus, à guider l'ennemi et à l'aider à violer le sol sacré de la patrie. C'est un misérable digne de tous les mépris et des plus sévères châtiements. Il tombe d'ailleurs sous le coup de l'article 77, du Code pénal français qui punit de mort « quiconque aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'Etat, à l'effet de..... seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre et de mer. »

Si le guide capturé est un habitant paisible, qui a été arraché de son foyer et qui a été contraint, le revolver à la tempe, de diriger la marche des adversaires de son pays, il mérite plus d'indulgence. Sans doute, il aurait pu opposer une résistance désespérée et succomber aussi héroïquement que le chevalier d'Assas ; mais son milieu,

son éducation avaient peut-être mal préparé ce simple paysan à un pareil dévouement. On ne peut décréter le martyr patriotique obligatoire, et l'acte répréhensible accompli sous l'empire de la violence ne saurait être regardé comme punissable. En cela, nous sommes d'accord avec les Instructions américaines : « Nul ne peut être puni s'il n'a servi de guide à l'ennemi qu'à la suite de violence et de contrainte. » (Art. 94) — avec Bluntschli : « Celui qui est contraint par les troupes ennemies à leur montrer le chemin n'est pas punissable par les lois de la guerre » (1) — avec Dudley Field (art. 769) (2). On peut, il est vrai, objecter que le guide ainsi contraint devrait faire tourner au détriment de ses persécuteurs les violences dont il est la victime en les égarant sciemment. Mais il se livrerait alors à une trahison d'une nature particulière qui vaudrait à son auteur le plus impitoyable châtiment, Le *Kriegsbrauch* allemand ne plaisante pas sur ce genre de tromperies et assimile même dans ce cas le guide volontaire au guide contraint : « Lorsque le guide s'est offert de lui-même, le fait de trahison est indubitable ; mais même s'il a été contraint de servir de guide, son crime devra être qualifié de même, car il devait obéissance à l'occupant et ne pouvait en aucun cas se rendre coupable d'un acte d'insurrection ouverte et causant un préjudice positif. Il eut dû, à l'extrême, se contenter de la désobéissance passive, quitte à en subir les suites. (Lüder, *Das Landkriegsrecht*, p. 103,) Quelque compréhensible que soit la tendance à envisager et à juger de pareils crimes à un point de vue moins sévère, le commandant de la troupe qui aura subi le dommage ne

(1) *Droit international codifié*, art. 635.

(2) *Projet d'un Code de droit international*.

pourra cependant pas faire autrement que de punir le criminel de mort, car le retour de forfaits de ce genre ne peut être empêché que par des mesures rigoureuses de défense et d'intimidation » (1). Le Manuel allemand ajoute que la peine ne peut être prononcée que par une cour martiale et seulement lorsque celle-ci aura constaté une preuve de l'intention de nuire (2). Presque tous les auteurs recommandent de même la circonspection en pareille circonstance : ils ne disent pas que les guides *seront*, mais qu'ils *pourront être* condamnés à mort. Citons dans ce sens Bluntschli (art. 636), Dudley-Field (art. 770), les Instructions américaines (art. 97). Mais c'est un vœu auquel l'événement ne donnera pas toujours satisfaction. L'action de fusiller au coin d'un bois, sans autre forme de procès, le guide qui aura égaré une troupe, ne disparaîtra jamais des usages de la guerre. Il faut tenir compte de la déception, de l'exaspération, de l'affolement des ennemis perdus au milieu d'une région hostile et se croyant sur le point de tomber dans un guet-apens.

L'armée de l'Etat envahi peut avoir besoin, elle aussi, du secours d'un guide pour exécuter une marche rapide par des voies difficiles et secrètes, dans le but de ralentir le mouvement de pénétration de l'ennemi en le tournant ou en le surprenant dans ses cantonnements. Si cette fonction est confiée à un citoyen du pays envahi, celui-ci ne peut être inculpé de trahison ou de violation des lois de la guerre, puisqu'il se borne à seconder les opérations militaires des défenseurs de sa patrie : il est donc susceptible d'être fait prisonnier et son acte patriotique n'est

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 118.

(2) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 119.

pas de nature à lui faire perdre les prérogatives assurées au belligérant régulier. C'est ce que Dudley-Field exprime en ces termes : « Celui qui prête ses services à sa propre patrie comme guide... n'est point punissable de ce fait (1). » L'homme qui sert de guide aux troupes d'un Etat envahi ne peut être considéré comme traître que s'il appartient à la nation envahissante et encore, dans ce cas comme dans le cas précédent, devra-t-on lui accorder le bénéfice de circonstances atténuantes, si son consentement n'a été obtenu qu'à l'aide de menaces ou de violences.

En résumé, les guides sont susceptibles d'être capturés et on leur doit des égards réservés aux prisonniers de guerre toutes les fois qu'on ne peut leur reprocher une trahison. S'ils tombent entre les mains de leurs propres nationaux après avoir, de plein gré, prêté leur concours aux opérations militaires de l'ennemi, ils seront déférés à une cour martiale et non pas exécutés sommairement.

D'ailleurs, la grande part accordée aux sciences géographiques et topographiques dans l'instruction militaire moderne, le nombre considérable de cartes que l'on tient en réserve dès le temps de paix et à la lecture desquelles les officiers et même les sous-officiers sont constamment familiarisés, rendront de plus en plus rare l'emploi des guides, pratique parfois aussi barbare que peu sûre pour celui qui y a recours.

§ 2. — Messagers.

Les messagers militaires, revêtus de leur uniforme, ont le droit d'être traités en prisonniers de guerre s'ils sont

(1) D. Field, *Projet d'un Code international*, art. 769.

capturés lorsqu'ils franchissent les lignes ennemies pour porter une dépêche : il n'y a là aucune hésitation possible. Il en sera de même pour les messagers civils qui accomplissent ouvertement leur mission. L'article 29 du Règlement de La Haye ne permet pas de les considérer comme des espions, d'accord en cela avec l'article 24 du Manuel d'Oxford, avec l'article 22 des Instructions américaines, avec les prescriptions du Manuel de Droit international à l'usage des officiers français (1). Tel serait un facteur, un garde-champêtre, un garde-chasse que leurs insignes désignent à l'attention, ou un simple particulier qui, arrêté, ne chercherait pas à dissimuler le motif de ses allées et venues; on ne peut refuser le bénéfice de la belligérance à quiconque agit loyalement et ouvertement.

Mais très souvent, la nature de la mission confiée aux messagers ne leur permettra pas de s'en acquitter sans tromper l'ennemi. Comment sortir d'une place forte assiégée pour réclamer des secours, comment y pénétrer pour annoncer l'intervention d'une armée extérieure, comment transmettre un ordre à un corps de troupes séparé d'un autre par des détachements ennemis sans employer la ruse, le déguisement, sans se donner l'apparence d'un particulier paisible se déplaçant pour ses affaires personnelles, sans dissimuler dans la doublure de ses vêtements, dans la semelle de ses souliers, dans la coiffe de son chapeau, dans une clef, dans un tuyau de pipe, un cahier de papier à cigarettes, un bouton ou une pièce de monnaie creusée *ad hoc*, le précieux document qui doit assurer le succès d'une opération militaire?

(1) Page 38.

Aussi, dans la majorité des cas, les messagers n'accomplissent pas ouvertement leur mission. Arrêtés, ils ne pourront prétendre au traitement réservé aux prisonniers de guerre et devront être déférés à la justice militaire. Telle est l'opinion émise par le Manuel de Droit international à l'usage des officiers français (1), par le commandant Guelle (2), par Bluntschli (3), par Calvo (4), par les Instructions américaines (art. 99 et 100). Ces textes s'accordent pour déclarer que les messagers sont parfois assimilables à des espions et peuvent, suivant les circonstances, être punis pour infraction aux lois de la guerre.

Le traitement qui est réservé aux messagers quand ils sont pris dépend donc d'une question de bonne foi. Ils seront considérés comme des prisonniers de guerre s'ils se sont conduits en ennemis loyaux, ne cherchant pas à dissimuler leurs projets ; mais s'ils ont usé de ruse ou de perfidie, c'est à une cour martiale de décider de leur sort, en tenant compte des incidents qui ont accompagné leur capture.

§ 3. — Parlementaires.

Par un usage que l'on retrouve même chez les peuples non civilisés, on considère comme sacrée la personne des négociateurs, des parlementaires civils ou militaires

(1) Page 39.

(2) *Précis des lois de la guerre*, t. I, p. 134.

(3) *Droit international codifié*, art. 639.

(4) *Droit international théor. et prat.*, liv. IV, n° 1844.

que les belligérants en présence s'envoient réciproquement pour discuter certaines conventions, échanges de prisonniers, armistices, capitulations, etc. La condition de cette inviolabilité du parlementaire, est que celui-ci soit extérieurement reconnaissable comme tel par des indices universellement admis, à savoir un drapeau blanc accompagné de sonneries de trompette ou de clairon, ou bien de roulements de tambour. Le Règlement sur le Service en campagne des armées françaises règle minutieusement l'accueil que doit recevoir le parlementaire : la sentinelle qui l'arrête le fait descendre de cheval en dehors des lignes, et l'oblige à se tourner du côté opposé à l'armée ; s'il demande à être introduit auprès du commandant des troupes, il ne peut être reçu que sur l'ordre de celui-ci ; on lui bande les yeux avant de le laisser pénétrer à l'intérieur des lignes (art. 174). Ces précautions sont prises pour que le parlementaire ne puisse rapporter de sa mission aucun renseignement précieux sur les positions de l'ennemi, sur la physionomie de ses troupes, sur l'importance de la garnison d'une place. Elles sont admises par l'article 33 du Règlement de La Haye : « On peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire d'abuser de sa mission pour se renseigner. » Le *Kriegsbrauch im Landkriege* dit aussi que « les parlementaires doivent se soumettre sans faire de difficultés à toutes les prescriptions, même lorsqu'elles entraînent pour eux des désagréments personnels, tels que le bandage des yeux et les détours en allant et en revenant » (1).

Le chef militaire auquel un parlementaire est expédié

(1) Traduct. Carpentier, p. 63.

n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances. Les termes de l'article 44 du projet de Déclaration de Bruxelles de 1874, lui permettaient même de déclarer d'avance qu'il ne recevrait pas de parlementaires pendant un temps déterminé et que les parlementaires qui viendraient se présenter après une pareille notification du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité. C'est ce qui eut lieu pendant la guerre hispano-américaine, lorsque le maréchal Blanco refusa, à la Havane, en juin 1898, de recevoir des parlementaires, déclarant ainsi que la place était décidée à ne pas se rendre (1). La Conférence de La Haye de 1899 n'a pas reproduit cette disposition dans son Règlement, considérant que refuser de parti-pris tout parlementaire, c'est s'exposer à augmenter les calamités et la durée d'une guerre. Mais le *Kriegsbrauch im Landkriege* admet au contraire la faculté pour une armée de recevoir ou de repousser les parlementaires et même de faire savoir qu'elle n'en recevra pas pendant un temps déterminé; les parlementaires qui se présenteraient malgré cette déclaration, ne pouvant prétendre à l'inviolabilité (2). Le Manuel de Droit international à l'usage des officiers français reconnaît aussi la légitimité d'une telle mesure, déclarant cependant qu'elle ne saurait être prise sans de très graves motifs.

La mission en quelque sorte diplomatique que remplit le parlementaire, le place sous la protection du droit international et rend sa personnalité inviolable en même temps que celle des individus qui l'accompagnent, trom-

(1) *Revue générale de droit intern.*, 1898.

(2) Traduct. Carpentier, p. 64.

pette, clairon, tambour, porte-fanion, interprète. (Règlement de La Haye, art. 32). Mais cette inviolabilité qui ne permet pas de le faire prisonnier, est subordonnée à la loyauté du parlementaire, à son attitude. S'il ne se conforme pas aux règles que nous venons d'exposer, si son caractère est difficilement reconnaissable, soit par l'absence des signes extérieurs consacrés par un antique usage et par les règlements modernes, soit par l'impossibilité où il se trouve de produire une preuve authentique et écrite de sa mission, on peut le considérer comme un espion, ou à la rigueur, comme un belligérant ordinaire, et le retenir de ce chef. C'est ce qui arriva à M. de Montesquiou, aide de camp de Napoléon I^{er}, lorsqu'il fut envoyé par celui-ci, le 12 octobre 1806, auprès du roi de Prusse à qui il devait remettre une lettre relative au rétablissement de la paix (1). Ayant négligé de se faire accompagner d'un trompette, il fut retenu prisonnier pendant 24 heures, malgré la production de la lettre et l'affirmation de l'importante mission diplomatique dont il était chargé. Cette exigence un peu excessive eut ce jour-là des conséquences incalculables, puisque la lettre ne parvint à destination que le 13, lorsque la bataille d'Iéna était déjà engagée. Le formalisme des Prussiens leur valut peut-être ainsi la plus éclatante de leurs défaites.

Le parlementaire perd encore tout droit à l'inviolabilité s'il abuse de sa mission pour obtenir subrepticement des renseignements stratégiques dont la divulgation peut causer préjudice à l'armée qui le reçoit, pour machiner

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XIII, p. 342. Arthur Lévy, *Napoléon et la paix*, p. 585.

quelque complot, à l'exemple du colonel von Alvensleben pendant la guerre de 1870-71. Cet officier allemand, envoyé en parlementaire par le grand duc de Mecklembourg, le 8 septembre 1871, pour sommer la ville de Laon de se rendre, et n'ayant pu convaincre le général commandant la place, réussit à se faire conduire à l'Hôtel de Ville et, par ses discours et ses menaces, provoqua une émeute qui entraîna la capitulation de la cité (1). Nul doute que si ce parlementaire infidèle avait échoué dans sa criminelle tentative, il n'eût été immédiatement appréhendé et traduit devant une cour martiale. Voici en quels termes, un de ses compatriotes, le major Bronsart von Schellendorff apprécie les faits analogues : « La sécurité même que le droit international assure au parlementaire, impose à celui-ci l'obligation de se tenir strictement dans les limites de la mission qu'il doit remplir auprès du commandant en chef du corps ennemi, et d'éviter avec soin tout abus qui pourrait résulter de sa présence parmi les troupes ennemies. En agissant autrement, il renoncerait de lui-même à la protection qui lui est donnée par le droit des gens, et il s'exposerait à toutes les rigueurs avec lesquelles l'ennemi pourrait à bon droit le traiter (2). » « Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, dit l'article 34 du Règlement de La Haye, s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison. » Les Instructions américaines (art. 114) assimilent l'abus du drapeau parlementaire à un fait d'espionnage ; mais elles ajoutent :

(1) Commandant Guelle, *Précis des lois de la guerre*, t. I, p. 228.

(2) Bronsart von Schellendorff, *Le Service d'Etat Major*, trad. française du capitaine Weill.

« Le caractère du drapeau parlementaire est si sacré, il est si nécessaire qu'il en soit ainsi, que malgré tout ce qu'il y a d'odieux dans l'abus qui peut être fait de ce caractère, il faut procéder avec une grande prudence quand il s'agit de convaincre d'espionnage le porteur d'un drapeau parlementaire ». Les faits incriminés étant indéniables, et le parlementaire qui s'en est rendu coupable étant retenu en captivité avec ses acolytes, on doit porter à la connaissance de l'ennemi, sans retard et avec détails, les motifs qui ont nécessité les mesures de rigueur prises contre eux. Le *Kriegsbrauch* (1) et le Manuel de droit international à l'usage des officiers français (2) considèrent cette notification comme indispensable pour éviter à son auteur toute accusation d'avoir violé les lois de la guerre. Car faire prisonnier un parlementaire constitue un acte fort grave qui ne peut se justifier que par des circonstances anormales et très exceptionnelles.

§ 4. — Agents diplomatiques. Officiers neutres en mission.

Le principe de l'inviolabilité accordé universellement aux agents diplomatiques reçoit comme nous venons de le voir, son application en temps de guerre au profit des parlementaires, puisque les nations qui sont entrées en lutte n'ont plus d'autres intermédiaires dans leurs négociations l'une avec l'autre.

Quant aux agents diplomatiques appartenant à une

(1) Traduct. Carpentier, p. 64.

(2) Page 57.

puissance neutre, et se trouvant sur le théâtre de la guerre, ils ne cessent pas de bénéficier de la protection que leur vaut leur rôle international, et ne sauraient être faits prisonniers, à moins que par leurs agissements ils ne sortent de la neutralité dont ils doivent plus que jamais rester les fidèles observateurs. C'est la raison qu'invoqua M. de Bismarck, lorsqu'il fit arrêter à Versailles un attaché de l'ambassade d'Espagne à Paris, M. Angel de Miranda. Celui-ci avait écrit un article sur l'ambition croissante de la Prusse ; cela lui valut d'être jeté dans un cachot par Treskov, l'aide de camp du chancelier ; ses décorations lui furent brutalement arrachées ; on le mit au secret et finalement on l'interna à Mayence comme prisonnier de guerre (1). La faute commise par M. de Miranda n'était peut-être pas assez caractérisée pour nécessiter une mesure aussi grave que celle de l'incarcération d'un diplomate au service d'un pays neutre. Car, en matière aussi délicate, il faut agir avec modération ; mais si le délit de violation de neutralité apparaît bien nettement chez le personnage dont la fonction est de faire respecter les convenances internationales, le belligérant qui en est la victime a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser une participation très insolite aux hostilités. L'Etat que ce diplomate représente ne saurait s'en formaliser et est obligé d'accepter la captivité d'un agent qui, par sa propre incorrection, s'est immiscé à la guerre en cours et a paru y coopérer.

Des agents diplomatiques, on peut rapprocher les officiers que les puissances neutres délèguent sur les champs

(1) Général Ambert, *Récits militaires* : Après Sedan, p. 224.

de bataille pour étudier les changements opérés dans la guerre moderne, par la modification des armements et des procédés tactiques. Ces officiers, bien qu'attachés à une armée ennemie, conservent cependant un caractère diplomatique et neutre ; s'ils tombent entre les mains de la partie adverse, ils ne peuvent être faits prisonniers et doivent être traités avec des égards spéciaux. Pendant la guerre russo-japonaise, l'armée russe ayant laissé à Moukden trois officiers étrangers détachés en mission auprès d'elle, ceux-ci, un capitaine de la marine anglaise, un capitaine de cavalerie et un médecin militaire des Etats-Unis, furent recueillis par les troupes japonaises. Le maréchal Oyama les reçut à son quartier général et les invita à sa table. Un interprète officiel fut attaché à leurs personnes, et on leur facilita les moyens de rejoindre leur patrie le plus tôt possible (1).

La position des officiers neutres attachés aux armées en guerre est des plus délicates ; toute indiscretion de leur part peut avoir de graves conséquences et être sévèrement interprétée. Ils ne bénéficient d'une situation spéciale qu'à la condition d'observer la plus absolue neutralité : ils doivent donc user de beaucoup de tact et de circonspection s'ils ne veulent pas se mettre dans le cas d'être privés de leur liberté. Car, ainsi que le dit M. Holland, ils seront traités *en prisonniers de guerre*, s'il est démontré qu'ils ont pris part à la direction des opérations de l'armée à laquelle ils ont été attachés. Mais si leur conduite a été conforme aux obligations imposées par la neutralité, ils seront rapatriés, à condition de ne pas reprendre leur mission avant la paix (2).

(1) Nagao Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 122.

(2) Holland, *The laws and customs of war on Land*, n° 37.

§ 5. — Souverains, Hommes d'État et Fonctionnaires.

Le souverain ou le membre de la famille régnante qui commande en personne une armée et qui tombe au pouvoir de l'ennemi, est retenu comme prisonnier de guerre au même titre qu'un général pris à la tête de ses soldats : l'usage veut cependant qu'on lui accorde des égards spéciaux, comme nous le verrons dans la II^e partie. Ce fut le sort de Jean le Bon, de François I^{er}, de Schamyl, d'Abd el Kader, de Napoléon III. Ce serait celui du souverain qui, doutant de ses propres talents militaires, aurait délégué ses pouvoirs à un général, mais serait capturé au milieu de ses troupes qu'il espérait encourager par sa présence sur le théâtre de la guerre ; ce sera aussi le cas des Chefs d'États républicains qui n'étant pas préparés à commander une armée, tiendront cependant à payer de leur personne et à montrer un patriotique exemple. Les représentants du peuple que la Convention déléguait aux armées de la Première République, ne portaient pas les armes : cependant le rôle qui leur était assigné, les transformait aux yeux de l'ennemi en adversaires susceptibles d'être faits prisonniers. C'est ainsi que Drouet fut pris sous les murs de Maubeuge en octobre 1793 ; que le général autrichien Clairfayt s'empara de Camus, de Quinette, de Lamarque et de Bancal, grâce à Dumouriez.

Le fait qu'un souverain n'aurait pas paru sur un champ de bataille, et serait resté dans sa capitale, ne l'empêcherait pas d'être fait prisonnier par son ennemi vainqueur. Ayant amené, ou tout au moins décidé la guerre, il est juste qu'il en soit responsable, et qu'il en supporte les

inconvenients. La capture d'un chef d'Etat, surtout du chef d'une monarchie absolue, est d'ailleurs parfaitement légitimée par la perturbation qu'elle cause et l'influence considérable qu'elle peut avoir sur l'issue des hostilités. Dirigée contre les forces de l'Etat ennemi, la guerre peut et doit l'atteindre dans tous ses organes essentiels.

Aussi le *Kriegsbrauch im Landkriege* mentionne-t-il parmi les grands personnages que l'on peut faire prisonniers, même s'ils n'appartiennent pas à l'armée active, non seulement le souverain, mais encore les membres de sa famille, les hautes autorités de l'Etat ennemi et les ministres qui dirigent sa politique (1). Les Instructions américaines énumèrent également (art. 50), comme pouvant être capturés, « le monarque et les membres de la famille régnante ennemie, hommes ou femmes, le chef et les principaux fonctionnaires du gouvernement ennemi, ses agents diplomatiques, et toutes les personnes dont les services sont d'une utilité particulière à l'armée ennemie ou à son gouvernement ». Il n'est pas exact de dire que la capture des membres de la famille régnante, quel que soit leur sexe, est aussi contraire à la conception de la guerre moderne que la capture de n'importe quelle autre famille de sujets : car, en vertu du principe monarchique, les parents du souverain peuvent être appelés chacun à tour de rôle, à recueillir grâce à une abdication, à une régence, tout ou partie des pouvoirs que celui-ci devient incapable d'exercer. Si les légitimes successeurs sont en captivité, il en résultera une transmission irrégulière ou difficile de la souveraineté, peut-être des troubles, des émeutes qui provoqueront la désorga-

(1) Traduct. Carpentier, p. 28.

nisation gouvernementale, une révolution qui constituerait pour l'ennemi un avantage précieux auquel il ne doit pas renoncer. Si le gouvernement impérial n'avait pas été renversé au 4 septembre 1870, les Allemands auraient pu très légitimement chercher à s'emparer de l'impératrice Eugénie, régente, de son fils, héritier présomptif de la couronne, et des autres membres de la famille impériale, susceptibles de faire partie d'un conseil de régence.

Les ministres au pouvoir, les membres du Parlement peuvent être faits prisonniers, car leur capture jette un certain désarroi dans la conduite des opérations de la guerre.

Seront aussi arrêtés par l'envahisseur, les fonctionnaires de toute espèce, dépositaires de l'autorité gouvernementale, préfets, gouverneurs de province, mandarins, maires ou bourgmestres, toutes les fois qu'ils se seront livrés à quelque acte d'hostilité directe ou indirecte.

Le 21 novembre 1870, M. Luce-Villard, préfet de la Côte-d'Or, disait à ses administrés dans une proclamation : « La patrie ne vous demande pas de vous réunir en masse et de vous opposer ouvertement à l'ennemi : elle attend de vous que chaque matin trois ou quatre hommes résolus partent de leur commune et se portent à un endroit désigné par la nature elle-même d'où ils puissent sans danger tirer sur les Prussiens. » Ces derniers, en présence d'un semblable encouragement à la violation des lois de la guerre, auraient pu, à bon droit, s'assurer de la personne de ce fonctionnaire, comme de celle du sous-préfet de Gien ou du maire d'Eurville, qui excitèrent, eux aussi, la population civile à arrêter l'invasion par tous les moyens possibles. « L'abus des fonctions commis pour nuire à l'armée occupante, ou en vue de

lui causer un désavantage, dit le *Kriegsbrauch im Landkriege*, doit être réprimé conformément aux lois de la guerre (1). »

Le vainqueur outrepasserait ses droits s'il faisait prisonniers les agents ou fonctionnaires civils du pays envahi en punition de ce que ceux-ci refuseraient de remplir leurs fonctions sous sa direction. Il n'aurait pas pour justifier une telle exigence, les raisons qui nous ont obligés à regarder comme légitime la réquisition d'un guide parmi les nationaux de ce pays. En dehors de ce cas particulier, on ne peut réclamer de ceux-ci qu'une abstention complète des choses de la guerre, et on ne saurait attendre d'eux une manifestation d'activité qui friserait la trahison. « On ne peut rien exiger de l'habitant de ce qui apparaîtrait comme un crime contre sa propre patrie ou comme une participation directe ou indirecte à la guerre » ; dit le *Kriegsbrauch* (2). Les Allemands n'osèrent d'ailleurs pas déporter les membres de la Cour d'appel de Nancy lorsque ceux-ci refusèrent de rendre la justice, plutôt que de se conformer aux prescriptions allemandes relatives à la formule d'intitulé de leurs arrêts. Ces magistrats qui ne consentaient pas à juger « au nom des hautes Puissances alliées allemandes », auraient pu, à la grande rigueur, être remplacés pendant la durée de l'occupation, mais il eût été indigne de les châtier pour ce refus de soumission aux fantaisies du commissaire civil allemand.

Malheureusement, d'autres fonctionnaires français furent moins favorisés : quelques-uns se virent arrêter

(1) Traduct. Carpentier, p. 147.

(2) Traduct. Carpentier, p. 146.

sous les prétextes les plus futiles et envoyés en Allemagne ; à tel point que M. de Chaudordy, délégué aux affaires étrangères en France, dut avoir recours à la bienveillance de Lord Granville, et le pria d'intervenir auprès de M. de Bismarck pour obtenir en faveur de ces malheureux la cessation d'une captivité peu conforme aux lois de la guerre. Les noms que M. de Chaudordy cite dans sa lettre adressée à M. Tissot, notre chargé d'affaires à Londres, sont ceux de M. Ferrand, préfet de l'Aisne, de M. Raynal, procureur de la République à Versailles, de M. Garceau, ingénieur des ponts et chaussées de Seine-et-Marne (1).

L'armée japonaise, pendant la dernière guerre avec la Russie, eut à sévir contre plusieurs hauts fonctionnaires de la Mandchourie, avec cette complication que ceux-ci relevaient de la souveraineté d'une puissance neutre, la Chine. Le respect des droits de ces fonctionnaires chinois avait été une des conditions de la neutralité du Céleste Empire, sauf le cas où ils viendraient en aide à l'ennemi. Aussi le général Kuroki, le 2 mai 1904, déclarait punissables les fonctionnaires qui commettraient des actes illégaux contre les troupes japonaises : il arrêta le 12 juin 1904, et faisait destituer le gouvernement de Feng-hoang-tcheng qui avait dispersé les véhicules rassemblés par l'état-major japonais pour le transport des vivres et des munitions (2). Le 20 mars 1905, dix fonctionnaires de Liao-Yang furent condamnés à mort par la cour martiale de Dalny pour faits d'espionnage, et leur supérieur hiérarchique, le gou-

(1) *Archives diplomatiques de 1871*, t. IV, p. 1175.

(2) Nagao Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 67.

verneur de la ville ne fut remis en liberté que grâce à la pressante intervention de la Chine. Dix-huit fonctionnaires de Moukden furent arrêtés le 19 mars 1905 en raison de leur attitude favorable à la Russie, et relâchés peu après, le maréchal Oyama n'ayant pas voulu les faire juger par la loi martiale « pour ne pas faire couler le sang dans la ville dont la dynastie régnante de Chine a tiré son origine et où se trouvent les tombeaux sacrés de ses illustres ancêtres (1). »

De son côté, l'armée russe n'hésita pas à faire arrêter plusieurs gouverneurs chinois, par exemple celui de Kirin, le 16 juin 1905, et celui de Si-feng-kien (2).

Les difficultés entre les fonctionnaires et les armées envahissantes se multiplient considérablement quand le théâtre de la guerre relève d'une puissance neutre : le Japon réussit à les aplanir en organisant un corps de « Commissionnaires de l'administration militaire en Mandchourie » composé d'officiers précédemment chargés de missions en Chine. La connaissance que ceux-ci avaient de la langue et des mœurs des habitants, facilitèrent leurs relations avec les fonctionnaires du pays envahi, dont ils furent les intermédiaires auprès des troupes japonaises (3). Les bons offices de commissionnaires militaires analogues se feraient sentir même pour une armée qui opérerait en territoire ennemi, et éviteraient des arrestations de fonctionnaires, toujours irritantes pour la population et quelquefois provoquées uniquement par le fait de ne pouvoir se comprendre mutuellement.

(1) Nagao Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 401 et s.

(2) Nagao Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 410.

(3) Nagao Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 69.

§ 6. - Vivandiers, Cantiniers, Fournisseurs.

Les troupes en campagne sont généralement accompagnées par des individus qui, pourvus d'aliments, de victuailles et de boissons de toutes sortes, les vendent aux soldats jusque sur le champ de bataille. La situation de ces vivandiers, cantiniers ou fournisseurs est reconnue officiellement, et leurs fonctions sont réglementées dans presque toutes les armées. Le Service des armées françaises en campagne (art. 224 et s.) les place sous la surveillance de la gendarmerie : pour exercer leur profession à la suite de l'armée, ils doivent obtenir une permission ainsi qu'une patente du Grand prévôt, ou du Commandant de la force publique de la Division ou du détachement.

Ces permissions et patentes doivent être présentées fréquemment à la gendarmerie qui s'assure de l'identité des détenteurs, pour éviter l'espionnage. Les marchands autorisés et les vivandiers doivent porter une plaque avec le numéro de leur patente, et en avoir une fixée à leur voiture. Les cantinières des corps de troupe reçoivent leurs patentes du conseil d'administration ; mais la gendarmerie peut se les faire présenter.

Tous ces individus ont donc un lien avec l'armée ; le service d'échansons et de pourvoyeurs qu'ils remplissent n'a rien de belliqueux. Cependant leur concours est précieux pour les combattants, leurs patentes ne leur sont accordées que sous la condition d'être toujours munis de comestibles et de liquides de bonne qualité et en quantité suffisante, ils jouent un rôle dans l'alimentation de l'ar-

mée, par suite dans la prolongation de la lutte. Il en résulte que leur capture est très légitime. C'est l'avis de la plupart des auteurs modernes. Heffter estime que « les individus formant le train ou la suite de l'armée tels que..... *vivandiers*, n'échappent pas au traitement des prisonniers, à moins que des traités ou capitulations ne leur assurent un traitement différent » (1).

Pasquale Fiore pense que « toutes les personnes qui sans faire partie de l'armée, l'accompagnent pour remplir des missions pacifiques, tels que sont... les *fournisseurs*, peuvent être retenues comme prisonniers de guerre, quand cela est requis par les nécessités militaires » (2). Bluntschli reconnaît que « les individus suivant l'armée sans en faire partie, tels que les *fournisseurs*, etc... peuvent être faits prisonniers lorsque le corps auquel ils se sont joints est fait prisonnier ou lorsqu'on s'empare d'eux pendant une poursuite; mais on n'est autorisé à les retenir en qualité de prisonniers de guerre que lorsque leur présence dans le camp de l'ennemi constitue un appui pour ce dernier et un danger pour la puissance qui les a capturés » (3). Cette règle qui subordonne le sort de ces pourvoyeurs aux nécessités militaires est exprimée également dans l'article 22 du Manuel d'Oxford. Elle est contraire à l'opinion de Martens (4) et de Klüber (5), d'après qui les vivandiers, cantiniers, etc., ne sont point faits prison-

(1) Heffter, *Droit international de l'Europe* L. II, § 126.

(2) P. Fiore, *Nouveau droit international public*, n° 1354.

(3) Bluntschli, *Droit international codifié*, art. 595.

(4) *Précis du Droit des gens de l'Europe*, t. II, p. 243.

(5) *Droit des gens moderne de l'Europe*, p. 353.

niers de guerre et, suivant l'usage, doivent être renvoyés à l'ennemi. Cet avis tombe d'accord avec un Décret de la Convention, du 25 mai 1793, dont l'article 5 est ainsi conçu : « Ne seront pas réputés prisonniers de guerre tous les individus attachés simplement au service des armées et qui ne sont pas du nombre des combattants. Aussi la restitution en sera faite aussitôt qu'ils seront réclamés et suffisamment reconnus ; bien entendu que cette disposition sera réciproque entre les nations belligérantes (1). »

Mais ce privilège n'a pas été maintenu dans les usages de la guerre moderne. Suivant les Instructions américaines (art. 50), les fournisseurs peuvent, s'ils sont capturés, être déclarés prisonniers de guerre et détenus comme tels. Le Manuel de Droit international à l'usage des officiers français déclare que les lois de la guerre autorisent à s'emparer des vivandiers, fournisseurs, etc., mais en leur attribuant dans ce cas le droit au traitement des prisonniers de guerre. Le bénéfice de ce traitement leur est dû s'ils justifient de leur qualité (2). L'article 1 du Règlement français de 1893 sur les prisonniers de guerre porte que les individus régulièrement employés dans les armées ennemies, ainsi que ceux autorisés à suivre ces armées et porteurs d'un titre justifiant leur identité, sont considérés et traités comme prisonniers de guerre, lorsque le sort des armes les a fait tomber au pouvoir des armées française. L'article 13 du Règlement de La Haye, de même que l'article 34 de la Convention de Bruxelles, exige aussi, de la part des

(1) de Clercq, *Recueil des traités de la France*, I, 225.

(2) Pages 37 et 38.

vivandiers et fournisseurs capturés qui réclament le traitement réservé aux prisonniers de guerre, la présentation d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnent.

Le *Kriegsbrauch* allemand classe les vivandiers et fournisseurs parmi les individus susceptibles d'être faits prisonniers, mais il insiste d'une façon toute particulière sur la nécessité absolue pour eux de posséder « des papiers de légitimation rédigés par les autorités militaires compétentes dans les formes usitées en matière de relations internationales... papiers qui ne devront être délivrés qu'avec la prudence la plus réfléchie et aux personnes dont la situation, le caractère et les intentions sont exactement connus du rédacteur du document, ou qui présentent la caution de personnalités civiles dignes de créances » (1). Cette formalité est prescrite, comme nous l'avons vu, pour éviter l'espionnage, et aussi pour sévir sans pitié contre les misérables pillards, suiveurs d'armée, dépouilleurs de cadavres, massacreurs de blessés, véritables hyènes des champs de bataille, dont les atroces brigandages ne seront jamais assez sévèrement réprimés.

§ 7. — Convoyeurs. Automobilistes.

Les grandes puissances militaires ont prévu depuis longtemps la réquisition des chevaux et voitures qui, en cas de mobilisation, serviront à compléter les régiments

(1) Trad. Carpentier, pp. 77, 78,

de l'armée active, à former les corps de réserve, à constituer les moyens de transport nécessités par les opérations militaires. Les convoyeurs civils n'apparaîtront donc sur le théâtre de la guerre que très rarement et ne seront guère employés que par les puissances dont l'armement est restreint, les autres ayant militarisé ce genre d'auxiliaires. Il n'est pas douteux que ces convoyeurs civils, jouant un rôle important dans les préliminaires des combats, pourront être faits prisonniers de guerre. Ils deviendront de plus en plus rares : les Japonais par exemple les ont supprimés ; mécontents de la façon dont les coolies, transporteurs engagés à prix d'argent, mais fort indisciplinés, se sont acquittés de leur besogne pendant la guerre sino-japonaise, ils ont créé un corps de « transporteurs auxiliaires » composé des hommes que leur constitution physique fait classer parmi les auxiliaires de 2^e classe, exempts de tout service en temps de paix.

Ils ont envoyé ainsi en Mandchourie, pendant la guerre de 1904, 111.000 de ces transporteurs qui armés d'un petit sabre, quelquefois d'un fusil, étaient de véritables combattants (1).

Les automobiles sont appelées à rendre des services très importants aux armées en campagne, parant aux multiples inconvénients résultant de l'accroissement des effectifs modernes dont les formations couvrent des étendues de plus en plus considérables. Ces véhicules assureront l'unité du commandement en transportant rapidement les ordres ; ils permettront le renouvellement continu des munitions dont les armes à tir rapide font

(1) Nagao Arriga, *Guerre russo-japonaise*, p. 75 et s.

une si effroyable consommation. Leur intervention pourra être décisive sur certains points. Aussi le chauffeur civil qui, après avoir mis son automobile à la disposition des autorités militaires, sera arrêté par l'ennemi, ayant dans sa voiture soit un officier, soit des caisses de cartouches, ne pourra alléguer sa qualité d'habitant paisible pour échapper à la captivité de guerre.

Quant aux automobiles qui auront été réquisitionnées par la mobilisation ainsi que le veut une loi récemment votée en France, les chauffeurs qui les piloteront rentreront dans la catégorie des hommes appartenant aux services auxiliaires de l'armée, à la catégorie, par conséquent, des individus que l'on peut faire prisonniers sans hésitation.

§ 8. — Employés civils des Postes et Télégraphes et des Chemins de fer.

Le système de mobilisation adopté par les grandes puissances modernes, militarise en quelque sorte l'Administration des Postes et Télégraphes ainsi que celle des Chemins de fer. Les employés qu'elles comprennent et qui sont soumis aux obligations du service militaire, s'en acquittent par leur incorporation dans les troupes auxiliaires spéciales dont nous avons parlé dans le précédent chapitre et qui sont destinées à assurer en temps de guerre les communications postales et télégraphiques, et les transports par voies ferrées. Ces individus, presque toujours revêtus d'un uniforme ou d'une tenue particulière, incorporés dans une fraction de l'ar-

mée régulière, présentent toutes les conditions prévues pour être capturés et traités en prisonniers de guerre. Quant au personnel civil qui, pour des raisons de santé ou d'âge n'est pas astreint au service militaire, et continue à exercer ses fonctions, il n'est pas absolument exempt de la captivité de guerre. Ces agents prêtent en effet un concours très important aux armées, tant pour la rapidité des marches et des réapprovisionnements, que pour la prompte transmission des ordres ; reliant les troupes au siège du gouvernement, aux centres de ravitaillement, ils coopèrent sans cesse indirectement aux hostilités. Toutefois la capture ne peut leur être infligée que pour leur immixtion démontrée dans les choses de la guerre. Le refus de rester en fonctions et de prêter ainsi une aide à l'ennemi ne serait pas un motif suffisant comme nous l'avons vu à propos des fonctionnaires en général. Seront seuls faits prisonniers les employés de chemins de fer et les cantonniers qui entraveront les communications, les receveurs des postes et télégraphes qui profiteront de leur situation pour communiquer à l'armée de leur pays des renseignements sur les troupes d'invasion, les chefs d'administration qui chercheront à désorganiser les services qu'ils ont sous leur direction en prescrivant à leurs subordonnés d'opposer un refus formel à toute demande émanant de l'autorité ennemie. Citons trois exemples de cette nature que nous offre la guerre de 1870-71.

M. Thiroux, directeur intérimaire des Postes à Versailles, fut arrêté et conduit en Allemagne pour avoir rappelé dans une circulaire au personnel de son administration l'article 77 du Code pénal, aux termes duquel est puni de mort quiconque aura entretenu des intelligences avec

les ennemis de l'Etat, à l'effet de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises, et ayant assumé la responsabilité du refus qu'il lui ordonnait d'opposer à toute injonction faite par les agents prussiens. Cette excitation à la résistance faisait sortir M. Thiroux de l'attitude neutre que doivent observer les habitants paisibles et le classait parmi ceux que l'on peut capturer en raison de leur coopération à la guerre.

Mlle Juliette Dodu, receveuse du bureau télégraphique de Pithiviers (Loiret), cacha un appareil dans sa chambre lorsque les Prussiens s'emparèrent de cette ville en 1870. Pendant la nuit, elle le mit en communication avec le fil du bureau occupé par les Prussiens : elle put saisir ainsi au passage des dépêches très importantes qu'elle transmit ensuite au général d'Aurelles de Paladines, sauvant par ce moyen un corps d'armée français qui allait être cerné par l'ennemi. Ce dévouement patriotique fut dévoilé aux Allemands, et ceux-ci traduisirent Mlle Dodu devant un conseil de guerre qui la condamna à mort. Mais le prince Frédéric-Charles ne permit pas que la sentence fût exécutée, et cela à juste titre; car l'héroïque receveuse n'était pas une criminelle : elle s'était simplement mise dans le cas d'être faite prisonnière de guerre par son intervention dans la direction des opérations militaires (1).

Elle eut une émule dans la personne de Mlle Claire Toussaint, receveuse des postes à Brie-Comte-Robert qui,

(1) « Non, elle ne mourra pas, s'écria le prince Frédéric-Charles ; je ne le veux pas, et je souhaite que beaucoup de femmes allemandes aient le courage de cette Française. »

pendant de longues semaines assura un service secret de correspondance entré Paris et la province. Découverte par les Allemands, ceux-ci la firent prisonnière ; mais ils outrepassèrent leurs droits en la maltraitant au point de lui faire perdre un œil. La ville de Brie-Comte-Robert a perpétué par une plaque commémorative le souvenir de cet acte de dévouement à la patrie.

§ 9. Aéroneutes et Aviateurs.

Les ballons furent, dès leur invention, utilisés sur le champ de bataille : mais l'ennemi dont ils surveillaient les mouvements, ne pouvant les atteindre, qualifia les aéronautes d'espions, et se refusa de les ranger dans la catégorie des combattants qui ont droit au traitement des prisonniers de guerre. Au siège de Valenciennes, en 1793, à la bataille de Fleurus, en 1794, des officiers français se servirent d'un aérostat pour se rendre compte des opérations du parti opposé. Les Russes eurent, en 1812, le projet de construire une flottille de ballons pour couvrir nos troupes de projectiles explosifs. Napoléon avait emporté plusieurs ballons en Egypte, mais le vaisseau sur lequel étaient chargés les appareils de gonflement ayant été pris par les Anglais, il ne put avoir recours à l'aérostation militaire qui resta dans l'ombre jusqu'en 1870. A cette époque, les nécessités du siège de Paris lui firent jouer un rôle capital dans l'établissement des communications entre la capitale investie et la province. Une société française de navigation aérienne fut créée par les soins des frères Godard ; 64 ballons furent lancés dans les airs emportant de Paris

•

155 personnes et 3 millions de lettres ; cinq de ces ballons seulement devaient tomber au pouvoir de l'ennemi.

La colère des Allemands fut grande à la vue de ces messagers aériens insaisissables qui franchissaient en planant leurs lignes d'investissement. Le 19 novembre 1870, M. de Bismarck faisait parvenir à M. Washburne, ministre des Etats-Unis à Paris, une lettre avec prière de la communiquer au gouvernement français. « Je profite de l'occasion, disait-il, pour vous informer que plusieurs ballons expédiés dernièrement de Paris sont tombés entre nos mains et que les personnes qui les montaient seront jugées d'après les lois de la guerre. Je vous prie de vouloir bien porter ce fait à la connaissance du gouvernement français, en ajoutant que toutes les personnes qui prendraient cette voie pour franchir les lignes sans autorisation ou pour entretenir des correspondances au préjudice de nos troupes, s'exposent, si elles tombent en notre pouvoir, au même traitement qui leur est tout aussi applicable qu'à ceux qui feraient des tentatives semblables par la voie ordinaire » (1). Le chancelier allemand avait donc la prétention de pouvoir traiter nos aéronautes comme de vulgaires espions, ce qui est absolument inadmissible. Un individu qui s'élève dans les airs au vu et au su de toute une armée, qui ne peut matériellement pas tromper l'ennemi sur la nature de sa mission, ne remplit aucune des conditions de dissimulation, de subterfuge, qui sont la caractéristique de l'espionnage.

Le génie du constructeur Krupp vint en aide à la fu-reur allemande en établissant un Luftballone Kanone,

(1) *Journal officiel*, 25 novembre 1870

mousquet à ballons, porté sur un charriot à deux chevaux et muni d'une crosse et d'une hausse pour viser. L'appréciation de la distance se faisait au moyen de tables basées sur la grandeur apparente du ballon. Mais les obus à balles qu'il lançait n'obtinrent qu'un seul succès : le *Daguerre* fut transpercé le 3 décembre 1870 ; ses passagers MM. Nobécourt, Gubert et Pirou furent emmenés à Versailles. Condamnés à mort, ils virent cependant leur peine commuée et furent internés à Glatz (Haute-Silesie). Un autre ballon, la *Bretagne*, fut pris à Verdun le 27 octobre 1870. L'aéronaute qui avait eu une jambe cassée dans la chute fut obligé de se traîner par terre sous les coups des crosses des Uhlans du 4^e Régiment. On le condamna à mort et on le laissa deux jours sans nourriture. Ayant prouvé qu'il n'était qu'un simple négociant, il fut interné à Mayence (1).

Depuis, les Allemands ont changé leur manière de voir et c'est leur représentant à la Conférence de Bruxelles, le général de Voigts-Rhetz qui fit voter l'article 22 de la Déclaration en vertu duquel « ne sont pas considérés comme espions s'ils sont capturés par l'ennemi..... les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches et en général pour entretenir les communications entre les différentes parties d'une armée ou d'un territoire. » Cette disposition a été intégralement reproduite dans l'article 29 du Règlement de La Haye. Le Manuel de Droit international à l'usage des officiers français explique que les aéroliers agissent en temps de guerre ouvertement et sans perfidie, qu'on doit les regarder comme des belligérants

(1) D'après l'Histoire des Ballons, par Sircos et Pellier, citée par Pradier-Fodéré. *Traité de droit intern.* n° 2766.

réguliers sur lesquels on peut tirer au passage, que rien n'autorise par conséquent à les assimiler à des espions ou à des traîtres ; mais qu'on est fondé à les garder comme prisonniers de guerre, et à s'emparer de leur correspondance (1).

Il faut cependant faire des réserves pour le cas où l'aérostat capturé serait muni de bombes et de matières explosibles. Leurs pilotes seraient alors suspects d'avoir voulu violer les lois de la guerre. Car les puissances représentées à la Conférence de La Haye en 1899 ont, par une Déclaration, consenti pour une durée de cinq ans « à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux. » Ces derniers mots font sans doute allusion aux aéroplanes dont les perfectionnements préoccupent tant l'opinion publique. La deuxième Conférence de La Haye renouvela purement et simplement en 1907 la déclaration citée plus haut (2) ; mais au cours de la discussion, des réserves furent faites en ce qui concerne les dirigeables, et l'on peut se demander si cette interdiction sera maintenue quand viendra le terme fixé pour sa durée.

L'aérostation militaire — nous pouvons dire aussi l'aviation — prend une importance de plus en plus grande chez les principales puissances. Elle a été réglementée en France par le décret du 13 février 1903 : des expériences ont été faites en Allemagne pour rendre pratique le lancement des bombes par des aérostiers. Il est bien tentant pour un général de se servir d'un de ces dirigeables dont

(1) Page 40.

(2) II^e Conférence de la Haye, Déclaration du 18 octobre 1907

la manœuvre est si souple par une atmosphère favorable, pour porter la désorganisation et la terreur dans l'armée ennemie en semant quelques bombes au beau milieu de son état-major.

Le 14 juillet 1907, le dirigeable *Patrie* fit au-dessus des troupes de la revue de Longchamps quelques évolutions qui impressionnèrent très vivement les spectateurs : il dominait cette petite armée comme un oiseau de proie planant au-dessus d'une bande de passereaux, et l'on se demandait avec angoisse quelle serait la physiologie des champs de bataille le jour où cet instrument d'exploration deviendrait un formidable engin de guerre. L'élan est donné dans ce sens : à l'exposition aéronautique qui a eu lieu à Paris en décembre 1908, on pouvait voir le dirigeable la *Ville-de-Bordeaux*, dont la nacelle était blindée et armée de deux mitrailleuses Hotchkiss. L'*Illustration* publiait le 26 décembre 1908 un dessin représentant ce que serait le débarquement en Grande-Bretagne de 100,000 Allemands ayant traversé la mer du Nord en aéroplane. Ce projet n'appartiendra peut-être plus longtemps au domaine de la chimère, et il faut prévoir qu'un jour les diplomates auront à discuter les lois de la guerre aérienne, comme ils l'ont fait pour la guerre continentale.

Bornons-nous à constater pour le moment que la question des aéronautes et des aviateurs en temps de guerre est bien tranchée actuellement, et qu'en cas de capture, ils doivent bénéficier du traitement réservé aux prisonniers de guerre.

§ 10. -- Journalistes.

L'importance que la presse a su prendre dans les mœurs des peuples modernes, multiplie de plus en plus le nombre des correspondants de journaux à l'af-fût des nouvelles sensationnelles susceptibles d'intéresser les lecteurs et d'augmenter le tirage de leurs gazettes par la publication de renseignements impressionnants. Dès qu'un conflit armé éclate entre deux peuples, le théâtre de la guerre est envahi par une nuée de reporters qui arrivent de tous les pays, et que leur désir d'être les mieux informés mêle sans cesse aux troupes alors aux prises. Le délégué des Pays-Bas à la Conférence de Bruxelles en 1874, M. de Landsberge, avait même proposé de leur accorder le bénéfice de la neutralité par la clause suivante : « Les correspondants ou reporters de journaux qui n'ont pris aucune part active aux opérations de guerre jouissent des droits de neutralité. » Mais le général de Voigts-Rhetz combattit avec raison cette proposition. Il peut arriver en effet que les journalistes ne fassent aucun mal ; mais il est des cas où ils sont certainement nuisibles et doivent être faits prisonniers. Cela ne fait pas de doute quand ils excitent violemment les populations à la résistance, aux représailles, quand ils manifestent hautement des opinions hostiles et dangereuses pour les troupes d'occupation : car, s'ils ne coopèrent pas à la lutte les armes à la main, du moins les articles sortis de leur plume ont pour but de prolonger la guerre et d'exercer une influence sur son issue. C'est ainsi que le rédacteur en chef du *Glaneur de*

Saint-Quentin, M. Abel Deroux, fut arrêté en décembre 1870 à cause de ses publications contre l'Allemagne, et qu'il fut interné à Magdebourg jusqu'à la signature de la paix (1). Les Allemands prirent des mesures restrictives à la liberté de la presse dans les régions qu'ils occupaient. Un décret du gouverneur général du nord de la France, daté de Versailles, le 18 janvier 1871, défendait, sous peine d'emprisonnement, aux rédacteurs et éditeurs des journaux paraissant dans les départements envahis d'insérer des nouvelles relatives aux troupes allemandes, ou de publier des écrits d'une tendance hostile à l'armée allemande et des critiques contre les mesures des autorités allemandes. Le maire d'Evreux fut même rendu responsable de quelques articles d'un journal publié dans cette ville, le *Progrès de l'Eure* (2).

Les journalistes, même lorsqu'ils conservent un ton correct et impartial, peuvent cependant causer du tort aux belligérants par le simple compte rendu des opérations militaires dont ils sont témoins. Si une troupe s'empare de leurs personnes à la suite d'un combat, elle les retiendra prisonniers pour éviter les divulgations que ces reporters seraient exposés à faire à son détriment, en donnant des renseignements en apparence sans portée. Des détails sur les cantonnements, les numéros des régiments, la route qu'ils suivent, constituent des indications auxquelles les circonstances peuvent donner une importance capitale. Un état-major a bien raison de tarir la source de ces sortes d'indiscrétions. Il serait bien inu-

(1) Abel Deroux, *Invasion de 1870-71 dans l'arrondissement de Saint-Quentin*.

(2) Pradier-Fodéré, *Traité de droit int. public*, VII, 2. 948.

tile de couvrir l'armée par un rideau de cavalerie, de dissimuler ses évolutions à l'aide d'avant-postes, si le premier correspondant de journaux venu a la possibilité d'indiquer avec des détails circonstanciés le plan que l'on cherche à cacher à l'ennemi. Ces renseignements sont soi-disant destinés à des amis, à des nationaux ; mais qui peut garantir entre quelles mains tombera la feuille sur laquelle ils seront imprimés ? N'avons-nous pas le souvenir de cette malencontreuse information, publiée par le *Temps* du 25 août 1870, qui renseigna nos ennemis sur la marche du maréchal de Mac-Mahon vers Sedan, mieux que la puissante reconnaissance de cavalerie qu'ils avaient lancée pour être fixés à ce sujet ?

Les chefs militaires doivent donc user d'une circonspection toute spéciale à l'égard des journalistes. Bien loin de les neutraliser, comme on en a eu l'intention, il faudrait les incorporer en quelque sorte à l'armée dont ils veulent suivre les opérations, que ce soit des nationaux ou des sujets de puissances neutres. C'est ce que les Anglais ont fait en 1879 lors de la campagne d'Afghanistan ; d'après le règlement publié par le *Times* du 15 novembre 1879, les journalistes devaient porter un signe distinctif, être soumis au Code de justice militaire, soumettre leur correspondance à un officier censeur de la presse. Lors de la campagne d'Egypte de 1882, le ministre de la guerre anglais promulgua également un règlement concernant les correspondants de journaux, leur imposant un certificat d'admission, l'obligation de se soumettre aux lois de la guerre, de n'employer d'autre langue que l'Anglais, le Français et l'Allemand, de soumettre leurs comptes rendus à un officier supérieur chargé du service de la presse. C'est grâce à cette cen-

sure qu'en 1897, le sirdar Kitchener-Pacha, commandant en chef des troupes anglo-égyptiennes, empêcha les correspondants des journaux anglais d'envenimer les rapports déjà très tendus entre la France et la Grande-Bretagne à la suite de l'occupation de Fachoda par le commandant Marchand.

Le Manuel allemand des lois de la guerre, expose toute une série de prescriptions auxquelles les représentants de la presse doivent satisfaire s'ils veulent bénéficier, le cas échéant, du traitement des prisonniers de guerre, et ne pas passer pour des espions (1). L'autorisation de séjourner au milieu de l'armée n'est accordée qu'à ceux qui possèdent une honorabilité absolument reconnue, des certificats officiels très détaillés, la caution de personnalités indiscutables. Ils doivent s'engager à ne point répandre sans permission des nouvelles relatives au nombre et au mouvement des troupes, aux plans du commandement.

Ceci n'a trait qu'aux journalistes étrangers, car pour les journalistes allemands, la loi d'Empire du 7 avril 1874 contient déjà cette défense. Ceux-ci doivent se soumettre entièrement à l'officier commandant la fraction de troupe qu'ils accompagnent, porter constamment sur eux leurs pièces de légitimation, soumettre leur correspondance et articles à l'officier du quartier général chargé de la presse. Une infraction quelconque rend le journaliste punissable conformément aux lois de la guerre, même s'il est étranger. Les journalistes non autorisés doivent être chassés sans ménagements comme absolument dangereux « car ils prennent le lit et la subsistance des troupes, et sous

(1) Traduct. Carpentier, p. 78.

le masque de l'amitié, causent à l'armée des torts indicibles (1). »

La recommandation d'être toujours muni de pièces de légitimation est du reste conçue en grande partie dans l'intérêt propre du journaliste ; elle est destinée à l'empêcher d'être traité comme un espion, alors que le mode de ses investigations peut quelquefois lui en donner l'apparence. C'est faute de papiers de légitimation que le capitaine en retraite Schmitt, correspondant de journaux prussiens, arrêté en 1874 à l'intérieur des avant-postes carlistes, muni de plans et de croquis du théâtre de la guerre, ne put justifier de sa qualité et fut fusillé comme espion après avoir été condamné par une cour martiale (2).

C'est pour la même raison que deux journalistes, MM. Chabrillat du « *Figaro* » et Cardon du « *Gaulois* », pris à Wœrth en 1870 par les Allemands, furent emmenés à coups de crosses à Soultz et ne durent la vie qu'à la rencontre du duc de Saxe-Cobourg-Gotha (3).

La situation des journalistes sur le champ de bataille présente donc beaucoup d'analogie avec celles des vivandiers et cantiniers que nous avons déjà étudiée et on ne saurait trop les engager à se conformer à l'article 13 du Règlement de La Haye, s'ils ne veulent pas aggraver les risques déjà fort nombreux que présente leur profession en temps de guerre.

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege*, traduct. Carpentier, p. 84.

(2) *Kriegsbrauch im Landkriege*, traduct. Carpentier, p. 78.

(3) Dick de Lonlay, *Français et Allemands*, p. 132.

§ 11. — Femmes et enfants.

On a vu parfois la femme disputer à l'homme le privilège du courage militaire, s'armer en guerre, commander une armée, défendre une ville. Ces traits d'héroïsme sont rares, mais ils ont cependant immortalisé la bravoure féminine, en faisant passer à la postérité les noms glorieux d'Artémise, reine d'Halicarnasse, qui se signala par sa valeur à la bataille de Salamine, de Zénobie, reine de Palmyre, et de Boadicee, reine des Bretons, qui soulèverent leur peuple contre les Romains; de Jeanne d'Arc, qui « bouta les Anglais hors de France », de Jeanne Hachette qui empêcha Charles le Téméraire de s'emparer de Beauvais.

Ce sont là des exemples isolés et très exceptionnels. Les cas de femmes se groupant ensemble pour former une troupe organisée sont aussi infiniment rares; pour trouver des phalanges ainsi composées, il faut interroger les souvenirs de la cour de Siam, de celle du Dekhan ou du Dahomey, dont les Amazones eurent quelque célébrité, ou se reporter aux époques de perturbation traversées par les peuples civilisés. Théroigne de Méricourt commandait un bataillon de viragos pendant les guerres de la I^{re} république; la révolution de 1848 vit éclore les Vésuviennes et en 1871, il y eut un bataillon féminin de volontaires. Les femmes qui se paraient ainsi de vertus guerrières devaient en supporter les conséquences et subir la captivité au même titre que les autres soldats; elles offraient souvent un spectacle moins héroïque que ridicule, parfois même répugnant. Elles auraient fait

besogne plus utile, et plus en rapport avec leur sexe, si elles avaient employé leur patriotisme ardent au soulagement des malades et des blessés, profitant ainsi de l'immunité que la Convention de Genève accorde au personnel du Service de santé. Depuis quelques années beaucoup de femmes se préparent à jouer le rôle d'infirmières en temps de guerre, et quelques-unes d'entre elles ont fait déjà preuve d'un admirable dévouement à Casablanca.

Le Règlement français de 1893, sur les prisonniers de guerre, prévoyant que les femmes et les enfants peuvent être capturés, prescrit qu'ils seront traités avec la plus grande humanité et avec tous les égards dus à leur sexe et à leur âge, tout en restant soumis aux mesures générales concernant les autres prisonniers de guerre. (Article 16).

Il s'agit évidemment là des femmes et enfants qui peuvent se trouver mêlés aux hostilités, comme nous en avons vu quelques exemples dans les paragraphes précédents. Car le principe qui exempte tout individu paisible de la captivité de guerre s'applique avant tout aux êtres que leur faiblesse doit protéger contre la violence. Un belligérant qui ferait prisonniers des femmes ou des enfants sans motif grave serait moins bon observateur du droit des gens que le Germain Arminius qui affirmait hautement sa volonté « de ne pas faire la guerre contre les femmes, mais contre des hommes bien armés (1). »

Les Anglais ont quelque peu mérité ce reproche pendant la guerre Sud-Africaine. Ils ont arraché de leurs demeures les familles inoffensives des Boërs pour les in-

(1) Tacite, *Annales*, lib. I, chap. 59.

terner dans des camps. Des femmes âgées, des mères de famille, des enfants même subirent les violences des soldats anglais. Wet et Steijn protestèrent énergiquement contre ces faits, le 14 janvier 1901, disant que les Anglais avaient occasionné ainsi la mort d'un grand nombre de femmes maltraitées, insultées même, quand leur état de maladie, de vieillesse ou de grossesse aurait dû les soustraire aux mauvais traitements (1). « J'ai dû, en juillet, près de la ferme de Corona, châtier sans pitié des Anglais qui brutalisaient nos femmes, écrit M. W. Meyerbach Caserta, aide de camp de Steijn » (2). « J'étais capitaine pendant la guerre des Basoutos, disait M. Prétorius, membre du Parlement transvaalien, et jamais, je tiens à le déclarer, nous n'avons traité les femmes et les enfants des noirs comme les Anglais traitent aujourd'hui les femmes et les enfants des Boërs » (3). La mère du général Delarey, âgée de 83 ans, fut faite prisonnière et envoyée dans le camp de Klerkdorp. 60 cercueils d'enfants sortaient par jour de ces terribles camps de concentration, et sur 34.336 de ces innocentes victimes, 1.964 périrent (4). Le Président Krüger disait en débarquant à Marseille : « La guerre que nous font les Anglais est une guerre de barbares, une guerre atroce..... ils entassaient nos femmes par centaines à Johannesburg où elles deviennent les jouets de leurs soldats » (5).

(1) *Le Temps*, 27 mars 1901.

(2) *Journal des Débats*, 11 décembre 1900.

(3) Mérignhac, Les pratiques anglaises dans la guerre terrestre, dans la *Revue générale de droit intern. public*, 1901, p. 405.

(4) *Revue gén. de droit intern.*, 1902, p. 637.

(5) Mérignhac, Pratiques anglaises dans la guerre terrestre, dans la *Revue gén. de droit intern. public*, 1901, p. 413.

Les Anglais ont du reste cherché à se justifier de leurs procédés barbares pendant cette campagne en assimilant les Boërs à de simples rebelles, sous prétexte que les états sud-africains se trouvaient sous la souveraineté britannique avant même la fin des hostilités. Le 1^{er} septembre 1900, en effet, le général Roberts déclarait que le Transvaal, de ce jour, faisait partie des possessions de S. M. Britannique, que la guerre régulière était terminée, et que les combattants n'étaient que des insurgés, sauf les Boërs sous les ordres de Louis Botha; il donnait pour motif de cette décision la désorganisation gouvernementale provoquée au Transvaal par le départ du Président Krüger pour l'Europe. C'était aller un peu vite en besogne, car il est vraisemblable que la Grande-Bretagne aurait énergiquement protesté, et à juste titre, si les Allemands, en septembre 1870, avait pris prétexte de la chute de Napoléon III et de la disparition du gouvernement impérial, pour considérer la France comme faisant désormais partie de leur Confédération !

La conduite des Anglais vis-à-vis des femmes et des enfants des Boërs est d'autant plus inadmissible que leur Manuel de législation militaire (*Manual of military law*) dont nous avons déjà parlé, renferme, au chapitre des coutumes de la guerre, des dispositions (art. 25), recommandant expressément de préserver soigneusement d'outrages, les vieillards, les femmes et les enfants.

La guerre de 1870-71 offre quelques exemples d'enfants français faits prisonniers. Le maréchal des logis Léopold rapporte que durant sa captivité au bagne de Werden am Ruhr, il y fut rejoint par deux enfants de moins de 16 ans, Henniaux et Ch. Huteau, dont les Prussiens

s'étaient emparés (1). Le R. P. de Damas raconte aussi, dans ses *Souvenirs de Captivité*, qu'il trouva à Glogau tout un groupe d'enfants de troupe français que les Allemands y avaient conduits après la reddition de Metz. Les régiments qui avaient la charge de ces enfants, englobés dans la capitulation et dirigés sur l'Allemagne, ne pouvaient plus veiller sur eux ; il eut été inhumain de les abandonner à eux-mêmes, aux terribles hasards du théâtre de la guerre ; on ne peut donc s'empêcher d'approuver les Allemands d'avoir soumis ces petits malheureux, quasi orphelins, au régime de la captivité, ou plutôt de l'hospitalité. Car ces enfants furent très paternellement traités par le chef de bataillon prussien à qui ils étaient confiés : il leur faisait faire la classe et, le jour de Noël, il leur distribua des étrennes (2).

Cet exemple nous prouve encore que la capture des femmes et des enfants ne peut avoir lieu que dans des cas très restreints et tout à fait exceptionnels.

(1) Léopold, *Le bagne allemand*, p. 67.

(2) R.-P. de Damas, *Souvenirs de captivité*, p. 274.

CHAPITRE IV

QUI PEUT-ON FAIRE PRISONNIER DE GUERRE ? (FIN)

CAS PARTICULIERS.

§ 1. *Individus protégés par la Convention de Genève.* — A) *Personnel du Service de Santé.* Conventions de L'Ecluse, de Brandebourg, etc. ; de Genève révisée. Neutralité ou immunité ? Ambulances *retenues* en 1870-71. Nécessité d'un brassard distinctif estampillé. Immunités accordées aux habitants charitables. Les paysans chinois en Mandchourie. — B) *Blessés et malades tombés au pouvoir de l'ennemi.* Egards qui leur sont dus. La Convention de Genève révisée les déclare prisonniers de guerre. Renvoi facultatif des incurables ; appréciation de leurs infirmités. Critique du renvoi conditionnel des blessés guéris. — § 2. *Otages.* Définition Otages de paix, otages de guerre. Arrestations abusives de Français paisibles en 1870-71. Otages d'*accompagnement* des trains stratégiques ; justification de cet usage ; applications en 1870-71 ; limites au choix de ces otages. — § 3. *Déserteurs et transfuges.* — § 4. *Espions.* Caractères qui les distinguent. Officiers déguisés pendant la guerre russo-japonaise. Espion patriote, espion mercenaire. Pénalité encourue. *Traîtres, brigands et maraudeurs.*

§ 1. — Individus protégés par la Convention de Genève.

A) Personnel du Service de Santé.

La civilisation de la guerre s'est surtout manifestée au profit des blessés et des personnes qui ont le dévouement de les soigner. L'antiquité n'avait pas l'idée qu'on pût secourir un ennemi blessé. Tite-Live, Salluste, Polybe, Tacite, nous parlent bien de l'assistance apportée aux

soldats tombés sur le champ de bataille par Marcellus à Nole (1), par Métellus, pendant la guerre contre Jugurtha (2), par Scipion à Zama (3), par Germanicus pendant son expédition contre les Chérusques (4). Mais il ne s'agit pas alors de blessés ennemis. Les Romains ne se conformaient pas à l'adage ; « *Hostes dum vulnerati fratres.* » Il en fut de même au Moyen Age : car les Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem et les Chevaliers de l'ordre Teutonique, créés en 1128, devaient pourvoir au soulagement des croisés malades ou blessés, mais n'avaient pas à s'inquiéter des musulmans. Il faut arriver jusqu'en 1689, à la guerre de la Ligue d'Augsbourg, pour trouver un accord entre deux généraux ennemis, l'électeur de Brandebourg et le comte d'Asfeld, en vertu duquel ces deux chefs, sur le point d'en venir aux mains, s'engagèrent à respecter leurs blessés (5). Cet exemple fut suivi avant la bataille de Dettingen (27 juin 1743), à Aschaffenburg, par le comte de Stair et le maréchal de Noailles (6). Mais c'est dans une convention signée le 6 février 1759 à l'Ecluse, entre le marquis du Barrail, maréchal de France, et sir Henry Seymour Conway, major-général anglais, que l'on déclare pour la première fois que les aumôniers, ministres, médecins, chirurgiens, apothicaires, directeurs et autres officiers servant dans les hôpitaux ou armées, ne seront pas sujets à être faits prisonniers de guerre et seront renvoyés le plus tôt pos-

(1) Tite Live, liv. XXIII, 54.

(2) Salluste, *Guerre de Jugurtha*, LIV.

(3) Polybe, *Histoire générale*, liv. XV, § 44.

(4) Tacite, *Annales*, liv. I, 71.

(5) Pradier-Fodéré, *Traité de droit intern.*, 2. 850.

(6) Peyrilhe, *Histoire de la Chirurgie*, t. II, p. 404.

sible (art. 22), que les malades de part et d'autre ne seront point faits prisonniers et qu'ils pourront être renvoyés, munis de passeports, ainsi que tout le personnel servant (art. 27). Un arrangement analogue intervint le 1^{er} septembre 1759, à Brandebourg, entre le marquis de Rougé, maréchal de camp de l'armée française, et le baron de Buddenbrock, général-major prussien : cet accord fut ratifié par Louis XV et Frédéric II (1). La capitulation de Gironne (10 décembre 1809) déclara libres les employés aux hôpitaux, les médecins et chirurgiens de l'armée (2). La Convention signée à Saint-Cloud, le 3 juillet 1815, entre les commissaires des armées prussienne et anglaise, et ceux de l'armée française pour la suspension des hostilités, assurait une protection spéciale aux malades, aux blessés et aux officiers de santé et leur permettait de rejoindre le corps auquel ils appartenaient (3).

Pendant la campagne d'Italie de 1859, un décret français prescrivit de rendre à l'ennemi tous les prisonniers autrichiens blessés, dès que leur état le permettrait. C'est précisément à l'occasion de cette guerre que les horreurs dont il avait été témoin sur le champ de bataille de Solférino, incitèrent un philanthrope genevois, le docteur Henry Dunant, à obtenir des diverses puissances une convention internationale assurant des secours efficaces aux soldats blessés. « Le moment ne serait-il pas venu d'établir parmi les nations une convention réclamée par l'humanité ? » avait écrit, dès 1764, M. de Chamousset, intendant général des hôpitaux des armées du roi de France, à propos du respect que le vainqueur doit accor-

(1) Moynier, *Etudes sur la Convention de Genève*, p. 40.

(2) Moynier, *Etudes sur la Convention de Genève*, p. 47.

(3) De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. II, p. 623, 624.

der aux blessés (1). *Un Souvenir de Solférino*, produit 100 ans après, l'émotion décisive, et le 22 août 1864, une conférence diplomatique aboutissait à la signature d'une convention internationale, dite Convention de Genève, véritable loi écrite du droit de la guerre, dont M. Frédéric Passy a pu dire avec raison qu'elle tiendrait un jour une plus grande place dans l'histoire que les traités d'Utrecht, de Westphalie ou de Ryswick. Nous n'entrons pas dans le détail de cette Convention, révisée le 6 juillet 1906, si populaire et si universellement respectée aujourd'hui. Nous nous contenterons d'examiner les articles qui ont quelque rapport avec la condition des prisonniers de guerre.

L'article 2 de la première Convention de Genève accordait le bénéfice de la neutralité au personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration, de transport des blessés, ainsi que les aumôniers. L'article 5 étendait cette neutralité aux habitants qui portent secours aux blessés. Le mot de *neutralité* a été l'objet de très justes critiques de la part de Lueder, de M. Pillet, de Pradier-Fodéré, de Bluntschli, etc. (2). Cette expression indique en effet chez l'individu auquel on l'applique une abstention complète de toute ingérence dans le différend qui a surgi entre les nations belligérantes. Or, il est impossible de dire que les individus visés par les articles 2 et 5 de la Convention de Genève de 1864 soient passifs, inactifs. Leur interven-

(1) Chamousset, *Œuvres complètes*, t. II, p. 43.

(2) Lueder, *La Convention de Genève au point de vue historique*. M. Pillet, *Lois actuelles de la guerre*, § 120. Pradier-Fodéré, *Traité de droit intern. public*, t. VII, § 2816, 2856. Bluntschli, *Droit international codifié*, art. 586.

tion s'affirme au contraire d'une façon très nette et très précieuse. Ils ont des rapports constants et multiples avec les éléments militaires auxquels ils rendent de signalés services. Ce n'est donc pas la *neutralité* proprement dite que la Convention de Genève devait leur conférer, mais une *immunité* d'un genre particulier.

C'est pourquoi la Convention révisée en 1906 ne parle plus de neutralité, mais déclare que le personnel en question sera protégé et respecté en toute circonstance, et que s'il tombe entre les mains de l'ennemi il ne sera pas traité comme des prisonniers de guerre (art. 9). Les individus composant le personnel du service de santé ne jouiront de cette immunité que s'ils laissent leur épée au fourreau et ne participent en rien aux actes de violence des belligérants. Ils ne perdraient cependant pas leur caractère particulier et les prérogatives qui y sont attachées, si, attaqués par des ennemis acharnés ou par des pillards, ils se trouvaient en cas de légitime défense et obligés de faire usage de leurs armes pour sauver leur existence ou celle de leurs blessés (1).

La Croix de Genève met donc le personnel du service de santé à l'abri de la captivité de guerre. Toutefois, les chefs de l'armée ennemie ont le droit de retenir les individus qui font partie de ce service si ceux-ci, après une défaite de leurs frères d'armes, voulaient abandonner un champ de bataille jonché de leurs compatriotes blessés. C'est l'application de l'article 12 de la Convention de Genève de 1906 : « Les personnes désignées dans les articles 9, 10 et 11 (personnel de santé et assimilés) continueront, après qu'elles seront tombées au pouvoir de

(1) Convention de Genève du 6 juillet 1906, art. 7, 8.

l'ennemi, à remplir leurs fonctions sous sa direction », et de l'article 1 de la même Convention : « Le belligérant obligé d'abandonner des malades ou des blessés à son adversaire laissera avec eux, autant que les circonstances militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaire pour contribuer à les soigner. » Ce personnel n'a donc pas seulement la *faculté* de rester sur les points occupés par l'ennemi tant qu'il y a des secours à donner aux blessés et aux malades de son parti, il en a l'*obligation*. Ces dispositions éviteront le retour du scandale qui se produisit après le combat de Gitschin (Bohême) en 1866: des médecins autrichiens se refusèrent alors à rester auprès des nombreux blessés de leur armée demeurés sur le champ de bataille (1). Chaque belligérant demeure juge de l'opportunité des services du personnel de santé tombé entre ses mains. Il donnera le signal de son départ lorsque son propre service de santé pourra faire face au surcroît d'obligations que lui aura imposé la victoire (2). Ce départ pourra aussi être retardé quand des concentrations de troupes, des travaux de fortification auront été exécutés à proximité de l'ambulance dont le personnel de santé aura été retenu après un combat. Il ne faut pas compromettre la réussite des opérations militaires en renvoyant trop tôt aux avant-postes de l'adversaire des individus capables d'avoir surpris certains projets et de pouvoir les divulguer à l'état-major ennemi.

La condition du personnel du service de santé tombé au pouvoir d'un belligérant est donc toute spéciale. Il

(1) Naundorff, *Unter dem rothen Kreuz*, p. 184.

(2) « Lorsque son concours ne sera plus indispensable », Convention de Genève de 1906, art. 12.

n'est pas fait prisonnier de guerre; mais il peut être *retenu*. C'est un euphémisme que nous employons ainsi, car il faut prévoir pour ce personnel une sorte de captivité, très momentanée, et destinée, d'une part, à assurer des secours aux blessés, d'autre part à empêcher que les individus attachés aux ambulances ne puissent circuler librement sur le théâtre de la guerre, et donner à leurs compatriotes, en temps utile, des renseignements sur les préparatifs, les forces et les moyens de défense de leurs adversaires. Les Allemands eurent donc raison, en 1870-71, de *retenir* (on a dit par erreur de faire prisonnières) deux ambulances françaises venant de Paris et voulant gagner Metz, l'une par Pont-à-Mousson, l'autre par Etain et Gravelotte. Ces ambulances furent rapatriées par la Belgique et par la Suisse. Le détour qu'on leur imposait ainsi était assez long pour que le temps écoulé, ôtât tout danger d'une indiscretion de leur part sur les observations qu'elles auraient pu faire en traversant les lignes ennemies. C'est aussi à juste titre que le général Chanzy *retint* de la sorte près de la Loire, une ambulance prussienne pour la renvoyer ensuite en Allemagne par Saint-Malo et l'Angleterre (1).

Le moment du départ du personnel de santé et la voie qu'il devra suivre pour être rapatrié, sont donc subordonnés à la décision des commandants militaires auxquels les hasards de la guerre l'ont livré. C'est ce qu'établit sans conteste l'article 6 du Règlement sur les prisonniers de guerre du 21 mars 1893 : « Le commandant en chef fixera, dès que les circonstances le permettront, le moment où le personnel du service de santé pourra se

(1) Léon Lefort, Service de Santé dans les armées nouvelles, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1871, pp. 426 et 427.

retirer avec son matériel, soit isolément, soit avec ses blessés et malades. Il fixera en outre l'itinéraire à suivre ». Il faut toutefois espérer que suivant la recommandation de Bluntschli, « le moment du retour ne sera pas retardé outre mesure, et que dans l'intervalle le personnel sanitaire sera convenablement traité » (1). De plus, le retour imposé pour le rapatriement ne devrait pas avoir une longueur exagérée et quelque peu vexatoire. Pourtant la Convention de Genève laisse au belligérant tout pouvoir à cet égard lui permettant de renvoyer les personnes composant le service de santé à leur armée ou à leur pays dans les délais et suivant l'itinéraire compatibles avec les nécessités militaires (art. 12).

Grâce à une sage disposition de la Convention de Genève de 1906, le personnel sanitaire retenu par l'ennemi ne sera plus exposé à mourir de faim, comme cela faillit arriver à des médecins autrichiens qui, le 29 juin 1866, après le combat de Jicin, séparés de leur armée, se trouvèrent sans ressources, ne sachant à qui s'adresser pour se procurer des moyens de subsistance (2). L'article 13 a prévu ce cas et l'a ainsi résolu : « L'ennemi assurera au personnel visé par l'article 9 (personnel sanitaire), pendant qu'il sera en son pouvoir, les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel des mêmes grades de son armée ».

Le Règlement français du 21 mars 1893 garantissait déjà au personnel sanitaire tombé entre les mains de l'armée française « la jouissance intégrale de son traitement (art. 6). » Tout ce qui sera ainsi fourni par l'ennemi fera l'objet d'un règlement de compte et d'un remboursement lors de la conclusion de la paix.

(1) Bluntschli, *Droit internat. codifié*, art. 588, rem. 1.

(2) Löffler, *Das preussische Militär-sanitätswesen*, p. 73.

Pour pouvoir profiter des avantages de cette sorte de captivité très adoucie, à caractère essentiellement provisoire, dont la nature et le but diffèrent totalement de ceux de la captivité réservée aux prisonniers de guerre, les individus composant le Service de santé devront être capables de prouver qu'ils font réellement partie du personnel protégé par la Convention de Genève. L'article 4 du Règlement français de 1893 sur les prisonniers de guerre exige que le personnel qui bénéficie de la Convention de Genève soit porteur d'un brassard à croix rouge sur fond blanc, délivré par l'autorité militaire, ainsi que d'un titre permettant de constater l'identité de chaque individu. Pour des raisons religieuses, ce brassard prévu par l'article 7 de la Convention de Genève (1), a été modifié en 1876 par le gouvernement ottoman qui a substitué, le croissant à la croix, et par le gouvernement japonais qui a disjoint les deux branches de la croix. Mais ces légères transformations n'altèrent pas le principe d'un signe distinctif obligatoire.

Le port illégal du brassard donne lieu à des abus regrettables. En 1870, des personnes n'ayant rien de commun avec le service sanitaire, se mirent à porter le brassard estampillé par l'intendance. Cette irrégularité ne tarda pas à avoir de graves conséquences, entre autres de permettre aux misérables qui suivent les armées d'aller impunément, sous prétexte de rechercher les blessés, dépouiller les morts sur le champ de bataille (2). Il ne faut pas non plus que ce signe protecteur

(1) Aujourd'hui par l'article 20.

(2) Léon Lefort, Service de santé dans les armées nouvelles, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} novembre 1871, pp. 124, 125.

servé de sauvegarde à l'espionnage. Aussi le docteur Lueder proposait-il en 1876 que l'on ajoutât à la Convention de Genève un article « punissant le port illégal du brassard avec toute la rigueur des lois militaires ». Ce brassard, contrôlé et timbré par le gouvernement, devrait être accompagné d'une légitimation écrite, ainsi que d'une pièce constatant l'identité du porteur (1). Une ordonnance royale prussienne avait été d'ailleurs publiée pendant la guerre de 1870-71 pour régulariser le port du brassard et pour en empêcher l'abus (2). Le Décret français du 19 octobre 1892 portant règlement sur le fonctionnement général des Sociétés d'assistance aux blessés et malades des armées de terre et de mer, donne toute satisfaction à cet égard. Il prescrit en effet à ces Sociétés de constituer dès le temps de paix un approvisionnement de brassards estampillés par le directeur du service de santé du corps d'armée qui leur donne un numéro d'ordre. De plus, tout porteur du brassard doit être constamment muni d'une carte nominative portant le même numéro que le brassard, signée par le délégué régional et par le directeur du service de santé du corps d'armée (art. 10). La revision de la Convention de Genève, faite en 1906, a décidé que le brassard prévu en 1864 devrait être délivré et timbré par l'autorité militaire compétente et accompagné d'un certificat d'identité pour les personnes rattachées au service de santé et qui n'auraient pas d'uniforme militaire (art. 20). Les gouvernements signataires de cette Convention, se sont en outre engagés à

(1) Lueder, *La Convention de Genève au point de vue historique, critique et dogmatique*.

(2) Pradier-Fodéré, *Traité de Droit intern. public*, t. VII, p. 418, note 3.

punir comme usurpation d'insignes militaires, l'usage abusif du drapeau et du brassard de la Croix rouge par des militaires ou des particuliers non protégés par ladite Convention (art. 28).

Il convient de donner une certaine extension au terme personnel de santé protégé par la Convention de Genève : il faut y assimiler, en vertu des articles 9 et 10, le personnel de garde des formations et établissements sanitaires et le personnel des Sociétés de secours volontaires dûment reconnues et autorisées par leur gouvernement qui sera employé dans les formations et établissements sanitaires des armées, sous la réserve que le dit personnel sera soumis aux lois et règlements militaires. La nécessité d'un signe distinctif et d'un certificat d'identité s'impose plus que jamais dans ce cas.

Ne doivent pas non plus être faits prisonniers les *habitants* du pays envahi qui portent secours aux blessés et les recueillent dans leurs maisons. C'est justice, car le fait d'assister les blessés quelle que soit leur nationalité ne saurait être assimilé à un acte d'hostilité pouvant légitimer la captivité de guerre. La Convention de Genève déclare même que « l'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recueillir et soigner sous son contrôle des blessés ou malades des armées, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel une *protection spéciale* et certaines *immunités* » (1) (art. 5). Non seulement ces habitants ne pourront être soumis à la captivité de guerre, mais en reconnaissance de leur zèle ils jouiront de quelques prérogatives, seront dispensés du logement des troupes, par exemple, ou d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées. Les Japonais pendant la campagne 1904-05, ne purent faire

comprendre aux paysans chinois de Mandchourie que leur devoir était de porter secours aux blessés russes et qu'ils ne seraient nullement inquiétés pour ce fait. Ils leur annoncèrent à plusieurs reprises, notamment après la bataille de Moukden, au moyen d'affiches apposées dans les villages chinois, que les habitants qui auraient donné leurs soins aux blessés et aux malades russes ou japonais, sans distinction, seraient à l'abri de tout acte de violence de la part de l'armée japonaise ou de l'armée russe. « Bien que cette annonce fût affichée partout, déclare M. Minckawa, je n'ai jamais entendu dire qu'un Chinois ait porté secours à un blessé de l'une ou de l'autre armée (1). »

Quand un chef envahit le territoire ennemi, l'intérêt de ses propres soldats, aussi bien que les lois de l'humanité, lui commandent de ne pas faire prisonniers les habitants qui se mêlent aux belligérants pour secourir les victimes du champ de bataille. Mais il faut, bien entendu, qu'il s'applique à discerner les dévouements véritables, et à démasquer et punir les espions et les pirates du théâtre de la guerre (2).

(1) Nagao Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 135 et s.

(2) Le docteur Lueder a proposé la disposition suivante : « Les habitants du pays et toute personne non munie d'une autorisation spéciale, ne pourront visiter le champ de bataille pendant ou immédiatement après le combat, sans une permission particulière du commandant. Tout contrevenant sera repoussé par la force et suivant les circonstances, puni d'après la loi militaire. » (*La Convention de Genève au point de vue historique, critique et dogmatique*). Une telle mesure écarterait évidemment les bandits du champ de bataille, mais elle ralentirait singulièrement le zèle charitable des habitants à secourir les blessés.

B) Blessés et malades tombés au pouvoir de l'ennemi.

La Convention de Genève de 1906 déclare que les militaires et les autres personnes officiellement attachées aux armées qui seront *blessés* ou *malades*, devront être respectés et soignés, sans distinction de nationalité, par le belligérant qui les aura en son pouvoir (art. 4).

Il n'est pas nécessaire d'insister sur le devoir de respecter la vie des hommes hors de combat, universellement admis par les peuples civilisés. La plupart des règlements militaires édictent des peines sévères pour quiconque mutilé ou dépouille un blessé. Citons l'article 249 du Code français de justice militaire, en vertu duquel tout militaire qui dépouille un blessé est puni de réclusion : le châtiment est élevé à la peine de mort si, pour dépouiller le blessé, il lui a fait de nouvelles blessures. Signalons également des dispositions analogues dans les Instructions américaines de 1863 (art. 74), dans les Règlements italiens, espagnols (art. 907) sur le service des armées en campagne, etc. La Convention de Genève de 1864, tout en prescrivant de recueillir et de soigner tous les blessés, laissait planer une fâcheuse incertitude sur la situation juridique de ceux qui tombaient au pouvoir de l'ennemi. Devaient-ils, oui ou non, être considérés comme prisonniers de guerre ? A cette question, l'article 5 du Règlement français du 24 mars 1893 répond catégoriquement : « Les blessés et les malades en traitement dans les ambulances et hôpitaux tombés au pouvoir des armées françaises, ou recueillis sur le champ de bataille sont *prisonniers de guerre*. » Ce texte est d'ailleurs conforme à la manière de voir des rédacteurs de la Convention de Genève de 1864.

Car ceux-ci s'étaient refusés à édicter pour tous les blessés et les malades une neutralité qui les aurait soustraits à la captivité de guerre. Une telle mesure n'eût pas été rationnelle : l'obligation de rendre à l'ennemi les blessés de son armée, même guéris, même ayant recueilli des renseignements stratégiques importants, aurait eu pour résultat de prolonger la guerre en ralentissant l'affaiblissement numérique des adversaires, et de diminuer les égards que l'on aurait pu avoir pour les blessés, considérés désormais comme des sortes d'espions, comme de futurs combattants.

Il y avait donc intérêt à voir une Convention internationale préciser la situation des blessés au point de vue de la captivité de guerre. Bluntschli avait proposé de dire que « les militaires blessés ou malades, recueillis et appartenant à l'armée ennemie devront, s'ils sont reconnus incapables de servir, à leur départ de l'ambulance, et s'ils en expriment le désir, être renvoyés dans leur patrie ; les autres individus appartenant à l'armée ennemie, seront, s'ils sont guéris lorsqu'ils quittent l'ambulance, *traités de la même manière que leurs autres camarades prisonniers* » (1). Le docteur Lueder avait trouvé la rédaction suivante pour remplacer l'article 6 de la Convention de Genève de 1864 : « Les soldats blessés et malades de l'armée ennemie seront recueillis et soignés par l'autre armée, aussi bien que ses propres blessés et malades. Ceux d'entre eux qui deviennent impropres au service militaire ont le droit, après leur guérison et même avant la fin de la guerre, de demander qu'on les renvoie dans leurs foyers sous

(1), *Droit intern. codifié*, art. 591, n. 3.

bonne escorte. Les autres, après leur guérison, *sont traités d'après les principes en vigueur pour les prisonniers de guerre* » (1). Il semble qu'il y ait eu quelque hésitation à donner aux blessés tombés au pouvoir de l'ennemi, le nom de prisonniers de guerre, scrupule inexplicable étant donnée la conception moderne du belligérant captif. Les réformateurs de la Convention de Genève ont agi différemment en 1906 ; ne voulant pas que l'on pût croire qu'ils songeaient à neutraliser les blessés et à leur appliquer un traitement spécial, ils les ont formellement déclarés *prisonniers de guerre* en les soumettant aux règles générales du droit des gens concernant les prisonniers (art. 2.) Toutefois ils ont accordé aux belligérants certaines facultés dont ceux-ci peuvent user suivant les circonstances ; notamment on peut convenir de se remettre réciproquement, après un combat, les blessés laissés sur le champ de bataille, comme le Règlement français sur les prisonniers de guerre l'a prévu depuis 1893 (art. 11).

Par une disposition généreuse de l'article 6 de la Convention de Genève de 1864, les blessés devaient être renvoyés dans leur pays, si, après guérison, ils étaient reconnus incapables de servir. C'est en effet une cruauté inutile que de garder loin de son foyer un malheureux invalide, épave humaine incurable, dont la captivité sur le territoire de son vainqueur n'est qu'une gêne sans profit pour celui-ci, puisque son retour au pays sera sans influence aucune sur la prolongation des hostilités. Toutefois, cette mise en liberté ne saurait être obligatoire qu'en présence d'une incapacité absolue, dans l'appré-

(1) Lueder, *La Convention de Genève*.

ciation de laquelle il faut tenir compte des fonctions que le blessé incurable pourrait remplir malgré ses infirmités. Un général d'artillerie ayant subi l'amputation d'une jambe serait incapable de faire campagne ; mais son expérience, utilisée dans une place forte assiégée suffirait pour tenir en échec l'ennemi qui l'aurait privé de cette jambe. Témoin le général Daumesnil dont la résistance dans le fort de Vincennes fut héroïque.

Il y a dans l'administration d'une armée, quantité de postes où un officier peut rendre d'importants services malgré la déchéance physique qui ne lui permet plus de prendre les armes. Le belligérant qui veut renvoyer des prisonniers blessés dans leur pays doit donc user d'une grande circonspection dans leur choix. Pour les hommes de troupe, une infériorité physique notable pourra être considérée comme un motif suffisant de renvoi ; il n'en sera pas toujours de même pour les officiers. Cette distinction avait été du reste prévue par l'article 5 des articles additionnels de 1868, où il est fait des réserves pour « les officiers dont la possession importerait au sort des armes ».

Dudley Field proposa même de ne renvoyer les officiers que jusqu'au grade de colonel (1). Les Allemands n'eurent pas toujours cette prudence en 1870-71. Le colonel Février, blessé grièvement à Saint-Privat, fut englobé dans la capitulation de Metz ; les Allemands le trouvèrent dans un état si pitoyable qu'ils le renvoyèrent dans ses foyers sans aucune condition et en toute liberté. Il se rétablit cependant et put reprendre du service à Lyon, comme général de brigade, le 2 janvier 1871 ; ses

(1) Dudley Field, *Projet de Code international*, art. 793.

hommes le surnommèrent le *Père Bandeau*, à cause de l'appareil que ses terribles blessures l'obligeaient à porter sur le visage. Le général Cambriels, blessé à Sedan, puis renvoyé sans condition par les Allemands, put, à son rétablissement, se mettre à la disposition du gouvernement de la Défense nationale, agissant ainsi très loyalement quoi qu'en ait pu dire Bismarck.

L'appréciation des obstacles qui peuvent s'opposer au renvoi d'un prisonnier blessé doit donc être laissée à l'ennemi qui le détient. C'est ce qui ressort de la nouvelle rédaction de la Convention de Genève ; les belligérants renverront dans leur pays, après guérison, non plus les blessés et malades reconnus *incapables de servir* (art. 6, 3^e de la C. de 1864), mais ceux *qu'ils ne voudront pas garder prisonniers* (art. 2, 4^e de la C. de 1906).

Les blessés guéris et reconnus capables de servir pouvaient être autrefois l'objet d'un renvoi, mais à la condition qu'ils ne reprendraient pas les armes pendant la durée de la campagne (1). Les articles additionnels de 1868 disaient même qu'ils *devaient* être renvoyés (art. 5). Ce dernier article ne fut du reste pas ratifié par les Puissances et avec juste raison. Car c'était un véritable abus que d'obliger un belligérant à rendre la liberté à des ennemis redevenus valides et toujours en son pouvoir ; le droit que l'on accordait aux blessés d'être renvoyés lors même qu'ils ne seraient pas reconnus incapables de servir, à la condition de se tenir à l'écart des hostilités, créait pour eux une situation de faveur inadmissible vis-à-vis de leurs frères d'armes capturés sans avoir reçu de

(1) Convention de Genève de 1864, art. 6, 4^e.

blessures. Nous verrons d'ailleurs, dans la III^e partie qu'une libération conditionnelle ne saurait être imposée à un prisonnier. Les rédacteurs de la nouvelle Convention de 1906 ont donc supprimé cette libération sur parole accordée précédemment aux blessés capables de servir, considérant que cette mesure était contraire aux règlements et aux traditions de la plupart des armées.

Par une innovation de la Convention de 1906, tout belligérant pourra remettre à un Etat neutre, du consentement de celui-ci, des blessés ou malades de la partie adverse, à la charge par l'Etat neutre de les interner jusqu'à la fin des hostilités. Ceux-ci changent alors leur condition de prisonniers de guerre contre celle d'*internés en pays neutre* que nous examinerons spécialement plus tard.

§ 2. — Des Otages.

A l'étude des prisonniers de guerre se rattache celle des otages. Le Règlement français du 21 mars 1893 déclare en effet, dans son article 2, que les otages sont considérés comme prisonniers de guerre. Le décret impérial du 4 août 1841 avait déjà formulé cette assimilation. Qu'entend-on par otages ? Chez les Anciens, alors que la bonne foi n'apparaissait pas toujours dans les relations des nations entre elles, la coutume s'était établie de remettre quelques personnes — ou otages — entre les mains de l'adversaire, comme garantie de l'exécution d'un traité de paix. De même, les alliés échangeaient réciproquement des otages dans le but de consolider leur alliance. C'est surtout à Rome que l'on trouve cet usage :

le mot otage vient d'ailleurs du latin *hospitagium*, ou *hospes*, hôte, indiquant l'idée d'un traitement plus humain que celui infligé alors aux simples prisonniers de guerre. Après la deuxième guerre punique, les Romains exigent comme otages 100 jeunes gens pris dans l'aristocratie de Carthage. Jules César, pendant la guerre des Gaules, demanda, après chaque succès, des otages aux tribus soumises. Antiochus, roi de Syrie, vaincu par Rome, à Magnésie, n'obtient la paix qu'à la condition de donner 20 otages dont son second fils. Plus tard, nous voyons les rois Francs, Thierry et Childebert, se remettre mutuellement des otages pour garantie de leurs serments (1). Le Moyen Age nous offre également de nombreux exemples de sujets livrés par leur souverain pour cautionner les engagements pris par ce dernier. C'est Jean le Bon laissant son fils aux Anglais pour répondre du paiement de sa rançon. C'est François I^{er} remettant ses fils à Charles-Quint pour garantir l'exécution du traité de Madrid. Lors du traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, l'Angleterre donna à la France des otages que celle-ci conserva jusqu'à la restitution de Cap Breton.

On ne trouve plus à notre époque ce genre d'otages destinés à garantir la sûreté des engagements renfermés dans les traités et que Pradier-Fodéré appelle pour cela des *otages de paix*. Le respect de la personnalité humaine les a fait disparaître. Ils sont remplacés par des nantisements matériels, par l'occupation militaire d'un territoire, de nos départements de l'Est en 1871, par exemple, jusqu'au paiement intégral de l'indemnité de guerre stipulée ; par l'intervention de puissances neutres se portant

(1) Aug. Thierry, *Lettres sur l'Histoire de France*, VIII.

caution, lors de la signature de la paix. Mais il est une autre catégorie d'otages que l'on n'a pas cessé de nos jours de recevoir ou même parfois de prendre de force. C'est à elle que l'article 2 du Règlement de 1893 précité fait allusion ; c'est elle que mentionnent les traités de Campo-Formio (art. 21), d'Amiens de 1802 (art. 2), de Paris de 1815 (art. 10), où il est parlé de la restitution des « otages enlevés pendant la guerre. » Ces *otages de guerre*, suivant l'expression heureusement adoptée par Pradier Fodéré (1), sont des ressortissants de l'un des Etats belligérants qui sont au pouvoir de l'autre belligérant pour lui garantir l'exécution de certains accords purements militaires, capitulations, armistices, trêves, suspensions d'armes, comme cela eut lieu le 30 mars 1814 à Paris (2) ; pour assurer l'exercice des droits de réquisition, de régie, de police, que donne l'occupation du territoire ennemi ; pour éviter des actes d'hostilité d'un caractère particulier. Ces otages sont quelquefois remis volontairement au vainqueur, mais très souvent, c'est celui-ci qui s'en empare. Dans le premier cas, des habitants notables, suivant l'exemple des 6 bourgeois de Calais, s'offrent d'eux-mêmes pour éviter à leurs concitoyens les horreurs d'un bombardement, d'un pillage. C'est ainsi que deux membres de la municipalité de Saint-Quentin, MM. Souplet et Poëtte, se livrèrent spontanément au colonel Bock, le 10 décembre 1870. Ce chef allemand ayant voulu pénétrer dans la ville, avait été reçu à coups de pierres et de fusil. Il menaçait de bombarder la cité, et, si les habitants de celle-ci évitèrent ce barbare traitement, ce fut grâce au dévouement de leurs deux compatriotes

(1) *Traité de droit intern. public*, n° 2843.

(2) R. Emmanuel, *Conventions militaires*, p. 136.

qui furent conduits à Amiens et enfermés dans la citadelle de cette place (1).

Mais, le plus souvent, les otages de guerre sont enlevés par force, et c'est ce qui arriva très fréquemment pendant la guerre de 1870-71. Les Allemands se saisirent d'habitants paisibles et notables, souvent âgés, pour garantir la sûreté de leurs propres troupes, en butte à des attaques de partisans isolés, pour forcer les populations à s'acquitter rapidement d'une réquisition, d'une contribution de guerre, ou bien à titre de représailles, et surtout pour empêcher les attentats dirigés contre les voies ferrées. Le colonel Plaetz, commandant d'étapes, s'empara de quelques notables de la ville de Chaumont et des villages voisins pour se conformer à la proclamation suivante qu'il avait fait afficher : « Je m'assure d'un certain nombre de citoyens les plus notables de la ville et des villages environnants pour les garder en otages...., En cas de soulèvement, je ferai fusiller ces otages pour punir le crime de leurs concitoyens, selon les droits de la guerre (2). »

A Châtillon-sur-Seine, le 23 novembre 1870, des francs-tireurs ayant enlevé dans la ville même un détachement de Prussiens isolés, le général de Kratz fit arrêter le maire, M. Achille Maître, le président du tribunal, M. Maupin, le curé, M. l'abbé Martin, le procureur de la République et quelques autres notables. M. Maître, souffleté par les Allemands, fut lardé de coups de baïonnettes ; on lui arracha les cheveux, la barbe, on lui cracha au visage. M. Maupin, sexagénaire, fut roué de coups et eut un bras

(1) Abel Deroux, *Invasion de 1870-71 dans l'arrondissement de Saint-Quentin*, p. 79.

(2) Mignard, *Invasion allemande en Bourgogne*, p. 257.

cassé; comme il marchait difficilement, on le mit dans une brouette que les soldats prenaient plaisir à culbuter. Le commandant des troupes prussiennes, s'adressant à ses victimes, leur déclara : « Des assassins sont venus à Châtillon, aidés par les habitants ; ils ont tué nos soldats sans défense, ils en ont emmené d'autres prisonniers. Je ne vous ferai pas fusiller parce que nous ne tuons pas des hommes désarmés. Je ne vous emmènerai pas en Prusse parce que je ne veux pas des larmes de vos femmes et de vos enfants ; mais je vous garde comme otages et vous me répondez sur vos têtes de la vie de mes soldats que les assassins ont enlevés (1). »

A Bray, à Combles, à Driencourt, le maire et des conseillers municipaux sont emmenés à Amiens, comme otages, les fonds des contributions de guerre imposées à ces petites localités, et se montant à 25 francs par tête d'habitants, n'ayant pu être versés sur l'heure aux autorités allemandes. A Saint-Quentin, ce sont 22 otages que l'on enlève pour faire sortir l'argent des caisses (2). A Orléans, le général von der Thann exige une contribution de guerre de 60.000 francs, et comme on ne lui en remet que 50.000, il déclare que si à la fin de la journée la somme n'est pas complétée, il emmènera 50 notables à titre d'otages (3). Le 11 février 1871, le gouverneur général prussien de Reims rend une ordonnance avisant les préfets sous ses ordres de faire interner en Allemagne, après un laps de 8 jours, les otages arrêtés pour cause de

(1) Bray, *De l'occupation militaire*, p. 235.

(2) Abel Deroux, *Invasion de 1870-71 dans l'arrondissement de Saint-Quentin*, p. 148.

(3) Télégramme du 29 décembre 1870, *Gazette de l'Allemagne du Nord*, 1^{er} janvier 1871. *Journal officiel* du 7 janvier 1871.

non-paiement des impôts de la part des communes débitrices, si pendant ce temps-là elles n'ont pas rempli leurs obligations (1).

Le plus fameux exemple d'otages enlevés à titre de représailles à cette époque, est celui de 40 personnes notables de Dijon, Gray et Vesoul, qui furent emmenés à Brême les 2 et 3 décembre 1870, pour protester contre l'internement à Clermont-Ferrand de 40 capitaines de navires marchands prussiens, pris par des croiseurs français.

Il n'y avait pourtant pas matière à représailles, et la capture de ces marins était autrement légitime que celle d'habitants paisibles. Car le 24 juillet 1870, une ordonnance royale avait organisé en Allemagne une *freiwillige Seewehr*, flotte volontaire, composée de navires de commerce mis par les particuliers à la disposition du gouvernement allemand pour lutter contre la marine française ; les conditions à l'acceptation des navires et des marins par les autorités militaires étant très faciles, il en résultait que tous les bateaux de commerce allemands étaient virtuellement des bateaux de guerre, de pseudo-corsaires. La France avait donc le droit de tarir la source de ce recrutement maritime qui compromettait sa supériorité navale. L'arrestation par les Allemands des 40 notables qui nous occupent, était au contraire un véritable abus de force, une violation du droit des gens, en contradiction flagrante avec les promesses faites par le roi Guillaume lors de son entrée en France. Des citoyens tranquilles, quelques-uns assez âgés, se virent arrachés de leur foyer, emmenés en captivité pendant la saison la plus

(1) *Moniteur officiel de Reims* du 15 février 1871.

rigoureuse, et rendus responsables d'un acte auquel ils étaient tout à fait étrangers, qu'ils n'avaient peut-être connu qu'au moment de leur arrestation.

C'était une singulière manière d'établir les responsabilités. Aussi ce procédé fut-il accueilli par une réprobation presque universelle. Voici en quels termes M. Liouville, président de l'Académie des Sciences, protesta contre le traitement infligé à un membre de cette assemblée, M. le baron Thénard, compris parmi les 40 notables en question : « Si M. le baron Thénard, conduit à Brême avec d'autres personnes notables, a été pris les armes à la main, défendant son pays, je n'ai rien à objecter à cette mesure, comme président de cette Académie ; nous n'en estimons que davantage encore notre honorable collègue. Mais si c'est en raison de sa situation sociale, si c'est comme membre de l'Institut, si c'est comme savant qu'on a fait prisonnier M. Thénard et qu'on l'a envoyé en Prusse servir d'otage, je dis que c'est une infamie, dont chacun de nous, Messieurs, devra conserver le souvenir toute sa vie et qu'un jour Dieu saura punir. Le coup qui frappe M. Thénard est d'autant plus injuste que..... durant un demi-siècle tous les savants de l'Allemagne recevait dans la maison de son illustre père, héritier des sentiments de Berthollet, l'hospitalité la plus large et la plus confiante (1). »

A dire vrai, ce qui rend surtout odieuse l'arrestation de M. Thénard et de la plupart des otages de la guerre franco-allemande, ce n'est pas tant la situation sociale relevée de ces personnages, que leur qualité de citoyens

(1) *Journal officiel* du 27 décembre 1870 : Académie des Sciences, séance du 26 décembre 1870.

paisibles, inoffensifs, ne prenant aucune part aux hostilités.

C'est aussi le fait de recruter les otages qu'ils installaient sur leurs locomotives pour empêcher l'attaque ou le déraillement des trains, parmi la population civile et pacifique, qui fait paraître la conduite des Allemands barbare et indigne. Car le principe de ces otages *d'accompagnement* est très admissible. Les menaces des habitants autorisaient nos ennemis à prendre des mesures rigoureuses pour prévenir les attentats auxquels leurs convois étaient exposés. Avant la guerre de 1870-71, la stratégie eut rarement l'occasion d'utiliser les voies ferrées pour la mise à exécution de ses plans. « Aujourd'hui, c'est avec des chemins de fer que l'on gagne des batailles, a dit Moltke. » Ils ont remplacé les jambes des soldats auxquelles Napoléon I^{er} attribuait ses victoires, et permettent aux troupes de couvrir en une heure des étapes qui leur auraient demandé autrefois plus d'une journée.

Les Allemands ont eu très largement recours à ce mode de transport et les armées modernes y recourront de plus en plus à l'avenir. Aussi ne peut-on dire que le fait de placer un ennemi sur une locomotive pour enlever à ses compatriotes la velléité de faire dérailler les wagons qu'elle remorque, soit contraire au droit international moderne. C'est une innovation, conséquence d'un progrès de l'industrie contemporaine; mais cette innovation, les usages de la guerre l'ont désormais consacrée. On ne peut blâmer un chef d'exposer un ennemi à une catastrophe qui menace en même temps ses propres soldats et lui-même, si son but, en agissant ainsi, est précisément d'éviter cette catastrophe. Nous sommes donc en face d'une mesure légitime, justifiée par

les résultats qu'elle a obtenus, analogue à la réquisition d'un guide parmi la population d'un territoire envahi, puisque ce guide, marchant à l'avant garde, sera exposé lui aussi, à succomber sous les coups de ses concitoyens. Les raisons que nous avons déjà données pour justifier l'usage de tels guides pourraient trouver place ici.

Il faut cependant exiger que les individus, dont la présence sur les locomotives est destinée à assurer la sécurité des convois, ne soient pas choisis parmi les civils paisibles, mais que l'on affecte plutôt à cette destination, des prisonniers de guerre marquants, des généraux populaires. Ce serait un palladium beaucoup plus efficace, car, en temps de guerre, un peuple attache plus d'importance à la mort de ses soldats qu'à celle de ses savants ou de ses négociants.

Le choix adopté par les Allemands en 1870-71 a été l'objet de vives critiques : « On ne peut approuver, dit M. de Geffcken, le procédé de l'Allemagne, qui en 1870, prenait de force les notables des communes ennemies pour les rendre garants de la sécurité des voies ferrées contre les attaques des francs-tireurs (1). » « Une nouvelle application peu recommandable du système des otages a été faite en 1870-71, déclare Bluntschli. Pour assurer les transports par chemins de fer, les troupes allemandes obligèrent fréquemment les notables des provinces françaises occupées à monter avec elles dans les trains. Ce mode de procéder est d'autant plus critiquable qu'il compromet la vie de citoyens paisibles sans qu'il y ait faute de leur part, et, de plus, sans apporter un sérieux ac-

(1) Geffcken, note sous Helffer, *Droit intern. de l'Europe*, § 129, 3.

croissement de sûreté. Les fanatiques qui enlevaient les rails ou cherchaient à empêcher la circulation sur les voies ferrées, tenaient peu compte de la vie des notables qui étaient parfois pour eux un objet de haine (1). » Cette dernière assertion est erronée, car on ne peut nier que ces blindages humains n'aient protégé les convois contre les détériorations des voies ferrées entreprises par les habitants. « Partout où l'on a fait monter des notables sur les locomotives, lit-on dans le *Kriegsbrauch im Landkriege* (2), la sécurité des trains a été rétablie ». Ce fait est également affirmé par Löning dans son ouvrage sur l'*Administration du gouvernement général de l'Alsace* (3). Voici comment le *Kriegsbrauch* justifie la vexation imposée aux habitants paisibles, et blâmée par Geffcken et par Bluntschli : « Il faut répondre à ces appréciations défavorables que ce moyen reconnu par les Allemands eux-mêmes comme rigoureux et cruel, n'a été employé qu'après que les proclamations et les essais de faire entendre raison aux populations furent demeurés sans effet, et que, dans les circonstances données, c'était le seul dont on pût attendre quelque impression sur la conduite indubitablement injuste et même criminelle d'une population fanatisée (4). »

Un ordre du maréchal de Moltke, destiné à prévenir les attentats contre les chemins de fer dans les départements envahis, avait prescrit de faire accompagner les trains allemands par des notables du pays occupé. Cette

(1) Bluntschli, *Droit intern. codifié*, art. 600, note 2, cité dans le *Kriegsbrauch*, trad. Carpentier, p. 184.

(2) Trad. Carpentier, p. 114.

(3) Page 107.

(4) Page 114.

mesure fut rapidement appliquée par les différents commissaires civils. A Toul, le commandant prussien prit l'arrêté suivant : « Les accidents arrivant souvent sur les chemins de fer, soit qu'on éloigne des rails, soit qu'on place des pierres, font prendre aux armées allemandes les résolutions suivantes : Un citoyen choisi dans la ville sera forcé de monter sur chaque train. On le placera sur la machine, au point le plus dangereux, afin que les habitants apprennent que leurs concitoyens seront victimes des dégâts commis sur les chemins de fer. » A Reims, le prince de Hohenlohe décida le 27 octobre 1870, que les trains seraient accompagnés par des citoyens connus et jouissant de la considération générale dans les localités contiguës aux voix ferrées, et que ces personnes seraient placées sur les locomotives, de manière à faire comprendre que tout accident causé par l'hostilité des habitants frapperait en premier lieu leurs nationaux. Le maire de Reims reçut donc l'ordre de désigner une personne notable pour escorter un train ; mais il s'y refusa, se rendit en personne sur la locomotive prussienne et effectua, entre deux uhlands, le trajet de Reims à Châlons. Les conseillers municipaux s'associèrent au refus du maire d'indiquer des otages pour satisfaire à ce service d'accompagnement, et décidèrent que chacun d'eux, dans l'ordre du tableau, se mettrait à la disposition des Allemands. Les exigences de ceux-ci, d'abord limitées au premier train du matin, s'étendirent bientôt à tous les trains sans exception ; elles furent souvent aggravées par des violences. Ainsi, à Nancy, le 22 octobre 1870, le procureur général, M. Izoard, fut traîné à la gare et hissé sur une locomotive par quatre gendarmes allemands.

L'efficacité de pareilles mesures est incontestable. Elle a été reconnue par Lœning (1), et par Lueder (2), qui approuvent ce mode d'assurer la sécurité des parcours en temps de guerre.

L'emploi des otages d'accompagnement trouve sa justification dans les excellents résultats qu'il a donnés, et dans la situation particulièrement critique de l'ennemi.

Il y a là, en effet, une nouvelle et très réelle nécessité de guerre, légitimée par la gravité du danger à courir. On ne peut alléguer qu'il soit facile à l'occupant de ne pas recourir aux otages d'accompagnement, en exerçant une surveillance active, le long des voies ferrées : c'est ne pas se rendre compte de ce que serait, en pratique, cette surveillance. Elle exigerait, jour et nuit, une ligne ininterrompue de factionnaires et de postes très rapprochés, surtout dans les pays accidentés où il y a beaucoup de ponts, de tunnels, de remblais, en un mot, d'ouvrages d'art destructibles. Un tel service de garde serait des plus pénibles, et absorberait une partie des forces envahissantes, sans pour cela mettre la voie complètement à l'abri d'un coup de force bien organisé et concentré sur un point déterminé. La présence d'un otage ennemi dans chaque convoi suffira pour épargner aux troupes ce surcroît de fatigues, et pour obtenir une sécurité que l'expérience a démontrée. Le chef qui se sert de ce moyen n'est donc pas blâmable, car à la guerre, le but final ne doit jamais être perdu de vue.

(1) Lœning, *Revue de droit intern.*, 1872, pp. 89, 90.

(2) Lueder, *Handbuch von Holtzendorff*, t. IV, § 113.

Cela est tellement évident que la Conférence de La Haye, de 1899, aussi bien que celle de Bruxelles, de 1874, n'ont pas osé interdire les otages : leurs Règlements respectifs sont muets sur ce point, comme le Manuel des lois de la guerre d'Oxford, comme le Manuel de Droit international à l'usage des officiers français. La pratique des otages sera donc souvent légitime : elle est d'ailleurs reconnue par les Instructions américaines de 1863 (art. 54 et 55) et par de nombreux règlements français. Le Règlement du 21 mars 1893, assimile, comme nous l'avons vu, les otages aux prisonniers de guerre. Une notice intitulée « Instruction pour la prise d'un commandement d'étapes en territoire ennemi », prescrit au commandant d'étapes de se faire remettre des otages si l'attitude de la population l'exige, en les prévenant que tout mouvement hostile serait suivi de représailles immédiates (1). Le Règlement français sur le Service des armées en campagne, prescrit au chef d'une reconnaissance de prendre au besoin des otages parmi les habitants (art. 189); en pays ennemi, si l'autorité municipale est récalcitrante, le commandant du campement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le bien-être et le prompt établissement des troupes (art. 44); il peut donc retenir comme otages, les maires, bourgmestres, magistrats ou fonctionnaires intraitables jusqu'à ce qu'il ait reçu satisfaction.

La pratique des otages de guerre n'est donc pas près de disparaître, pas plus que celle des guides réquisitionnés dans un pays envahi. L'utilisation stratégique des chemins de fer lui a, au contraire, donné une nouvelle rai-

(1) Bray, *L'occupation militaire*, p. 235.

son de subsister : car, pour de nouveaux risques, il faut de nouvelles précautions. Tout ce que l'on peut souhaiter c'est qu'un belligérant ne fasse pas subir à de simples particuliers paisibles les conséquences de cette mesure, c'est que les otages destinés à sauvegarder les trains contre de criminelles entreprises, soient désormais recrutés parmi les militaires déjà prisonniers ou, à la rigueur, parmi les fonctionnaires, les magistrats représentant l'autorité publique de la nation ennemie. Ainsi seront conciliés d'une part les nécessités nouvelles de la guerre, d'autre part, le respect des individus paisibles, étrangers aux hostilités, que le progrès des mœurs et les tendances actuelles du droit international, cherchent de plus en plus à mettre en dehors des calamités d'une invasion.

§ 3. — Déserteurs et Transfuges.

Un belligérant est appelé à recevoir à ses avant-postes des soldats de son adversaire qui viennent d'eux-mêmes lui livrer leurs armes et se mettre à sa merci : ce sont des déserteurs ou des transfuges. Les déserteurs diffèrent des transfuges en ce que les premiers quittent les rangs de leur armée pour ne plus prendre part à la lutte, pour fuir les risques de la guerre, se soustraire à un châtiment, tandis que les seconds renient leur drapeau et passent à l'ennemi pour combattre leurs propres frères d'armes et leurs compatriotes. Les uns sont des lâches, les autres des traîtres : mais un sort identique leur est réservé quand ils arrivent au milieu des troupes de leur ancien adversaire. Aux termes de l'article 2 du Règlement du 21 mars 1893, ils sont considérés comme des prisonniers de guerre.

On peut se demander si le belligérant auprès de qui des déserteurs ou des transfuges cherchent à se réfugier, est dans l'obligation de les recevoir. Nous ne croyons pas que l'on puisse lui imposer un tel devoir et le priver d'une libre décision à cet égard. Un chef n'a pas à assurer la discipline dans les troupes de son adversaire en lui restituant les mauvais soldats qui cherchent à s'y soustraire ; bien au contraire, il a tout intérêt à l'affaiblir en favorisant la désertion ; mais s'il juge que la présence de transfuges et de déserteurs au milieu de son armée offre quelques dangers, s'il flaire en eux des espions, il a parfaitement le droit de les repousser. Toutefois, lorsqu'il les a accueillis, il serait inhumain de sa part de s'en débarrasser plus tard en les comprenant dans un échange de prisonniers : cette mesure est formellement interdite par l'article 12 du Règlement du 21 mars 1893.

La conduite criminelle de ces individus a en effet pour eux les plus terribles conséquences lorsqu'ils sont repris par les autorités de leur patrie. Le Code français de justice militaire punit de mort avec dégradation la désertion à l'ennemi (art. 238), et les législations militaires de l'étranger ne sont pas moins rigoureuses dans la répression de ce forfait (1).

§ 4. — Espions, traîtres brigands, maraudeurs, etc.

Il existe une catégorie d'individus qu'un belligérant peut capturer, mais auxquels il n'est pas obligé d'accorder

(1) Voir le *Kriegsbrauch allemand*, trad. Carpentier, p. 75, et le *Manuel of military law*, éd. 1907, p. 278.

le traitement réservé aux prisonniers de guerre : le droit des gens lui concède même la faculté de les faire périr. Ce sont les *espions*.

La conduite d'une campagne est très difficile sans le secours de l'espionnage : aussi ce procédé, jugé indispensable, est-il vieux comme la guerre et sera-t-il toujours pratiqué. L'article 24 du Règlement de La Haye admet « l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi ». Mais une répression terrible de cette ruse de guerre est de règle, non parce que cette ruse est criminelle et dégradante, mais à cause des dangers considérables qu'elle fait courir à une armée. Des mesures d'intimidation, un « Abschreckungsmittel » (moyen d'effrayer), suivant l'expression de Lueder (1), sont nécessaires pour décourager les investigations des espions.

Ceux-ci ne pouvant réclamer le traitement des prisonniers de guerre lorsqu'ils tombent entre les mains de l'ennemi qu'ils guettent et étant exposés à subir un sort redoutable, puisque les lois militaires les condamnent à mort (2), il est très important de déterminer les caractères essentiels de l'espion. D'après les Instructions américaines, est considéré comme espion l'individu qui secrètement, sous un déguisement ou sous un faux prétexte, cherche à se procurer des informations qu'il se propose de communiquer à l'ennemi ; il pourra être pendu, qu'il ait réussi ou non. Pour constituer un acte d'espionnage, il faut que non seulement l'entreprise incriminée

(1) *Holtzendorff's Handbuch*, IV, § III.

(2) Voir art. 206, 207, du Code français de justice militaire ; Instructions américaines de 1863, art. 88 ; Manuel d'Oxford, art. 23.

ait pour but la recherche de renseignements relatifs à la guerre, mais encore qu'elle soit mystérieuse, favorisée par un travestissement, par la dissimulation de la personnalité réelle de l'individu qui s'y livre. Ainsi, les militaires qui pénètrent en éclaireurs dans la zone occupée par l'ennemi pour reconnaître sa force et ses positions ne sont pas des espions tant qu'ils conservent leur uniforme. S'ils le quittent, ils sont assimilables à des espions de profession. Des soldats russes, pendant la guerre de 1904-05, ayant franchi les lignes japonaises après avoir revêtu des habits chinois et avoir attaché une tresse de cheveux à un chapeau chinois, furent légitimement fusillés par les Japonais qui les avaient arrêtés (1). Ceux-ci agissaient de même de leur côté, envoyant jusqu'à des officiers d'état-major pour accomplir cette besogne. Ceux-ci, « pris par les Cosaques, ne tentaient rien pour se disculper ». Un jour, dans les lignes de Ta-Chi-Chao, de chevaleresques officiers russes voulurent sauver un de ces braves, car il leur paraissait admirable. S'il avait daigné déclarer avoir emporté son uniforme militaire en quittant le camp japonais ; s'il avait ajouté que la malle renfermant cet uniforme venait d'être égarée par lui, on eût pu, grâce à ce subterfuge, éviter de le fusiller. Mais lui, l'inflexible Samouraï, ne voulut pas accepter qu'on lui fit l'aumône de la vie : « Je suis un espion, dit-il. Finissez-en vite ! (2). »

Nous avons vu, en parlant des civils coopérant à la guerre, que les articles 13 et 29 du Règlement de La Haye ne considèrent pas comme des espions les journalistes,

(1) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 392, 393.

(2) Ludovic Naudeau, *Le Japon moderne*, p. 109.

vivandiers, fournisseurs, messagers et aéronautes, et qu'ils leur accordent le droit au traitement des prisonniers de guerre, à la condition toutefois que ces individus soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire qu'ils accompagnaient, et qu'ils n'aient pas abusé de leurs fonctions pour se livrer à l'espionnage ou pour le favoriser. Car les lois militaires punissent également les complices des espions, surtout les personnes qui les ont recelés (1).

Quelque regrettable que soit la confusion, il est impossible dans la pratique de la guerre d'établir une distinction entre l'espion qui agit par pur patriotisme et celui qui travaille pour de l'or : ni l'un ni l'autre ne peuvent prétendre au traitement réservé aux prisonniers de guerre. « Que ce soit un patriote, dit le commandant Guelle, qui se dévoue, ou un misérable qui se vend, le danger qu'ils font courir à l'ennemi est le même. On respectera le premier, on méprisera le second ; mais on les fusillera tous les deux (2) ! » Il n'y a pas lieu non plus de tenir compte de la nationalité de l'espion, et de le ménager s'il appartient à un pays neutre. Aussi les tribunaux militaires français, au cours de l'expédition de Madagascar, condamnèrent-ils pour correspondance avec l'ennemi un individu nommé Waller, bien qu'il fût sujet américain (3).

En tout cas, un espion ne doit pas être passé par les armes sans jugement préalable, fût-il pris en flagrant délit (art. 30 du Règlement de La Haye). L'énormité de

(1) Code de justice militaire français, art. 206, 3^o.

(2) Commandant Guelle. *Lois de la guerre*, I, 126.

(3) *Revue de droit intern. public*, 1896, p. 82 et s.

la peine encourue, la facilité avec laquelle les accusations d'espionnage s'élèvent à certains moments, font que le droit des gens et les lois militaires imposent au capteur l'obligation de faire comparaître les inculpés devant un tribunal régulier (1) qui, en France, a la latitude d'appliquer des circonstances atténuantes en vertu de l'article 198 du Code de justice militaire.

D'après le Règlement de La Haye (art. 34), « l'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs ». Car on ne regarde pas l'espion comme un criminel, mais comme un individu dont la suppression opportune rendrait la sécurité à l'armée qu'il a épiée ; s'il rejoint sa propre armée, le danger de ses révélations est devenu un fait accompli et sa condamnation à mort ne pourrait plus servir à rien.

Des espions, on peut rapprocher les *traîtres* ; non pas les nationaux qui se rendent coupables du crime de trahison et relèvent du droit public interne, mais les habitants civils d'un pays envahi qui commettent sur leur territoire, au préjudice des envahisseurs, des actes pour lesquels les Allemands ont inventé le terme de *Kriegs- verrath* (trahison de guerre) (2). Ces actes consistent dans la communication de nouvelles importantes et présentent beaucoup d'analogie avec les faits d'espionnage. Leurs auteurs doivent donc s'attendre à subir le même

(1) Code français de justice militaire, art. 63, 64, 205, 206. *Kriegsbrauch allemand*, trad. Carpentier, p. 74.

(2) Bluntschli, *Droit des gens*, §§ 631, 632. Lueder, dans le *Handbuch de Holtzendorff*, t. IV, p. 471.

traitement que les espions, comme le prescrit l'article 92 des Instructions américaines de 1863.

Quant aux *brigands*, aux pirates de terre qui, se faisant passer pour une troupe régulière, parcourent le théâtre de la guerre en y commettant des vols, des meurtres, des déprédations de toutes sortes, quant aux *maraudeurs* qui suivent les troupes pour dépouiller les cadavres et achever les blessés, quant aux habitants qui reçoivent avec une hypocrite cordialité les soldats ennemis sous leur toit pour les assassiner quand ils sont endormis, il est bien entendu qu'ils ne pourront être traités en prisonniers de guerre ; ils seront au contraire châtiés avec toute la rigueur des lois militaires.

CHAPITRE V

CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES S'OPÈRE LA CAPTURE DES PRISONNIERS DE GUERRE.

§ 1. *Circonstances de temps. Quand peut-on faire un prisonnier de guerre ?* Entre la déclaration de guerre et la conclusion de la paix ; guerres commencées sans déclaration. Sort des ennemis résidant sur le territoire d'un belligérant ; étrangers établis, simples voyageurs ; lois et traités réglant leur départ ; Napoléon Ier et les Anglais. Faut-il retenir les ennemis mobilisables ? inutilité de cette mesure. La capture des prisonniers est interdite pendant les suspensions d'armes, les armistices, après les préliminaires. — § 2. *Circonstances de lieu. Où peut-on faire un prisonnier de guerre ?* Respect du territoire des neutres. Cas particulier de la guerre russo-japonaise. Ennemi réfugié chez un agent diplomatique neutre. — § 3. *Circonstance de manière. Comment peut-on faire un prisonnier de guerre ?* Surprises. Capitulations en rase campagne ; opinion de Napoléon Ier ; Dupont à Baylen. Capitulation d'une place forte ; clauses en faveur de la garnison, de la population civile : les fonctionnaires russes de Port-Arthur. Capture individuelle, capture en masse.

§ 1. — Circonstances de temps. — Quand peut-on faire un prisonnier de guerre ?

La capture du prisonnier de guerre n'est légitime que depuis le moment où les nations belligérantes commencent à se trouver en état de guerre l'une avec l'autre, jusqu'à l'instant où elles mettent un terme à leur conflit

sanglant. Deux pratiques du droit des gens limitent cette période ; une déclaration de guerre précédant les hostilités, et un traité de paix indiquant qu'elles ont pris fin. En dehors du laps de temps qui sépare ces deux actes, il n'est pas admissible que l'on puisse faire un prisonnier de guerre. Ces formalités du droit de la guerre remontent à la plus haute antiquité, où elles furent peut-être mieux observées qu'à une époque plus rapprochée de nous. Les Romains ne considéraient pas une guerre comme juste — *justum bellum* — et ne lui faisaient pas produire les effets civils prévus par leurs lois, droit de postliminium, droit de conserver le butin ou de réduire les captifs en servitude, si cette guerre n'avait été précédée par des cérémonies minutieusement réglées, accomplies par le collège des prêtres Féciaux. Les luttes si nombreuses qui ensanglantèrent l'Europe au Moyen âge, n'étaient jamais engagées sans l'intervention d'un héraut d'armes, porteur de lettres de « deffiance ». Un délai de trois jours était en outre prescrit entre le défi et l'ouverture des hostilités : quiconque ne se conformait pas à cet usage à l'époque de la Chevalerie, était jugé traître et félon. Cette déclaration solennelle, par l'envoi d'un héraut d'armes, fut encore employée en 1638, sous Louis XIII, à l'occasion de la guerre contre l'Espagne, et en 1657, au début d'un conflit entre la Suède et le Danemark (1).

Mais, peu à peu, les pratiques changèrent, comme Grotius le constate dès son époque ; Bynkershoek enseignait que la déclaration de guerre est un usage honorable, mais pas du tout obligatoire ; il suffit que l'on fasse

(1) M. Nys, *Origines du droit internat.*, p. 178.

connaître ses prétentions à l'adversaire avant de l'attaquer (1). En effet, Louis XIV commença la guerre de Dévolution et envahit le Palatinat sans déclaration de guerre; Frédéric agit de même quand il fit irruption en Silésie, et si le début de la guerre de Sept ans semble être la déclaration du 18 mai 1755, en fait, depuis le 8 juin de l'année précédente, les Anglais étaient aux prises avec les Français. Aussi Klüber disait-il que l'on pouvait considérer la pratique de la déclaration comme tombée en désuétude (2). Les guerres du XIX^e siècle ont débuté d'une façon plus conforme au droit des gens, par une déclaration régulière, ou tout au moins par la remise d'un ultimatum. Nous ne pouvons guère citer comme puissances n'ayant pas tenu compte de cet usage, que le Chili, qui, en 1878, commença sa lutte contre le Pérou et la Bolivie sans déclaration de guerre, et le Japon qui, suivant l'expression de M. de Martens, se jeta inopinément et par surprise sur la Russie, le 6 février 1904 (3). Cependant la nécessité d'une déclaration de guerre se voit contestée encore de nos jours, car, dit-on, la tension des rapports entre deux peuples suffit presque toujours pour faire prévoir l'imminence des hostilités, tandis que les délais qu'entraîne un acte diplomatique peuvent quelquefois compromettre le succès d'une mobilisation. Il n'en est pas moins vrai qu'une guerre entreprise sans déclaration, offre quelque chose de déloyal, et que cette formalité ne saurait être supprimée des relations internationales sans nuire aux intérêts gé-

(1) *Questiones juris publici*. lib. I, cap. 16.

(2) *Droit des gens*, § 238.

(3) Voir à propos de cette question une longue controverse de M. N. Ariga dans son ouvrage sur la guerre russo-japonaise, p. 23.

néraux des peuples. Ceux-ci ne voyant pas de démarcation bien établie entre la paix et la guerre, vivraient dans une défiance réciproque, dans une perpétuelle insécurité ; les progrès de l'industrie, les transactions commerciales souffriraient beaucoup de cette crainte mutuelle. Les guerres deviendraient d'autant plus fréquentes qu'elles dépendraient plutôt d'un incident de frontière, de l'erreur ou du zèle intempestif d'un agent subalterne et non du consentement solennel des pouvoirs publics (1).

Quel que soit le point de départ d'une guerre, qu'elle ait été ou non, le sujet d'une déclaration, il est permis de faire des prisonniers aussitôt que les hostilités ont commencé. Au moment où les Etats belligérants passent du pied de paix au pied de guerre, ils se trouvent héberger respectivement sur leur territoire un certain nombre de sujets de leur adversaire ; peuvent-ils s'en emparer et les faire prisonniers dès que la rupture s'est produite entre les deux nations ?

Les Romains l'admettaient, car on voit dans le Digeste, au chapitre des captifs, que les citoyens d'un pays qui s'étaient rendus dans un autre pays durant la paix, de-

(1) La Conférence internationale de La Haye de 1907 a adopté, le 18 octobre 1907, une convention relative à l'ouverture des hostilités renfermant les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les puissances contractantes reconnaissent que les hostilités ne doivent pas commencer sans un avertissement préalable et non équivoque qui aura soit la forme d'une déclaration de guerre motivée, soit celle d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle.

Art. 2. — L'état de guerre devra être notifié sans retard aux puissances neutres, etc.

(Louis Renault, *Les Deux Conférences de la Paix*, p. 99).

venaient esclaves si la guerre venait à éclater entre les deux pays et s'ils étaient arrêtés sur le territoire ennemi (1). Grotius fut plus tard du même avis, lorsqu'il déclara que ceux qui se sont trouvés malheureusement sur les terres du parti contraire, au commencement d'une guerre allumée tout à coup, peuvent être sans aucune injustice, retenus dans le pays pendant la guerre pour diminuer les forces de l'ennemi (2). Bynkershoëk pensait que le droit qui existait chez les Romains d'arrêter et de rendre captifs les sujets ennemis trouvés par un belligérant sur son territoire au commencement d'une guerre pouvait être exercé de son temps, mais, ajoutait-il, il est très rarement exercé (3).

« En droit strict, dit Kent, un Etat a le droit de traiter en ennemis les personnes... qui se trouvent en son pouvoir... et de détenir ces personnes comme prisonniers de guerre (4). »

Vattel déclare au contraire que le souverain qui déclare la guerre ne peut retenir les sujets de l'ennemi qui se trouvent dans ses Etats au moment de la déclaration, non plus que leurs effets. Ils sont venus chez lui sur la foi publique : en leur permettant d'entrer dans ses terres et d'y séjourner, il leur a promis tacitement toute liberté et toute sûreté pour le retour (5). A peu près à la même époque, un conseiller à l'amirauté de Marseille, Emerigon, enseignait dans son *Traité des assurances* que celui qui, se reposant sur la foi publique, vient chez nous

(1) Digeste, loi XLIX, titre XV, *De captivis*.

(2) Grotius, *Droit de la Guerre*, liv. III, ch. IX, § IV, 40.

(3) Bynkershoëk, *Questione juris publici*, liv. I, ch. III.

(4) Kent, *Commentaries of american law: Law of nations*, liv. I, § 56.

(5) Vattel, *Droit des gens*, liv. III, ch. IV, § 63.

faire du commerce, ou pour une autre cause légitime, ne doit pas être traité en ennemi simplement parce que la guerre éclate entre sa nation et la nôtre (1).

Calvo admet bien que la détention comme prisonniers de guerre des étrangers résidant dans le pays avec lequel leur patrie est en hostilité, est une conséquence logique et immédiate de la déclaration de guerre. Mais il déclare que ce droit s'est adouci grâce aux progrès de la civilisation, et que, de nos jours, aucune nation chrétienne n'oserait l'exercer avec son extrême rigueur. Depuis le commencement du xix^e siècle, l'usage a prévalu d'accorder aux sujets d'un ennemi un délai moralement suffisant pour leur permettre de sortir du territoire de l'autre (2).

Sir Travers Twiss constate aussi qu'une fois que les hostilités ont commencé, les sujets ennemis sont exposés à se voir arrêtés personnellement [s'ils se trouvent sur le domaine d'une puissance belligérante. Cependant, il établit une différence entre les sujets ennemis par naissance, mais installés à poste fixe pour faire le commerce sur le sol d'une puissance belligérante avant que la guerre n'éclate, et ceux qui se trouvent dans les limites de la juridiction de cette puissance au commencement de la guerre, par hasard, au cours d'un voyage d'affaires. Les premiers ne peuvent être traités tout de suite en ennemis, eu égard au respect dû à la bonne foi ; il en est autrement des étrangers accidentellement de passage sur le territoire des puissances belligérantes au moment où la guerre commence contre l'état dont ils dépendent. Car entre ces personnes et le gouvernement du pays où elles se trouvent, il n'y a pas eu d'engagement tacite, comme il

(1) Emerigon, *Traité des assurances*, t. I, ch. XII, 35.

(2) Calvo, *Droit intern.*, liv. II, § 1912.

en existe relativement aux étrangers auxquels ce gouvernement a permis, conformément à ses lois, de s'établir sur son territoire pour y faire du commerce sur le même pied que ses sujets de naissance (1).

Il faut cependant admettre que la plupart des étrangers, soit qu'ils résident, soit qu'ils ne fassent que passer, sont venus en amis, comptant sur la foi publique, dans le domaine de la puissance qui devient tout à coup l'ennemi de leur patrie ; n'est-ce pas violer cette foi que de les retenir et que de les déclarer prisonniers de guerre ? Ces individus se sont volontairement placés sous l'empire des lois du pays qui les a recueillis, ils en ont accepté les prescriptions, les obligations, ils leur obéissent ; en revanche, ils doivent s'attendre à être protégés par elles. Ils ont droit à d'autant plus d'égards que leur commerce, leur industrie amènent des capitaux et de la prospérité. L'autorisation que les étrangers sédentaires ont obtenue de se fixer sur le territoire, implique qu'une sauvegarde leur a été accordée ; quant aux simples voyageurs qui se sont munis d'un passeport ou se sont soumis à des formalités équivalentes, il semble qu'on leur ait concédé aussi quelques garanties. Si leur présence sur le territoire cause de l'inquiétude, on doit leur marquer un délai convenable pour qu'ils puissent se retirer, en admettant que s'ils restent au delà du terme prescrit, on est en droit de les traiter en ennemis.

Ce délai a été quelquefois prévu par les lois fondamentales des Etats. C'est ainsi qu'en Angleterre, l'article 41 de la Grande Charte du roi Jean (1215) disposait qu'en cas de guerre les commerçants étrangers pourront être

(1) *Droit des nations*, t. II, ch. III, pp. 48, 50.

arrêtés et que leurs biens seront saisis, sans souffrir de dommage, jusqu'à ce que l'on connaisse le traitement infligé par le souverain ennemi aux négociants anglais. Edouard III, plus généreux, accordait en 1353 par le Statute of Staples, un délai de 40 jours aux marchands étrangers pour quitter le royaume en cas de guerre avec leur patrie, lequel délai pouvait être augmenté de 40 jours encore. La France se montra d'abord moins libérale. En 1242, Saint Louis faisait arrêter les commerçants anglais, un peu avant la victoire de Taillebourg. Henri III d'Angleterre répondait à ce procédé, jugé « contraire à l'antique dignité de la France » par le chroniqueur Mathieu Pâris, en ordonnant l'arrestation des négociants français résidant dans ses Etats.

Plus tard, Charles V rendit une ordonnance déclarant que les commerçants étrangers qui faisaient négoce en France auraient le droit de s'en aller librement avec leurs effets. Louis XI traita avec la Ligue hanséatique en 1483 et accorda à ses affiliés un séjour d'un an en France après l'ouverture de la guerre. On trouve une clause analogue dans le traité d'Utrecht de 1713 (1). En 1798, le président des Etats-Unis, John Adams, accorda un délai aux sujets ennemis pour qu'ils pussent régler leurs affaires avant de sortir de la République (2). En 1829, le gouvernement espagnol déclare Cadix port libre et décide qu'en cas de guerre les commerçants établis ne sont pas considérés comme sujets ennemis et qu'il leur sera accordé un délai pour quitter la ville (3).

(1) F. Nys, *Origines du droit international*.

(2) Calvo, *Droit intern.*, § 1912.

(3) Calvo, *Droit intern.*, § 1912.

Napoléon I^{er} se montra au contraire plus intran-sigeant sur cette question : il rédigea un arrêté en 1805 par lequel il déclarait prisonniers de guerre tous les Anglais voyageant en France au moment de la rup-ture de la paix. Sur les instances de Cambacérès, qui trouvait à cette mesure un caractère de rigueur suscep-tible d'inquiéter l'opinion publique, le Premier Consul modifia ses projets et n'en appliqua les dispositions qu'aux sujets britanniques de 18 à 60 ans, servant dans les milices ou ayant une commission de leur gouverne-ment en cas de guerre. Ces étrangers ne furent du reste pas enfermés, mais restèrent simplement prisonniers sur parole dans diverses places fortes (1). Summer Maine évalue à 10.000 le nombre de ceux qui furent ainsi re-tenus jusqu'en 1814 (2).

La meilleure manière d'indiquer aux étrangers immi-grés qu'un délai leur est accordé, au début d'une cam-pagne, pour retourner librement dans leur patrie, c'est d'insérer cette disposition dans les actes diplomatiques portant déclaration et publication de la guerre. Des trai-tés conclus dès le temps de paix peuvent même contenir des stipulations d'après lesquelles, en cas de guerre entre les Etats contractants, leurs sujets respectifs pourront, pendant un temps déterminé, se retirer, personnes et biens, du territoire ennemi. Le traité de commerce et d'amitié conclu entre la France et les Etats-Unis, à Paris, le 6 fé-vrier 1778, renfermait par exemple la clause suivante : « Afin de promouvoir d'autant mieux le commerce des deux côtés, il est convenu que dans le cas où une guerre surviendrait entre les deux nations susdites, il sera ac-

(1) Thiers, *Consulat et Empire*, t. IV, p. 348.

(2) Summer Maine, *La Guerre*.

cordé *six mois* après la déclaration de guerre aux marchands dans les villes et cités qu'ils habitent pour rassembler et transporter leurs marchandises..... et s'il leur a été fait quelque injure durant le terme prescrit par l'une des deux parties, leurs peuples ou sujets, il leur sera donné à cet égard pleine et entière satisfaction. » (art. 22) (1). Des dispositions analogues, avec délai d'un an, se trouvent dans le traité de navigation et de commerce du 11 janvier 1786-31 décembre 1785. entre la France et la Russie (art. 45), dans le traité de navigation et de commerce entre la France et le Honduras (art. 8), entre la France et le Nicaragua du 11 avril 1859, entre la France et San-Salvador, du 9 janvier 1858 (2).

Il est évident que, si le délai prescrit était dépassé sans que le départ des étrangers ait eu lieu, le gouvernement qui l'a octroyé, pourrait agir contre les retardataires en les expulsant par force de son territoire où leur présence deviendrait la source d'un danger. Un Etat jouit de ce droit d'expulsion dès le temps de paix, témoin les lois françaises du 11 décembre 1849 (art. 7 et 8) et du 8 août 1893 (art. 3) : à plus forte raison doit-on le lui reconnaître en temps de guerre. C'est le seul acte de rigueur qu'il puisse légitimement exercer contre les étrangers se trouvant sur son domaine : il ne saurait ni les molester, ni les incarcérer sans raison grave.

Il semble cependant que parmi ces étrangers, il y en ait toute une catégorie qu'une puissance belligérante ait le droit de retenir comme prisonniers de guerre : ce sont

(1) De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. XV, p. 101-108.

(2) De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. I, pp. 171-187 ; t. VII, pp. 10, 12, 586, 362, 365.

les individus assujettis aux obligations militaires dans leur pays. Le nombre en est de plus en plus considérable, depuis l'adoption du service obligatoire pour tous. Est-il naturel, est-il patriotique, de laisser partir tranquillement ces miliciens, ces hommes de la landwehrou des diverses réserves, qui, après avoir passé la frontière, la franchiront peut-être de nouveau dans l'autre sens, une arme à la main, pour ensanglanter les lieux où ils ont reçu l'hospitalité? Il semble normal qu'un belligérant puisse les empêcher d'aller prendre leur place dans les rangs de l'armée ennemie : cette mesure enlèverait à l'adversaire des éléments fort importants pour la lutte, surtout si les individus en question sont des personnes de valeur, éclairées, susceptibles d'être officiers. Les trains nécessaires à leur départ peuvent créer de l'encombrement et troubler la concentration des troupes. De retour parmi leurs compatriotes, ils leur communiqueront les dernières impressions qu'ils auront recueillies sur l'état psychologique de la population, sur la manière dont la mobilisation se poursuit, sur les projets qui s'exécutent. Ce n'est guère le rôle d'un Etat belligérant de fournir ainsi à son adversaire des ressources pour augmenter ses moyens d'attaque et de défense, d'assurer le recrutement de son armée en facilitant la rentrée de sujets d'autant plus redoutables qu'ils ont séjourné longtemps dans le pays et qu'ils le connaissent mieux. Retenir prisonniers des étrangers mobilisables semble donc au premier abord un moyen simple et légitime de restreindre le nombre des combattants ennemis. Vattel et les publicistes de son avis auraient donc tort et la générosité qu'ils recommandent serait donc inopportune et funeste pour qui la pratique? Ils ont cependant raison, et cette générosité est

purement apparente, étant compensée par un procédé réciproque de l'adversaire.

Qu'arriverait-il en effet si un Etat retenait ceux des sujets de son ennemi, que leur âge et leur situation obligent à regagner leur patrie pour entrer dans les milices, dans les réserves de l'armée active, dans l'armée territoriale ? L'Etat ainsi lésé s'empresserait de prendre une mesure analogue et priverait son adversaire d'autant de soldats qu'il en serait lui-même privé. L'un et l'autre s'astreindraient ainsi en pure perte à une surveillance embarrassante. Il sera donc beaucoup plus simple et plus avantageux, en pareil cas, que les deux puissances s'accordent réciproquement le libre départ des ressortissants étrangers, et renoncent à les traiter en prisonniers. C'est ce qui s'est produit au début de la guerre de 1870-71 : les gouvernements français et allemand ont laissé en effet les individus soumis à l'impôt du sang libres de rejoindre les armées étrangères où ils étaient appelés.

Il est regrettable que le Règlement de La Haye de 1899 n'ait pas envisagé cette question et n'ait pas consacré cette obligation réciproque qui s'impose aux Etats belligérants. Un accord international à ce sujet devient d'autant plus utile que le service militaire rendu obligatoire pour tous dans presque tous les pays, d'une part, et que les émigrations de plus en plus considérables, d'autre part, multiplient le nombre des individus mobilisables, susceptibles de se trouver sur une terre ennemie le jour de la déclaration de guerre. La latitude qui devrait leur être accordée ainsi serait, bien entendu, restreinte dans les cas où les nécessités de la guerre, la crainte de divulgations importantes, la perturbation dans le service des transports, rendraient périlleux un trop rapide exode des

étrangers réclamés comme combattants par leur mère-patrie.

Le droit de faire des prisonniers n'existe donc que si l'état de guerre est établi, soit par une déclaration diplomatique, soit par l'expiration du délai signifié par un ultimatum, soit par une invasion brutalement accomplie. Il est *suspendu* lorsque les hostilités sont interrompues par l'effet de conventions militaires intervenues entre belligérants. Ces conventions peuvent être de deux sortes. Les unes sont de très courte durée, limitées à certains points du théâtre de la guerre, et destinées à permettre l'ensevelissement des morts, les secours aux blessés, l'échange des prisonniers, les conférences entre les chefs d'armées.

Notre Manuel français à l'usage des officiers les appelle *des suspensions d'armes*, les Allemands leur donnent le nom de *Waffenruhe*. Les autres, nommées *armistices*, trêves, ou *Waffenstillstand* ont un caractère plus général, à la fois politique et militaire. Elles englobent la totalité ou la plus grande partie du théâtre de la guerre, ne sont conclues qu'avec l'autorisation des gouvernements en lutte, et ont ordinairement pour cause le désir simultané de faire la paix. Les armistices, comme les suspensions d'armes, constituent une interruption formelle de la guerre dont elles suspendent les opérations ainsi que le constate l'article 36 du Règlement de La Haye sur les lois et coutumes de la guerre. La durée de cette interruption est fixée pour un certain nombre d'heures ou de jours pendant lesquels tout acte d'hostilité « tout ce qui se commet avec violence contre l'ennemi », suivant l'expression de Grotius (1), est rigoureusement

(1) Grotius, *Droit de la paix et de la guerre*, liv. III, ch. xvii.

interdit aux contractants et à leurs subordonnés. La capture d'un prisonnier de guerre étant au premier chef un acte de violence, doit être absolument prohibée pendant cette période d'apaisement. Cette action rendrait son auteur coupable d'une violation d'armistice et l'exposerait par suite à voir son adversaire reprendre immédiatement les hostilités, comme l'article 40 du Règlement de La Haye lui en donne le droit. Quand la durée de l'armistice est déterminée, il est bon de préciser si les jours adoptés comme termes extrêmes seront ou non compris dans le délai. A défaut de cette indication, le jour choisi comme point de départ de l'armistice fait partie en entier de la période réservée ; mais il y a controverse quant au jour final. Nous nous rangeons à l'avis de M. Pillet d'après lequel ce jour doit être considéré comme exclu de la trêve. « Car lorsqu'on dit qu'un armistice devra durer jusqu'au 15 mai, il semble plus conforme aux habitudes du langage de décider que les hostilités reprendront ce jour-là (1). »

Un armistice lie les contractants aussitôt qu'il est conclu ; mais il ne peut obliger les combattants qu'à partir du moment où il leur est connu. Quelque diligence que mettront les chefs d'armées à le notifier aux corps placés sous leurs ordres, il y aura un certain intervalle entre la conclusion et la notification officielle de la Convention militaire. Des prisonniers peuvent être faits intempestivement pendant cet intervalle. Ce cas fut prévu dans la Convention d'armistice signée à Versailles le 28 janvier 1871, entre la France et l'Allemagne. Il y fut stipulé que les captures qui seraient faites après la conclusion et

(1) A. Pillet, *Lois actuelles de la guerre*, p. 364.

avant la notification de l'armistice seraient restituées, de même que les prisonniers qui pourraient être faits de part et d'autre dans les engagements qui auraient eu lieu dans l'intervalle indiqué (art. 4) (1).

Lorsque le terme fixé pour la durée de l'armistice est arrivé, ou lorsque celui-ci a été violé ou dénoncé, les hostilités reprenant leur cours, les belligérants recouvrent le droit de faire des prisonniers. Ils ne le perdent définitivement que par la cessation manifeste de l'état de guerre qui se produit généralement avant la signature du traité de paix. La fin des hostilités, et par conséquent la fin des captures de prisonniers, est en effet déterminée de nos jours par des Préliminaires tels que ceux de Villafranca (12 juillet 1859), de Nikolsbourg (26 juillet 1866), de Versailles (26 février 1871), d'Andrinople (1878), qui ont précédé et facilité l'élaboration plus longue et plus compliquée des traités de Zurich, de Prague, de Francfort et de San Stefano. Ces préliminaires et autres analogues ne présentent que le schéma des conditions auxquelles la paix sera définitivement rétablie ; mais ils imposent la cessation immédiate des actes de violence entre belligérants. A partir du moment où les préliminaires de la paix ont été signés, il ne peut plus être question de faire des prisonniers de guerre.

Dix francs-tireurs de la Marne qui avaient continué à harceler les convois prussiens, malgré la conclusion de la paix, furent pris par les Allemands et enfermés à Werdn am Ruhr, en juin 1871, après la signature du traité de Francfort ; mais on ne peut dire que ces individus étaient des prisonniers de guerre. S'ils furent capturés,

(1) De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. X, pp 440, 442.

c'est pour avoir troublé l'ordre public en voie de rétablissement (1).

§ 2. — Circonstances de lieu. Où peut-on faire un prisonnier de guerre ?

Un belligérant ne peut légitimement faire un prisonnier de guerre que sur les points où il peut porter les armes sans violer le principe de neutralité dont bénéficient ses voisins pacifiques. La localisation de la guerre, consacrée par le droit moderne, n'était pas connue dans l'antiquité. Les nations les plus civilisées d'autrefois n'admettaient pas que, pendant la lutte qu'elles soutenaient contre une rivale, les autres nations restassent en paix, indifférentes au spectacle. Les États limitrophes devaient se déclarer alliés ou ennemis, *socii* ou *hostes*, et l'on pouvait faire des prisonniers sur toute la surface de la terre. Grotius lui-même n'a pas connu le mot de neutralité; il appelle les peuples auxquels cette expression pourrait être appliquée, des intermédiaires (*medii*), et montre que de son temps on n'avait pas encore conscience des droits des États neutres (2). Il faut arriver à l'époque moderne pour trouver l'application de la neutralité parfaite qui isole d'une façon aussi absolue que possible, les États non belligérants des luttes de leurs voisins.

La théorie de la neutralité parfaite entraîne, pour les belligérants, le respect du territoire des neutres : ils ne doivent pas en franchir la frontière les armes à la main,

(1) Léopold, *Le Bagne allemand*, p. 86.

(2) Grotius, *Droit de la guerre et de la paix*, liv. III, ch. 17.

par suite, il leur est interdit d'y faire des prisonniers. D'ailleurs, les combattants, que les hasards de la lutte amènent à fouler un sol neutre, se trouvent dans une position toute spéciale, en vertu des lois actuelles de la guerre. Ils ne doivent plus désormais prendre part aux hostilités : le contact de la terre neutre les a en quelque sorte neutralisés. On les appelle des *internés en pays neutre*, et leur situation offre beaucoup de rapports avec celle des prisonniers de guerre. Cette question fera la matière d'un chapitre particulier de la présente étude (1).

La prohibition de faire des prisonniers de guerre sur un territoire ne relevant d'aucun des belligérants, est d'autant plus certaine lorsque ce territoire a été déclaré perpétuellement neutre par des conventions internationales. C'est le cas de la Belgique, du Grand Duché de Luxembourg, de la Suisse, et jusqu'à un certain point, du Congo. Une neutralité locale peut même s'appliquer à certains domaines d'un Etat non neutralisé d'une façon générale : citons comme exemples le Chablais et le Faucigny, partie de la Savoie appartenant à la France, les îles de Corfou et de Paxo qui dépendent de la Grèce. Quelquefois enfin les belligérants conviennent de laisser certains territoires à l'abri des hostilités : c'est ainsi que la ville de Shanghai ne fut pas considérée, conventionnellement, comme faisant partie du théâtre de la guerre pendant la campagne sino-japonaise (2).

(1) Nous examinerons également dans ce chapitre le sort qui doit être réservé aux prisonniers qui sont au pouvoir d'une troupe obligée de se réfugier en territoire neutre et soumise, de ce chef, à l'internement.

(2) *Rev. Dr. Internat. public*, 1894, p. 474 et s.

L'étude de la guerre Russo-Japonaise semble renverser toute la théorie de l'inviolabilité du territoire des Etats non belligérants, puisque presque toutes les opérations militaires se déroulèrent ailleurs que sur les domaines de la Russie et du Japon, l'île Sakhaline étant le seul territoire russe envahi par les Japonais. Mais cet oubli du principe de la neutralité ne fut qu'apparent, car si la Corée et la Mandchourie furent le théâtre des luttes sanglantes de leurs voisins, c'est que l'une était sous le protectorat du Japon, et que l'autre, quoique dépendant de la Chine, était occupée et administrée par la Russie, dès le temps de la paix (1).

Observons ici que les traités de neutralité ont un caractère précaire; la Belgique nous en donne en ce moment l'impression, avec son souci d'adopter chez elle le service militaire obligatoire, malgré les engagements internationaux qui la protègent.

Peut-on faire prisonnier un combattant ennemi qui se serait réfugié sur le théâtre de la guerre dans la demeure d'un agent diplomatique neutre, cette habitation jouissant d'une immunité spéciale? Nous ne pensons pas qu'il soit possible d'arracher *manu militari* cet individu à son refuge. Mais nous estimons d'autre part que l'agent diplomatique, à moins de sortir de la neutralité, doit considérer ce réfugié comme un interné en pays neutre, se constituer son gardien, et s'opposer à sa fuite.

(1) Voir sur cette question N. Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 43 et s., 505 et s. Laurence, *War and neutrality in the Far East*, p. 274 et s.

§ 3. — Circonstances de manière. Comment devient-on prisonnier de guerre ?

Le patriotisme et le courage voudraient qu'un soldat ne puisse jamais s'avouer vaincu. Cependant nos règlements militaires n'ont pas osé formuler une règle aussi absolue. Ils se contentent de déclarer qu'un soldat ne doit capituler qu'après avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait, et qu'après avoir fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur (1). Certaines circonstances de la guerre peuvent donc écarter l'infamie du front de celui qui a le malheur d'être fait prisonnier. La sentinelle qui, malgré sa vigilance, se voit saisie, baillonnée et arrachée de son poste sans pouvoir jeter un cri d'alarme, comme cela arrive dans les expéditions d'Asie ou d'Afrique, ne subit pas une captivité déshonorante. Il en est de même des soldats qui sont pris isolément sur le champ de bataille, ou dans une embuscade, les armes à la main, lorsqu'ils ne peuvent plus s'en servir, et qui tombent au pouvoir de l'ennemi, à l'exemple du roi Jean ou de François I^{er}, ces preux chevaliers, ayant, comme eux, tout perdu, « fors l'honneur ».

Ne sont pas non plus coupables de lâcheté les combattants qui perdent leur liberté à la suite d'une surprise, l'une des vicissitudes les plus cruelles de la guerre, à laquelle les chefs les plus prudents, les plus expérimentés sont exposés, malgré l'affirmation de Bagration

(1) Code de justice militaire, art. 209 et 210.

qui disait : « Je puis être battu, mais surpris jamais (1). »

Napoléon I^{er}, lui-même, faillit être pris dans le village de Valeggio par deux régiments napolitains, au début de la campagne de 1796. Il se trouvait avec les officiers de son état-major dans la maison qui lui servait de quartier général, lorsque retentit un coup de canon suivi du cri : « Aux armes ! » Il n'eut que le temps de s'échapper par une petite porte de derrière, de sauter sur le cheval d'un dragon, et de s'enfuir à toute allure. L'alerte dont il faillit être victime fit sur son esprit une si forte impression qu'il créa le corps des Guides destiné à lui servir d'escorte et de garde, et à éviter le renouvellement d'une pareille surprise; depuis ce jour, le service de sûreté des armées en campagne ne cessa d'être l'objet de ses constantes recommandations (2). Le maréchal de Villeroy avait eu moins de chance à Crémone en 1702; les Impériaux, sous la conduite du prince Eugène pénétrèrent la nuit dans la ville par un ancien aqueduc; ils furent repoussés par les troupes françaises, mais ils réussirent à s'emparer de leur commandant en chef que des gravures allemandes de l'époque nous montrent en robe de chambre et pantoufles, hissé dans la chaise de poste du prince qui l'attendait, dans ce costume matinal, peu flatteur pour un général (3). On connaît le célèbre épigramme qui circula alors :

« Français, rendez grâce à Bellone;
 « Votre bonheur est sans égal,
 « Vous avez conservé Crémone
 « Et perdu votre général. »

(1) Général Thoumas, *Les Capitulations*, p. 346.

(2) Général Thoumas, *Les Capitulations*, p. 346.

(3) G. Toudouze, *Le Roi Soleil*, pp. 70 et 92.

Le maréchal Marmont rapporte dans ses « Mémoires » qu'en 1805, dans la vallée de la Salza, le capitaine Testot-Ferry, à la tête de 200 Chasseurs, s'approcha d'un bataillon autrichien à la faveur d'un bois sur la lisière duquel bivouaquaient les ennemis, à quelque distance de leurs faisceaux. A son signal, les trompettes sonnèrent la charge, les Chasseurs français s'élancèrent, culbutèrent les faisceaux, et les Autrichiens, séparés de leurs armes, n'eurent plus qu'à se rendre (1). Le général Hill s'empara par surprise de la moitié de la division du général Girard, à Arrogo-Molinos, le 27 octobre 1811 ; le général Bruno fut enlevé à Freyberg, en 1813, avec quatre escadrons par un parti de 400 chevaux (2). Le fameux Murat, lui-même, faillit être fait prisonnier à Wiakawa, en 1812, par la faute de Sébastiani ; celui-ci s'était laissé surprendre pour la troisième fois depuis le début de la campagne, ce qui faisait dire à la duchesse de Coigny, sa belle-mère : « Avec mon gendre, on va de surprise en surprise. »

Pendant la guerre de Sécession, le chef de la cavalerie confédérée, James Stuart, dans un raid resté célèbre, pénétra, à la tête de 1.200 cavaliers jusqu'à la tente du général Pope, commandant en chef de l'armée fédérale, et fit prisonniers tous les officiers de son état-major ; le général s'échappa, mais son cahier de correspondance saisi et rapporté au général Lee, donna à ce dernier d'utiles renseignements (3).

En 1870, le 23 novembre, des francs-tireurs français

(1) Général Thoumas, *Les Capitulations*, p. 375.

(2) Général Thoumas, *Les Capitulations*, p. 371, 372.

(3) Général Thoumas, *Les Capitulations*, p. 366.

enlevèrent la moitié d'un escadron de hussards allemands. Par contre, nos ennemis nous prirent 200 hommes à Chambord, dans une surprise suivie de panique. A Sombacourt, un bataillon allemand tombant le soir au milieu d'une division du XV^e Corps, s'empara de 2 généraux, de 50 officiers et de 2.700 hommes (1).

Dans des cas analogues, un soldat devient prisonnier sans avoir eu le moyen de résister : désarmé, réduit à une impuissance physique absolue, il mérite quelques circonstances atténuantes pour l'acte qu'il a plutôt subi qu'accompli. Ses compatriotes lui accorderont généralement un peu d'indulgence, à moins qu'il ne s'agisse de Japonais. On rapporte en effet que quelques réservistes Japonais, cernés par les Russes, s'étant rendus pendant la bataille de San de Pou, leurs épouses, dès qu'elles connurent au Japon cette nouvelle qu'elles jugeaient déshonorante, réclamèrent que le divorce fût immédiatement prononcé à leur bénéfice. Après la signature de la paix, ces prisonniers furent accueillis dans leurs villages par mille avanies et mille sarcasmes (2). On reconnaît bien là l'intransigeance japonaise.

La situation change totalement lorsque le commandant d'un groupe important, oublieux des obligations que l'honneur militaire et le patriotisme lui imposent, se laisse aller à la lâcheté d'une *capitulation en rase campagne*. Cette action n'est jamais excusable ; elle est formellement interdite par l'article 210 du Code de justice militaire français, qui punit son auteur : « 1^o de la peine de mort, avec dégradation militaire, si la capitulation

(1) Canonge. *Histoire militaire contemporaine*.

(2) L. Naudeau, *Le Japon moderne*, p. 154.

a eu pour résultat de faire poser les armes à sa troupe, ou si, avant de traiter verbalement ou par écrit, il n'a pas fait tout ce que lui prescrivait le devoir et l'honneur ; 2^o de la destitution *dans tous les autres cas.* » Rome rejetait de son sein le soldat qui s'était rendu à des conditions peu honorables, et lui refusait le privilège du postliminium. *Postliminio carent qui armis victi hostibus se dederunt* (1). Napoléon I^{er} condamnait de la façon la plus implacable toutes les capitulations en rase campagne. Le Décret qu'il rendit le 1^{er} mai 1812, le cœur encore ulcéré par le souvenir de la honteuse conduite de Dupont à Baylen, interdisait même à tout commandant d'une troupe armée de traiter en rase campagne d'une capitulation par écrit ou verbale (art. 1). Toute capitulation de ce genre dont le résultat aurait été de faire poser les armes, était déclarée déshonorante et criminelle et devait être punie de mort (art. 2). « Jamais de capitulation en rase campagne, disait Napoléon, si vous voulez avoir des soldats et une armée ! Une capitulation qui vous sauverait soixante mille hommes ne vaudra pas le tort que fait à l'Etat la violation de ce principe. » Beugnot rapporte que dans une conversation tenue à propos du Décret dont nous venons de parler, Napoléon déclara que « si l'idée de capituler en rase campagne avait pu jamais être admise, on eût, comme pour les places fortes, réglé, quand, comment et à quelles conditions il eût été permis à un général de capituler ; mais que si rien de tel ne se trouvait dans les lois de la guerre ni même dans son histoire chez les anciens, comme chez les modernes, c'est qu'une telle capitulation n'a pu être supposée parce qu'on

(1) Paul, au Digeste, loi 17, liv. 49, tit. 15.

ne suppose pas la honte (1). » Le chef d'une troupe cernée en rase campagne et sommé de se rendre, doit se souvenir qu'il a reçu son sabre et ses épaulettes sous la condition de les défendre jusqu'à la mort, et qu'en ordonnant à ses soldats de livrer leurs armes et d'accepter bénévolement des chaînes en échange, sans essayer de résister, il trahirait à la fois sa patrie et son honneur. Le fait d'être entouré par des forces supérieures ne l'excuserait même pas ; car en pareil cas, Corneille lui dicte sa conduite par la bouche du vieil Horace.

Un soldat a pour devoir de retarder le plus possible l'instant où il sera fait prisonnier : il y arrivera grâce à une lutte à outrance, grâce à une résistance rendue opiniâtre par l'espoir d'être secouru ou de faire une trouée. La fortune de la guerre est instable et bien des situations désespérées changent tout à coup de physionomie au profit de combattants pour qui tout semblait d'abord perdu. Le maréchal Ney, pendant la retraite de Russie, à la tête de 4.000 hommes à demi morts de fatigue et de froid, se vit cerné sur les bords du Dniéper par 50.000 ennemis. Séparé de la Grande Armée dont il ne pouvait attendre aucune assistance, il aurait eu quelque excuse à rendre son épée comme on l'y invitait. Il ne songea même pas à ce honteux expédient, et, la nuit venue, il parvint à franchir le fleuve avec ses braves, et à échapper aux troupes qui l'entouraient.

Un général, enveloppé par des forces très supérieures, peut encore disloquer ses troupes pendant la nuit, en laissant à chaque individu le soin de se tirer isolément de ce pas fâcheux, et en indiquant un point

(1) Beugnot, *Mémoires*, p. 349.

de ralliement pour ceux qui réussiront à rompre le cercle des ennemis. Un tel parti a quelque chose de scabreux, mais il évitera à bien des soldats le malheur d'être faits prisonniers.

Les capitulations en rase campagne étant contraires à l'esprit militaire, et universellement réprouvées, se rencontrent rarement. Citons celle du général prussien Finck qui « plus attaché à son bagage qu'à sa réputation », capitula honteusement à Maxen le 20 novembre 1759, ordonnant même à un de ses lieutenants, le général Wunsch, qui s'était ouvert un passage au milieu des lignes de l'ennemi, de revenir poser ses armes. Le général autrichien Provera se rendit à la bataille de la Favorite avec un corps de plus de six mille hommes. Blücher, après la bataille de Lubeck, en 1806, mit bas les armes avec vingt et un mille Prussiens. Le général Dupont acquit une triste célébrité à Baylen, le 22 juillet 1808, en livrant au général espagnol Castanos non seulement les régiments placés immédiatement sous ses ordres et entourés par les ennemis, mais encore les corps de troupes qui n'étaient pas en ce moment sous son commandement direct, comme la division Vedel, et qui, se trouvant déjà hors de la portée des Espagnols, durent revenir se constituer prisonniers. Ce qui augmenta l'infamie de cet acte, c'est que Dupont fut accusé d'avoir eu, dans ses négociations, pour principal souci, celui de mettre à couvert le contenu de ses fourgons particuliers ; il obtint en effet de les conserver tous sans qu'ils fussent soumis à aucun examen, (art. 8, 11, 12, de la Capitulation). Son lieutenant Vedel fut peut-être encore plus coupable que lui : un Anglais, le colonel Napier, qualifie d' « inexplicable une capitula-

tion aussi honteuse que la sienne (1). » « Le général Vedel, dit Thiébault, sans considérer que quiconque a capitulé... et se trouve à la disposition de l'ennemi a abdiqué toute autorité, déféra à un ordre qui, exécuté, consignait une double trahison de fait et d'intention, et maître de la Sierra Morena, maître de son retour à Madrid, il revint à Baylen pour y déposer les armes entre les mains d'un ennemi qui n'avait sur lui aucune prise (2). » La capitulation de Sedan signée à Fresnois, le 2 septembre 1870, entre les généraux de Wimpffen et de Moltke, présente un caractère mixte : c'est à la fois la reddition d'une place forte, et la capitulation d'une armée en rase campagne. Les troupes françaises, traquées dans l'amphithéâtre qui entoure Sedan, après une série de combats désastreux se trouvèrent dans une situation terrible que vinrent aggraver des changements successifs dans le commandement en chef, passant des mains du maréchal de Mac Mahon, blessé, entre celles du général Ducrot, puis du général de Wimpffen. La résistance se trouva paralysée par de continuelles modifications dans les plans de défense, et le désarroi parvint à un tel point que l'immense catastrophe ne put être évitée.

Si la capitulation collective de soldats *en rase campagne* est interdite et regardée comme déshonorante, il n'en est pas toujours de même de la *capitulation d'une place forte*. Car dans ce dernier cas, le commandant qui est obligé de capituler, n'agit pas seulement pour le compte de ses troupes ; il est forcé d'obéir à des considérations relatives à la population civile qui l'entoure, au

(1) Napier, *Guerre de la Péninsule*, I, 168.

(2) Général Thiébault, *Mémoires*, V, 454.

manque de vivres, à la dévastation de la ville. Les Règlements militaires ne le traitent donc pas avec la même rigueur qu'un général qui aurait imité le triste exemple de Dupont : ils insistent cependant pour que la résistance soit prolongée le plus possible.

Une ordonnance de Louis XIV, d'avril 1705, prescrivait aux gouverneurs des places frontières, de ne se rendre en cas de siège, que lorsqu'il y aurait une brèche considérable au corps de la place et qu'ils auraient soutenu plusieurs assauts. Le maréchal Fabert avait déclaré quelque temps avant que, « si pour empêcher qu'une place que le roi lui avait confiée ne tombât au pouvoir de l'ennemi, il fallait mettre à la brèche sa personne, sa famille et tout son bien, il ne balancerait pas un moment à le faire. » Une loi française du 26 juillet 1792, une autre du 21 brumaire an V, punissait de mort le commandant d'une place forte qui la rendrait à l'ennemi avant que celui-ci y ait fait une brèche praticable, ou qu'il eût livré assaut. Cette disposition fut reproduite dans un arrêté du Directoire en date du 16 messidor an VII. Le décret impérial du 24 décembre 1811 et le décret déjà cité du 1^{er} mai 1812 rappelaient que les lois militaires condamnent à la peine capitale tout gouverneur ou commandant qui livre sa place sans avoir forcé l'assiégeant à passer par les travaux lents et successifs des sièges et avant d'avoir repoussé au moins un assaut au corps de la place sur des brèches praticables. Des dispositions analogues se trouvent dans les Règlements militaires actuellement en vigueur en France : celui relatif au Service des armées en campagne déclare, qu'« en règle générale la défense d'une place assiégée est aussi longtemps que possible extérieure et active » (art. 284), que « l'officier

qui commande une place de guerre ou un fort isolé ne doit jamais perdre de vue qu'il défend un des boulevards de la patrie, l'un des points d'appui de ses armées, et que de sa reddition avancée ou retardée d'un seul jour peut dépendre le salut du pays. Il doit rester sourd aux bruits répandus par la malveillance et aux nouvelles que l'ennemi lui ferait parvenir ; résister à toutes les insinuations et ne laisser ébranler par les événements ni son courage, ni celui de la garnison qu'il commande. Il ne doit pas oublier que les lois militaires (art. 209 du Code de justice militaire) condamnent à la peine de mort avec dégradation militaire tout commandant d'une place de guerre reconnu coupable d'avoir rendu sa place à l'ennemi avant d'avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait et sans avoir fait tout ce que prescrivaient le devoir et l'honneur..... Tout officier qui a perdu la place ou le fort dont le commandement lui était confié est tenu de justifier sa conduite devant un conseil d'enquête spécial (art. 288) ». Ce conseil d'enquête peut traduire le chef qui a capitulé devant un conseil de guerre: ce tribunal prononcera la peine de mort avec dégradation militaire par application de l'article 209 du Code de justice militaire, si les dispositions précitées, reproduites dans le Décret du 7 octobre 1909 sur le Service des places de guerre, n'ont pas été respectées. C'est ainsi que Bazaine fut condamné à mort pour avoir capitulé à Metz en 1870.

Si la sévérité du législateur a cherché à empêcher le plus possible la capitulation des places fortes, c'est que ces sortes de Conventions livrent à l'ennemi un nombre considérable de prisonniers, surtout dans les temps modernes. La capitulation d'Ulm en 1805, fit 30.000 captifs

celle de Plevna, en 1877, et celle de Port-Arthur; en 1905, plus de 40.000 ; mais une triste supériorité est acquise par celle de Metz qui coûta à la France la presque totalité des armées régulières qu'elle avait encore sur pied, plus de 160.000 hommes et 6.000 officiers.

La civilisation des lois de la guerre et l'adoucissement des mœurs a fait disparaître la coutume barbare qui permettait au vainqueur de passer la garnison au fil de l'épée. Désormais les défenseurs d'une place qui capitule seront toujours considérés comme des prisonniers de guerre et traités avec les égards que l'on accorde à cette situation.

Mais, par tradition, on insère encore expressément cette clause dans le texte des capitulations, bien que ce ne soit plus une faveur, et qu'une telle stipulation semble superflue. Nous la trouvons donc dans les nombreuses capitulations de la guerre franco-allemande, dans celle de Sedan (art. 1), de Strasbourg (art. 3), de Soissons (art. 2), de Metz (art. 1), de Verdun (art. 2), etc., plus récemment dans celle de Santiago (art. 4), de Manille (art. 5) et de Port-Arthur (art. 1).

Cette dernière convention présente ceci de remarquable : elle déclare prisonniers de guerre non seulement les armées de terre et de mer russes, y compris les volontaires, mais encore tous les fonctionnaires du gouvernement. C'est une innovation dans les lois de la guerre, car s'il existe des précédents où les fonctionnaires *attachés à l'armée* de terre ou de mer ont été faits prisonniers de guerre, notamment dans les capitulations de Sedan (art. 2), de Metz (art. 4), de Strasbourg (art. 4), il n'y en avait pas jusque-là où cette situation eût été imposée à tous les fonctionnaires publics sans distinction. Voici la raison

que les Japonais donnent de cette extension du droit de faire des prisonniers : en vertu de l'organisation de la société russe, il n'existe pas, en Russie, de distinction tranchée entre les militaires et les fonctionnaires civils ; on y trouve une certaine classe de la société nommée *tchinobnick* qui est composée de toutes les familles ayant rang de *tchin* et dont les membres peuvent, suivant les circonstances, devenir officiers de l'armée de terre, officiers de marine ou fonctionnaires : tous les officiers qui, par leur naissance, dépendent de cette classe, étaient ainsi officiers dans des positions civiles ; il fallait donc les déclarer prisonniers de guerre (1).

Nous avons insisté sur cette particularité parce que généralement les capitulations renferment au contraire des clauses d'exception en faveur de la population civile, exempte de la captivité de guerre en vertu de la règle du respect de la personne des non-combattants, règle sur laquelle nous nous sommes expliqués précédemment. C'est ainsi que le lieutenant-général O'Reilly, en signant la capitulation de Vienne, le 12 mai 1809, y fit insérer une stipulation par laquelle « les habitants de toute classe seront maintenus dans leurs libertés..... et ne pourront être recherchés en rien par rapport aux opinions qu'ils ont manifestées avant la présente capitulation (art. 5). » La capitulation de Metz décidait que les employés et fonctionnaires civils pourraient se retirer où ils voudraient ; que personne, soit de la garde nationale, soit parmi les habitants de la ville ou réfugiés dans la ville, ne serait inquiété à raison de ses opinions politiques et religieuses, pour la part qu'il aurait prise, ou les secours qu'il aurait

(1) N. Ariga, *La guerre russo-japonaise*, pp. 310, 317.

fournis à l'armée ou à la garnison ; que le commandant de l'armée prussienne prenait l'engagement d'empêcher que les habitants soient maltraités dans leurs personnes. (Appendice, art. 1, 2, 5). Les capitulations de Dijon (art. 2) et de La Fère contenaient des clauses interdisant de punir par la captivité, la population civile qui aurait collaboré par son aide à la défense de la garnison. D'après celle de Péronne (art. 5), « aucune personne appartenant à la ville, soit comme particulier, soit comme autorité, ne sera inquiétée ni poursuivie par les autorités prussiennes pour fait relatif à la guerre ». La capitulation de Manille plaçait les habitants « sous la sauvegarde de l'armée américaine » (art. 6), et stipulait que « les familles espagnoles pourraient quitter la ville quand il leur conviendrait » (art. 4). Voici enfin l'article IX de l'appendice de la capitulation de Port-Arthur : « La population ordinaire ne sera inquiétée en aucune façon. Les habitants qui voudront se retirer pourront emporter tout ce qui constitue leur propriété privée. Toutes facilités seront également accordées par l'armée japonaise, dans la limite du possible, aux familles des officiers et des fonctionnaires des armées de terre et de mer qui désireront se retirer (1). » Cette clause atténue quelque peu la rigueur de l'article 1, analysé plus haut.

Certaines capitulations vont jusqu'à exempter de la captivité de guerre une partie des combattants eux-mêmes : telles sont les capitulations de Verdun (art. 2) et de Soissons (art. 2), qui contiennent une clause d'exception en faveur des gardes nationaux mobilisés qui habitaient la ville avant la déclaration de guerre. Parfois

(1) N. Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 313.

même, la garnison toute entière est laissée en liberté, sous condition de ne plus combattre pendant un certain temps : ce fut le sort de la garnison de Mayence en 1793, de celle de Laon en 1870 (1) ; ou bien les officiers seuls jouissent de cette mise en liberté, à charge de ne pas reprendre de service, comme dans la plupart des capitulations de la guerre franco-allemande. Nous étudierons cette question, très controversée, dans la III^e partie, à propos de la libération des prisonniers de guerre. Mais reconnaissons dès à présent que des compromis de cette nature sont désormais prohibés par les règlements militaires français et réprouvés par l'opinion publique.

Rappelons ici que l'article 288 du Règlement français sur le Service des armées en campagne interdit au commandant d'une place qui capitule, de comprendre dans une convention avec l'ennemi, les forts détachés ou autres ouvrages fermés qui seraient encore susceptibles de prolonger leur résistance.

Voici, en quelques mots, comment un combattant devient prisonnier de guerre :

Ou bien il est l'objet d'une *capture individuelle* et n'en est pas déshonoré, s'il se trouve la victime de circonstances indépendantes de sa volonté qui, malgré son courage et sa résistance, le livrent désarmé aux mains de l'ennemi.

Ou bien il fait partie d'une *capture en masse* dont son chef conserve la responsabilité.

Dans ce dernier cas, ou la reddition collective est le

(1) Rappelons que lors de la prise de Nisch par les troupes serbes, le 10 janvier 1878, les soldats turcs qui occupaient la ville ne furent pas considérés comme prisonniers de guerre, mais évacués en dehors du rayon des opérations serbes et remis en liberté.

fruit d'une *capitulation en rase campagne*, et alors nous savons quelle réprobation elle soulève, ou elle est le dénouement d'un *siège* dont la durée et les nombreux assauts pourront faire disparaître l'humiliation d'une soumission à l'ennemi.

Citons pour terminer deux glorieux exemples de la guerre franco-allemande : à Strasbourg, le général Urich ne capitula qu'après avoir énergiquement défendu la ville avec 10.000 hommes contre les 60.000 assaillants qui l'entouraient ; à Toul, deux bataillons de la garde mobile et deux cents fantassins, sans artilleurs réguliers, tinrent en échec pendant six semaines l'artillerie prussienne puissamment organisée. Voici les termes de l'avis officiel de la chute de ces deux places : « Cinquante jours durant, ces deux héroïques cités ont essuyé avec la plus admirable constance une véritable pluie de boulets et d'obus. Epuisées de munitions et de vivres, elles défiaient encore l'ennemi. Elles n'ont capitulé qu'après avoir vu leurs murailles abattues crouler sous le feu des assaillants (1). »

De tels défenseurs pouvaient devenir prisonniers sans honte ; ils avaient quand même bien mérité de la patrie !

(1) Morin, *Lois de la guerre*, II, p. 490.

CHAPITRE VI

PEUT-ON REFUSER DE FAIRE QUARTIER ?

Etymologie du mot quartier. — Considérations psychologiques expliquant certains excès du champ de bataille ; épisodes du Premier Empire ; les zouaves à Reichshoffen. — Sanglants malentendus de la guerre russo-japonaise : utilité d'un signe conventionnel international de reddition individuelle. -- Action des officiers sur leurs hommes : le capitaine bavarois Lessignold à Bazailles ; les Massacreurs d'Elandsgaate. — Le respect des vaincus dans la doctrine et dans l'histoire : opinion des principaux écrivains ; cas extrêmes où il devient impossible de faire quartier ; Napoléon 1^{er} à Jaffa ; Curély et Wittgenstein ; Thiébault à Austerlitz. Un chef doit placer le salut de ses troupes au-dessus de toute commisération pour ses ennemis. — Insuffisance des mesures recommandées pour rendre un soldat inoffensif. — Interdiction absolue de déclarer d'avance qu'il ne sera pas fait de quartier. — Différence entre le refus de faire quartier et le massacre d'un prisonnier soumis.

Nous avons envisagé les différentes particularités que présente la capture des prisonniers de guerre. Il nous reste à examiner si un belligérant victorieux peut s'abstenir de cette pratique et employer plutôt le glaive que les chaînes pour assurer son triomphe. Lorsqu'un ennemi, par son attitude, indique qu'il renonce à la lutte, qu'il réclame la pitié, qu'il est prêt à se déclarer prisonnier, son adversaire a-t-il le droit de trouver insuffisant

ce témoignage de soumission et peut-il le faire périr au lieu de s'assurer tout simplement de sa personne ? Ce procédé rigoureux qui consiste à ne pas faire de prisonniers, à mettre à mort des ennemis réduits à une impuissance momentanée, s'appelle le *refus de faire quartier*. Notons, en passant, l'étymologie du mot quartier ainsi employé ; cette expression résulte probablement d'une convention par laquelle les Espagnols et les Hollandais, en guerre au **xvi^e** siècle, réglèrent que de part et d'autre, on accorderait la vie sauve aux prisonniers moyennant le paiement d'une rançon égale au *quart* de leur solde annuelle ; quant aux soldats, on restait libre de les mettre à mort. Suivant Littré, le terme quartier est pris ici dans le sens de logis, de résidence ; donner quartier serait donc l'équivalent de recevoir en son logis, en sûreté.

Quoi qu'il en soit, le refus de faire quartier est une mesure très grave qui semble incompatible avec la civilisation de la guerre, puisqu'elle revient à déclarer que le belligérant ne se trouve satisfait que par l'extermination de son adversaire, qu'il ne se croit pas obligé de faire des prisonniers, qu'il méconnaît cet usage dont nous avons considéré l'établissement comme une étape très importante et très heureuse dans l'évolution du Droit des gens. Car le but de la guerre chez les peuples modernes, n'est pas tant, nous l'avons vu, d'égorger les belligérants, de les supprimer, que de dompter la volonté d'une nation, que de paralyser celle-ci dans les organes vitaux dont elle tire sa puissance. Tant qu'un soldat en armes continue à résister, on peut, en toute loyauté, le faire périr ; sa mort ne sera que la conséquence de la part qu'il a prise dans le conflit sanglant,

de sa persistance à prolonger ce conflit en s'opposant aux entreprises des ennemis de sa patrie ; ceux-ci manqueraient même à leur devoir en ne faisant pas tomber cet obstacle vivant. La guerre est une chose cruelle, et il est douloureux de voir couler le sang humain, quelle qu'en soit la source ; mais un soldat ne peut renoncer au meurtre que s'il en reconnaît l'inutilité absolue, que si le trépas de son adversaire n'a aucune influence sur le résultat de la partie engagée entre les deux pays soulevés l'un contre l'autre. Il semble que cette éventualité se réalise lorsqu'un belligérant impressionné par la vue de ses camarades qui tombent autour de lui, démoralisé par une infériorité numérique notable, isolé au milieu du champ de bataille, manquant de munitions, sentant qu'il ne peut plus rien faire pour sa patrie, qu'il a perdu tout espoir de vaincre ou même de combattre utilement, s'incline devant la supériorité de ceux contre lesquels il lutte et manifeste sa détermination de ne plus opposer de résistance. Puisque cet homme cesse de se livrer à des actes de violence, puisqu'il laisse tomber ses armes et réclame les fers de la captivité, le glaive ne doit-il pas s'arrêter sur sa poitrine, et ne faut-il pas épargner son existence, en se contentant d'en faire un prisonnier ? Le but de la guerre a été atteint du moment que cet homme a été amené à composition, qu'il a courbé sa volonté devant celle de son vainqueur : pourquoi pousser la cruauté plus loin et lui refuser quartier inutilement ?

Remarquons d'abord que les conditions morales et physiques où se trouvent les combattants sur le champ de bataille, sont peu propices à l'éclosion du mouvement de pitié qui les porterait à épargner un ennemi. Certains excès ne sont que les conséquences forcées des péripéties

de la mêlée ; le soldat est bien un instrument de guerre, mais ce n'est pas un instrument passif ; il est en proie à mille passions dont le bruit du canon, l'odeur de la poudre centuplent l'intensité ; l'ivresse du combat l'empêche parfois d'apercevoir le geste de soumission de son adversaire. Exaspéré par une résistance opiniâtre, désireux de venger la mort de ses frères d'armes, de laver la honte des échecs qui l'ont humilié, emporté par la griserie d'une charge ou d'un assaut, il ne se possède plus, et son sabre ou sa baïonnette, ne faisant pas attention aux mains suppliantes qui demandent grâce, s'efforce d'atteindre les cœurs que le découragement a visités. La commisération trouve rarement sa place dans l'enfer de feu et de mitraille que présente un champ de bataille. Les combattants cherchent aussi quelquefois dans l'acharnement à la lutte, un moyen de réagir contre ce sentiment d'appréhension, contre cet instinct de la conservation avec lequel les guerriers les plus renommés ont eu à compter : ils tuent pour ne pas être tués. A Eylau, les Russes, « gorgés d'eau-de-vie », luttent avec féroce et frappent leurs ennemis désarmés (1). A Wilna, pendant la retraite de Russie, des Français sans armes et ayant les pieds et les mains gelés sont sabrés par des cuirassiers russes qui foulent leurs victimes aux pieds de leurs chevaux (2). A Krasnoé, des Russes dans une ferme en feu, veulent se rendre ; mais nos soldats « qui se battaient en désespérés » n'entendirent pas le commandement de « cessez le feu ! » ou n'en tinrent pas compte, et tous les Moscovites périrent, soit sous les coups des Fran-

(1) Marbot, *Mémoires*, I, p. 349.

(2) Sergent Bourgogne, *Mémoires*, p. 191.

çais, soit dans l'incendie du bâtiment (1). Pendant la campagne de France, en 1814, à Valjouan, des cuirassiers français refusèrent de faire quartier et sabrèrent impitoyablement quelques cavaliers des armées coalisées (2).

Ces scènes terribles se sont souvent produites et se reproduiront encore sur les champs de bataille, malgré les prévisions trop optimistes qui voudraient que l'adoucissement général des mœurs, parvînt à effacer toute espèce de barbarie dans les incidents d'une guerre. Une circonstance rendra peut-être moins fréquentes ces débauches de cruauté, ces orgies du fer : c'est la rareté de plus en plus grande du corps à corps, remplacé par le combat à l'arme à feu, à très grande distance. La guerre de 1870-71 en offre cependant des exemples. Citons seulement la fin des zouaves du général Raoult qui, à la bataille de Reischoffen, cernés dans une prairie, sans munitions et ayant jeté leurs armes, furent décimés par les balles des fantassins de Kirchbach auxquels ils criaient : « Tuez-nous donc, bouchers ! (3). »

De sanglants malentendus et des morts inutiles sont à craindre lorsque les peuples en guerre ont quelque difficulté à se comprendre mutuellement aux moments critiques : c'est ainsi que, pendant la guerre russo-japonaise, l'ignorance de la part des soldats japonais de la manière dont se rendaient les Russes, fut cause d'incidents regrettables. Le 15 juin 1904, à la bataille de Téli-se, une trentaine de Russes furent cernés dans une maison chinoise dont le toit prit feu. L'un d'eux en sortit

(1) Sergent Bourgogne, *Mémoires*, p. 93.

(2) Houssaye, 1814, p. 29.

(3) Dick de Lonlay, *Français et Allemands*, I, p. 95.

aussitôt, en apparence sans armes. Croyant qu'il voulait se rendre, un Japonais l'approcha, mais le Russe tira à ce moment un pistolet de sa poche et le blessa. Vingt balles japonaises l'étendirent mort. Quelques minutes après, un autre ennemi sortit encore de la maison, sans armes, et fut blessé par les Japonais ; mais cette fois il s'agissait d'un soldat qui voulait se rendre. Le feu cependant dévorait le toit ; les Russes hissèrent une toile blanche au dessus de la porte. Les Japonais comprenant que c'était là un signe de reddition, leur firent alors avec la main le geste de « Venez ici ! » ; mais ce geste étant chez les Japonais absolument semblable à celui qui en Europe signifie « Allez-vous en ! », les Russes hésitèrent et ne bougèrent pas. Les Japonais durent s'approcher d'eux et les tirer par la main hors de la maison. Une autre fois, pendant que les deux armées étaient sur les rives du Cha-ho, un soldat japonais, posté en sentinelle, vit un soldat russe se précipiter vers lui et l'embrasser sur la joue. Le Japonais ignorant que ce geste est en Europe une expression de sympathie, repoussa le Russe avec sa baïonnette. Celui-ci s'enfuit, mais revint quelques minutes après et serra avec effusion la main du soldat japonais qui comprit cette fois qu'il s'agissait d'une reddition et qui le conduisit au quartier général.

M. Nagao Ariga, qui relate ces deux épisodes (1), en profite pour exprimer ses regrets qu'on ne puisse pas déterminer nettement un signe conventionnel de reddition individuelle. Les principales façons de manifester l'intention de se rendre actuellement employées sont le drapeau blanc, la crosse en l'air ou le fait de jeter bas

(1) *La guerre russo-japonaise*, p. 102.

les armes en s'approchant de l'ennemi, gestes qui malheureusement ont donné naissance à des abus, comme celui dont furent victimes les soldats du 66^e de ligne en 1870, à Flavigny, près de Metz : au moment où nos soldats s'apprêtaient à recevoir la soumission de plusieurs compagnies prussiennes qui venaient de mettre la crosse en l'air, les fusils de ces peu loyaux adversaires s'abattirent sur eux et les décimèrent (1). Les lois de la guerre civilisée devraient donc fixer un signe conventionnel international pour la reddition individuelle, comme elles ont indiqué déjà le signe du parlementaire et celui du personnel du service de santé. Toutefois, M. Ariga ne peut s'empêcher de le reconnaître, il sera difficile de déterminer par une convention entre les différents Etats un procédé unique indiquant qu'on veut mettre bas les armes. Car, dit-il, « une armée ne peut enseigner à ses soldats la façon de se rendre à l'ennemi. » Le vœu exprimé par le savant professeur japonais, et les commentaires dont il l'accompagne sont une nouvelle et remarquable manifestation du désir de progrès et, en même temps, du bon sens pratique qui animent son pays, rajeuni par le contact de la civilisation européenne qu'il est prêt de dépasser.

Quand les soldats sont en proie à une ardeur aveugle et intempestive, il n'y a que le sang-froid de leurs officiers qui puisse les calmer et éviter une inutile effusion de sang. Ayant déjà signalé plusieurs excès commis par les Allemands pendant la guerre de 1870-71, nous rappellerons, pour être impartial, les deux faits suivants. A Bazeilles, le commandant Lambert, barricadé dans une maison isolée avec une poignée de braves, avait

(1) Dick de Lonlay, *Français et Allemands*, II, p. 68.

tenu en échec un corps d'armée tout entier. Lorsque les « Dernières Cartouches » furent brûlées, il sortit seul et sans armes de la maison reproduite plus tard par le peintre de Neuville, et se présenta la poitrine découverte aux baïonnettes des Allemands. Une vingtaine de ceux-ci l'entourèrent en poussant des cris de haine et de fureur ; ils allaient le massacrer lorsque le capitaine bavarois Lessignold se précipita au devant de lui et le sauva en lui faisant un rempart de son corps (1). Après la charge de Rezonville, le maréchal des logis Chabert, des cuirassiers de la garde, tombé de cheval et entouré, fut arraché aux baïonnettes allemandes par un officier prussien (2).

Très souvent donc, lorsque le soldat, emporté par la chaleur du combat, refuse de faire quartier, c'est malgré les efforts des officiers qui sont plus à même de se rendre compte de l'inutilité du carnage, qui cherchent à le réprimer et qui s'empressent, comme nous venons de le voir, à sauver la vie de leurs ennemis désarmés. Il y a eu cependant de fâcheuses exceptions dans cet ordre d'idées : les officiers bavarois n'ont pas tous fait preuve, à Bazeilles, de la même générosité, et l'aumônier Emmanuel Domenech, du 12^e corps, les accuse par exemple d'avoir fait fusiller deux officiers français, le lieutenant Vatrín et le sous-lieutenant Chevalier, bien qu'ils se fussent rendus (3). Pendant la dernière guerre du Transvaal, les officiers anglais se montrèrent tout aussi impitoyables. A Elands-gaate, 90 Boërs, couchés en tirailleurs derrière un talus,

(1) Lieut.-colonel Rousset, *Scènes et épisodes de la guerre de 1870-71*, p. 123.

(2) Lieutenant de Place, *Historique du 12^e Cuirassiers*.

(3) Commandant Picard, *Le Matin de Sedan* (dans la *Revue de Paris* du 1^{er} septembre 1908, p. 21). Dick de Lonlay, *Français et Allemands*, I, p. 552.

furent cernés par 300 cavaliers du 5^e lanciers : ils se rendirent en jetant leurs armes, mais les lanciers les massacrèrent pour la plupart, au cri de leur commandant : « Kill the buggers ! » — « Tuez cette vermine ! » — Les représailles furent d'ailleurs terribles : devant Ladysmith, le 19 novembre 1899, le même régiment de lanciers tomba dans une embuscade ; sur 600 hommes, 5 seulement furent épargnés par les Boërs qui leur dirent : « Allez annoncer aux vôtres le sort des massacreurs d'Elandsgaate ! » (1). Cette implacable cruauté des officiers anglais surprend médiocrement si l'on se souvient de leurs procédés employés en 1857 vis-à-vis de leurs prisonniers hindous qu'ils faisaient périr en les attachant à la gueule de leurs canons.

Quand les éléments de perturbation morale qui excusent une certaine rigueur, n'existent pas pour le soldat, quand celui-ci discerne clairement que son adversaire cesse de lui faire obstacle, qu'il n'a plus rien à craindre de ses entreprises, il faut convenir qu'une lutte continuant dans de telles conditions, dégénère en une inutile boucherie, en un répugnant carnage, indigne d'un peuple civilisé et réprouvé par la plupart des écrivains, même par ceux de l'antiquité. Cicéron disait : « Non seulement les vaincus ont droit à notre respect, mais nous devons faire quartier à ceux qui, après avoir posé les armes, se rendent à la merci des généraux (2). » Cette doctrine est d'accord avec le témoignage de Diodore de Sicile d'après qui les Grecs combattaient vigoureusement contre ceux

(1) *Nieuwe Rotterdamsche courant* du 25 janvier 1900, cité dans la *Revue générale de droit int. public*, 1900, p. 687. Voir aussi la *Revue des Deux Mondes*, février 1900.

(2) *De Officiis*, I, 14.

qui leur résistaient, mais les épargnaient lorsqu'ils les avaient vaincus (1) ; avec celui de Xénophon, au dire duquel Agésilas exhortait ses soldats à ne pas punir comme des criminels les prisonniers qu'ils feraient, mais à les respecter comme étant hommes aussi bien qu'eux-mêmes (2). Salluste déclare que ce fut un forfait contre les lois de la guerre, « *facinus contra jus belli* », de passer au fil de l'épée les Numides qui se rendirent après la prise de Capsa, pendant la lutte de Rome contre Jugurtha (3). « De même que l'on rend violence pour violence à celui qui combat et résiste, dit saint Augustin, de même on doit miséricorde à celui qui est vaincu ou fait prisonnier, et particulièrement quand on n'a pas sujet d'appréhender qu'il trouble la paix (4). »

A une époque moins reculée, Grotius soutient qu'il ne faut pas refuser de recevoir à composition ceux qui demandent la vie sauve dans un combat ou dans un siège ; qu'il faut épargner ceux qui se rendent sans condition à la discrétion du vainqueur. On peut voir dans l'Histoire, dit-il, l'éloge de ceux qui ayant un si grand nombre de prisonniers qu'ils leur étaient à charge, ou qu'ils ne pouvaient les garder sans risque, ont mieux aimé les relâcher tous plutôt que de les faire mourir (5). Et il cite deux exemples d'une semblable magnanimité. Sous Robert I^{er}, roi d'Ecosse, un comte de Marr ayant des prisonniers anglais en aussi grand nombre que ses propres soldats, se contenta de leur faire jurer qu'ils ne remue-

(1) L. XIII, 24.

(2) *Agésilas*, chap. 1, 24.

(3) *Guerre de Jugurtha*, XCI.

(4) Epist. CCV.

(5) Grotius, *Droit de la guerre et de la paix*, liv. III, ch. XI, § 43.

raient pas, quand on en viendrait aux mains, et qu'ils demeureraient prisonniers, encore même que les Anglais fussent assez forts pour les délivrer (1). D'après Paul Jove, le comte François d'Anguien, en 1544, après la victoire de Cérisoles remportée sur les Impériaux, relâcha tous ses prisonniers qui diminuaient ses provisions et n'exigea d'eux nulle autre chose si ce n'est que, Espagnols s'en retournassent en Espagne et Allemands en Allemagne, par les terres de France (2).

Nous pouvons rapprocher de ces deux épisodes l'exemple de Masséna qui, assiégé dans Gênes, fit preuve d'une générosité encore plus chevaleresque. Les vivres manquaient dans la place dont les défenseurs n'avaient plus pour se nourrir que de la soupe aux herbes et du pain fait avec de l'amidon et de la graine de lin. L'entretien des prisonniers devenait de plus en plus difficile, et il était impossible de les relâcher sur parole, car ceux qui avaient déjà bénéficié de cette mesure revenaient grossir les rangs ennemis au bout de peu de temps. Masséna ne voulut cependant pas faire périr ces prisonniers encombrants, ni donner l'ordre de ne plus faire quartier. Il poussa même la grandeur d'âme jusqu'à demander au général autrichien Ott et à l'amiral anglais Keith de fournir des vivres à leurs soldats prisonniers, s'engageant sur l'honneur à ce qu'il n'en serait rien distrait au profit de la garnison. Sur le refus des généraux ennemis, il n'en continua pas moins à nourrir ses prisonniers, leur prouvant qu'il se montrait ainsi plus humain envers eux que leurs propres chefs (3).

(1) Buchanan, *Rerum Scotiæ*, liv. IX, p. 320

(2) Paul Jove, *Histoire de son temps*, ch. xxv.

(3) Thiers, *Consulat et Empire*, t. I, p. 346 et 397.

Grotius, qui a intitulé l'un des chapitres de son ouvrage sur les lois de la guerre, « De la Modération dont on doit user à l'égard du droit de tuer les ennemis », et qui est partagé entre deux sentiments, le rigorisme du droit romain et la mansuétude chrétienne, est obligé de reconnaître que si l'obligation de faire quartier est une maxime de l'équité et du droit naturel, elle comporte cependant des exceptions. C'est notamment le cas vis-à-vis des ennemis qui auraient commis quelque crime épouvantable, qui auraient outragé le vainqueur par des injures atroces, qui se seraient rendus coupables de perfidie, qui auraient violé les règles du Droit des gens, qui seraient des transfuges. Grotius s'appuie sur le texte de saint Augustin, cité plus haut, en vertu duquel, la crainte de voir la paix troublée de nouveau est la seule cause qui dispense d'avoir pitié d'un ennemi vaincu.

Vattel enseigne que dès qu'un ennemi se soumet et rend les armes, on ne peut lui ôter la vie. Il faut faire quartier à ceux qui posent les armes dans le combat et ne jamais refuser la vie sauve à une garnison assiégée qui veut capituler, sauf le cas où l'ennemi est coupable d'attentat contre le droit des gens, contre les lois de la guerre. Le refus de faire quartier devient la punition du crime ou des horreurs commises, et cette punition est légitime pourvu qu'elle tombe sur les coupables ; mais en présence d'une nation féroce qui ne sait pas ce que c'est que de faire quartier, on peut la châtier dans la personne de tous ceux qu'on saisit, car ils sont du nombre des coupables (1).

Selon Gérard de Rayneval, le droit de faire périr cesse dès que l'ennemi est désarmé, son salut étant la condition

(1) Vattel, *Droit des gens*, l. III, ch. VIII, 140, 141.

tacite de sa reddition ; mais si un général estime que la conservation de son armée exige la perte des prisonniers, il doit prendre le parti extrême de les sacrifier (1).

Martens pense que lorsque celui qui combattait met bas les armes en demandant quartier, son vainqueur a le devoir de lui laisser la vie. Mais cette règle souffre exception dans les cas extraordinaires où la raison de guerre empêche de l'épargner, lorsqu'il est nécessaire d'user du talion ou des représailles, lorsqu'il y a lieu de punir le crime de désertion ou la violation des lois de la guerre (2).

Wheaton déclare que ceux qui, étant en armes, se soumettent et se rendent, ne doivent pas être tués parce que leur destruction n'est pas nécessaire pour arriver au juste but de la guerre, ce but pouvant être atteint en se bornant à faire prisonniers ceux qui sont pris les armes à la main (3).

Halleck observe que, d'après les règles actuelles du Droit international, on ne peut refuser quartier à l'ennemi que lorsque ceux qui réclament quartier ont encouru la mort d'après les lois et usages de la guerre, par quelque crime commis sur le vainqueur.

Dudley Field considère comme illicite le refus de faire quartier à ceux qui se rendent et déposent leurs armes, sauf dans le cas où le refus de quartier est nécessaire à titre de représailles ou en cas de crime commis et jugé (4).

(1) G. de Rayneval, *Institut. du droit de la nature et des gens* liv. III, ch. VII, p. 5.

(2) de Martens, *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, liv. VIII, ch. IV, 272.

(3) Wheaton, *Eléments de droit internat.*, IV^e partie, ch. II, 2.

(4) *Projet de Code de droit internat.*, art. 756.

Riquelme dit que si par malheur il arrivait que le salut d'une armée dépendît évidemment, absolument, de la mise à mort des prisonniers, il appartiendrait au chef supérieur, comme responsable de la vie de ses propres soldats et de l'issue des opérations qui lui sont confiées, de peser l'urgence des circonstances et de décider s'il y a nécessité impérieuse de recourir à une extrémité tellement cruelle et sauvage, qu'on a peine à croire qu'elle puisse être dans aucun cas excusable (1).

Bello trouve qu'il n'est permis d'ôter la vie aux prisonniers que lorsque la sécurité d'un belligérant exige ce douloureux sacrifice (2).

Calvo croit que l'obligation de faire quartier à un ennemi vaincu est un principe de haute justice et de morale dont la violation a déshonoré le nom de certains généraux qui ont exécuté par milliers, sans jugement aucun, les adversaires que la victoire ou la trahison avait fait tomber entre leurs mains, et auxquels on ne pouvait imputer d'autre crime que d'avoir pris les armes pour reconquérir l'indépendance de leur pays. Il n'accepte pas que la guerre étouffe la voie de la conscience. Il déclare que l'ennemi vaincu, désarmé, prisonnier, devient sacré comme homme. Eriger en doctrine qu'on peut attenter à sa vie pour ménager la sienne, s'évertuer à chercher des arguments pour justifier un pareil crime de lèse-humanité, c'est faire rétrograder le monde en arrière et ressusciter des pratiques dignes des tribus sauvages du centre de l'Afrique ou des îles de l'Océanie (3).

(1) *Droit internat.*, liv. I, tit. I, ch. XII.

(2) *Principes de droit internat.*, II^e partie, ch. III.

(3) Calvo, *Droit internat. théor. et prat.*, liv. IV, p. 196, § 2.143.

Pasquale Fiore déclare, comme Calvo, qu'on doit regarder comme absolument contraire aux lois de la guerre le refus de quartier à l'ennemi (1).

Klüber pense aussi que les lois de la guerre défendent de *refuser pardon* à ceux qui se rendent prisonniers : elles exigent de faire quartier à celui qui ayant posé ses armes se rend prisonnier (2).

D'après Heffter, le devoir d'épargner la vie de l'homme peut prévaloir dans certains cas individuels, mais il devra toujours céder devant la *raison de guerre* qui est le point fondamental ; lorsque celle-ci le permet, il n'y a plus de raison de refuser la pitié aux troupes ennemies (3).

M. Holland semble admettre qu'après une résistance opiniâtre et inutilement prolongée, on pourrait se dispenser de faire quartier à l'ennemi. Car, dit-il, c'est un sujet de discussion que de savoir jusqu'à quel moment, les actes de violence peuvent être continués sans enlever à celui qui s'y livre, le droit d'être finalement admis au bénéfice du quartier (4).

Bluntschli affirme qu'on peut avoir des motifs légitimes de refuser de faire quartier, quand il s'agit de représailles, ou en cas de nécessité absolue et spécialement lorsqu'il est impossible d'emmener les prisonniers sans compromettre sa propre sûreté (5). Cette opinion vient corroborer celle du comte de Garden qui juge que les lois terribles de la guerre autorisent un général à suppri-

(1) P. Fiore, *Nouveau Droit internat. public*, liv. VIII, ch. VII, 1346, 1347.

(2) *Droit des gens moderne de l'Europe*, § 244 et 248.

(3) Heffter, *Droit internat. de l'Europe*, II, § 126.

(4) Holland, *The laws and customs of war on land*, n° 38 c.

(5) Bluntschli, *Droit internat. codifié*, art. 580 et s.

mer ses prisonniers lorsqu'ils sont la cause d'un danger, pour son armée (1).

Pradier-Fodéré n'aime pas ces concessions qui permettent toutes les violences : il proclame que celui qui refuse de donner quartier à son ennemi vaincu et n'opposant plus de résistance, cesse d'être un soldat et n'est plus qu'un assassin. Mais il reconnaissait auparavant que c'est lorsque l'ennemi ne peut plus nuire, n'est plus *dangereux*, que son adversaire cesse d'avoir droit de vie et de mort sur lui et que sa personne devient inviolable. Or, cesser de résister momentanément n'est pas toujours la garantie que l'on n'est plus dangereux : l'épithète d'assassin sera donc tout à fait injuste dans bien des cas. Pradier-Fodéré est obligé de déclarer, au surplus, que « ce qui demeure permis au belligérant, c'est de mettre l'ennemi hors d'état de prendre part aux hostilités » (2). Il est des circonstances où ce n'est que par la mort que l'on peut atteindre ce but.

La doctrine est donc unanime pour reconnaître qu'en principe, l'on doit faire quartier à l'ennemi qui s'avoue vaincu, mais les écrivains qui recommandent le plus la modération sur le champ de bataille sont contraints, malgré tout, d'admettre pour la plupart quelques restrictions à cette pratique. Ils reconnaissent, comme nous venons de le voir, qu'il y a des circonstances où il devient impossible d'épargner la vie de l'ennemi défait, où la nécessité de la légitime défense, le but suprême de la guerre, l'obligation de punir une désertion, une violation des lois de la guerre, font repousser la reddition qui a

(1) de Garden, *Traité de Diplomatie*, liv. VI. ch. IX.

(2) P. Fodéré, *Traité de droit internat. public*, t. VII, n° 2743.

été offerte, mais sur la sincérité de laquelle, il est difficile de compter.

On a reproché à Napoléon I^{er} un épisode de la Campagne de Syrie : après la prise de Jaffa, en 1799, il se vit dans la nécessité de faire mettre à mort, 4.200 Turcs, tombés entre ses mains. Les détracteurs du grand capitaine prétendent que s'il ne pouvait nourrir ces hommes, ni les faire conduire sous escorte en Egypte, il aurait dû les laisser en liberté sur parole, et non pas les massacrer ; mais ils oublient la position critique où se trouvait la petite armée française emmenée par Bonaparte, loin de la mère-patrie, ils oublient le genre d'ennemis contre lequel celui-ci avait à lutter. Quelle confiance pouvait lui inspirer la parole de ces Musulmans fanatiques à qui leur religion commande la destruction de tout Chrétien, et qui n'avaient pas même la notion de l'engagement d'honneur admis et respecté par les Européens ? Le gouverneur de Jaffa ne venait-il pas de faire périr le parlementaire qui l'avait sommé de se rendre (1) ? Le pacha de Syrie, le cruel Djezzar, n'avait-il pas retenu prisonnier et mis à mort Mailly de Château-Renaud, envoyé de Bonaparte (2) ? Si celui-ci avait écouté son humanité, il se serait créé les plus sérieux embarras et aurait fait courir à ses soldats de très graves dangers. La conservation de son armée étant cette fois compromise s'il gardait des prisonniers ou s'il les relâchait sur parole, les lois de la guerre l'autorisaient à prendre le parti extrême de ne pas faire quartier.

C'est en parlant des transfuges qui se retournaient

(1) Jomini, *Hist. des Guerres de la Révolut.*, t. III, 395.

(2) Bourrienne, *Mémoires*, II, pp. 200 et 230.

traîtreusement contre les troupes françaises que Napoléon disait à sa garde le jour de la bataille de Hanau : « Ne vous embarrassez pas de prisonniers » (1). Pendant la même bataille, Marbot faisait *exécuter* des Prussiens, des Saxons et des Badois, comme meurtriers de Français désarmés ; il ordonna, au 24^e régiment de ligne de les entourer et de les exterminer, remettant lui-même son sabre au fourreau, craignant de trouver du *plaisir* à tuer de sa main les scélérats qui avaient indignement massacré nos soldats sans défense.

Au cours de la bataille d'Austerlitz, le général Thiébault s'aperçut que les Russes feignaient d'être blessés, se laissaient dépasser par nos troupes, puis reprenaient leurs armes pour mettre leurs vainqueurs entre deux feux ; il donna à ses soldats, sur le plateau de Pratzen, l'ordre de ne faire aucun prisonnier, et de ne pas laisser d'ennemis vivants en arrière d'eux. « Cet ordre, dit-il dans ses Mémoires, je l'ai fait exécuter parce que le salut de mes troupes l'ordonnait, parce que la victoire était pour la France une question de vie ou de mort, parce que la nécessité commandait et par conséquent le devoir (2). »

Pendant la guerre Russo-Japonaise, les Russes se sont trouvés en présence d'une semblable ruse et ont eu recours, pour la réprimer, au moyen extrême de ne pas faire quartier en certains cas. C'est ce qui résulte de l'ordre n° 3 donné aux troupes de la 1^{re} brigade de la 31^e division d'infanterie par leur commandant temporaire, le colonel Müller, le 9-22 février 1905. « Prévenez tous les hommes bas (sous-officiers et soldats), que s'ils

(1) Coignet, *Cahiers*, p. 238.

(2) Général Thiébault, *Mémoires*, III, 477, 478.

rencontrent en avançant des Japonais étendus à terre et plus particulièrement couchés sur le dos, il faut les *transpercer*, parce que les Japonais, en simulant d'être blessés, ont l'intention, quand l'attaque commence, de tirer sur nous par derrière. » Les Japonais ont trouvé que les Russes avaient, cette fois, dépassé la mesure ; car si l'on peut expliquer et excuser le refus de faire quartier par la surexcitation du champ de bataille, cela devient plus difficile lorsqu'un tel ordre est donné de sang-froid et d'une façon systématique (1).

Il y a encore bien d'autres cas où le chef d'une troupe se verra dans la nécessité de ne pas faire quartier. Prenons, par exemple une hypothèse que le mode actuel d'emploi de la cavalerie rendra fréquente. Un détachement du service d'exploration est envoyé très en avant avec mission d'occuper un point stratégique important, un pont, la sortie d'une forêt ou d'un ravin, un bâtiment formant la clef d'une position, et de s'y maintenir jusqu'à ce que le gros de l'armée ait eu le temps d'y parvenir et de s'y établir. Si au cours de sa mission ce détachement rencontre une petite fraction ennemie et arrive à s'en emparer, le devoir de son chef n'est pas de prêter l'oreille à des considérations d'humanité : la nature de l'opération qu'il dirige, la rapidité et le secret avec lesquels elle doit être conduite, ne lui permettent pas de s'encombrer de prisonniers, probablement peu disposés à se laisser emmener, et constituant un dangereux *impedimentum* en cas de nouvelle attaque. Il peut encore bien moins relâcher les ennemis qui sont en son pouvoir, car ceux-ci ne manqueraient pas de faire diligence pour prévenir

(1) Nagao-Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 150.

leurs frères d'armes de ce qui se trame contre eux. Faire quartier dans une semblable circonstance, ce serait compromettre le succès d'une prochaine bataille, peut-être la réalisation de tout un plan de campagne, ce serait à coup sûr mettre en grand péril les hommes dont il a le commandement et la responsabilité ; ce serait un crime de sa part que de laisser vivre des ennemis au détriment de ses propres troupes. La guerre n'est pas un jeu d'enfants, et quelque désir qu'il puisse avoir d'en adoucir les rigueurs, un chef militaire ne saurait oublier que le sang d'un seul de ses soldats doit être plus précieux à ses yeux que celui de mille de ses adversaires, même désarmés. Le premier devoir d'un officier pénétré de ses obligations, est de placer au-dessus de toute commisération pour ses ennemis, le succès de l'entreprise qui lui a été confiée, ainsi que le salut des troupes qu'il commande. Sur le théâtre de la guerre, le droit des gens ne doit pas affaiblir l'énergie dans l'action.

Vattel semble blâmer la conduite du roi Henri V d'Angleterre qui, après la bataille d'Azincourt, fit passer au fil de l'épée les Français dont il venait de s'emparer (1). A la vérité, ce prince tirait gloire d'une certaine cruauté. « La guerre a trois serviteurs, avait-il coutume de dire, le feu, le sang et la famine, et guerre sans feux ne vaut pas mieux qu'andouille sans moutarde. » Mais dans la circonstance qui nous occupe, son armée était en danger, et il ne fit qu'user du droit qu'a tout belligérant d'empêcher ses ennemis de reprendre la lutte. Après la déroute des troupes françaises, quelques gentilshommes picards se mirent à la tête de 600 paysans et fondirent sur le camp

(1) Vattel, *Droit des gens*, liv. III, ch. VIII, § 151.

et les bagages des Anglais. Les prisonniers allaient se joindre à ces agresseurs, et recommencer le combat dans des conditions très scabreuses pour les soldats du roi d'Angleterre qui auraient été attaqués de deux côtés à la fois : aussi le monarque n'hésita-t-il pas à envoyer des aides de camp dans toutes les fractions de son armée, porter l'ordre de faire main basse sur les Français dont la présence au milieu des Anglais constituait un péril très sérieux pour ces derniers (1). C'était une terrible exécution, mais la nécessité la justifiait, car la guerre légitime tout le mal que l'on peut faire à l'ennemi, lorsque ce mal est absolument nécessaire. Heffter ne déclare-t-il pas que « le meurtre des prisonniers est excusable lorsque leur présence dans le camp, présente des dangers sérieux » (2) ?

Le roi de Suède, Charles XII, fut moins bien inspiré que Henri V d'Angleterre, lorsqu'après sa victoire de Narva, embarrassé de ses prisonniers, il se contenta de les désarmer et de les mettre en liberté : il se repentit sans doute de sa générosité, lorsqu'à Pultawa, il les retrouva devant lui pour son malheur.

On a beaucoup vanté la magnanimité dont les Boërs firent preuve pendant la dernière guerre du Transvaal, à l'égard de leurs prisonniers anglais. A Prétoria, lorsqu'ils battirent en retraite devant lord Roberts, ils avaient entre les mains 151 officiers et 3.500 hommes captifs ; ils n'en gardèrent que 900 et relâchèrent les autres, en se bornant à couper tous leurs boutons et tout ce qui pouvait retenir leurs vêtements et leurs chaussures. Ces soldats anglais

(1) *Hist. de France* du P. Daniel, dans Vattel *loc. citato*.

(2) Heffter, *Droit internat. de l'Europe*, trad. Bergson, II, 128.

ne purent donc rejoindre leur armée qu'après une marche des plus lentes et des plus pénibles ; mais ils rentrèrent cependant en campagne, et leur libération, en même temps que celle de beaucoup de leurs camarades, hâta la chute des Républiques Sud-Africaines. Les Boërs s'étaient donc montrés plus généreux qu'avisés, et leur patrie en supporta les conséquences. Il est des cas où la nécessité excuse et fait disparaître la cruauté, où certaines rigueurs cessent d'être barbares.

L'obligation de ne pas faire quartier se présentera aussi quand l'ennemi que l'on pourrait épargner se trouve être une personnalité importante, un général expérimenté et redoutable, valant à lui seul une armée. Si ses propres soldats tentent de le délivrer, le capteur qui se laisserait arracher vivant un prisonnier de cette importance agirait contre les intérêts les plus sacrés de son pays et mériterait les reproches que Napoléon adressait à Curély. Celui-ci, à la tête de 400 Chasseurs, s'était emparé du général en chef de l'armée russe, le célèbre Wittgenstein, le 17 octobre 1812 : l'escorte de ce dernier, revenant à la charge, le délivra peu après, profitant de l'hésitation de Curély qui ne voulut pas passer son sabre au travers du corps de ce prisonnier au moment où il allait lui échapper. Marbot rapporte qu'une vive controverse divisa l'armée française au sujet de la modération dont Curély avait fait preuve, les uns l'approuvant, les autres le blâmant. Mais peu après, pendant le passage désastreux de la Bérésina, Wittgenstein fit éprouver de si terribles pertes aux troupes de Napoléon I^{er}, que celui-ci ne put s'empêcher de dire à Curély : « Ce malheur ne fut probablement pas arrivé si, usant de votre droit, vous eussiez tué Wittgenstein sur le champ de bataille de

Polotsk au moment où les Russes cherchaient à l'arracher de vos mains (1). »

Les écrivains qui voudraient que l'on fît quartier en toutes circonstances indiquent plusieurs moyens de rendre inoffensifs les soldats qui se rendent sur le champ de bataille. On peut leur faire jeter leurs armes et leurs munitions, les isoler de leurs supérieurs, leur enlever une partie de leurs vêtements et surtout leurs souliers, les enchaîner, les parquer dans un grand bâtiment ou dans un enclos. Ces mesures peuvent réduire au minimum le nombre des gardiens qui seront nécessaires pour surveiller les prisonniers pendant le combat, et dont le secours sera perdu pour leur armée lors des moments critiques. Mais ces garanties de sécurité peuvent devenir précaires grâce aux difficultés matérielles et au temps qu'il faut pour les organiser ; les événements se déroulent rapidement et avec les changements de fortune les plus variés sur le théâtre de la guerre ; il peut devenir nécessaire que pas un soldat ne soit distrait de son rôle d'assaillant ou de défenseur. Aussi un chef doit-il rester maître absolu d'apprécier s'il lui est loisible de s'encombrer de prisonniers, ou s'il peut renoncer à faire quartier à l'ennemi sans commettre un acte barbare et déloyal. C'est une question de conscience de sa part. Qu'il montre de la générosité vis-à-vis de ses adversaires, mais que cette générosité ne dégénère pas en sensiblerie exagérée et funeste. Un chef doit placer avant tout, et sa patrie, et ses soldats.

Salus patriæ, militumque suorum suprema lex esto.

On ne peut donc s'engager à faire *toujours* quartier à

(1) Marbot, *Mémoires*, III, p. 172.

l'ennemi. Le Règlement de La Haye reflète d'ailleurs bien cette opinion : il interdit, comme nous le verrons, de *déclarer* qu'il ne sera pas fait de quartier (art. 23, d.), mais il ne proscriit pas le refus de faire quartier, d'une manière absolue. Il se contente de dire (art. 23, c.) « qu'il est interdit de tuer ou de blesser un ennemi qui ayant mis bas les armes, ou n'ayant plus *les moyens de se défendre*, s'est rendu à discrétion. »

Or il est bien difficile de dire à quel moment un ennemi a perdu tout moyen de se défendre ; car un homme tombé aux mains de son adversaire, mais qui n'est pas immobilisé par quelque grave blessure, peut toujours avoir la chance ou l'énergie de recouvrer, à un instant donné, la faculté de lutter de nouveau contre son vainqueur. Celui-ci reprend alors le droit de ne plus faire quartier à un ennemi qui est redevenu dangereux. Il y a là une appréciation fort délicate, subordonnée aux circonstances.

Aussi la Conférence de La Haye de 1899 a-t-elle voulu observer sur cette importante question une certaine réserve, imitant en cela la Conférence de Bruxelles de 1874. A cette époque, en effet, le Maréchal de camp Servet, représentant de l'Espagne, avait voulu faire préciser les cas où le meurtre des prisonniers serait légitime, à l'aide de l'article suivant : « Les troupes escortant un convoi de prisonniers de guerre ne pourront exécuter ces derniers, même au cas où elles seraient attaquées dans leur marche par des forces ennemies et où le but de celles-ci seraient de délivrer les dits prisonniers. Mais si les prisonniers prenaient part au combat dans n'importe quel sens, ils perdraient par ce fait leur caractère de prisonniers de guerre. » La Commission n'adopta pas cet

article, déclarant que les cas visés étaient des cas spéciaux qui devaient rentrer dans les principes généraux (1).

Il est impossible de lier les mains d'avance à un chef responsable. « Il est des cas, dit Heffter, où la nécessité de la légitime défense et les fins suprêmes de la guerre feront repousser la reddition offerte (2). »

La pitié deviendrait alors une faiblesse, et l'humanité un crime de lèse-patrie.

Ce qu'il faut interdire absolument et ce qui a été interdit, comme nous l'avons vu, par le Règlement de La Haye (art. 23, d) c'est *la déclaration qu'il ne sera pas fait de quartier*. La Convention ne partageait pas cette opinion, lorsque par le Décret du 7 prairial an II (26 juin 1794), elle décida qu'il ne serait pas fait de prisonniers anglais ou hanovriens, et lorsqu'elle prit, à l'égard des Espagnols, une décision aussi implacable par le Décret du 24 thermidor an II (11 août 1794).

Mais le duc d'York ayant fait ressortir le caractère odieux de ces Décrets en recommandant de traiter avec modération les prisonniers français, la Convention rapporta le 30 décembre 1794 la mesure rigoureuse qu'elle avait prise (3). Les Instructions américaines de 1863 reconnaissent (art. 60), au contraire, qu'il n'est pas dans les usages des guerres modernes de *décider*, dans un sentiment de haine ou de vengeance, qu'il ne sera fait *aucun quartier* à l'ennemi. Aucun corps de troupes n'a le droit de *déclarer* qu'il n'accordera, et par conséquent qu'il n'acceptera pas de quartier. Mais il est licite à un

(1) Conférence de Bruxelles, séance de la Commission du 5 août 1874.

(2) *Droit intern. de l'Europe*, trad. Bergson, § 127.

(3) de Martens, *Recueil des traités*, t. VI, p. 750.

commandant d'enjoindre à ses troupes, *dans certains cas extrêmes*, de ne point faire quartier, si son propre salut lui rend impossible de s'encombrer de prisonniers. Les Instructions américaines défendent donc la *déclaration* qu'il ne sera pas fait quartier ; mais elles admettent qu'on peut refuser de faire quartier aux troupes qui ne font pas quartier elles-mêmes (art. 62), à celles qui combattent sous l'uniforme de leur ennemi sans porter un insigne apparent et uniforme qui les en distingue (art. 63), à l'ennemi épargné par suite d'une méprise sur son véritable caractère, et qui n'en est pas moins passible de la peine capitale (art. 66).

Le Règlement espagnol sur le Service des armées en campagne déclare bien (art. 905) que de nos temps la guerre n'a pas pour objet l'extermination de l'ennemi, et que les efforts d'une armée doivent tendre à la capture du plus grand nombre possible de prisonniers. Mais dans l'article suivant, il admet la guerre sans quartier et recommande seulement en pareil cas, de ne pas massacrer (*pasar a cuchillo*) les hommes hors de combat. Le Règlement espagnol n'interdit donc pas positivement la déclaration de ne pas faire quartier et cela peut faire craindre des épisodes terribles et regrettables, si une guerre avait pour théâtre la péninsule ibérique, à cause du caractère violent des habitants et de la campagne de partisans et de guérillas qui s'y impose. Il ne faut pas oublier les déclarations de « guerre à mort et sans quartier » faites le 4 août 1808 à Saragosse par Palafox, et le 4 décembre 1811 par Mina en Navarre (1). Ces sortes de déclarations sont assez rares ; citons cependant celle beau-

(1) Maréchal Jourdan, *Mémoires sur la guerre d'Espagne*, p. 57.

coup plus ancienne du comte de Douglas annonçant au duc de Bedford, avant la bataille de Verneuil en 1423, qu'il ne donnerait ni n'accepterait de quartier (1).

Ce procédé est généralement désavantageux pour celui qui l'adopte, car ses adversaires, sachant qu'ils seront tués même s'ils se rendent, lutteront avec toute l'énergie du désespoir, plutôt que de capituler peut-être à la première sommation ; l'instinct de la conservation transformera ainsi les plus lâches en héros.

Il faut donc regarder la déclaration faite d'avance qu'on n'accordera pas de quartier, comme une mesure qui n'est ni avantageuse ni recommandable. Aussi est-elle nettement désapprouvée par le Manuel de Droit international à l'usage des officiers de l'armée française, qui estime même « qu'aucun des belligérants n'est autorisé à proclamer par avance qu'il n'acceptera pas de quartier pour lui-même, afin d'en refuser le bénéfice à son adversaire. » Car « avec de pareils procédés la guerre ne tarderait pas à prendre un caractère sauvage que les mœurs réprouvent. » Le Manuel défend également, lorsqu'on somme une place de se rendre, d'ajouter qu'en cas de refus, les défenseurs n'auront pas de merci à attendre ; en cas de capitulation sans condition, le droit des gens moderne n'autorise plus le vainqueur à passer la garnison au fil de l'épée (2). On doit donc réprouver la conduite de Porfirio Diaz adressant aux défenseurs de la Puebla deux sommations de se rendre, avec menace de les passer au fil de l'épée s'ils n'obtempéraient pas à ses

(1) Fr. Michel, *Les Ecossais en France*.

(2) *Manuel de droit intern. à l'usage des officiers de l'armée française*, p. 12, 23 et 64.

injonctions, et faisant fusiller, après la prise de la ville, tous les officiers au dessus du grade de lieutenant (1). Blâmons également les Chiliens qui, le 7 juin 1880, massacrèrent la garnison d'Arica, dont le commandant, Francisco Bolognesi avait refusé de capituler.

On ne doit pas menacer un chef, et à plus forte raison une garnison, de les punir parce qu'ils font leur devoir en défendant jusqu'à la dernière extrémité la place qui leur a été confiée.

La conclusion de ce chapitre est donc celle-ci : on ne doit pas déclarer d'avance que l'on refusera de faire quartier, systématiquement et de parti pris, mais il y a des circonstances où un chef sera contraint de ne pas faire quartier à ses ennemis. Ce ne sera pas en tout cas, pour se procurer la barbare et vile satisfaction de tuer pour le plaisir de tuer ; un tel sentiment n'existe plus désormais chez les peuples civilisés car :

« Dieu qui nous envoie

« Aux combats, en permet l'ardeur, mais non la joie (2). »

Ce sera peut-être à titre de représailles, bien que ce procédé devienne une exception de plus en plus rare. « Il se peut, dit M. Pillêt, qu'un général se voie obligé de faire fusiller quelques prisonniers, en raison de la conduite incorrecte que tient son adversaire, qu'il manifeste par là, la ferme intention d'obliger son ennemi au respect des lois de la guerre, mais encore ne s'y résoudra-t-il qu'à la dernière extrémité (3). » Les représailles

(1) *La Liberté*, numéro du 12 mai 1867.

(2) H. de Bornier, *La fille de Roland*, acte I, sc. 2.

(3) A. Pillêt, *Les lois actuelles de la guerre*, ch. VI, p. 149.

ainsi exercées ne doivent donc pas être décidées par esprit de vengeance, mais comme moyen de coercition : elles sont tolérées quand elles restent la seule sanction efficace du droit de la guerre, à la condition d'être aussi restreintes que possible, et de ne pas dépasser en rigueur, les infractions qu'il s'agit de réprimer (1). Peu d'écrivains contestent la légitimité des représailles en pareil cas : ne pas l'admettre dans ces conditions ce serait faire preuve, dit Lueder (2), « d'une méconnaissance du sens, de la gravité et du droit de la guerre, méconnaissance qui découlerait d'une sensibilité humaine, sans doute concevable, mais exagérée et injustifiée. Il ne faut pas perdre de vue que l'on doit se préoccuper ici en première ligne des nécessités de la guerre et de la sécurité de l'Etat, et non de la considération qu'à tout prix les prisonniers ne doivent pas être molestés. »

La raison prédominante qui empêchera de faire quartier est donc la nécessité de guerre inéluctable, le devoir de conservation des troupes, et l'intérêt suprême de la patrie. Il faut admettre qu'un général pourra recourir à cette mesure rigoureuse s'il croit sincèrement ne pouvoir s'en dispenser. Eriger en principe absolu l'obligation de faire quartier serait une faute. Car, ainsi que le dit M. Renault, « tout en étant préoccupé des exigences de l'humanité, il ne faut pas oublier les nécessités de la guerre, il convient d'éviter des prescriptions inspirées sans doute par des sentiments généreux, mais exposées à être méconnues par les belligérants dont elles entraveraient l'action. L'humanité ne gagne pas beaucoup par

(1) *Manuel de droit intern. pour les officiers français*, p. 26.

(2) *Lundkriegsrecht*, p. 73.

l'adoption d'une règle qui doit rester à l'état de lettre morte, et la notion des engagements pris s'en affaiblit. Il est donc indispensable de n'imposer que des obligations qui puissent être respectées en toutes circonstances, et de laisser aux combattants la latitude dont ils ont besoin (1). »

D'ailleurs la nécessité de faire périr des hommes que l'on ne pourrait garder comme prisonniers deviendra de plus en plus rare dans les guerres européennes. Car les moyens de transport, rapides et mieux organisés, permettront de débarrasser le théâtre de la guerre des ennemis captifs beaucoup plus promptement qu'autrefois. Ce n'est donc que très exceptionnellement qu'un chef aura à se demander s'il a le droit d'anéantir des ennemis qu'il lui serait impossible de conserver au milieu de ses troupes. Ainsi la cruelle alternative de savoir s'il faut ou s'il ne faut pas faire quartier se présentera de moins en moins souvent.

En tout cas, il doit demeurer bien entendu, que s'il est quelquefois admissible de ne pas faire quartier, il est par contre, beaucoup plus grave de mettre à mort un prisonnier dont on a formellement accepté la soumission, et à qui l'on a, en quelque sorte, engagé sa parole de lui laisser la vie sauve. Il n'y a qu'une tentative d'évasion, ou un acte criminel de la part de ce prisonnier, qui puisse légitimer cette mesure extrême, ainsi que nous le verrons dans les deuxième et troisième parties de cette étude.

(1) Actes de la Conférence de la Haye : Annexe au procès-verbal de la séance du 20 juin 1899, III^e partie, p. 19.

DEUXIÈME PARTIE

LA CAPTIVITÉ

CHAPITRE PREMIER

CONSÉQUENCES IMMÉDIATES DE LA CAPTURE

Maltraiter un prisonnier est une lâcheté impardonnable. — Désarmement des prisonniers : usage de laisser leur épée aux officiers prisonniers ; prétention des Russes de la garnison de Port-Arthur. — Sort des drapeaux. — Interdiction de dépouiller les prisonniers des objets leur appartenant personnellement ; séquestre des objets de valeur ; restitution à la fin de la captivité. — Prohibition absolue des tortures physiques, de l'extorsion de renseignements : Ségur et Kaminski ; *pigs sticking* des Anglais au Transvaal. — La mise à mort des prisonniers : opinion du Grand Etat-Major allemand. — Situation précaire des prisonniers tant qu'ils sont près du moment et du lieu de leur capture : misère atroce des troupes captives au lendemain de Sedan et de Metz ; ascétisme japonais et sybaritisme russe. — Intensité, mais courte durée des premières souffrances des prisonniers.

Le belligérant qui est réduit en captivité se trouve par là-même à la disposition de son vainqueur. Mais celui-ci

ne peut plus, comme dans l'antiquité, abuser de sa supériorité soit pour mettre à mort son prisonnier, soit pour le torturer, soit même seulement pour l'insulter. Nous avons rappelé dans la première partie de cette étude, la lente évolution qui s'est heureusement produite dans les usages de la guerre et qui n'a pas eu pour moindre résultat la conception moderne du prisonnier, en vertu de laquelle ce dernier n'est plus astreint qu'à une privation temporaire de la liberté, et doit être traité avec humanité sans subir aucun outrage (1). « Un prisonnier a droit à toute votre protection, dit le général de Brack ; elle doit être aussi active et fraternelle que possible. Maltraiter un prisonnier est une lâcheté impardonnable : il faut faire pour lui ce que vous voudriez qu'il fît pour vous en pareille occasion (2). » Cette pensée généreuse devrait toujours apparaître dans les mesures que les puissances modernes adoptent pour déterminer le sort de leurs captifs. Les peuples civilisés reconnaissent d'ailleurs, sans exception, aujourd'hui, que les prisonniers de guerre ne sont plus au pouvoir des individus ou des corps qui les ont capturés, mais de l'Etat ennemi au nom duquel ils ont été faits prisonniers. Le Règlement de La Haye a affirmé ce changement dans son article 4. C'est donc le gouvernement de cet Etat, et non pas ses soldats, qui dispose de la personne des prisonniers, et qui règle les détails de leur captivité en tenant compte des principes admis par la Convention internationale sur les lois de la guerre que nous venons de citer. Le plus souvent il fait connaître ses prescriptions en les insérant dans des Instructions ou

(1) 1^{re} partie, chap. I.

(2) Général de Brack, *Avant-postes de cavalerie légère*, p. 273.

dans un Règlement pour le Service de ses armées en campagne (1) ; mais quelquefois, il se donne la peine d'édicter un Règlement spécial pour les prisonniers de guerre, soit à l'occasion, soit en prévision d'un conflit armé. C'est ce que firent la France le 6 mai 1859, puis le 21 mars 1893 ; la Russie le 10 juillet/1 août 1877, puis le 14/27 juin 1904 ; le Japon le 14 février 1904. Cette dernière puissance publia, en outre toute une série de réglementations accessoires concernant les captifs dont nous avons donné l'énumération au chapitre I de la I^{re} partie. Ces documents, malgré leurs origines différentes, ont entre eux la plus grande analogie : ils ont devancé ou adopté en les développant considérablement les dispositions qui font la matière du chapitre II du Règlement international de La Haye sur les lois de la guerre ; ils renferment par conséquent les renseignements les plus utiles pour la solution des problèmes que soulève la captivité des prisonniers de guerre. Nous nous y reporterons donc fréquemment afin de ne pas négliger, dans cette étude, le côté pratique des questions et la réalité des faits.

La prudence la plus élémentaire commande au belligérant qui vient de faire un prisonnier, de lui retirer au plus tôt les armes qu'il peut avoir à sa disposition, lorsque le geste de les jeter au loin n'a pas été le signe de sa reddition. Il est même nécessaire de fouiller le prisonnier pour qu'il ne dissimule pas sur lui un revolver ou quelque arme blanche.

Quand il s'agit d'une reddition collective, d'une

(1) Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Allemagne, Portugal, Autriche-Hongrie.

capitulation, on a parfois la générosité d'épargner aux vaincus l'humiliation de déposer leurs armes aux pieds de leurs vainqueurs. Cet adoucissement à l'amertume d'une défaite fut accordé aux troupes françaises à Sedan en 1870 : elles reçurent l'ordre de laisser leurs fusils, sabres et baïonnettes, en tas dans la ville où les autorités allemandes les recueillirent après l'évacuation de la place. Les armes enlevées aux prisonniers deviennent la propriété, non pas des soldats qui les ont prises, mais de l'Etat. Celui-ci peut en disposer sans cesser d'obéir au principe de l'inviolabilité de la propriété privée, exigée par la civilisation de la guerre : car ce principe n'enlève pas à l'occupant le droit de saisir les armes, même lorsqu'elles appartiennent à des particuliers (1).

En vertu d'un usage ancien, il convient de rendre aux officiers et assimilés faits prisonniers leur épée, ce symbole du commandement, qu'un guerrier ne voit pas sans un cruel déchirement tomber entre les mains de l'ennemi. Roland à Roncevaux s'efforça, mais en vain, de briser Durandal pour la soustraire au contact des Sarrazins. François I^{er}, vaincu à Pavie, ne voulut pas que le traître Bourbon touchât son épée et ne la remit qu'au vice-roi de Naples qui la reçut à genoux. Les belligérants modernes s'accordent pour rendre hommage au courage malheureux en ne privant pas les officiers de leur épée ou plutôt de leur sabre, puisque c'est à présent l'arme universellement adoptée par eux. On ne comprendrait

(1) Règlement de La Haye, art. 53. — D'après l'art. 9 du Règlement français sur les prisonniers de 1893, les armes et les munitions enlevées aux prisonniers sont versées au service de l'artillerie, les équipements au service de l'intendance et les chevaux avec leurs harnachements au service de la remonte.

plus aujourd'hui les outrages qu'eut à subir le général français Vandamme en 1813. Fait prisonnier au combat de Kulm, il fut conduit devant l'empereur de Russie et son frère, le grand-duc Constantin. Ce dernier arracha lui-même son épée à cet héroïque soldat, en l'insultant. Vandamme, indigné de ce procédé, s'écria : « Mon épée est facile à prendre ici ; il eût été plus noble de venir la chercher sur le champ de bataille ; mais il paraît que vous n'aimez que les trophées qui ne coûtent pas cher. » En entendant ces paroles, l'empereur Alexandre furieux, ordonna d'arrêter Vandamme auquel il appliqua les épithètes de pillard et de brigand. Vandamme répondit en regardant Alexandre fièrement en face : « Je ne suis ni pillard, ni brigand ; mais dans tous les cas, mes contemporains et l'histoire ne me reprocheront pas d'avoir trempé mes mains dans le sang de mon père ! » Alexandre pâlit à cette allusion faite à l'assassinat de Paul I^{er} son père, auquel la voix publique l'accusait d'avoir donné son assentiment, et s'éloigna rapidement pendant qu'on emmenait Vandamme vers les frontières de la Sibérie (1). Le Tsar eut sans doute quelques remords d'une pareille conduite, car, pendant la campagne de France, le 25 mars 1814, après le combat de la Fère-Champenoise, il se fit présenter les généraux Pacthod et Amey, prisonniers des Russes ; il leur exprima en termes émus l'admiration que lui avait inspirée leur héroïque défense et donna ordre de leur rendre leur épée, leurs chevaux, et les objets leur appartenant (2). Le soir de Bazeilles, le commandant Lambert et les capitaines Ortus et Aubert

(1) Marbot, *Mémoires*, t. III, ch. xxv.

(2) Commandant Weil, *La Campagne de 1814*.

qui avaient si héroïquement défendu la maison des *Dernières Cartouches* furent conduits devant le prince royal de Prusse. « Messieurs, leur dit celui-ci, gardez votre épée, car je n'admets pas qu'on désarme d'aussi braves soldats que vous (1). »

Les capitulations de la guerre de 1870-71 contenaient des clauses autorisant les officiers français à emporter en captivité leur épée : citons les capitulations de Sedan (art. 2), de Metz (art. 4), de Verdun (art. 4), de la Fère (art. 4), de Laon, de Thionville, de Rocroi, etc. On trouve des dispositions analogues dans la capitulation de Nisch, pendant la guerre turco-serbe de 1878, dans celle de Port-Arthur, de 1905, (art. 7). Nous avons vu (2), en cherchant les différentes définitions du prisonnier de guerre, que la Conférence de La Haye de 1899 n'avait pas voulu reproduire celle qu'on lit dans le Projet de Déclaration de Bruxelles de 1874, « les prisonniers sont des ennemis légaux et *désarmés* » (art. 23). La raison de ce refus est sans doute la coutume généralement établie de laisser aux officiers captifs leur sabre ou leur épée, par conséquent de ne pas les désarmer. Le Règlement concernant les lois de la guerre de 1899 ne fait pas, il est vrai, mention de cet usage ; il dit même que les armes ne restent pas la propriété du prisonnier (art. 4) ; mais cela s'applique aux armes des simples soldats, et ses rédacteurs ayant supprimé du texte de 1874, le terme désarmé, il est permis de penser que d'après l'esprit du Règlement, il est convenable, sinon obligatoire, pour un vainqueur, d'accorder aux officiers

(1) Lieut.-colonel Rousset, *Episodes de la guerre de 1870 71*, p. 123.

(2) 1^{re} partie, chap. I, p. 8.

prisonniers cette marque de courtoisie (1). L'existence de cet usage est affirmée non seulement dans les capitulations que nous avons citées et dans d'autres encore, mais aussi dans les Instructions américaines de 1863 : « Tout officier qui est capturé doit remettre son épée. Elle peut lui être rendue dans certains cas par le commandant en témoignage d'admiration pour la bravoure dont il a fait preuve, ou de reconnaissance pour l'humanité avec laquelle il a traité les prisonniers avant d'être pris » (art. 73). Le Règlement italien « Servizio in guerra » du 16 septembre 1896, veut que tous les prisonniers de guerre soient désarmés, sans excepter les officiers de tout grade, mais à ceux-ci on pourra, par ordre supérieur, laisser ou rendre leur épée (art. 715). Le Règlement français sur les prisonniers de guerre, du 21 mars 1893, déclare que « le commandant en chef peut autoriser les officiers et assimilés à conserver leur sabre ou leur épée ainsi que les autres armes qui sont leur propriété particulière. Toutefois les armes à feu ne peuvent leur être restituées qu'après avoir été déchargées et que leurs munitions ont été livrées » (art. 10). Enfin le Règlement japonais sur le traitement des prisonniers de guerre, du 14 février 1904, porte que « le commandant d'une armée ou le commandant d'une division indépendante peut laisser emporter aux officiers prisonniers de guerre..... leur propre sabre ou épée, lorsqu'il y a lieu de les honorer d'une manière toute spéciale. Dans ce cas, les noms et prénoms des officiers ainsi honorés seront communiqués

(1) Voir à ce sujet le débat intervenu entre le comte Lauza, délégué de l'Italie, le général Arnaudeau, délégué de la France, le baron Lambermont, délégué de la Belgique. (Actes de la Conférence de Bruxelles de 1874 : séance de la Commission du 5 août 1874).

avec les motifs du traitement spécial au grand quartier général des armées qui, à son tour, en informera le ministre de la guerre. Toutefois les dépôts des prisonniers de guerre prendront en garde les armes de ces officiers (art. 10). »

Cette dernière phrase prévoit une difficulté que soulevèrent en effet des officiers russes internés au Japon après la capitulation de Port-Arthur, en 1905. Ces officiers émirent la prétention de porter effectivement leur épée au côté pendant leur captivité. Ils invoquaient l'article 7 de cette capitulation où l'on avait malencontreusement employé l'expression anglaise « *to wear sword* », *porter l'épée*, tandis qu'on lisait dans les capitulations précédentes qui avaient servi de modèles « *emporter l'épée* » (Metz, art. 4), « *conserver l'arme* » (Sedan, art. 2), « *emmener les armes* » (Belfort, art. 2) et que l'article 10 du Règlement japonais que nous venons de citer et auquel les prisonniers russes devaient avant tout se soumettre, contenait le mot *emporter*. Porter l'épée signifie que l'on peut en faire usage, tandis que emporter, conserver ou emmener une épée indique simplement une idée de propriété de l'arme qui est laissée aux officiers comme une relique, comme le témoin de leurs succès et de leurs revers. Cet instrument de guerre est frappé d'interdit jusqu'à la libération de son maître qui ne saurait avoir la prétention de le laisser traîner insolemment sur les pavés de la ville où il est interné. Le vainqueur agit donc sagement en ne dépouillant pas les officiers captifs de leur épée, mais en leur interdisant de la porter et par suite d'en faire intempestivement jaillir la lame hors du fourreau (1).

Au moment de leur reddition, les prisonniers peuvent

(1) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 319.

avoir entre les mains des drapeaux, symboles de l'honneur militaire, images de la patrie. Le vainqueur ne manquera pas de s'emparer de ces glorieux trophées, même lorsqu'une main criminelle ne les déposera pas humblement à ses pieds, comme Bazaine, à Metz, « descendant autant qu'on peut descendre par le mépris du devoir et l'oubli de l'honneur » (1). Pour éviter le retour d'une pareille infamie, qui arracha à la France 53 étendards, notre Règlement sur le service des places, déclare qu'« en aucun cas le gouverneur ne doit rendre la place avant d'avoir détruit les drapeaux » (art. 209), et notre Règlement sur le service des armées en campagne prescrit que « lorsque le gouverneur d'une place ou le commandant d'un fort est arrivé au terme de la résistance, il détruit les drapeaux » (art. 288). Cette destruction doit être opérée avant la signature de la capitulation, sans quoi la troupe prisonnière se verrait dans la déplorable alternative de trahir sa patrie en livrant ses drapeaux ou de violer la parole donnée à l'ennemi en anéantissant des objets dont elle n'a plus la libre disposition.

S'il est tout à fait légitime d'enlever aux prisonniers leurs armes et leurs munitions, ainsi que leurs papiers militaires, on ne peut, par contre, sans violer le principe moderne du respect de la propriété privée en temps de guerre, les spolier des autres objets dont ils sont porteurs et qui ne présentent pas pour leurs gardiens, une cause d'insécurité. « Dépouiller les prisonniers... constitue une des plus grandes hontes pour un honnête

(1) Paroles du général Pourcet citées par le commandant Guelle. (*Précis des lois de la guerre*, part. II, p. 261).

soldat, » dit un des onze articles dans lesquels les Instructions à l'armée russe, du 14/27 juin 1904, instruisent le soldat moscovite des lois et coutumes de la guerre en termes d'une simplicité biblique (1). Aussi n'est-ce pas sans une vive répugnance que l'on a vu, en 1870, des soldats, et même des officiers allemands, détrousser leurs prisonniers, s'emparer des objets qui leur appartenaient personnellement, s'approprier leur montre et leur portemonnaie (2). Les Allemands qui tombaient au pouvoir de nos troupes étaient fréquemment munis de montres soustraites à des prisonniers français. Pendant la guerre Sud-africaine, les prisonniers Boërs furent constamment dépouillés par les Anglais de leurs vêtements, de leurs bijoux, de leur argent. Le général Kock fut privé de sa montre et on ne lui laissa, pour tout habit, qu'un simple manteau. Il est vrai que le général White lui témoigna quelques regrets de cette faute contre l'humanité qui doit être rejetée sur des officiers subalternes ou des soldats anglais (3).

De tels actes sont de véritables vols, si l'on se rapporte aux termes de l'article 4 du Règlement de La Haye de 1899 : « Tout ce qui appartient personnellement aux prisonniers, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, restent leur propriété. » Le droit de conquête ne s'applique qu'aux choses engagées dans la lutte, au matériel de guerre qui est présumé avoir été abandonné au sort des

(1) Voir la traduction de ces Instructions dans la *Revue militaire de l'Etranger*, 1905, p. 89.

(2) A. Duruy, *Souvenirs de campagne et de captivité*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1871, p. 441.

(3) *Revue gén. de droit intern. public*, 1901 : Pratiques anglaises dans la guerre du Transvaal, par Mérignhac.

combats, de telle sorte que le vainqueur peut se l'approprier. Il n'en est pas de même de tout ce qui peut être considéré comme une propriété privée dont le respect s'impose en vertu de la civilisation de la guerre. La doctrine (et la pratique) allemande admettaient autrefois, comme licite, l'appropriation de la propriété privée en ce qui touche les objets que le combattant vaincu porte sur lui. Heffter regardait le butin comme un mode d'acquisition régulier (1), et d'après une brochure intitulée *Plunderungen et Beutemachen* — pillages et butins — publiée à Berlin et citée par le commandant Guelle (2), les troupes allemandes recevaient en 1870-71, 10 % de la valeur de chaque objet pris. Mais Bluntschli blâme le butin (3), et nous lisons dans le Manuel allemand sur les Lois de la Guerre, publié récemment par le Grand Etat-Major, que « la prise d'objets de valeur, d'argent, etc., est interdite, et que l'appropriation doit se limiter aux objets d'équipement militaire » (4). Aujourd'hui, l'opinion publique est unanime à dire avec les Instructions américaines de 1863 que spolier un prisonnier de l'argent et des autres valeurs ou objets de prix trouvés sur sa personne, tels que montres ou bijoux... est interdit comme un acte déshonorant (art. 72). Aussi doit-on se féliciter que le Décret du 26 juin 1901, ait abrogé, en France, l'article 219 du Service des armées en campagne, relatif aux prises. Cet article n'était plus conforme aux lois de la guerre moderne, puisqu'il assurait aux militaires capteurs, la propriété des objets enlevés à l'ennemi, et partageait entre

(1) Heffter, *Droit intern. de l'Europe*, trad. Bergson, liv. II, § 135.

(2) *Précis des lois de la guerre*, II, pp. 87-88.

(3) *Droit international codifié*, § 659.

(4) Trad. Carpentier, p. 131.

eux en proportion de leur grade, le produit de la vente de ces objets.

Toutefois, il demeure loisible à un belligérant de retirer temporairement à ses prisonniers la jouissance de leurs objets de valeur, à charge de les restituer intégralement au moment de leur libération ; car il ne faut pas leur laisser entre les mains les moyens de s'enfuir ou d'acheter leurs gardiens. Ce séquestre momentané fera l'objet d'un récépissé qui servira plus tard au prisonnier à faire valoir ses droits. Telle est la sage disposition édictée par les articles 4 et 35 du Règlement temporaire russe sur les prisonniers de guerre de 1877. La garde en *dépôt* des valeurs qui pourraient servir au prisonnier pour s'évader, est prévue par le Règlement espagnol (art. 907), portugais (art. 1093), et japonais (art. 9). Le Manuel des Lois de la guerre allemand déclare que « si, pour des motifs spéciaux, certains objets ont été enlevés aux prisonniers, ils doivent être conservés dans des locaux appropriés et être restitués à la fin de la captivité » (1). Le Règlement français de 1893 sur les prisonniers de guerre, par une omission inexplicable, n'a pas prévu le sort des objets retirés provisoirement aux captifs. Il eut été facile d'en confier la garde aux comptables des dépôts de prisonniers qui doivent déjà prendre en charge les dons et secours en deniers et en nature envoyés aux captifs (art. 79), et à qui sont versés les salaires gagnés par ceux-ci quand ils sont autorisés à travailler pour le compte des particuliers (art. 94). Cette lacune, au milieu de tant de détails si précis et si judicieux, est d'autant plus regrettable que certains officiers se trouvent parfois porteurs, en raison de leurs fonc-

(1) Trad. Carpentier, p. 34.

tions, de sommes importantes qui ne leur appartiennent pas, mais qui leur ont été confiées pour assurer le service de la solde, des approvisionnements, etc. C'est ce que M. Holland fait remarquer, disant que l'on peut se demander si les sommes d'argent considérables trouvées sur les prisonniers ou dans leurs bagages, sont en réalité leur propriété particulière (1). Si ces deniers appartiennent à l'Etat ennemi, il n'en est pas moins équitable de délivrer à l'officier auquel on les enlève, un reçu sans lequel celui-ci ne pourrait se justifier de la disparition des fonds qui lui ont été remis, et dont il devra rendre compte à son retour de captivité.

Si la civilisation de la guerre n'admet plus que l'on dépouille un prisonnier, elle s'oppose encore davantage à ce que son capteur lui inflige des tortures physiques. Lorsque nous avons expliqué quelle était la notion moderne du prisonnier de guerre, nous avons vu que les règlements militaires de tous les pays s'accordaient pour interdire d'infliger des mauvais traitements aux ennemis captifs (2). L'opinion publique se révolte aujourd'hui en songeant que les Egyptiens dénombraient leurs prisonniers en les mutilant (3); que les Athéniens condamnèrent les Eginètes à avoir le pouce coupé pour qu'ils ne puis-

(1) *The laws and custom of war*, p. 44.

(2) 1^{re} partie, ch. 4. Voir règlements sur le Service en campagne des armées françaises (art. 200), allemandes (art. de guerre n° 17), espagnoles (art. 907), américaines (art. 56), portugaises (art. 109¹), italiennes (art. 713), et surtout Règlement de La Haye (art. 4) : « Les prisonniers doivent être traités avec humanité. »

(3) C'est sans doute pour les imiter qu'après la bataille d'Adoua, le roi d'Abyssinie, Ménélick, fit couper le poing droit et le pied gauche aux prisonniers Ascaris, auxiliaires indigènes italiens.

sent plus se servir de la lance; que César fit trancher les mains aux défenseurs d'Uxellodunum ; que l'empereur grec Basile, s'étant emparé de 15.000 Bulgares, en 1013, eut la cruauté de leur faire crever les yeux, n'en épargnant qu'un par centaine pour reconduire les autres dans leur pays. Toute souffrance physique, toute brutalité, tout outrage que ne nécessitent pas les mesures indispensables pour assurer la garde des prisonniers et empêcher leur fuite, constitue un lâche abus de la victoire. Enchaîner des captifs à la façon des malfaiteurs est même un procédé qui répugne à l'esprit militaire moderne et qui n'est justifié que par une rébellion, une tentative d'évasion (1).

Ce qui est surtout indigne d'un belligérant civilisé, c'est d'user de tortures physiques envers un prisonnier pour le faire sortir de son mutisme et lui arracher des indications sur l'armée à laquelle il appartient. Xénophon, pendant la Retraite des Dix mille, ayant interrogé en vain deux prisonniers sur la force et les positions de ses adversaires, fit écorcher vif l'un d'eux sous les yeux de son camarade pour délier la langue de celui-ci (2). Les indiscretions d'un prisonnier peuvent fournir de précieux renseignements sur le parti opposé, mais elles doivent être provoquées par un interrogatoire adroit, par l'appât d'une récompense, à la rigueur par des menaces, jamais par des voies de fait. Napoléon I^{er}, se trouvant à Mölk quelque temps avant la bataille d'Essling, désirait savoir si le corps du général Hiller faisait partie de l'armée autrichienne qu'il croyait de l'autre côté du Danube. Il donna

(1) « Les liens, dit le *Manuel des lois de la guerre allemand*, ne doivent être employés que pour des motifs spéciaux qui les justifient ou les rendent nécessaires. » (Trad. Carpentier, p. 30).

(2) Xénophon, *Retraite des Dix Mille*, liv. IV, ch. 1.

donc pour mission au capitaine de Marbot d'aller enlever pendant la nuit, un soldat ennemi sur la rive opposée. L'entreprise était périlleuse, car le Danube débordé, avait une lieue de large et charriait des troncs d'arbres : elle réussit cependant et Marbot rapporte que les trois Autrichiens qu'il ramena, après mille dangers, auprès de l'empereur, furent traités avec douceur, donnèrent quelques renseignements et furent relâchés après avoir reçu quelques pièces d'or (1). Moins favorisé fut le général de Ségur qui, fait prisonnier par les Russes en 1806, reçut du feld-maréchal Kaminski, l'ordre de répondre à un certain nombre de questions sur l'armée française. Ségur ayant refusé d'obéir, ajoutant qu'il tenait trop à l'estime de Kaminski pour lui répondre, celui-ci furieux, commanda à six Cosaques d'attacher les mains au général français et de l'emmener au fond de la Russie à pied, au milieu de leurs chevaux et à l'instant même (2). La conduite de Kaminski fut odieuse et se trouve en contradiction avec les prescriptions des Règlements militaires modernes qui défendent de contraindre par la force les prisonniers de guerre à donner des renseignements sur les troupes dont ils font partie, ou même, ajoute le Règlement espagnol (art. 909), sur les événements politiques de leur pays. Ces Règlements rappellent du reste aux prisonniers qu'ils ne peuvent renseigner ainsi l'ennemi sans forfaire à l'honneur (3).

(1) Marbot, *Mémoires*, liv. II, ch. 14.

(2) Ségur, *Mémoires*, liv. XXII, ch. 4 et s.

(3) Voir Règlement espagnol (art. 909), portugais (art. 1097), italien (art. 733), austro-hongrois (art. 901), Manual of military law (art. 19), Instr. américaines (art. 80). *Manuel de droit intern.* à l'usage des officiers français, p. 76

A l'époque où nous vivons, il semble invraisemblable que des belligérants civilisés se soient laissés aller à infliger à leurs prisonniers de lents et cruels supplices, sans autre mobile que la satisfaction d'une révoltante sauvagerie. Les Anglais nous ont donné pourtant un répugnant exemple de barbarie pendant la guerre du Transvaal. Un Burgher, Karel Kannemeyer, interné à Simonstown, parvint à s'évader le 6 avril 1900 : il arriva à Paris et y fut interviewé par le journal *La Liberté*. Voici le fait qu'il rapporta comme s'étant passé sous ses yeux : un Burgher, nommé Baumann, qui montait la garde auprès de Kimberley, fut assailli par les lanciers de French, et dut se rendre avec un de ses compagnons. Les lanciers placèrent ce dernier à 50 mètres d'eux ; puis ils se livrèrent sur lui au jeu de *pigs sticking* (en français, piquer les cochons). Ils couraient sur lui et le lardaient de leurs lances. L'homme tomba après avoir reçu quatre coups ; un des lanciers descendit alors de cheval en disant : « Je vais le sortir de cette vie de misère. » Et il l'acheva d'un coup de revolver. Baumann fut autorisé à parer les coups avec son sac, et il parvint à se garantir des plus vigoureux. Pour changer d'exercice, les Anglais s'amuserent alors au *lemon cutting*, qui consistait à fendre en deux, avec un sabre, un citron placé sur la tête de Baumann. Celui-ci eut un morceau du cuir chevelu grand comme la main enlevé en quelques secondes (1).

Les principes acceptés par les peuples civilisés qui proscrivent des actes aussi barbares, s'opposent à plus forte raison, à ce que l'on mette à mort les prisonniers de guerre. Nous avons eu l'occasion, à propos du refus de

(1) *La Liberté* du 18 mai 1900. *Le Temps* du 19 mai 1900.

faire quartier, d'établir une distinction entre le fait de ne pas accepter la soumission d'un ennemi, et celui d'immoler cet ennemi, après avoir reçu sa soumission (1). Le Grand Etat-Major allemand, admet cependant quatre circonstances dans lesquelles les prisonniers de guerre peuvent être mis à mort (2) :

1° Pour des crimes ou des actions punies de mort en vertu des lois civiles et militaires ;

2° En cas de résistance ou de tentative d'évasion ; (on aura alors le droit de faire des armes un usage qui pourra être meurtrier) ;

3° Par mesure de représailles dans des cas de nécessité urgente et inéluctable, et à titre de représailles contre des faits semblables ou d'autres infractions émanant du commandement ennemi ;

4° En cas de nécessité inéluctable, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de les garder et que la présence des prisonniers constitue un danger pour la propre existence du capteur.

Il n'y a pas d'objections à faire aux deux premiers cas, dans lesquels le prisonnier se met dans une situation spéciale ; nous reviendrons sur ce sujet quand nous parlerons de la discipline des prisonniers et de leur évasion. Il n'en est pas de même des deux autres cas. En effet, à la Conférence de La Haye de 1907, le général van den Bêr Portugael, représentant de la Hollande, fit part de l'intention qu'il avait eue de proposer un amendement à l'article 5 du Règlement international sur les lois et coutumes de la guerre, spécifiant les cas où un prisonnier

(1). 1^{re} partie, ch. VI, p. 220.

(2) *Lois de la guerre continentale*, trad. Carpentier, p. 36.

pourrait être mis à mort ; son projet ne citait que les deux premiers cas du Manuel allemand. Mais il déclara, non sans un peu d'ironie, qu'il n'avait pas soumis son amendement à la sous-commission, le jugeant inutile, puisque les termes de l'article 4 disent que les prisonniers doivent être *traités avec humanité*. « Il est dès lors dérisoire de déclarer que l'on peut les fusiller soit pour cause de représailles, soit parce qu'on les trouve embarrassants. »

Il ne faut cependant pas blâmer systématiquement le Grand Etat-Major allemand d'avoir admis les deux autres cas, correspondant aux représailles et à la nécessité inéluctable. Sans doute, les représailles constituent une pratique qu'il est bon de restreindre le plus possible, et de n'exercer que sur les personnes responsables des faits que l'on veut empêcher de se reproduire. Sans doute, le terme, nécessité inéluctable, est un peu élastique et permet de légitimer des abus indignes d'un belligérant civilisé — ces abus, il faut le remarquer, sont de moins en moins à craindre dans les guerres européennes, car ils soulèveraient tellement l'opinion publique contre son auteur que celui-ci en retirerait peut-être plus de dommage que s'il mettait en liberté quelques captifs. — Mais le Grand Etat-Major allemand n'a pas voulu limiter à la rébellion et à l'évasion la liste des causes qui justifient la mise à mort d'un prisonnier de guerre ; car, si le contrat du droit des gens passé entre le capteur et son prisonnier assure à celui-ci la vie sauve, c'est à la condition tacite que le parti auquel appartient le prisonnier se montrera respectueux, et des lois de la guerre, et de ce contrat. Aux deux premiers paragraphes visant les cas où le prisonnier dénonce de lui-même ce contrat, par un

crime ou en cherchant à reconquérir sa liberté, le Grand Etat-Major en a ajouté deux autres, déclarant que ce contrat peut devenir sans effet si les belligérants, frères d'armes du prisonnier, dont celui-ci demeure solidaire, se livrent à une violation des lois de la guerre (§ 3°) ou à une attaque susceptible de le libérer (§ 4°). Il se hâte du reste de dire un peu plus loin que « ce n'est que la plus extrême nécessité, le devoir de conservation personnelle et la sécurité de l'Etat qui peuvent justifier le meurtre des prisonniers ». En dehors de ces circonstances exceptionnelles, un tel acte demeurera toujours un crime lâche et abominable.

L'étude des pratiques de la guerre moderne nous permet de faire la constatation suivante : le sort des prisonniers est d'autant plus incertain et précaire que ceux-ci sont plus près du moment et du lieu de leur capture. Les belligérants sont parfois animés des meilleures intentions sans avoir le moyen de traiter leurs prisonniers avec tous les égards qu'ils voudraient. A ce point de vue la captivité de guerre peut se diviser en trois périodes : la première est celle qui suit immédiatement la capture et pendant laquelle le prisonnier séjourne dans le voisinage du champ de bataille, sous la garde des combattants auxquels il s'est rendu ; la deuxième comprend le transport du prisonnier du lieu de la capture au lieu où il sera interné ; la troisième commence le jour de son arrivée au lieu d'internement pour expirer le jour de sa libération. L'Etat capteur, pour se conformer à l'article 4 du Règlement de La Haye, doit traiter ses prisonniers avec humanité. Mais il faut reconnaître que si cette tâche est relativement facile pendant la dernière période de la captivité, elle est beaucoup plus malaisée pendant la deuxième et

surtout pendant la première. Imaginons-nous en effet le désarroi qui règne au lendemain d'une grande bataille, même dans l'armée victorieuse ; il faut combler les vides que les balles et la mitraille ont faits, poursuivre les vaincus, prendre des dispositions pour arrêter un retour offensif, pour parer à l'épuisement des vivres et des munitions.

S'il se produit alors quelques fautes contre l'humanité, c'est souvent en raison des circonstances, surtout lorsque le nombre des prisonniers surpasse toute espèce de prévision. C'est ce qui arriva à Sedan en 1870 ; les Allemands avaient à retenir prisonnière une armée de 83.000 hommes ; les moyens de transport manquaient pour évacuer instantanément de l'autre côté du Rhin cette énorme quantité de captifs.

Ils se hâtèrent donc, pour se prémunir contre les évasions, de les parquer comme un immense troupeau humain dans la presqu'île d'Iges. La situation de ces malheureux y fut épouvantable : sans abris, sous la pluie battante, ils étaient obligés de s'étendre sur le sol marécageux pour prendre quelque repos ; plusieurs imaginèrent de dormir dos à dos, debout, pour ne pas se coucher dans l'eau. Ne recevant pas de vivres, pas même de pain, ils se jetèrent sur un troupeau de moutons qui paissaient dans la presqu'île et en dévorèrent la chair à peu près crue, car ils manquaient également de bois. Ne pouvant faire du feu afin de sécher leurs vêtements trempés, ils étaient réduits à courir pour se réchauffer. Pendant huit jours, la Meuse ne cessa de charrier des cadavres d'hommes et de chevaux autour d'eux. Leur misère fut telle qu'un nombre considérable d'entre eux périrent et qu'on fut obligé d'emporter les morts par tombereaux

hors de la fatale presqu'île. Les Allemands avaient pris les mesures les plus rigoureuses pour empêcher toute tentative de fuite : deux canons étaient braqués à l'entrée de la presqu'île, et sur les rives opposées à celle-ci, des postes de Bavares, de Saxons, de Hessois, pourvus de pièces d'artillerie, formaient un cordon ininterrompu. Ces détails sont empruntés au récit fait par un témoin belge, M. C. Lemonnier (1). Deux mois plus tard, à Metz, comme à Sedan, rien n'était prêt pour le douloureux voyage des prisonniers que Bazaine venait de livrer à l'Allemagne. Ceux-ci campèrent donc au milieu des champs pendant 4 ou 5 jours, en plein air, sans tentes ni baraques, presque sans pain. La boue souillait leurs vêtements jusqu'au-dessus de la ceinture. Plusieurs tombaient pour ne plus se relever ; on les mettait sur des charrettes qui les ramenaient à Metz finir leur triste agonie. Les médecins allemands ont déclaré que les prisonniers de Metz, plus que les autres, ont enduré d'atroces douleurs. Leur estomac se refusait à tout service. Plusieurs ne pouvaient supporter même une légère tasse de café. Un grand nombre furent pris de ce qu'on appelle en allemand *hungertyphus*, typhus de la faim, maladie qui les emportait avec une rapidité foudroyante (2). La difficulté des circonstances peut excuser jusqu'à un certain point les mauvais procédés des Allemands vis-à-vis de leurs prisonniers, bien qu'en des journées moins troublées, ils n'aient pas manifesté à leur égard plus de mansuétude. Il faut donc admettre que le plus ou moins grand

(1) Général Ambert, *Récits militaires*, II, p. 366. Voir aussi : *Une armée prisonnière*, par A. Achard, dans la *Revue des Deux Mondes* de juillet 1871.

(2) R. P. de Damas, *Souvenirs de guerre et de captivité*, p. 207.

bien-être dont jouit une armée a une influence sur le traitement que subissent ses prisonniers : les vivres sont-ils en abondance, elle pourvoira facilement à leurs besoins ; est-elle en proie à la disette, elle ne peut s'empêcher de les considérer comme des bouches ennemies qu'elle ne peut rassasier qu'à son préjudice. « Un général, dit Marmont, ne serait-il pas criminel de faire vivre des ennemis aux dépens de ses troupes manquant de pain (1) ? » Si dans l'île Lobau, les Français en butte à de cruelles souffrances et manquant du strict nécessaire, ne purent faire des distributions aux prisonniers autrichiens qui furent réduits à manger de l'herbe, à râcler les os de cheval que nos soldats avaient abandonnés après en avoir ôté la viande (2), en revanche, après Austerlitz, les prisonniers russes furent fort bien traités et reçurent exactement leurs distributions (3), et, après Iéna, les Saxons captifs furent l'objet d'une grande sollicitude. « Nous leurs donnâmes, dit Coignet, tout notre vin, surtout aux blessés (4) . »

Le peuple japonais a obtenu après la campagne 1904-05, des remerciements très empressés et officiels de la part de ses adversaires « pour les soins dévoués dont les prisonniers de guerre russes ont été l'objet au Japon, au cours de la guerre » (5). Ces derniers eurent pourtant à

(1) Marmont, *Mémoires*, I, p. 12.

(2) Girault, *Les campagnes d'un musicien d'état-major pendant la République et l'Empire*, p. 241.

(3) Saint-Chamans (Général de), *Mémoires*, p. 30.

(4) Capitaine Coignet, *Cahiers*, p. 124.

(5) Voir une note du ministre des Affaires étrangères japonais à ce sujet dans l'ouvrage de M. Nagao Ariga : *La guerre russo-japonaise*, p. 121.

souffrir du froid et de la faim, tant qu'ils restèrent comme hôtes involontaires de l'armée japonaise en Mandchourie, sur le théâtre des opérations militaires. Ils y furent très mal nourris et très mal logés dans les maisons rares et peu confortables des habitants chinois, pour ainsi dire sans feu, pendant une température très rigoureuse. Mais, pour être impartial, il faut reconnaître que ces souffrances étaient absolument indépendantes de la volonté des autorités japonaises, et qu'elles provenaient surtout de la grande différence qui existe dans la manière de vivre des deux peuples. La nation japonaise, surtout la classe militaire, possède un esprit d'ascétisme qui lui permet de se contenter de peu et de supporter aisément des privations qui répugnent aux Russes, accoutumés à plus de sybaritisme. Au lendemain de la bataille de Moukden, plusieurs officiers russes prisonniers vinrent se plaindre à un officier japonais chargé des allocations aux captifs, de leur mauvaise nourriture et du manque de vêtements chauds. Cet officier ne trouva pas de meilleure réponse à donner à ces solliciteurs que de leur montrer la portion qui lui était destinée à lui-même pour son repas et qui consistait en riz et en quelques petits morceaux de viande hachée, et en une prune salée : il déboutonna ensuite son dolman et leur fit voir que selon les règlements, il ne portait au-dessous qu'une flanelle (1). L'article 7 du Règlement de La Haye exige que les prisonniers de guerre soient traités pour la nourriture, le couchage et l'habillement sur le même pied que les troupes du gouvernement qui les aura capturés. Les Japonais n'avaient donc pas à faire plus pour leurs prisonniers que ce qu'ils faisaient pour leurs

(1) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 112.

officiers et leurs hommes, et il eût été anormal que les Russes captifs ne subissent pas les mêmes privations que leurs vainqueurs.

Remarquons, pour terminer, que les souffrances endurées par les prisonniers au lendemain de leur capture pourront être très intenses, mais qu'elles seront rarement de longue durée, le vainqueur ayant tout intérêt à les expédier vers l'intérieur pour se débarrasser de leur présence qui paralyse ses mouvements. C'est ce qui nous amène à étudier la deuxième période de la captivité, et les conditions dans lesquelles peut s'effectuer le transport des prisonniers.

CHAPITRE II

TRANSPORT DES PRISONNIERS DE GUERRE

Nécessité d'emmener rapidement les prisonniers en arrière de la zone des opérations. — Division de leur voyage en deux parties. — Réunion des prisonniers dans les quartiers généraux ; séparation des officiers et des hommes de troupe ; recherche des interprètes. — Composition des colonnes ; mission de l'escorte d'un convoi suivant les routes de terre ; précautions en cas d'attaque. — Remise des prisonniers au Service des Etapes. — Transport par voies ferrées : souffrances des Français conduits en Allemagne en 1870-71 ; d'Orléans à Berlin en wagon découvert ; protestations des journaux allemands ; renouvellement de cette cruauté au Transvaal. — Transports par voies navigables. — Allocations en cours de route. — Interdiction de faire passer les convois de prisonniers sur un territoire neutre.

La difficulté de garder des prisonniers et d'assurer leur subsistance sur le théâtre de la guerre, l'insécurité qui résulte de leur séjour au milieu d'une armée, obligent impérieusement le commandement militaire à conduire avec la plus grande célérité possible, des hôtes aussi encombrants en arrière de la zone des opérations, dans des centres éloignés de la frontière. Un moyen de rendre

ce voyage plus facile, est de le diviser en deux parties : dans la première, les combattants qui se sont emparés des prisonniers, ont la mission de les rassembler et de les conduire jusqu'à des points peu éloignés où ils les confient à un service auxiliaire ; ce sont les membres de ce service qui sont chargés de la deuxième partie du transport et qui conduisent les prisonniers à leur destination définitive. Telles sont les dispositions adoptées en France par le Règlement du 21 mars 1893, dont le titre II renferme un chapitre relatif à la réunion des prisonniers et à leur remise au Service des Étapes, et un autre chapitre consacré à l'envoi des prisonniers, à leur destination, par les soins de ce Service des Étapes.

Pour assurer une évacuation rapide des prisonniers hors du théâtre de la guerre, le Règlement précité enjoint au commandement militaire d'établir sur des points désignés à l'avance des postes de gendarmes auxquels les corps de troupe enverront les ennemis prisonniers au fur et à mesure qu'ils les auront capturés. Lorsque le nombre de ceux-ci a atteint une certaine importance, notamment après une bataille sérieuse, les prisonniers sont dirigés avec une escorte spéciale sur le quartier général du corps d'armée. La cavalerie, en raison de sa grande mobilité, a la latitude de conduire les prisonniers qu'elle fait, directement au quartier général du corps d'armée le plus voisin (1).

A leur arrivée dans les quartiers généraux de corps d'armée, les prisonniers sont remis entre les mains du prévôt qui les répartit en groupes de vingt hommes au plus, placés chacun sous la direction du plus élevé en

(1) Règl. du 21 mars 1893, art. 43.

grade ou à défaut du plus ancien soldat lettré (1). Remarquons ici que les officiers et assimilés, soit en marche, soit en station, demeurent séparés des hommes de troupe (2). Leur présence au milieu de ceux-ci deviendrait en effet une source de désordre. S'ils conservaient quelque autorité sur leurs subordonnés, ils pourraient en profiter pour fomenter une rébellion, pour organiser une évasion collective. Si, au contraire, les soldats prisonniers attribuant la honte de leur échec à l'incapacité de leurs chefs, méconnaissaient la voix de ces derniers, de déplorables incidents ne manqueraient pas de se produire.

Le capteur éprouvera souvent quelque difficulté à se faire obéir par ses prisonniers, lorsque ceux-ci ne comprendront pas sa langue. Aussi l'un des premiers soins du prévôt sera-t-il de rechercher les captifs susceptibles de remplir les fonctions d'interprète ; il les répartira entre les différents groupes et l'on peut espérer que leur nombre sera assez considérable, grâce à la faveur accordée presque partout à l'étude des langues vivantes et grâce aux relations commerciales, sans cesse croissantes entre les différents peuples (3). Le gouvernement japonais ne manqua pas, en 1904, d'attacher à chaque dépôt de prisonniers, sans exception, un certain nombre d'interprètes pour la langue russe, et pour éviter encore mieux les malentendus, il fit donner à chaque prisonnier russe des imprimés (en langue russe) contenant les points principaux de l'Instruction les concernant (4).

Il ne faut pas laisser les déserteurs en contact avec leurs

(1) Règl. du 21 mars 1893, art. 14.

(2) Règl. du 21 mars 1893, art. 23.

(3) Règl. du 21 mars 1893, art. 14.

(4) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, pp. 104, 120.

compatriotes prisonniers, car ceux-ci pourraient être entraînés à leur faire expier leur trahison par quelques violences (1).

Les prisonniers sont immatriculés le plus tôt possible, ce qui donne lieu à la tenue de registres et d'états dont nous donnerons le détail en étudiant les Bureaux de renseignements sur les prisonniers de guerre (2).

Pour remplir leur mission, qui est de remettre les prisonniers au Service des Etapes, sur des points désignés, les Chefs d'état-major de chaque corps d'armée composent des colonnes dont l'importance dépend des moyens d'escorte, des dangers de la route à parcourir et de l'état d'esprit des vaincus : mille hommes est le maximum fixé par le Règlement français pour ces colonnes dont l'escorte varie du quart au dixième du nombre des prisonniers, suivant les circonstances (3). Avant le départ d'une colonne, il est utile de passer une visite médicale afin de transporter dans une formation sanitaire voisine les prisonniers malades ou blessés reconnus incapables de faire la route à pied. Ce triage a pour but de débarrasser la colonne des éclopés, qui ralentiraient singulièrement sa marche et que l'on soignera dans un hôpital de campagne. Car c'est par la voie de terre que les convois de prisonniers sont d'abord acheminés vers la résidence où s'achèvera leur captivité. Les chemins de fer situés dans le voisinage des champs de bataille seront presque toujours accaparés par les nécessités stratégiques : aussi ne pourra-t-on guère avoir recours à ce mode de transport avant la deuxième partie du voyage des prisonniers.

(1) Règl. du 21 mars 1893, art. 14.

(2) Voir II^e partie, ch. VIII, p. 349.

(3) Règl. de 1893, art. 23.

Le commandant d'une colonne de prisonniers suivant les routes de terre doit prendre les précautions les plus minutieuses pour assurer une rigoureuse discipline et rendre les évasions impossibles. Il reçoit de l'Etat-Major les indications nécessaires pour son itinéraire ainsi que pour ses moyens de subsistance. La troupe d'escorte est divisée en deux fractions, l'une s'occupant de la garde immédiate des prisonniers, l'autre chargée d'éclairer la marche de la colonne, conformément aux prescriptions du Service des armées en campagne relatives aux convois. Nous verrons, en étudiant l'évasion, que l'on a le droit de faire feu sur les prisonniers s'ils cherchent à reprendre leur liberté; mais il convient de prévenir ceux-ci du danger auquel les expose tout acte de rébellion, toute tentative de fuite. Afin qu'il ne subsiste aucun doute dans leur esprit, les armes seront chargées en leur présence avant le départ, les soldats de l'escorte auront la baïonnette au canon ou le sabre à la main. Si pendant le trajet une attaque de l'ennemi est imminente, il faut presser la marche, atteindre un village et enfermer les prisonniers dans quelque grand bâtiment, église, grange, gare ou usine, dont les issues soient faciles à garder. Si le convoi est surpris en rase campagne, l'escorte contraint les prisonniers à se tenir couchés, et tire sur quiconque se relève avant d'en avoir reçu l'ordre. Lorsque des évasions se produisent malgré toutes ces précautions, le commandant de la colonne n'arrête cependant pas sa marche et n'affaiblit pas son escorte pour lancer des hommes à la poursuite des fuyards; mais il signale ceux-ci sans retard aux autorités militaires (1).

(1) Régl. du 21 mars 1893, art. 24, 25, 26.

Il est bon, en arrivant dans un village où la colonne doit stationner, de faire comprendre aux habitants les pénalités graves qu'ils encourraient s'ils se rendaient complices d'une évasion.

La nécessité de sortir rapidement d'une zone dangereuse, et d'éviter les traînards, oblige parfois les soldats de l'escorte à mener assez rudement les prisonniers qui leur sont confiés. C'est ainsi qu'après la capitulation de Sedan, lorsque de malheureux Français exténués tombaient sur la route à bout de forces, « les gardiens accouraient, les frappaient de coups de crosse, et, si les coups de crosse ne suffisaient pas, les coups de baïonnette venaient jusqu'à ce qu'ils fussent remis sur pied (1). »

Un prisonnier français ayant voulu s'écarter de la colonne pour saisir le morceau de pain que lui tendait une âme charitable, la crosse d'un soldat prussien s'abattit si violemment sur son dos, que ce malheureux affamé fut couché par terre. Le peloton d'arrière-garde avait pour mission de fusiller impitoyablement tout retardataire (2).

Les Japonais se montrèrent plus doux vis-à-vis des Russes en 1904-05. Cependant un officier de l'état-major du général Stœssel se plaignait en ces termes au correspondant de « l'Illustration » : « La marche des troupes russes évacuées sur Dalny après la prise de Port-Arthur, offrit un spectacle d'une indicible tristesse, et il semble que les Japonais se soient ingéniés à le rendre plus navrant encore. Aux haltes, les vivres étaient rares, insuf-

(1) Amédée Achard, Une armée prisonnière : *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} juillet 1871, p. 169.

(2) Amédée Achard, Une armée prisonnière : *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} juillet 1871, p. 171.

fisants pour les besoins des hommes affamés qui prenaient d'assaut les voitures de subsistance. En revanche, l'eau-de-vie, les boissons fermentées étaient prodiguées. Un groupe de ces malheureux se laissait-il aller à boire plus que de raison, aussitôt un photographe survenait et opérait après avoir placé les bouteilles vides bien en évidence, et après en avoir ajouté au besoin ; les clichés étaient destinés aux albums officiels relatifs à la guerre (1). »

Lorsque les prisonniers sont parvenus au terme de la première partie du voyage, c'est-à-dire au point où ils doivent être remis au Service des Etapes, le commandant de la colonne procède à leur appel en présence du commandant d'étapes. Celui-ci lui donne un récépissé de ces prisonniers dont il devient désormais responsable (2). Il les dirige sur les localités désignées par le Ministre de la Guerre pour recevoir des dépôts de prisonniers, et leur fait suivre, selon les circonstances, la voie de terre, la voie de fer ou la voie navigable.

Il n'y a rien à ajouter à ce qui vient d'être dit, quant à la manière dont les colonnes parcourent les routes de terre, si ce n'est que l'escorte est alors relevée de gîte en gîte, et que les généraux commandant les territoires traversés par les colonnes sont avisés des mouvements (3).

Les transports de prisonniers par voie ferrée offrent beaucoup moins d'aléas : ils exigent cependant certaines mesures de précaution. L'effectif de l'escorte est normalement le dixième de celui des prisonniers. Cette escorte est installée dans des wagons à part, en tête, au milieu et

(1) Voir une de ces photographies dans l'*Illustration* du 4 mars 1905.

(2) Règl. du 21 mars 1905, art. 27 et 29.

(3) Règl. du 21 mars 1893, art. 30.

en queue du train, ses officiers prenant place au milieu. Les armes sont chargées avant le départ et les prisonniers reçoivent les mêmes avis que lorsqu'ils doivent faire la route à pied. Il leur est en outre interdit rigoureusement de passer la tête ou les bras hors des portières pendant la marche, de pousser des cris ou de chanter, de fumer dans les voitures garnies de paille. Les wagons des prisonniers sont fermés à clef, et, dans chacun d'eux, un chef de groupe est responsable de l'ordre et de la tranquillité. L'escorte ne doit pas croire que toute surveillance est inutile pendant la marche du train : elle a à compter avec l'audace et l'agilité de ses prisonniers. Ceux-ci ne peuvent quitter les voitures, pendant les arrêts, que lorsque des sentinelles auront été placées aux endroits nécessaires pour assurer l'ordre et empêcher toute tentative d'évasion. Ces sentinelles sont prises, soit dans l'escorte, soit dans les postes spéciaux des gares. Certaines stations sont organisées en haltes-repas et possèdent un réfectoire : on y conduit les prisonniers qui y prennent leur repas, sous la surveillance du poste de police de la gare, pendant que l'escorte mange dans un autre local. Quand il n'y a pas de réfectoire, les vivres sont distribués dans les voitures. A l'arrivée à destination, les groupes de vingt hommes sont reconstitués avec leurs chefs respectifs, et les prisonniers sont remis, après appel, au commandant du dépôt (1).

Les transports par voie ferrée qui devraient être moins pénibles que par les étapes à pied sur une longue route, sont cependant la cause de grandes souffrances. Pendant la guerre franco-allemande, 600 Français faits prison-

(1) Règl. du 21 mars 1893, art. 32, 44.

niers au combat d'Ormes, le 11 octobre 1870, durent parcourir d'abord 60 lieues à pied, mourant de faim et exposés aux brutalités des Bavares qui les menaçaient de leurs sabres en les faisant tourner autour de leur tête, qui les mettaient en joue, leur lançaient des pierres, leur crachaient au visage. La femme de l'un d'entre eux ayant voulu embrasser son mari fut saisie brutalement par les cheveux et lancée hors des rangs. Arrivés à Nogent-l'Artaud (Aisne), on les entassa dans des wagons à bestiaux pleins de fumier et dépourvus de sièges : ils furent obligés d'arracher des planches pour ne pas y être asphyxiés. Deux hommes devinrent fous avant d'arriver à Francfort, Eugène Gigou et Jacques Pinot : les Poméraniens qui les gardaient les attachèrent couchés au plancher des wagons, et ils allèrent ainsi liés jusqu'à Stettin où ils moururent. A Gotha, à Weimar et à Leipzig, la populace furieuse escalada les wagons pour frapper les prisonniers, les traitant de « *Schweinebande* » — troupe de pourceaux — (1). Au cours d'un autre voyage, la population envahit les gares pour insulter et narguer les prisonniers français leur criant sous le nez : « *Paris capout* » (2).

Les journaux allemands eux-mêmes protestèrent contre de tels procédés. Suivant le *Wanderer*, 4.600 prisonniers de l'armée de la Loire arrivèrent à Berlin pour être dirigés sur Stettin, dans un état tellement déplorable qu'il fut impossible de les transporter plus loin. Le voyage d'Orléans à Berlin avait duré dix-sept jours et s'était effectué dans 60 wagons découverts : les malheu-

(1) Général Ambert, *Récits militaires* : Après Sedan, pp. 312 et suiv..

(2) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 50.

reux prisonniers devaient se tenir debout, car il n'y avait pas de sièges. Ils appartenaient pour la plupart au 3^e zouaves ; leur mince uniforme n'était guère approprié pour les défendre contre un hiver du nord. Aussi leurs vêtements trempés gelaient-ils sur leur corps, tandis que la neige leur montait jusqu'aux genoux. Leurs jambes raidies par le froid glacial leur refusaient tout service pour descendre des wagons dont les marchepieds étaient gelés et glissants. L'un d'entre eux tomba sous les roues et fut broyé ; il fallut hisser les autres sur des voitures pour les conduire aux ambulances. Cinq moururent du tétanos et plusieurs, après avoir avalé un peu de bouillon chaud, furent pris de spasmes auxquels succédèrent un sommeil profond, puis la mort.

« A l'autorité militaire, déclarait le *Wanderer*, incombe le devoir d'ouvrir une enquête sévère sur le transport des prisonniers et de prendre des mesures promptes pour mettre fin à ces souffrances. De pareilles scènes ne doivent pas se renouveler et si les compagnies de chemins de fer ne possèdent pas de voitures couvertes en nombre suffisant, il faut supprimer de pareils transports dont les hommes de l'escorte souffrent d'ailleurs autant que les prisonniers eux-mêmes. Plusieurs ont succombé en route ; ils étaient étendus morts sur le plancher des wagons et, faute de place, leurs compagnons d'infortune étaient réduits à piétiner leurs cadavres pendant de longues heures jusqu'à l'arrivée à destination. »

La *Gazette de Cologne* disait de son côté : « Les forteresses en Allemagne sont toutes surchargées de prisonniers et le transport de ces malheureux dans des wagons à charbon ouverts jour et nuit par un froid de 8° à 12°

est une cruauté que l'on ne saurait jamais justifier devant le tribunal de l'humanité (1). »

Pendant la guerre Sud-Africaine, les Anglais employèrent au transport des Boërs prisonniers des wagons à ballast sans abri. Exposés à la pluie, au vent et à d'horribles privations, les Boërs tombèrent malades pour la plupart et plusieurs moururent peu après leur arrivée à destination. Ces wagons, non couverts et trop chargés, étaient si dangereux par eux-mêmes que des accidents eurent lieu et qu'il y eut même des hommes tués (2).

Les transports de prisonniers par voie navigable sont beaucoup plus rares et demandent des précautions analogues à celles que réclament les transports par voie ferrée. Ces précautions varient suivant la nature des bâtiments employés : en tout cas, on évite avec soin de laisser les prisonniers à proximité des machines à vapeur, du gouvernail, des mâts, des câbles servant à la manœuvre, des prises d'eau et des autres points du bateau où leur présence pourrait être dangereuse (3). On les enfermera donc autant que possible à l'intérieur, sans toutefois imiter l'exemple des Anglais au Transvaal. Ceux-ci ayant à conduire des prisonniers boërs de Durban à l'île Sainte-Hélène, les entassèrent dans la cale d'un transport qui avait contenu des chevaux et que l'on avait négligé de nettoyer et les maltraitèrent à peu près autant que des esclaves à bord d'un négrier (4).

(1) Général Ambert, *Récits militaires* : Après Sedan, pp. 346 et 347.

(2) Le *Petit Temps* du 19 janvier 1902. *Rev. gén. Dr. I. P.* 1900, p. 679 et s.

(3) Règl. du 21 mars 1893. art. 33.

(4) Mérignhac, *Les pratiques anglaises dans la guerre terrestre* (*Rev. gén. Dr. Int. P.*, 1901, p. 93 et s.).

Lorsque des prisonniers de guerre tombent malades en cours de route, ils doivent être déposés dans une infirmerie de gîte d'étape ou de gare et évacués aussitôt que possible sur un hôpital militaire (1).

En France, une indemnité de route est allouée aux prisonniers de guerre depuis le moment de leur capture jusqu'au jour inclus de leur remise au Service des étapes. A partir de ce moment, ils sont traités d'après les règles en vigueur pour les militaires français voyageant, soit isolément, soit en détachement. Le tarif n° 1 leur accorde une indemnité journalière de 1 fr. 25 pour les sous-officiers et soldats, de 3 fr. pour les officiers subalternes et de 5 fr. pour les officiers supérieurs et les généraux, et une indemnité kilométrique qui dépend du mode de transport adopté, voie ferrée ou voie ordinaire. Lorsque des distributions de vivres sont faites aux prisonniers au cours du voyage, le montant de la valeur des denrées distribuées est retenu sur l'indemnité et versé au service distributeur, car l'indemnité de route tient lieu de la solde et des prestations en nature accordées aux prisonniers (2).

L'Etat capteur ne peut, pour assurer la rapidité du transport de ses prisonniers, faire passer leurs convois sur le territoire d'une puissance neutre. L'article 39 du Règlement de La Haye concernant les lois de la guerre autorise, pour des raisons d'humanité, le transit des convois de blessés à travers un Etat neutre, mais il ne faut pas étendre cette tolérance au transit des prisonniers, car le résultat principal serait de laisser libres des commu-

(1) Règl. du 21 mars 1893, art. 36.

(2) Règl. du 21 mars 1893, art. 37.

nications stratégiques importantes. Une puissance neutre ne doit pas permettre à un belligérant de conduire des prisonniers en captivité à travers son territoire, car cela constitue un acte de guerre ; en donnant une telle autorisation, elle prendrait une part indirecte aux hostilités, favoriserait l'un des partis et commettrait une violation de neutralité. Le gouvernement français eut donc raison de protester, en 1859, contre le procédé de la Bavière qui, pendant la guerre d'Italie, accorda à l'Autriche la permission de faire passer, à travers son territoire, des prisonniers de guerre français. Dans un cas pareil, les prisonniers et leurs conducteurs devraient être soumis à l'internement en pays neutre ; c'est un point que nous développerons dans un appendice, à la suite de la III^e partie.

CHAPITRE III

ORGANISATION DES DÉPÔTS DE PRISONNIERS DE GUERRE

Situation des *Dépôts*; prisonniers transportés en Sibérie, à Sainte-Hélène. — L'*internement* doit remplacer les incarcérations barbares de l'antiquité et même des temps modernes : horreurs des *pontons* anglais et espagnols; indicibles souffrances des *Cabrériens*, la barque de la faim; les Nordistes à James-River; réapparition des pontons anglais au Cap, les *Camps de concentration* du Transvaal. — Traitement plus humain des prisonniers français en Allemagne et des prisonniers allemands en France en 1870 : protestations non justifiées de Bismarck. — L'installation des Dépôts doit être prévue dès le temps de paix : locaux, personnel des cadres. — Alimentation des captifs; générosité japonaise; rations dans les places assiégées. — Chauffage. — Habillement. — Solde de captivité. — A qui incombent les dépenses de l'entretien des prisonniers? Article 43 du Traité de Portsmouth; la France et l'Angleterre en 1854. — Service sanitaire des Dépôts.

Il ne suffit pas de transporter rapidement les prisonniers de guerre en dehors de la zone des opérations militaires, il faut encore que les endroits où s'accomplira leur captivité soient judicieusement choisis et organisés en conséquence. Ces *Dépôts*, suivant l'expression adoptée pour désigner les lieux où sont détenus les prisonniers

de guerre, devront être autant que possible assez éloignés de la frontière pour décourager les tentatives d'évasion. Si le vainqueur, par un luxe de précautions, va jusqu'à envoyer ses captifs au delà des mers, dans des colonies lointaines, il ne faut cependant pas que la différence de climat rende cette mesure mortelle. Aussi la Prusse et les Etats-Unis d'Amérique, dans le traité d'amitié et de commerce du 10 septembre 1783, s'étaient engagés solennellement et *à la face de l'univers*, à ne pas transporter leurs prisonniers de guerre dans des climats éloignés et rigoureux, ni aux Indes Orientales, ni dans aucune contrée de l'Asie ou de l'Afrique, mais à leur assigner en Europe ou en Amérique, dans les territoires respectifs des parties contractantes, un séjour situé dans un air sain. Le Grand Etat-Major allemand partage donc le même sentiment que Frédéric le Grand, lorsqu'il blâme la conduite des Russes qui transportaient les prisonniers français en Sibérie comme des malfaiteurs. « C'était là une mesure que pouvait autoriser l'ancienne pratique de la guerre, mais elle ne correspondrait plus aujourd'hui à la conscience du droit (1). »

Le gouvernement britannique n'hésita pas au contraire, lors de la guerre Sud-africaine de 1899, à reléguer le général Cronje et son armée prisonnière dans l'île de Sainte-Hélène, dont le climat meurtrier lui avait jadis servi à abrégé les jours de son illustre captif, Napoléon I^{er}. Ce qui aggrava la situation des Boërs sur ce triste rocher, c'est l'insuffisance de leur installation. D'après le récit du prince Bagration-Moukhranski, sujet russe, aide de camp du colonel de Villebois-Mareuil, le général Cronje habitait

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 34.

avec sa femme, son neveu, un aide de camp et un secrétaire, une vieille petite maison très inconfortable. La nourriture qu'on leur donnait était à peine suffisante : une livre de viande et deux livres de pain. Les repas avaient lieu sur une planche sans nappe ; le sel était en petit tas sur la table ou sur quelque débris de vaisselle. Leur linge, leurs vêtements et leurs chaussures tombaient en pièces, et n'étaient pas renouvelés.

Les Anglais traitaient mieux à cet égard les soldats que les officiers, et ceux-ci étaient souvent obligés de se procurer auprès de leurs hommes les choses les plus nécessaires. Le prince n'eut pas à se plaindre personnellement ; mais les autres prisonniers étaient très entassés. Dans une tente à deux places on mettait 4 officiers ou 12 soldats. On ne pouvait rien se procurer dans l'île (1). « Ce n'est pas en prisonniers de guerre, mais en déportés que l'Angleterre a traité ses captifs, » concluait Miss Green en relatant une visite aux prisonniers boërs à Sainte-Hélène (2). Si le choix de cette île, trop lugubrement célèbre, doit être blâmé comme lieu d'internement, c'est seulement à cause de la rigueur de son climat pernicieux et non parce que ce choix a porté sur une colonie. Car ni le texte du Règlement de La Haye, ni aucune considération d'humanité n'interdisent à un belligérant l'internement de ses prisonniers de guerre dans une possession coloniale, lorsque celle-ci offre toute espèce de garantie de salubrité, comme certaines parties de l'Australie ou de l'Algérie, par exemple.

(1) Méryghac, *Les pratiques anglaises dans la guerre terrestre* p. 12.

(2) *Le Correspondant* du 25 décembre 1900.

D'après le Règlement de La Haye, les prisonniers sont assujettis à l'internement, c'est-à-dire qu'ils sont réunis, concentrés en certaines places, villes, camps, forteresses, où ils peuvent être facilement surveillés. Mais comme ce ne sont pas des criminels, et que la captivité n'est pas une punition, ils ne peuvent être *enfermés* que par mesure de sûreté indispensable (1). « Le capteur doit se borner à des mesures de garde, et, notamment, l'emprisonnement, les liens, et toutes restrictions inutiles de la liberté ne doivent être employés que pour des motifs spéciaux qui les justifient ou les rendent nécessaires (2). » Les cachots, les prisons pénitentiaires sont incompatibles avec l'honneur militaire, le respect dû aux vaincus, hormis le cas d'infraction à la discipline ou de tentative d'évasion. L'antiquité nous a laissé le sinistre souvenir du Tullianum, cette prison creusée dans les flancs du mont Capitolin, dans laquelle on n'accédait que par une étroite ouverture, et où les Romains laissaient mourir de faim les chefs ennemis prisonniers. Presque aussi barbare était le séjour des Latomies, ces carrières où les Syracusains enfermaient leurs captifs, et dont Cicéron a parlé dans ses Verrines. Quoique non couvertes, elles formaient une prison sûre et solide ; mais les prisonniers exposés à l'air, au soleil ou à la pluie, y enduraient d'indicibles souffrances, analogues à celles dont Flaubert nous a donné un tableau si énergique et si coloré dans Salammbô, en nous mettant sous les yeux les quarante mille mercenaires expirant dans le Défilé de la Hache.

Nous voudrions pouvoir dire que de telles cruautés

(1) Règl. de La Haye, art. 5.

(2) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 30.

furent le triste privilège des peuples anciens : il faut malheureusement reconnaître que les temps modernes n'ont pas toujours été exempts de semblables horreurs.

Pendant les guerres du Premier Empire, l'Angleterre confia à sa fidèle alliée, la mer, le soin de garder les prisonniers français. Ceux-ci furent entassés sur des pontons, c'est-à-dire sur de vieux vaisseaux désarmés, ancrés dans les rades de Portsmouth, de Chatham et de Plymouth. Parqués comme de véritables animaux, manquant d'air, d'espace, souvent de nourriture, ils étaient traités avec une barbarie qui souleva l'indignation du monde civilisé. Ils étaient enfermés à raison de onze cents hommes dans un espace de 130 pieds de long sur 40 de large, ne recevant d'air que par des sabords munis d'énormes barreaux de fer et de grilles de fonte, barricadés la nuit par des madriers. Les cloisons des batteries qui leur servaient de geôles, étaient percées de meurtrières afin de faire feu sur les prisonniers, en cas de rébellion. On n'y voyait pas d'autres meubles qu'un banc autour des parois, et des hamacs qu'il fallait accrocher les uns au dessus des autres, tellement la place était insuffisante. Les prisonniers n'avaient ni cuillers, ni couteaux, ni plats pour prendre leur maigre nourriture ; ils ne possédaient pas d'autres ustensiles que des bidons en fer blanc, et les aliments qu'on leur donnait n'étaient que trop souvent avariés. Les exhalaisons méphitiques des boues stagnantes au milieu desquelles étaient amarrés les pontons provoquèrent bientôt des épidémies qui décimèrent ces infortunés. Ils étaient en butte non seulement à des souffrances physiques, mais encore aux vexations morales de leurs geôliers, véritables gardes-chiourmes qui allèrent jusqu'à organiser la délation au

milieu de leurs victimes. Un officier français qui survécut à ces épreuves, Louis Garneray, raconte à ce propos qu'un prisonnier français, ayant dénoncé les projets d'évasion de deux de ses camarades, fut saisi par les autres captifs et que ceux-ci lui tatouèrent sur le front la phrase suivante : « J'ai vendu mes frères aux Anglais à bord du ponton la *Couronne*, le 10 mars 1809 » (1). Suivant l'expression de l'Anglais Howart, « les pontons auraient dû être le châtiment réservé au plus atroce de tous les crimes. »

A la même époque, les Espagnols rivalisèrent de cruauté avec les Anglais à l'égard des Français qu'ils firent prisonniers ; 25.000 de ces captifs furent enfermés dans la rade de Cadix, à bord de vieux pontons, à raison de 1.800 à 2.000 hommes par navire, sans hamacs, sans matelas, sans même de paille, obligés de coucher sur le plancher du bâtiment. « Que l'on se représente 1.800 malheureux entassés pêle-mêle, croupissant dans la malpropreté, rongés par la vermine et atteints presque tous de la gale et d'autres maladies non moins cruelles... Nous avons, dit un de ces prisonniers, à supporter des privations de tous genres : nos bourreaux prenaient plaisir à nous laisser mourir de faim et de soif ; les trois quarts du temps, quand nous étions approvisionnés de légumes, l'on ne nous donnait pas de bois pour les faire cuire ; d'autres fois, quand nous avions l'un et l'autre, ils nous laissaient manquer d'eau ; enfin, bien souvent nous sommes restés trois et quatre jours à attendre de l'eau, et, lorsqu'on nous la distribuait, nos provisions

(1) L. Garneray, *Mes Pontons : Neuf années de captivité en Angleterre.*

étaient corrompues et nous nous trouvions réduits à ne manger que des aliments gâtés qui engendraient des maladies mortelles, enlevant tous les jours une quarantaine d'individus sur chaque ponton... Tous les matins, il y avait des bateliers espagnols qui venaient chercher sur les pontons les cadavres de ceux qui avaient succombé ; on les attachait par chapelets aux bateaux avec des cordes et on les traînait ainsi jusqu'au rivage opposé, où des hommes étaient sans cesse occupés à les enterrer... Ma plume se refuse à retracer tout ce dont mes yeux furent témoins (1). »

Un jour, des prisonniers, internés à bord du *Horca*, furent sur le point de tuer et de dévorer un nègre qui se trouvait parmi eux, mais un amiral anglais leur fit porter des vivres et les protégea contre les atrocités des Espagnols (2).

Ceux-ci trouvèrent bientôt trop astreignante la surveillance que leur imposait la garde de ces prisons flottantes, et ils trouvèrent plus simples d'expédier leurs captifs aux îles Baléares. A Majorque, les habitants en massacrèrent un nombre considérable de la manière la plus brutale et la plus lâche ; mais ceux qu'on abandonna sur le rocher de Cabrera souffrirent de maux qu'on aurait peine à décrire (3). « Nul doute que ceux qui choisirent cette île pour le lieu de notre captivité, n'aient eu l'intention de la voir devenir notre tombeau », disait

(1) Wagré, *Souvenirs d'un ancien caporal de grenadiers* : (Les prisonniers de Cabrera), p. 58, 59. Blaze, *Mémoires d'un aide-major*, pp. 70, 73, 97.

(2) Blaze, *Mémoires d'un aide-major*, pp. 97, 98.

(3) Napier, *Guerre de la Péninsule*, trad. Dumas. IV, 48.

l'un des soldats de Dupont (1). Le séjour sur cet îlot désert et inculte était en effet atroce : les prisonniers sans abris avaient pour nourriture un pain presque toujours moisi, du biscuit plein de vers, du lard rance, de la morue gâtée, de la viande desséchée ou en décomposition ; les rations étaient si faibles qu'ils étaient réduits à manger des rats, des souris, des chats sauvages, jusqu'à des lézards. Les vivres n'étaient d'ailleurs pas distribués régulièrement : en février 1809, la barque chargée d'apporter les provisions, eut un tel retard, que 150 hommes moururent d'inanition (2). Une autre fois, le bateau de ravitaillement fut pris par un navire français ; les Espagnols qui le montaient ne prévirent pas le capitaine français de la nature de leur mission. Celui-ci n'en fut informé qu'au bout d'un certain temps, par pur hasard, et se hâta de rendre au bâtiment dont il s'était emparé sa destination primitive. Mais ce retard avait coûté la vie à bien des captifs ; les plus heureux d'entre ceux-ci étaient restés quatre jours sans manger. Un jour enfin, le parti gallophobe de Majorque arrêta pendant neuf jours le départ des bateaux d'approvisionnement et réduisit ainsi 600 hommes à mourir de faim. Une eau jaunâtre était la seule boisson des prisonniers ; encore restèrent-ils quelquefois deux ou trois jours sans en avoir en quantité suffisante. Un Polonais, poussé par la faim, tua son camarade de lit et allait se livrer à un repas de cannibale, lorsque les autres prisonniers l'en empêchè-

(1) Wagré, *Souvenirs d'un caporal de grenadiers* : (Les prisonniers de Cabrera), p. 65.

(2) Voir H. Ducor : *Les Aventures d'un marin sur les pontons espagnols de Cabrera*. L'auteur raconte que cette barque avait été surnommée *la Barque de la Faim*.

rent. Une seule distribution de vêtements fut faite dans l'intervalle de plusieurs années. Les maladies et la faim firent tellement de victimes que le 16 mai 1814, lorsque les prisonniers furent libérés et embarqués pour Marseille, sur 19.000 qui avaient été internés à Cabrera, il n'en restait plus que 3.000 (1). Sur 17.000 qui avaient été pris à Baylen, 2.000 seulement survivaient 6 ans après (2). Les Anglais, eux-mêmes, pourtant si cruels envers leurs prisonniers, s'émurent d'une telle misère. « Il est honteux pour le gouvernement britannique, disait l'un d'eux, de ne pas être intervenu dans une telle cause » (3).

Le barbare traitement infligé aux Cabrériens peut être rapproché de celui que subirent, pendant la guerre de Sécession, les Nordistes prisonniers, parqués dans un îlot de la James River. Dix à douze mille hommes y furent entassés sur une superficie de moins de trois hectares, exposés tour à tour aux ardeurs du soleil, aux pluies torrentielles, aux vents d'hiver, sans coiffures, sans manteaux, sans couvertures, n'ayant pour ration journalière que 200 grammes de mauvais pain et un peu de viande détestable.

Quand les survivants de ces malheureux furent délivrés, ils n'avaient plus que la peau sur les os. Leur sort était peut-être cependant préférable à celui de leurs camarades gardés sur le continent, à qui on refusait non seulement la nourriture, mais même l'air. Douze cents officiers furent empilés à Richmond dans six pièces de

(1) Wagré, *Souvenirs d'un caporal de grenadiers*, pp. 187, 148, 177, 273.

(2) Clerc, *Capitulation de Baylen*, p. 226.

(3) Napier, *Guerre de la Péninsule*, trad. Dumas, IV, 48.

33 mètres de long sur 13 de large avec défense de s'approcher des fenêtres, sous peine de recevoir une balle (1).

L'indignation universellement soulevée par le cruel régime des pontons anglais n'a pas empêché le gouvernement britannique de nous donner tout récemment une réédition de ces procédés inhumains. D'après le *Rotterdamse Courant* du 29 novembre 1899, des prisonniers Boërs furent enfermés pieds nus, au Cap, dans une sorte de bateau prison, après qu'on leur eût pris tout ce qui leur appartenait, montres, argent, clefs, mouchoirs, etc. (2). Les correspondances privées donnent des détails navrants sur le régime antihygiénique, la malpropreté et la mauvaise nourriture dont ils souffrirent (3). D'autres Boërs furent transportés à bord de la *Catalonia* et de la *Penelope* et entassés les uns sur les autres dans des entreponts noirs et sans air (4). Leurs compatriotes laissés à terre n'étaient pas plus favorisés. Ceux qui avaient survécu au massacre de Ladysmith furent jetés dans des « trous à cafre » (5). La plupart furent massés dans des camps, dits *camps de concentration*, établis sur les champs de course de Kimberley, de Johannesburg, de Bloemfontein, etc., que l'on avait entourés de fils de fer barbelés, et dans lesquels on envoyait également des femmes et des enfants, au mépris

(1) Moynier, *Etudes sur la Convent. de Genève*, appendice 2, p. 357 et s.

(2) Mérignhac, *Les pratiques anglaises dans la guerre continentale*, p. 13.

(3) *Journal des Débats*, 4^{er} décembre 1899.

(4) Le *Times* du 18 janvier 1900.

(5) Mérignhac, *Les pratiques anglaises dans la guerre terrestre*, p. 13.

des lois de la guerre (1). Le sort de cette population ainsi accumulée fut navrant : les tentes et les barraquements étaient insuffisants, l'eau y était fétide et malsaine, la nourriture et les vêtements manquaient. D'après un *Livre bleu* publié par le gouvernement britannique, le 14 décembre 1901, sur 117.964 internés, il en était mort 12.441 de juin à novembre, dont 10.113 enfants ; d'après un autre *Livre bleu* du 17 janvier 1902, sur 116.017 internés, il se produisit en décembre 2.380 décès dont 433 de femmes et 1.761 d'enfants. Cependant la Chambre des Communes repoussa le 20 janvier 1902, par 283 voix contre 64, un amendement de M. Dillon blâmant la pratique des camps de concentration. M. Chamberlain promit néanmoins d'adopter quelques améliorations, spécialement en diminuant le nombre des internés sur le même point, déclarant non sans une certaine impudence que « jamais on n'avait fait autant que l'Angleterre dans cette circonstance, pour adoucir les horreurs de la guerre. » L'entretien des camps de concentration coûtait 2.500.000 livres par an, « dépense que l'on aurait bien pu éviter, disait le *Daily News*, si l'on n'avait pas employé cette mesure barbare » (2). L'appréciation de ce journal anglais corrobore ce que nous avons dit déjà à propos de la capture des femmes et des enfants (3).

Les Allemands manquèrent trop souvent de générosité vis-à-vis des soldats français qui tombèrent entre leurs mains pendant la guerre de 1870-71. Mais ce reproche s'applique surtout aux deux premières périodes de la

(1) Mérignhac, *Les pratiques anglaises dans la guerre terrestre* p. 15.

• (2) *R. G. D. I. P.*, 1902, p. 641.

(3) Voir 1^{re} partie, ch. III, pp. 117 et suiv.

captivité, la capture proprement dite, et le transport des prisonniers. L'impartialité oblige à reconnaître qu'ils n'imitèrent pas, dans l'organisation de leurs dépôts, la systématique cruauté des Anglais et des Espagnols. Les souffrances que nos soldats captifs eurent à endurer au début de leur internement, vinrent de ce que les autorités allemandes furent débordées par la rapidité et les conséquences imprévues de leurs succès : nos vainqueurs n'avaient pas songé qu'ils auraient à garder plus de 300.000 prisonniers. Ceux-ci furent répartis entre les grandes cités, 30.000 à Magdebourg, 40.000 à Mayence, 27.000 à Coblenze, 17.000 à Cologne, 17.000 à Stettin, 20.000 à Wittemberg, etc. Ces groupements étaient partagés en compagnies de 500 hommes, commandées par un officier et deux sous-officiers prussiens : ces compagnies n'étaient pas réunies dans un seul camp, mais dispersées. Ainsi, à Spandau, sur 11 compagnies, 4 occupaient un camp à l'ouest de la ville, 2 un autre camp, à l'est, 2 furent installées à quatre ou cinq kilomètres, 2 dans les bastions, une dans les casernes de la citadelle (1). Les prisonniers français qui ne trouvaient plus de place dans les casernes et autres locaux militaires, n'eurent d'abord que des tentes pour s'abriter du froid ; leur nourriture se ressentit des malversations d'entrepreneurs peu scrupuleux avec qui l'administration prise au dépourvu avait dû traiter, notamment à Stettin (2). Mais bientôt s'élevèrent des constructions légères, isolées du sol pour éviter l'humidité, quelques-unes cloisonnées de briques et la plupart possédant un double plafond de planches et de

(1) Patorni, *9 mois de captivité en Allemagne*, p. 60 et s.

(2) R. P. de Damas, *Souvenir de guerre et de captivité*, ch. XXXII.

carton bitumé. « Le régime des soldats, dit Albert Duruy, n'était pas mauvais. Cantonnés dans les baraques qu'on leur avait fait construire au début de l'automne; ils ont pu, sans trop de souffrance, passer cet hiver rigoureux. Leur nourriture était la même que celle des soldats allemands; dans plusieurs endroits on leur donnait même un pain un peu meilleur, fait d'une façon moins grossière, et d'une digestion plus facile. Quand vint le froid, on mit un poêle dans chaque chambrée et on distribua de la paille (1). » A Ulm, les soldats français furent traités avec tant de douceur par le capitaine Hüber qu'ils l'avaient surnommé « papa », et qu'à leur départ, ils lui offrirent une tabatière en argent avec ces mots gravés : « Souvenir reconnaissant des prisonniers français » (2). La population allemande manifesta, en plusieurs circonstances, de la pitié, on peut même dire de la sympathie pour les prisonniers : à Bromberg, lors de l'arrivée du premier convoi, la gare était pavoisée et un repas avec du café et des gâteaux était préparé (3). Les habitants de Trèves firent un accueil presque amical aux 8.000 prisonniers de l'armée de Metz qui traversèrent cette ville, en leur offrant des aliments chauds, des boissons réconfortantes; au lieu de les laisser bivouaquer dans les champs, on les abritait dans des maisons ou des granges en leur donnant des lits (4).

(1) A. Duruy, Souvenirs de captivité : *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juin 1871.

(2) R. P. Joseph, *La captivité à Ulm*.

(3) R. P. de Damas, *Souvenirs de guerre et de captivité*, p. 234.

(4) Gazette de Trèves; cité par *l'Indépendant Belge* du 12 novembre 1870.

A Spandau, le Major de Chamisso, directeur des fortifications, issu d'une famille française émigrée en Allemagne, trouva parmi les prisonniers un parent éloigné, portant son nom et officier de mobiles : il crut de sa dignité de lui donner l'hospitalité ; mais leur entente cordiale ne fut pas de longue durée (1). Les habitants de Posen, de race polonaise, accueillirent les prisonniers français au cri de : « Vive la France ! » Ils leur offraient de l'argent en leur disant : « Monsieur le soldat, acceptez cette offrande, elle vient d'un ami de la France, d'un ennemi de la Prusse ! » (2)

Quant aux Allemands qui furent retenus prisonniers en France, il a été démontré qu'ils n'eurent pas à se plaindre du traitement dont ils furent l'objet. M. de Bismarck, dans une note datée de Ferrières, du 4 octobre 1870, se plaint au gouvernement de la Défense nationale, des mauvais traitements infligés aux officiers allemands internés à Moulins ; le nécessaire leur manquait, les autorités ne faisaient rien pour eux, les secours en argent envoyés par leurs familles n'étaient pas distribués. M. de Chaudordy ouvrit aussitôt une enquête et put répondre à M. de Bismarck en ces termes : « La population traite partout les prisonniers avec courtoisie, et cela est si vrai qu'ils ont adressé au maire de la ville une lettre pour exprimer leur gratitude, et qu'ils ont signé la déclaration jointe à la présente note, par laquelle ils se louent de la prévenance et des égards dont ils sont l'objet, tant de la part des autorités, que de la part des habitants. Ces faits démontrent péremptoirement l'inexacti-

(1) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 27.

(2) R. P. de Damas, *Souvenirs de guerre et de captivité*.

tude des renseignements sur lesquels le chancelier de la Confédération des Etats du Nord avait basé ses plaintes (1) .»

Une seconde réclamation de M. de Bismarck, contenue dans une circulaire du 9 janvier 1871, n'était pas davantage justifiée. Il s'agissait de prisonniers bavares qui auraient été entassés pêle-mêle dans les cellules et les corridors de la prison de Pau, avec une botte de paille, comme litière, du pain et de l'eau comme nourriture, malgré le typhus et la dysenterie qui les ravageaient. Mais M. Pratt, médecin des ambulances américaines, ayant visité les locaux attribués à ces prisonniers, rapporta qu'il avait trouvé parmi tous ceux de ces derniers qu'il avait interrogés, une très grande reconnaissance pour les soins qui leur étaient prodigués et pour la façon dont l'autorité militaire s'occupait d'eux. Il fut chargé de remettre au quartier général du roi de Prusse et au prince Frédéric-Charles des lettres constatant l'humanité des traitements dont les prisonniers étaient l'objet en France (2).

Si quelques Allemands eurent à se plaindre de la population française, ils le durent à leurs allures provocatrices. C'est ainsi que le 7 décembre 1870, quatre officiers allemands prisonniers sur parole dans l'intérieur de Paris bloqué et affamé, s'étant rendus dans un restaurant et y ayant tenu des propos inconvenants, joints à une attitude arrogante, furent l'objet d'insultes graves de la part du public exaspéré.

(1) Valfrey, *Histoire de la Diplomatie du Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, pp. 302 et ss.

(2) Valfrey, *Histoire de la Diplomatie du Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 236.

Le général Trochu, gouverneur de Paris, s'empresse d'ailleurs d'écrire dès le lendemain, au général Schmitz, chef d'état-major, pour lui exprimer *sa douleur* de ce procédé, et décida d'échanger ces prisonniers le plus tôt possible à titre de réparation (1).

Tous les faits regrettables que nous venons de rapporter montrent qu'il y a grand intérêt à prévoir dès le temps de paix l'organisation des Dépôts de prisonniers. Le Règlement français du 21 mars 1893 a remplacé en le complétant très heureusement, à ce point de vue, celui du 6 mai 1839. Il désigne comme locaux pouvant être affectés à l'internement des captifs, les casernements et les camps que les troupes nationales auront laissés disponibles en entrant en campagne (art. 39). Si ces locaux ne suffisent pas, il faudrait y adjoindre de vastes édifices publics ou privés, des collèges, ou des manufactures que le chômage, conséquence d'une mobilisation générale, aura rendues désertes, et permettra de réquisitionner. Le Règlement japonais de 1904, sur les prisonniers de guerre, déclare que pour installer les dépôts, on choisira parmi les bâtiments militaires, temples ou autres locaux, ceux qui ne seront incompatibles ni avec l'honneur, ni avec l'hygiène des prisonniers et qui seront suffisamment disposés pour empêcher leur évasion (art. 20). En fait, les soldats russes captifs, furent très confortablement abrités dans des dépôts vastes et sains à Matsouyama, à Foushimi, à Osaka, etc. (2).

(1) *Revue de droit int. public*, 1871, p. 344. *Journal Officiel* du 9 décembre 1870.

(2) Voir dans l'*Illustration* du 4 juin 1904, une photographie représentant des prisonniers russes jouant à la balle ou aux cartes dans l'enclos planté de vieux arbres du temple bouddhique de Dairinji.

Les Dépôts de prisonniers ne seront bien administrés, et la discipline n'y règnera que s'ils ont à leur tête des chefs sérieux et énergiques. En France, ils sont commandés, suivant leur importance, par des officiers supérieurs ou par des officiers subalternes ; les cadres fournis en principe par l'armée territoriale et sa réserve, sont constitués à raison de un caporal ou brigadier par 40 prisonniers, un sous-officier par 100, un lieutenant ou sous-lieutenant par 400. Les Dépôts dont l'effectif dépasse 2.000 hommes, possèdent un commandant en second. On prévoit en outre des comptables, et un interprète pour 400 hommes, choisi autant que possible parmi les prisonniers. Ce personnel est désigné par les généraux commandant les régions sur le territoire desquelles sont installés les Dépôts, à l'exception du commandant et du comptable qui sont nommés directement par le Ministre de la Guerre. Il est choisi sur des listes d'aptitude établies à l'avance, et ne doit comprendre que des individus présentant toutes les garanties voulues au point de vue de l'énergie et de la moralité (1).

C'est à ce personnel qu'il incombe de rendre effective la règle internationale contenue dans l'article 7 du Règlement de La Haye, en vertu de laquelle les prisonniers de guerre doivent être traités pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du gouvernement qui les aura capturés. Les Instructions américaines s'étaient contentées de dire que les prisonniers de guerre devaient recevoir *dans la mesure du possible* une nourriture convenable et saine (art. 76), ce qui est un peu vague. Les prisonniers se plaignent parfois

(1) Règl. fr. du 21 mars 1893, art. 40, 41, 42.

de la nature des aliments, même lorsque la qualité en est bonne. C'est ainsi que les prisonniers russes, pendant la guerre de Crimée, traités comme les soldats français, trouvaient le pain trop blanc et regrettaient le pain noir de leur village ou de leur régiment (1). Les hommes du peuple ne sont pas en général difficiles pour leur nourriture, mais celle-ci est basée sur des habitudes ancestrales et un changement les éprouve beaucoup. Les prisonniers français en 1870-71 ne purent s'accoutumer à la soupe à la farine, plat réglementaire de l'armée prussienne ; ils l'avaient surnommée colle et se plaignaient qu'on leur en fît faire de trop fréquentes *collations* (2). Rappelons ici que Parmentier, captif en Allemagne et obligé de manger des pommes de terre, légume tout à fait méprisé en France, put en apprécier les qualités et réussit plus tard à y habituer ses compatriotes.

Les Japonais ont fait plus que leur devoir en 1904-05 pour nourrir leurs prisonniers. Considérant que la cuisine russe diffère considérablement de la cuisine japonaise et que les colosses moscovites qu'ils avaient à garder étaient doués d'un appétit autrement robuste que celui des Japonais, race petite et sobre, ils accordèrent des indemnités de 0.60 yen aux officiers et de 0.30 yen aux sous-officiers et soldats, sommes presque deux fois plus élevées que celles prévues pour les militaires de l'armée du Japon. Ce trait de générosité vaut la peine d'être signalé aux nations européennes (3).

Le Règlement français du 21 mars 1893 décide que les

(1) Alfred Rambaud, *Moscou et Sébastopol*, 2^e partie, ch. iv, p. 266.

(2) R. P. de Damas, *Souvenirs de guerre et de captivité*, p. 236.

(3) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 413.

prisonniers de guerre renfermés dans les Dépôts vivent à l'*ordinaire* dans les conditions prescrites pour les troupes françaises (art. 47). Ils ont droit à des rations en nature de pain et de biscuit, de viande, de sucre et café, de sel, de liquides, de tabac : le tarif n° 2 prévoit même des rations de pain, de biscuit et de viande pour les femmes et enfants de prisonniers qui rejoindraient ceux-ci en captivité. La quotité de ces rations sera, dit le tarif, la même que celle de la ration des troupes françaises, mais pourra être réduite si les circonstances l'exigent. Cette restriction vise les prisonniers capturés par la garnison d'une place assiégée : les allocations en nature qui leur sont attribuées sont déterminées par le gouverneur de la place suivant les ressources qu'il a à sa disposition (1).

Le chauffage des prisonniers est assuré dans les mêmes conditions que leur nourriture.

Quant à l'habillement, ils conservent les effets qu'ils possèdent au moment de leur capture aussi longtemps que ces effets sont susceptibles de faire un bon usage. Il est installé dans chaque Dépôt un atelier de réparations pour les vêtements et la chaussure ; les ouvriers sont pris parmi les prisonniers exerçant la profession de tailleur ou de cordonnier. Les effets des prisonniers qui sont reconnus hors deservice sont employés aux réparations, les dépenses occasionnées par ces réparations étant supportées par la masse d'habillement prévue au tarif n° 2. L'habillement est renouvelé par des effets délivrés soit par les corps de troupe sur leurs ressources disponibles en effets d'instruction ou hors de service, soit par le magasin administratif

(1) Règl. du 21 mars 1893, art. 28. Voir 1^{re} partie, ch. VI, p. 201, le chevaleresque exemple donné par Masséna au siège de Gènes.

de la région. En tout cas, c'est toujours le matériel le plus usé qui devra tout d'abord être employé, le meilleur devant être réservé pour les besoins de l'armée nationale. Si l'Etat capteur s'est emparé de magasins appartenant à l'ennemi, il y puisera les effets dont ses prisonniers pourront avoir besoin.

Le Règlement français prescrit que les effets donnés aux prisonniers soient de préférence du modèle de ceux en service dans l'infanterie, car ce sont les plus économiques ; mais ils ne devront porter aucun signe distinctif, de façon qu'il n'existe pas de confusion possible avec les uniformes des militaires de l'armée nationale ; on y fixera les boutons d'uniforme provenant des effets réformés des prisonniers. Chaque prisonnier doit avoir à sa disposition une coiffure, un vêtement et un pantalon de drap, deux chemises, deux paires de chaussures ou de sabots, un bourgeron et un pantalon de toile (1).

Le Règlement japonais du 15 mai 1904 est moins détaillé : il prévoit cependant des indemnités d'habillement pour l'hiver de 30, 25, 15 ou 8 yen (75 fr., 62 fr. 50, 42 fr. 50, 20 fr. environ) suivant qu'il s'agit d'officiers généraux, supérieurs, subalternes, ou de sous-officiers et soldats ; l'été ces indemnités sont réduites à 12, 10, 6 ou 3 yen (30 fr., 25 fr., 15 fr., 7 fr. 50 environ). En outre, des allocations mensuelles sont accordées pour les raccommodages à raison de 25 yen (62 fr. 50) pour les généraux, 10 yen (25 fr.) pour les officiers supérieurs, 6 yen (15 fr.) pour les officiers subalternes, 5 yen (12 fr. 50) pour les adjudants, 1 yen (2 fr. 50) pour les sous-officiers et 0 yen 50 (1 fr. 25) pour les soldats (2).

(1) Rêgl. du 24 mars 1893, art. 49.

(2) Règlement détaillé pour le traitement des prisonniers de guerre

Si quelques-unes de ces indemnités paraissent peu élevées, c'est que le costume japonais est peu coûteux et qu'en général les frais de vie et d'entretien au Japon sont moitié moindre qu'en Europe.

L'entretien des prisonniers de guerre ne comporte pas seulement des allocations en nature : ils ont encore droit à une solde en deniers. Le Règlement français la fixe pour les sous-officiers et soldats au même taux que la solde du soldat français, homme à pied. Les officiers subalternes reçoivent 102 francs par mois, les officiers supérieurs 201 francs, les généraux de brigade 252 francs, les généraux de division 336 francs. Les femmes des officiers captifs qui rejoignent leurs maris ont droit à 51 francs par mois, celles des sous-officiers et des soldats à la même solde que ceux-ci. Enfin les interprètes touchent une indemnité supplémentaire de 1 fr. 50 ou de 0 fr. 75 suivant qu'ils sont officiers, ou qu'ils appartiennent à la troupe. Les militaires promus à de nouveaux grades n'ont droit qu'au traitement du grade qu'ils avaient lors de leur capture (1).

En 1870-71, les officiers allemands prisonniers en France reçurent, d'après le tarif du 6 mai 1859, une solde à peu près égale aux chiffres prévus plus haut, 100 francs par mois pour les officiers subalternes, 200 francs pour les officiers supérieurs ; mais, en Allemagne, les officiers supérieurs et les capitaines français prisonniers ne touchaient par mois, que 90 francs ; les lieute -

japonais, art. 19, 21. Trad. de M. Akiyama, *Rev. de dr. int. et de lég. comp.*, 1906, p. 706.

(1) Rêgl. du 21 mars 1893, art. 46, et tarif n° 2 annexé.

nants et sous-lieutenants que 45 francs (1). « Se suffire avec 45 francs par mois sous ce climat rigoureux, écrit le général Ambert, c'était la misère noire. Il fallait pour ne pas faire de dettes se refuser jusqu'au café et au tabac, piétiner dans la neige avec des chaussures usées, à peine vêtu (2). »

Les soldats français captifs en Allemagne ne recevaient pas la moindre obole : comme nos règlements militaires prévoyaient pour les prisonniers de guerre le paiement de deux mois de solde de campagne à leur retour de captivité, le gouvernement de la Défense nationale s'entendit avec la Banque Bleichsrøder de Berlin pour que celle-ci leur payât d'avance cette somme. Un moyen analogue fut employé pour compléter la solde de captivité de nos officiers (3).

Si l'Etat au pouvoir duquel se trouvent des prisonniers de guerre a le devoir de veiller à leur entretien, cela ne veut pas dire que cet Etat supportera toujours et définitivement les frais de cet entretien.

Klüber dit que si les prisonniers « manquent de moyens de subsistance, ces moyens doivent leur être fournis, ou du moins, *avancés* » (4).

Le décret français du 25 mai 1793, considérait les soldes et appointements attribués aux prisonniers comme des *avances* à titre de réciprocité ou de remboursement (art. 21), et le traité du 10 septembre 1785 entre la Prusse et les Etats-Unis prévoyait que le montant des dépenses

(1) *Rev. de dr. int. pub.* 1870, p. 690. Valfrey, *Histoire diplomatique du gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 298 et s.

(2) Général Ambert, *Récits militaires* : Après Sedan, p. 348.

(3) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 71.

(4) Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, § 249.

occasionnées par les prisonniers à l'une des puissances contractantes, serait payé à l'autre puissance, d'après une liquidation de compte à arrêter réciproquement à la fin de la guerre. C'est le meilleur moyen d'assurer un bon traitement aux prisonniers, car l'Etat capteur leur témoignera d'autant plus de sollicitude qu'il sera sûr d'être dédommagé des frais ainsi engagés. Il faut donc blâmer les stipulations par lesquelles, dans un traité de paix, les frais d'entretien des prisonniers demeureront respectivement à la charge du gouvernement au pouvoir duquel les prisonniers sont tombés, et approuver des dispositions analogues à celles du traité de Portsmouth, entre la Russie et le Japon, dont l'article 13 déclare que « les gouvernements du Japon et de Russie présenteront l'un à l'autre, le plus tôt possible après que la remise des prisonniers aura été achevée, un compte documenté des dépenses directes faites respectivement par eux pour le soin et l'entretien des prisonniers depuis la date de la capture ou de la reddition jusqu'à celle de la mort ou de la remise. La Russie s'engage à rembourser au Japon, aussitôt que possible après l'échange de ces comptes comme il est stipulé ci-dessus, la différence entre le montant réel ainsi dépensé par le Japon et le montant réel également dépensé par la Russie » (1).

La liquidation de ces dépenses est plus compliquée lorsque l'une des parties belligérantes se compose de deux ou plusieurs nations alliées. Lors de la paix d'Amiens, l'Angleterre refusait de rembourser à la France l'entretien des Russes, des Bavaois et des soldats d'autres nationalités aux gages de l'Angleterre, qui avaient été captifs en

(1) Nagao Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 566.

France. Mais le Premier Consul n'admit pas cette prétention et exigea la nomination d'une Commission qui régla le compte des dépenses en considérant comme prisonniers anglais les soldats allemands ou autres qui avaient été au service du gouvernement britannique (1). Pour éviter un conflit possible au moment de la guerre de Crimée, la France et l'Angleterre signèrent à Londres, le 10 mai 1854, une Convention par laquelle les prisonniers de guerre russes devaient être répartis autant que possible d'une manière égale entre les deux pays. Si l'une des deux puissances avait eu à entretenir un nombre plus considérable, ou en avait à sa charge pendant un temps plus long que son alliée, le compte de l'excédent de la dépense qui en résulterait serait établi tous les trois mois, et cette puissance serait remboursée de la moitié de cet excédent (2).

Terminons cet examen de l'organisation des Dépôts de prisonniers, en signalant la nécessité d'installer dans chacun d'eux une infirmerie dont les infirmiers pourront être choisis parmi les captifs. Un médecin militaire devra être désigné pour assurer ce service. Rappelons ici que le personnel sanitaire qui bénéficie de la Convention de Genève, ne doit pas être traité en prisonniers de guerre, mais que tant qu'il est au pouvoir d'un belligérant, celui-ci a l'obligation de lui assurer les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel des mêmes grades de son armée (3).

(1) Article 2 du traité du 27 mars 1802. Thiers, *Le Consulat et l'Empire*, t. III, liv. 13, p. 374, 422, 424. De Clercq, *Recueil des tr. de la Fr.*, t. I, p. 484.

(2) de Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. VI, p. 438.

(3) Convention de Genève du 6 juillet 1906, art. 9 et 13.

Pour éviter les épidémies qui déciment trop souvent les prisonniers affaiblis par les fatigues de la guerre, le Règlement du 21 mars 1893 prescrit de les vacciner ou de les revacciner, dès leur arrivée dans les Dépôts (art. 52).

CHAPITRE IV

POLICE ET DISCIPLINE DES PRISONNIERS DE GUERRE

Les prisonniers sont soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. — Dispositions des Règlements et Codes militaires étrangers et français. — Les prisonniers peuvent-ils être jugés à raison de crimes ou de délits commis antérieurement à leur capture? — Craintes des Allemands au sujet d'une insurrection générale de leurs captifs en 1870-71 : *Rebellion* ou *Réveillon*? — Censure de la correspondance ; franchise postale. — Les prisonniers et la Presse : journaux nihilistes proscrits par les Japonais. — Interdiction de l'entrée des Dépôts à tout venant. — Appels, punitions, promenades militaires, inspections. — Interprètes, traductions des ordres ; le cas du sergent Gombaud. — Distractions accordées aux captifs : théâtres improvisés. — Séjour des familles des prisonniers. — Exercice du Culte. — Capacité juridique des prisonniers : *postliminium*. — Actes de l'état civil.

Nous venons de voir que les lois de la guerre moderne obligent l'état capteur à traiter ses prisonniers, au point de vue matériel, sur le même pied que ses propres troupes (1) ; la contrepartie de cette disposition est, qu'en revanche, ces prisonniers seront soumis aux lois, règle-

(1) Règl. de La Haye, art. 7.

ments et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent (1). Rien de plus juste : s'ils partagent la nourriture de leurs vainqueurs, ils doivent se plier à la même discipline, fût-elle moins paternelle que celle à laquelle ils ont été accoutumés dans leur patrie. Les militaires chargés de la garde des prisonniers ne peuvent faire régner un peu de bien-être parmi ceux-ci qu'à la condition d'obtenir de leur part une soumission parfaite ; ils ont, pour arriver à ce résultat, la connaissance et l'expérience d'un certain nombre de règlements. Mieux vaut leur laisser appliquer ces règlements, même s'ils sont sévères, que de les contraindre à chercher, dans une législation étrangère, des moyens de commandement qu'ils emploieraient sans discernement. Ce n'est pas une mince besogne que d'éviter les mutineries de captifs aigris par le malheur et prêts à secouer un joug humiliant. Napoléon I^{er} ne voulut cependant pas admettre que les règlements militaires prussiens fussent appliqués à ses soldats prisonniers : certaines fautes étaient punies de la bastonnade en vertu de ces règlements, et l'on sait que les châtiments corporels ont disparu de l'armée française depuis la fin du XVIII^e siècle. Aussi prévint-il les Prussiens « que s'ils bâtonnaient ses soldats prisonniers, il ferait fusiller tous les officiers prussiens qui tomberaient en son pouvoir » (2). Le caractère dégradant de la punition infligée aux prisonniers français n'aurait pas suffi pour justifier de semblables représailles.

Les Règlements militaires de la plupart des armées renferment aujourd'hui des dispositions conformes à l'ar-

(1) Règl. de La Haye, art. 8.

(2) Marbot, *Mémoires*, I, 318, 420.

ticle 8 du Règlement de La Haye cité plus haut. Suivant le Code pénal allemand, les prisonniers de guerre sont soumis, d'après leur grade, aux prescriptions du Code militaire allemand, surtout à celles relatives au temps de guerre (§ 138) (1). La règle est la même en Autriche, d'après le Règlement sur le service des armées en campagne de 1904. En Russie, les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements militaires russes, et justiciables des tribunaux militaires : une notification leur est faite à cet égard lorsqu'ils entrent sous le régime des autorités russes (2). Nous lisons dans le Règlement espagnol sur le service des armées en campagne, de 1882, que les délits commis par les prisonniers sont jugés conformément aux lois du pays où ils sont internés (art. 924). Le Règlement italien veut qu'en temps de guerre les prisonniers soient soumis à la juridiction militaire et observent toutes les dispositions de nature disciplinaire que l'autorité locale croira devoir leur imposer. Il ajoute que, dans toute circonstance, le militaire qui se trouve prisonnier de guerre doit conserver une contenance militairement digne et réservée, et que même durant la captivité militaire, l'inférieur doit respect, obéissance et secours à son supérieur qui est prisonnier (3). Cette recommandation, excellente au point de vue disciplinaire, est également insérée dans le Règlement portugais qui déclare qu'entre prisonniers, l'inférieur doit respect

(1) En 1870-71, l'unité militaire allemande n'existait pas encore : on appliquait donc aux prisonniers le code militaire de l'Etat de la Confédération où ils étaient internés.

(2) Règl. sur les prisonniers de guerre du 10 juillet 1877 (art. 59) et Instructions russes des 14/27 juin 1904.

(3) *Servizio in guerra*, art. 545, 714, 734, 738.

et obéissance au supérieur, et que le Code de justice militaire et les règlements militaires leur sont applicables (1). Le gouvernement japonais, dans son Règlement de 1904 sur le traitement des prisonniers de guerre, ordonne que ceux-ci soient soumis à la surveillance, par suite de la discipline en vigueur dans l'armée impériale de terre, et que, sous aucun motif spécial, ils ne souffrent dans leurs personnes aucune autre contrainte (art. 4) : cette disposition fut complétée par un Décret sur les punitions des prisonniers de guerre du 28 février 1905. Les crimes et délits de ceux-ci sont du ressort de la juridiction des conseils de guerre (art. 8) (2).

En France, le Code de justice militaire déclare justiciables des conseils de guerre les prisonniers de guerre pour tous crimes et délits (art. 56). Un arrêté du 17 pluviôse an VIII portait que les prisonniers de guerre étrangers étaient justiciables des conseils de guerre pour tous les délits dont ils pouvaient s'être rendus coupables, excepté les cas de révolte à main armée, auxquels cas ils devraient être jugés par des commissions militaires ; mais ces commissions ont été supprimées et dès lors on peut dire que tous les crimes et délits des prisonniers de guerre rentrent dans la compétence des conseils de guerre permanents. Une exception est prévue par l'article 273 qui retire à la juridiction des conseils de guerre l'examen des infractions commises par des militaires aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les

(1) Règlement provisoire pour le service des armées portugaises en campagne, art. 1094, 1096.

(2) Voir la trad. de ces documents dans la *Rev. de dr. int. et de lég. comp.* 1906, t. VIII, p. 578, 1907, t. IX, p. 215.

octrois, les forêts et la grande voirie : des prisonniers de guerre auront bien rarement l'occasion de se rendre coupables d'infractions de cette nature (1). D'après l'article 17, les conseils de guerre appelés à juger des prisonniers de guerre sont composés, comme pour le jugement des militaires français, d'après les assimilations de grade (2). Les condamnations sont subies dans les prisons militaires et l'on se conforme pour l'envoi des prisonniers de guerre en jugement et en détention à toutes les dispositions prescrites en pareil cas pour les militaires de l'armée française (3). Il existe une Ordonnance sur la justice militaire en temps de guerre et son application aux prisonniers ; mais nous n'entrerons pas davantage dans les détails de cette procédure, car le législateur ne tardera pas à y introduire de grands changements, en raison des modifications profondes qu'il est en train de faire subir à l'organisation des conseils de guerre.

Les prisonniers de guerre sont donc responsables de-

(1) D'après l'art. 75, les prévôtés ont juridiction sur les prisonniers de guerre qui ne sont pas officiers pour les contraventions de police et les infractions aux règlements relatifs à la discipline ; mais l'autorité militaire peut toujours, suivant la gravité des faits, déférer les accusés au conseil de guerre.

(2) Ces assimilations sont généralement établies d'après les cartels d'échange. (*Commentaires sur le Code de justice militaire*, par Pradier-Fodéré et Lefauré, p. 39). Les cours martiales allemandes en 1870-71 furent toujours présidées par un officier d'un grade supérieur à celui de l'accusé. Voir le récit d'un de leurs jugements dans les *Souvenirs de Captivité* de M. Robert Mitchell, dans la *Revue hebdomadaire* du 8 mai 1909, p. 224.

(3) Voir les articles 61, 67, 101 du Règl. du 24 mars 1893 sur les prisonniers de guerre. Ceux-ci, y est-il dit, relèvent *exclusivement* de la juridiction militaire.

vant la juridiction de l'Etat capteur, de tous les crimes et délits, soit militaires, soit de droit commun, commis par eux pendant la durée de leur captivité. Peuvent ils être jugés aussi à raison de crimes ou de délits commis antérieurement à leur capture? Ils ne peuvent certainement pas être poursuivis criminellement par le vainqueur simplement parce qu'ils ont pris part à la guerre; défendre son pays n'est pas un acte qui relève des lois pénales modernes; mais ils peuvent être jugés, soit pour violation des lois de la guerre, soit pour des crimes ou délits commis avant leur capture sur le territoire ou au préjudice de l'Etat qui les a faits depuis prisonniers.

Comme Bluntschli, Pradier-Fodéré, le Commandant Guelle, l'ont fait remarquer, il est inadmissible qu'un individu ayant assassiné, ou volé dans un pays, puis s'étant engagé dans l'armée d'un Etat ennemi de ce pays, ne soit pas jugé pour ces actes s'il tombe au pouvoir de la nation lésée, sous prétexte qu'on doit avoir égard à sa qualité de prisonnier de guerre (1). Le respect du captif ne doit pas aller jusqu'à l'absolution du criminel. Le cours de la justice ne peut être arrêté que par la prescription ou l'amnistie. Quant à savoir si les prisonniers ne devront pas comparaître devant des juges de droit commun toutes les fois qu'il s'agira de crimes ou de délits non militaires, commis avant la guerre, c'est une question de compétence qui doit être solutionnée suivant la procédure de chaque pays.

Si l'autorité militaire veut prévenir les actes de rébel-

(1) Bluntschli, *Droit int, codifié*, art. 692. Pradier-Fodéré, *Droit int public*, t. VII, p. 401. Commandant Guelle, *Précis des Lois de la guerre*, I, pp. 498, 499.

lion plutôt que d'être obligée de les réprimer, elle doit soumettre ses prisonniers à certaines mesures qui paraissent de prime abord vexatoires, mais que les risques de la situation commandent. Le Gouvernement allemand, en 1870-71, manifesta à plusieurs reprises ses craintes d'une insurrection générale des prisonniers. Des Français, internés à Coblenz, avaient dit, la veille de Noël : « Nous allons faire un *réveillon* ». Des témoins allemands avaient compris *rébellion* et donnèrent aussitôt l'alarme : des canons furent braqués sur le camp d'Ehrenbreitstein, et il fut interdit aux officiers français de se réunir (1). On avait eu soin de mélanger les différents corps de troupe dans les agglomérations de prisonniers, et il ne régnait plus aucune hiérarchie parmi eux ; il leur aurait donc été bien difficile d'organiser ainsi un soulèvement général. L'inquiétude des Allemands n'en fut pas moins très vive, et leur fit parfois redoubler de sévérité.

Il est impossible de laisser les prisonniers jouir du secret de la correspondance sous peine de leur fournir ainsi le moyen de tramer un plan d'évasion, un complot, ou de fournir à leur patrie des renseignements précieux sur ses ennemis. Ils ne correspondront donc que par lettres ouvertes, cartes postales ou télégrammes ; ces messages seront déposés dans des boîtes spéciales établies dans les Dépôts et à l'Etat-Major de la place, et seront soumis à la censure de l'autorité militaire qui confisquera tous ceux rédigés en écriture chiffrée, ou dont le contenu lui paraîtra suspect. Quant à la correspondance adressée aux prisonniers de guerre, elle ne sera remise aux inté-

(1) A. Duruy, *Souvenirs de Captivité : Revue des Deux Mondes*, juin 1871.

ressés qu'après que l'autorité militaire en aura pris connaissance et y aura apposé son timbre. Ces mesures de précaution ne doivent cependant pas être aggravées par d'inutiles tracasseries. Ainsi les Allemands ont commis une inconvenance en 1870-71, lorsqu'ils confiaient à de simples soldats le soin d'examiner les lettres expédiées par les officiers français prisonniers, et qu'ils obligeaient des colonels à attendre, debout dans le bureau de ces hommes, que ceux-ci aient terminé leur besogne inquisiteuriale (1).

Les prisonniers de guerre peuvent recevoir ou expédier, sous réserve d'un contrôle, des sommes d'argent ou des colis postaux. Ces envois, ainsi que les lettres, sont affranchis de toutes taxes postales aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans tous les pays intermédiaires, en vertu de l'article 16 du Règlement de La Haye concernant les lois de la guerre. Seuls les télégrammes expédiés par les prisonniers ne jouissent pas de cette franchise postale (2).

La lecture des journaux ne doit être permise aux prisonniers qu'avec une certaine circonspection, pour les

(1) Alb. Duruy, *Souvenirs de Captivité : Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juin 1871, p. 455. Voir dans les *Nouvelles feuilles de route*, de P. Déroulède, la façon spirituelle dont l'auteur mit à l'épreuve la patience du général von der Linden qui inspectait ses lettres, en se targuant mal à propos d'avoir du « parler français » et de connaître « les finesses de notre langue. » (p. 37 et s.).

(2) Voir le Règl. français du 24 mars 1893. art. 62, 63, 64 ; le Règl. japonais du 14 février 1904, art. 25, 26, 32, 34 (N. Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 96) ; le Règl. japonais sur le service postal et sur le service des mandats-poste pour les prisonniers de guerre du 3 mars 1904 (trad. Akiyama, dans la *Revue de dr. int. et de lég. comp.*, 1906-1907).

raisons qui nécessitent l'examen de leur correspondance. Il faut proscrire ceux qui pourraient entretenir parmi eux une agitation fâcheuse. En 1870-71, les journaux en langue française furent d'abord répandus parmi nos soldats prisonniers, mais à la suite d'articles parus dans le *Drapeau* et dans l'*Indépendance belge*, une seule feuille fut autorisée, la *Correspondance de Berlin*, imprimée sous les auspices du gouvernement allemand (1).

Les soldats russes prisonniers au Japon, pendant la guerre Russo-Japonaise de 1904-05, purent s'abonner à un certain nombre de journaux étrangers, au *Japan Times*, *Japan Mail* et *Japan Gazette* du Japon, au *Times* d'Angleterre, au *Temps* de France, au *Sun* des Etats-Unis, à l'*Allgemeine Zeitung* d'Allemagne et à la *New freie Presse* d'Autriche. Ils reçurent ainsi 50.415 journaux et 341.939 livres et brochures. Il n'y eut d'exception que pour deux publications nihilistes, l'*Osbovozgenie* et la *Révolutionia Russia*, hostiles au gouvernement impérial russe : les autorités japonaises en interdirent la distribution par un très louable sentiment de courtoisie pour leur adversaire (2).

L'entrée des Dépôts de prisonniers ne doit pas être ouverte à tout venant. Les visites de personnes étrangères au service peuvent avoir pour but la distribution de secours aux captifs : elles ne doivent pas être interdites en ce cas, pourvu qu'elles ne servent pas de prétexte à des préparatifs d'évasion ou de rébellion. Les Allemands

(1) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 58. Alb. Duruy, *Souvenirs de Captivité*, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juin 1871.

(2) N. Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 120. *Revue de dr. int. et de lég. comp.*, 1906.

ne les virent pas d'un très bon œil en 1870-71. M^{me} Dering, femme du premier secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Berlin, ayant apporté du tabac aux prisonniers français, fut injuriée et souffletée par des soldats prussiens (1); dans une semblable circonstance, la comtesse Zeppelin fut menacée d'être mise à la porte « à coups de baïonnette. (2) »

En revanche, la Grande Duchesse de Bade visita avec beaucoup de sollicitude les Français internés à Carlsruhe : parmi eux, le marquis Costa de Beauregard retint son attention ; mais par discrétion, elle n'osa lui demander son nom, et en se retirant, elle déposa vingt francs sur sa table. Le geste était touchant, et le marquis Costa conserva pieusement cette pièce d'or toute sa vie (3).

Quand les visiteurs n'ont d'autre but que de satisfaire une curiosité déplacée, ils doivent être tenus à l'écart. C'est une cruauté inutile que de soumettre les prisonniers de guerre, comme des animaux exotiques, à une exhibition blessante pour leur amour-propre (4). Il faudra donc, pour pénétrer dans les Dépôts une autorisation personnelle, délivrée par le commandant du Dépôt et visée par le commandant d'armes : le titulaire de cette autorisation, qui pourra toujours être suspendue ou retirée, prendra l'engagement de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire (5).

(1) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 56.

(2) Général Ambert, *Récits militaires* : Après Sedan, chap. v.

(3) *L'Echo de Paris* du 17 février 1909.

(4) Voir l'article 10 du Règl. *détaillé* japonais sur les prisonniers de guerre du 15 mai 1904, dans la *Revue de dr. int.*, 1906, p. 760.

(5) Règl. français du 21 mars 1893, art. 78.

Les prisonniers internés dans les Dépôts sont soumis, pour les détails de la vie journalière, au Règlement sur le Service intérieur des troupes nationales; en France, au Règlement sur le service intérieur des troupes d'infanterie (1). Pour que les évasions, s'il s'en produit, ne restent pas longtemps secrètes, on procédera à l'appel des prisonniers deux fois par jour en hiver, trois fois en été, les manquements aux appels étant punis de prison. Les autres fautes contre la discipline sont punies de corvées supplémentaires, de salle de police, de prison ou de cellule, conformément aux dispositions du Service intérieur; le personnel des cadres des Dépôts a toutefois, en ce qui concerne le droit de punir, des attributions plus étendues que celles habituellement conférées par chaque grade, le commandant ayant les attributions d'un colonel, les lieutenants et sous-lieutenants, celles d'un capitaine, les sous-officiers, celles d'un lieutenant, les caporaux et brigadiers, celles d'un adjudant (2).

Comme il serait inhumain de condamner des individus jeunes et vigoureux à une claustration absolue, on pourra organiser, quand les circonstances le permettront, des promenades militaires, une ou deux fois par semaine, sous la conduite du cadre de chaque Dépôt (3). Mais en dehors de ces exercices, les prisonniers ne peuvent sortir individuellement du Dépôt sans l'autorisation du com-

(1) Régl. du 21 mars 1893, art. 69.

(2) Régl. du 21 mars 1893, art. 70, 73. Les dégradations au casernement ou aux effets distribués donnent lieu à une retenue sur les allocations en deniers (art. 74).

(3) Régl. du 21 mars 1893, art. 76. Voir aussi un Règlement japonais spécial sur les promenades, du 18 mars 1905, dans la *Revue de dr. int. et de lég. comp.*, 1907, t. IX, p. 220-224.

mandant qui ne peut d'ailleurs leur permettre de franchir les limites de la garnison. Pour qu'ils puissent se procurer cependant quelques suppléments de nourriture, une ou plusieurs cantines seront installées dans chaque Dépôt: une surveillance doit être exercée sur les prix et la qualité des denrées mises en vente. Les alcools seront proscrits. L'attention du commandant de Dépôt se portera d'ailleurs d'une façon toute spéciale sur l'alimentation de ses prisonniers et sur leur hygiène, pour éviter l'éclosion et la propagation des épidémies. Le commandant d'armes doit visiter au moins une fois par semaine chacun des Dépôts de sa localité, et le général commandant la région doit en passer l'inspection tous les trois mois (1). Ces officiers, en s'acquittant de cette partie de leurs fonctions, pourront se souvenir de l'humanité de Napoléon I^{er} pour ses prisonniers ; il les interrogeait, s'informait de leurs besoins, se déclarait prêt à écouter leurs réclamations, et allait même jusqu'à leur faire des dons en argent, ne voulant pas qu'il fût dit « que des soldats, même ennemis, eussent parlé à l'Empereur des Français, sans recevoir quelque bienfait. (2) »

Les prisonniers seront mis au courant des prescriptions réglementaires, des consignes qui les concernent. Rappelons ici le système inventé par les Japonais et consistant à distribuer aux captifs des imprimés dans leur langue maternelle, contenant un résumé de leurs obligations. C'est surtout pour la transmission des ordres que la nécessité d'avoir des interprètes se fait sentir : de tristes malentendus seront ainsi évités. Un sous-officier de

(1) Règl. français du 21 mars 1893, art. 72, 77, 75, 81.

(2) Marbot, *Mémoires*, II, 164.

zouaves, R. Gombaudo, interné à Ingolstadt, se trouvait à la porte de sa baraque lorsqu'un de ses gardiens lui commanda, en allemand, de rentrer. Gombaudo, n'ayant pas compris, ne bougea pas ; le gardien croyant à un refus d'obéissance se jeta sur lui. Une lutte s'en suivit entre les deux hommes, et le sous-officier français fut peu après condamné à être fusillé pour sa rébellion involontaire. Il mourut d'ailleurs héroïquement, refusant de se laisser bander les yeux, et demandant aux 6.000 prisonniers qui assistaient à son exécution de crier en même temps que lui : « Vive la France ! » ce qu'ils firent au grand émoi des Allemands (1). Le peintre Moreau de Tours a reproduit cette scène si impressionnante.

Les autorités qui ont la garde de prisonniers, agiront dans leur propre intérêt en leur accordant quelques distractions. Quand les prisonniers s'amusent, ils ne songent pas à mal faire. Les Allemands laissèrent nos soldats captifs organiser des théâtres, des jeux athlétiques, des concerts, des journaux humoristiques. A Spandau, les habitants de la ville procurèrent aux acteurs des costumes et des décors ; mais le général von Strelitz interdit à juste titre, une représentation publique et payante. Une exhibition de pitreries devant des vainqueurs, pour obtenir d'eux quelques thalers, lui semblait tout à fait contraire à la dignité militaire. Les gouverneurs de Wittemberg et de Coblenz n'observèrent pas la même réserve et accordèrent cette autorisation : les officiers français se virent même consigner les portes de la salle

(1) Général Ambert, *Récits militaires* : Après Sedan, chap. v, p. 353.

où ils voulaient entrer pour protester (1). A Stettin, M. Kraft, commandant la 27^e compagnie de prisonniers, ayant appris que sur 250 hommes, 88 ne savaient ni lire ni écrire, organisa aussitôt un cours d'adultes (2). Les Japonais imitèrent cet exemple, en 1904, enseignant le japonais à quelques-uns de leurs captifs pour les occuper, mais se contentant d'apprendre à lire le... *russe* à la plupart, car le nombre des illettrés était considérable parmi eux. Ils organisèrent à Himeji des représentations théâtrales spéciales, avec le concours d'une célèbre troupe, celle d'Ichikawa Danjo, pour mettre sous les yeux de leurs hôtes involontaires les somptueuses tenues des guerriers d'autrefois, les Samourais (3). Pendant la guerre du Transvaal, les Boërs laissèrent leurs prisonniers anglais jouer au football, à Prétoria, et organisèrent des concerts pour eux (4).

Mais ce qui, bien mieux que toutes ces distractions, évitera aux prisonniers la tentation de fuir la localité où ils sont internés, c'est de leur permettre d'y faire venir leur famille pour y partager leur captivité. Le Règlement français prévoit cette autorisation qui peut être accordée par le Ministre de la guerre, sur l'avis du général commandant la région : les prisonniers peuvent alors habiter en ville, hors des Dépôts, sous la réserve de s'engager, par écrit, à ne pas chercher à s'évader, et à se conformer à toutes les mesures de surveillance prescrites par l'autorité militaire, notamment à être constamment

(1) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 76.

(2) Général Ambert, *Récits militaires* : Après Sedan, p. 329.

(3) Voir la photographie de l'une de ces représentations dans l'*Illustration* du 9 septembre 1905.

(4) *Rev. gén. de dr. int. pub.*, 1901, p. 93 et s., 1900, p. 679.

porteurs d'une carte d'identité avec photographie (art. 65). Le Règlement japonais, sur l'habitation des prisonniers de guerre chez les particuliers, du 18 mars 1905, contient des dispositions de cette nature (1), qui ont été mises en pratique pendant la guerre Russo-japonaise et qui sont très judicieuses, car le désir de revoir des êtres chers est souvent le principal mobile d'une évasion (2).

Le Règlement français pousse la bienveillance envers les prisonniers de guerre jusqu'à leur accorder des changements de résidence à leurs frais pour convenance personnelle, et aux frais de l'Etat, pour raison de santé (Art. 66).

L'article 18 du Règlement de La Haye concernant les lois de la guerre prescrit de laisser toute latitude aux prisonniers pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire. Le Règlement français n'a pas oublié les facilités à accorder pour le service religieux ; il donne même aux ministres des divers cultes, de nationalité française, l'autorisation de pénétrer dans les Dépôts de prisonniers ; quant à ceux qui appartiennent à une nationalité étrangère, ils ont besoin d'une autorisation spéciale du Ministre de la Guerre. Les uns et les autres ne peuvent recevoir aucun dépôt d'effets ou de valeurs à quelque titre ou pour quelque destination que

(1) Voir la trad. de ce règlement dans la *Rev. de dr. int. et de lég. comp.*, 1907, t. IX, pp. 220-224.

(2) D'après Nagao Ariga, des prisonniers russes ayant fait venir leurs familles à Matsouyama et ayant été rapatriés après la guerre, sont revenus s'établir dans cette localité dont le climat et la vie facile les avaient séduits. (*Guerre russo-japonaise*, p. 119).

ce soit (art. 53). Les aumôniers français qui parcouraient les villes de l'Allemagne où nos soldats étaient internés en 1870-71, reconnaissent, pour la plupart, la bonne grâce avec laquelle l'autorité prussienne facilita leur tâche. « A Glogau, dit le R. P. de Damas, j'avais 13.000 prisonniers à évangéliser et rien n'était prêt quand je descendis du train : en deux heures, le premier lieutenant de la Landwehr, M. Schmidt eut tout organisé..... Le gouverneur de la province de Kœnigsberg est vraiment un homme parfait de cœur et de manière (1). »

Le Gouvernement japonais appliqua rigoureusement le texte de l'article 18 du Règlement de La Haye. L'évêque russe Nicolaï, autorisé à résider à Tokio pendant la guerre russo-japonaise, envoya des prêtres japonais orthodoxes, ses disciples, dans tous les dépôts et lieux d'internement des prisonniers de guerre. Ceux qui n'appartenaient pas à l'église orthodoxe furent également autorisés à suivre leur religion quelle qu'elle fût (2).

Le prisonnier de guerre, dans l'antiquité, était frappé d'une complète incapacité juridique. La captivité l'assimilait à un esclave et lui infligeait une *capitis deminutio* en vertu de laquelle il perdait son droit de cité, ses droits de famille, l'administration de ses biens ; le mariage qu'il avait contracté se trouvait dissous, en dépit même de la volonté formelle de la femme, et il ne pouvait figurer dans aucun acte juridique. Il ne recouvrait ses droits qu'à la fin de sa captivité, en vertu d'une fiction juridique appelée *postliminium* qui consistait à le

(1) R. P. de Damas, *Souvenirs de guerre et de captivité*. Voir aussi : Abbé Rambaud, *Six mois de captivité à Kœnigsberg*. R. P. Joseph, *La captivité à Ulm*.

(2) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 119.

faire considérer comme n'ayant jamais été captif ; toutefois le mariage n'en restait pas moins dissous, sauf à partir de Justinien (1).

D'après le Droit moderne, le prisonnier de guerre ne subit pas de déchéance juridique ; la captivité ne le frappe pas d'incapacité et, en principe, n'entache pas de nullité les conventions qu'il pourra contracter, sauf à examiner les circonstances qui ont accompagné la formation de l'obligation. L'Etat capteur doit donc laisser ses prisonniers disposer aussi librement que possible des moyens que sa législation donne aux étrangers résidant sur son territoire pour passer des actes privés et gérer les intérêts qu'ils ont, soit dans leur patrie, soit à l'étranger ; il ne devra pas les priver des secours des hommes de loi, dont les conseils leur seront nécessaires, ou dont ils auront besoin pour établir des procurations (2).

Quant aux actes publics de l'Etat civil concernant les prisonniers de guerre, ils pourront être établis dans les mêmes conditions que ceux concernant les militaires de l'armée nationale en campagne. Les articles 93 à 98 du Code civil français, modifiés par les lois du 8 juin 1893 et du 17 mai 1900, régissent cette matière ; leur analyse nous entraînerait trop loin. Disons simplement que les actes de l'Etat civil concernant les militaires hors de France, ou en cas de mobilisation, et par assimilation ceux concernant les prisonniers de guerre, sont établis par des officiers, ou des fonctionnaires de l'intendance ; ce sera le plus souvent le commandant du Dépôt qui

(1) Digeste, liv. 49, tit. XV, *De captivis et de postliminio*. Liv. 24, tit. II, *De divortiis et repudiis*. Justinien, *Novelles*, 22 et 117.

(2) Une loi française du 28 février 1872 autorise les officiers ministériels prisonniers à se faire suppléer.

interviendra et qui transmettra au Ministre de la Guerre une expédition de cet acte ; expédition qui pourra, une fois les hostilités terminées, être communiquée, par la voie diplomatique, au Gouvernement du prisonnier intéressé. Les prisonniers ne peuvent d'ailleurs contracter mariage, pendant la durée de la captivité, que sur l'autorisation du Ministre de la Guerre (1). Les déclarations de naissances seront faites dans les dix jours, au lieu des trois jours, qui suivront l'accouchement. Les reconnaissances d'enfants naturels pourront avoir lieu.

Nous verrons, à propos du décès des prisonniers de guerre (2), que ceux-ci doivent avoir la faculté de tester dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée nationale ; ce droit leur est reconnu par l'article 403 du Règlement français sur les prisonniers de guerre, et par l'article 31 du Règlement japonais.

(1) Règl. du 21 mars 1893, art. 403.

(2) III^e partie, chap. iv. p. 427.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX OFFICIERS ET ASSIMILÉS, PRISONNIERS DE GUERRE

Raison d'être de ces prérogatives : traitement des Chefs de troupes, des souverains prisonniers dans l'antiquité et dans les temps modernes ; Napoléon I^{er} et Napoléon III. — Respect du principe de la hiérarchie militaire. — Officiers prisonniers circulant sans escorte sur parole : le général Ducrot à Pont-à-Mousson. — Internement sur parole : indignes subterfuges, tracasseries inutiles des Allemands en 1870-71. — Echange du salut. — Port de l'uniforme. — Soldats-ordonnances. — Permissions. — Punitions. — Solde. — Sanction d'une fausse déclaration de grade.

Les officiers et les assimilés, prisonniers de guerre, peuvent profiter aujourd'hui de certaines prérogatives. Le traitement de faveur qui leur est appliqué est tout à fait l'inverse de ce qui se passait dans l'antiquité où les prisonniers importants, chefs de troupes ou souverains, subissaient une captivité plus cruelle que leurs soldats. Sésostris attelait les rois qu'il avait vaincus et se faisait traîner par eux. Nabuchodonosor fit arracher les yeux

à Sédécias, roi de Juda (1). Jugurtha, roi de Numidie, fut égorgé dans le Tullianum. Persée, roi de Macédoine, servit à orner le char triomphal de Paul-Emile (2). César ne témoigna aucune générosité à Vercingétorix qu'il laissa languir six ans dans un affreux cachot avant de le livrer au bourreau.

Mais l'influence du Christianisme et de la Chevalerie fit disparaître cet esprit de basse vengeance. Le roi Jean le Bon, fait prisonnier à Poitiers, fut l'objet des plus grands égards de la part de son vainqueur, le Prince Noir, qui voulut le servir lui-même à table. Quand François I^{er} fut pris à Pavie, il put dire ; « J'espère être traité en roi. » Le comte de Garden constate que « les souverains, à la tête de leurs armées, ont l'un pour l'autre les procédés qui caractérisent les mœurs et les coutumes de la Chevalerie... Lorsqu'un monarque tombe au pouvoir de son adversaire, il est, à la vérité, retenu par son vainqueur ; mais celui-ci lui assigne un séjour convenable, en prenant simplement quelques précautions pour prévenir sa fuite ; on tâche, en général, d'adoucir sa situation en lui accordant tous les honneurs dus à son auguste rang » (3). Klüber dit que, si les souverains ou les membres de leur famille sont faits prisonniers, ils sont traités avec des égards particuliers (4). Napoléon III, captif après Sedan, reçut pour résidence le château de Willems Höhe, près de Cassel, et il y fut entouré de respect et de prévenances. L'Angleterre fut au contraire infiniment moins

(1) Jérémie, XXXIX, 5, 7.

(2) Cicéron, *Catilinaires*, IV, 10.

(3) Comte de Garden, *Traité de diplomatie*, liv. VI, § X, p. 281.

(4) Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, § 245 b., p. 350.

généreuse pour Napoléon I^{er} qu'elle accabla des vexations les plus cruelles sur le rocher de Sainte-Hélène : la terreur que lui inspirait son redoutable adversaire ne peut excuser une rigueur aussi universellement blâmée. « L'Angleterre compromet sa gloire en ne respectant pas celle de Napoléon (1). »

Les égards qu'il convient d'accorder aux souverains captifs n'ont pas pour but, remarquons-le, de les amener à conclure une paix avantageuse. La captivité les rend en effet incapables de négocier et de signer valablement un traité. Celui de Madrid, consenti par François I^{er}, alors qu'il était au pouvoir de Charles-Quint, fut déclaré nul par une assemblée de notables. Napoléon III, dans son entretien avec Bismarck après la bataille de Sedan, écarta lui-même toute conversation sur les conditions de la paix ; il estimait qu'ayant perdu sa liberté il ne pouvait entamer sur cette question des négociations réservées désormais au gouvernement de l'impératrice régente (2).

En respectant les souverains prisonniers, l'Etat capteur rend hommage au principe d'autorité suprême, gage de l'ordre dans les nations ; en respectant les officiers prisonniers, il s'incline devant le principe de la hiérarchie militaire, base de l'organisation de toute armée. Le respect du grade, quel qu'en soit le titulaire, est inséparable de l'esprit de discipline ; il plane au dessus des frontières ; comme l'art, il n'a pas de patrie et ne s'arrête pas à une différence d'uniforme. Les officiers doivent

(1) Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, liv. XLII, p. 563.

(2) Albert Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. I, p. 280.

donc être traités avec plus de déférence dans leur captivité que les hommes de troupe : tous les officiers, sans distinction, car la distance est moins tranchée entre un général et un sous-lieutenant qu'entre un sous-lieutenant et un simple soldat.

Nous avons vu que, suivant une vieille tradition, les officiers faits prisonniers ne sont pas privés de leur épée (1). Telle est la première marque de courtoisie qu'ils reçoivent. D'autres avantages peuvent être accordés à leur loyauté : les liens de leur captivité seront un peu relâchés, pourvu qu'ils s'engagent sur l'honneur à ne pas les rompre complètement. Ces mesures de faveur s'appliquent soit au voyage qu'ils doivent accomplir pour gagner le lieu de leur internement, soit à cet internement lui-même. On autorise les prisonniers ayant rang d'officier à se rendre librement et sans escorte dans une ville qui leur est désignée et à y résider sans être enfermés dans un dépôt, après qu'ils auront donné leur parole de ne pas s'écarter de la route qui leur est tracée, ni de sortir du lieu de leur résidence. Ces dispositions, contenues déjà dans le Décret de Saint-Cloud, du 4 août 1811 (art. 1) ont été développées dans le Règlement français du 21 mars 1893 qui détermine les mesures à prendre à l'égard des officiers et assimilés prisonniers de guerre, d'après leur grade, leur rang, leur conduite, et en tenant compte de la manière dont sont traités les officiers et assimilés de l'armée française du même grade, tombés au pouvoir de l'ennemi (art. 15). Les officiers prisonniers sont d'abord évacués en formant, autant que possible, des colonnes distinctes de celles de leurs soldats captifs ; en tous cas,

(1) Voir II^e partie, chap. I, p. 224.

ils demeurent toujours séparés d'eux pendant la marche et en station (art. 23). Arrivés à un point de la ligne des étapes désigné par le Directeur général des chemins de fer et des étapes, ils peuvent être autorisés à continuer leur voyage librement et sans escorte jusqu'à la résidence qui leur est assignée ; mais ils doivent auparavant signer un engagement par lequel ils donnent leur parole, de s'y rendre en suivant l'itinéraire fixé (art. 34). Les Allemands ont très injustement accusé le général Ducrot d'avoir violé en 1870 un engagement de cette nature. Le général reçut après la bataille de Sedan, un sauf-conduit pour se rendre librement à Pont-à-Mousson, d'où il devait être dirigé sur l'Allemagne. Il gagna cette ville et remit son sauf-conduit aux autorités allemandes en se constituant prisonnier. A partir de ce moment, il rentrait dans la catégorie des prisonniers ordinaires, et c'était à l'ennemi à le garder. Il profita d'un manque de surveillance et du retard du train qui devait l'emmener, pour s'évader et pour se rendre à Paris où il commanda les XIII^e et XIV^e corps. « J'ai rempli scrupuleusement l'engagement d'honneur que j'avais pris de me constituer prisonnier au jour et à l'heure fixés, écrivit-il dans une lettre au général Trochu, le 17 octobre 1870. C'est à partir de ce moment, c'est-à-dire après avoir repris, avec mon état-major, le droit qu'a tout prisonnier de guerre de chercher à recouvrer sa liberté à ses risques et périls, que je me suis échappé des mains de l'ennemi (1). » Toute accusation de forfaiture tombe devant ce récit (2).

(1) Cette lettre a été publiée dans le *Journal Officiel* du 18 octobre 1870.

(2) Il n'en est pas de même de la conduite du colonel Waters, de

Nous examinerons, en étudiant l'évasion, toutes les conséquences de la violation d'un engagement semblable en cours de route. Il est bien entendu qu'aucun officier ne peut être contraint à se faire ainsi son propre gardien : ceux qui refusent de donner leur parole sont conduits sous escorte jusqu'à la localité qui est désignée pour les recevoir (1). Cette désignation appartient au ministre qui fixe le nombre des officiers à interner dans chaque localité, en évitant d'envoyer des officiers là où se trouvent des dépôts de prisonniers de guerre (2). Cette dernière restriction ne nous semble pas devoir être toujours réalisable en pratique.

Dès leur arrivée à destination, les officiers prisonniers se rendent ou sont conduits, suivant le cas, chez le commandant d'armes de la localité qui met chacun d'eux en demeure de faire connaître s'il demande à être interné sur parole ou s'il préfère ne pas donner sa parole. Les officiers et assimilés qui demandent à être internés sur parole signent, en présence du commandant d'armes, et après en avoir pris connaissance, l'engagement de ne pas tenter de s'évader et de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire. On doit blâmer les subterfuges employés par les Allemands en 1870-71 pour obtenir des officiers français prisonniers la promesse de ne pas s'évader. Lorsque ceux-ci arrivaient

l'état-major de Wellington, qui, fait prisonnier et ayant reçu l'autorisation de voyager librement à la suite des colonnes de Masséna, à qui il avait donné sa parole de ne pas s'évader, en profita pour s'enfuir et rejoindre Wellington « qui parut trouver le tour fort plaisant » (Marbot, *Mémoires*, II, p. 450).

(1) Règl. français du 21 mars 1893, art. 34.

(2) Règl. français du 21 mars 1893, art. 54.

au lieu de leur internement, on leur demandait leur nom, leur grade, le lieu de leur naissance, etc. Puis on leur présentait à signer une feuille sur laquelle était écrit en allemand, l'engagement formel de ne pas quitter la ville. Beaucoup, ignorant l'allemand, et n'ayant pas exigé qu'on leur traduisît ce texte, apposèrent leur signature sans se douter de ce qu'ils promettaient. « A Cologne, dit le commandant Guelle, après la capitulation de Metz, on nous a réunis un jour à la caserne, et là, on nous a dit en nous présentant plusieurs listes à signer : « Ceux qui désirent aller à Hambourg signeront sur cette feuille ; « ceux qui veulent aller à Altona sur celle-ci, etc... » Rien autre chose. Pour notre part nous avons signé sur la feuille de Hambourg, et il y avait en haut, en allemand, la promesse sur l'honneur de ne pas nous éloigner de cette ville (1). » Le Règlement français de 1893 écarte tout piège de cette nature en exigeant que les officiers internés sur parole ne signent leur engagement qu'après en avoir pris connaissance (art. 38 et 56). Quant aux officiers prisonniers qui refusent de se soumettre à cette situation, ils sont enfermés dans une forteresse, mais traités sans rigueurs inutiles.

Les officiers internés sur parole sont divisés par groupes de 20, le plus élevé en grade remplissant les fonctions de chef de groupe ; ils sont placés, dans chaque localité, sous la surveillance spéciale d'un officier d'état-major, désigné par le général commandant la région. Cet officier doit procéder à des appels dont le nombre est

(1) Voir C^t Guelle, *Précis des lois de la guerre*, t. I, p. 205. Le *Journal de Bruxelles*, le *Gaulois* et le *Petit Moniteur* du 18 janvier 1871.

fixé par le commandant d'armes qui y assiste au moins une fois par mois. Ces appels ne doivent pas servir de prétexte à d'humiliantes tracasseries. Le général Knotte commandant la place de Neisse en 1876-71, avait décidé que tous les lundis, les officiers internés auraient à se rendre au Bastion neuf à cinq heures du matin « pour recevoir d'importantes communications », notamment pour y entendre la lecture du Code militaire prussien. Un article de ce Code était ainsi conçu : « Tout officier qui insultera un poste en armes sera dégradé et expulsé. » Le commandant de la Garde mobile Robert Mitchell, qui se trouvait parmi les prisonniers, exprima aussitôt le désir d'insulter le poste en armes le plus voisin, car il ne lui serait pas désagréable, disait-il, de se voir *expulsé*. Le général Knotte ayant entendu cette réflexion en fut quelque peu interloqué. « Cet article, déclara-t-il, ne s'appliquait qu'aux officiers prussiens. » Mais il dut reconnaître qu'il était au moins inutile de réunir les officiers français prisonniers dès cinq heures du matin par 25° au dessous de zéro pour leur faire des communications qui n'intéressaient que les Allemands ; les convocations matinales au Bastion neuf furent dès lors supprimées (1).

A Bonn, le lieutenant allemand chargé de faire les appels, traitait les officiers français avec une extrême arrogance, les obligeant à attendre sa venue bien après l'heure fixée, les accablant de critiques et de sarcasmes, les invitant « à ne pas oublier qu'ils étaient prisonniers et que par conséquent ils devaient le salut à tout offi-

(1) Robert Mitchell, Souvenirs de Captivité, dans la *Revue hebdomadaire* du 8 mai 1909, p. 227.

cier prussien sans exception, quel que fût son grade » (1).

Cette prescription relative au salut était tout à fait contraire au respect de la hiérarchie militaire qui doit exister même vis-à-vis des vaincus. Les prisonniers doivent se conformer aux Règlements en vigueur dans l'armée de leur capteur. Or ces Règlements prescrivent tous au militaire de grade inférieur de saluer le premier un militaire de grade supérieur, celui-ci étant obligé de rendre le salut : à grade égal, les militaires échangent le salut. Ces prescriptions s'appliquent aux officiers des armées étrangères (2). La captivité ne doit pas modifier les prescriptions relatives aux marques extérieures de respect.

Les officiers et assimilés prisonniers sur parole doivent indiquer le logement qu'ils occupent et donner avis immédiatement s'ils en changent, au commandant d'armes et à l'officier chargé de leur surveillance. Leurs adresses sont affichées au bureau de la place. Ils doivent être constamment porteurs d'une carte d'identité avec photographie. La vue d'uniformes ennemis circulant librement pouvant amener des incidents regrettables, comme celui qui se produisit pendant le siège de Paris, en 1870, et que nous avons raconté précédemment (3), les officiers internés peuvent recevoir l'autorisation, toujours révoicable, de faire usage de la tenue bourgeoise (4).

Ils peuvent conserver auprès d'eux un soldat ordonnance ou un domestique, en se reconnaissant responsables

(1) A. Achard, Une armée prisonnière : *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet 1871. A. Duruy, Souvenirs de captivité : *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juin 1871.

(2) Règl. français sur le service intérieur des troupes, art. 224 et s.

(3) II^e partie, chap. III, p. 272.

(4) Règl. français du 21 mars 1893, art. 83, 84.

de leur conduite (1). Lors de la capitulation de Port-Arthur, en 1905, le général Noghi accorda à chaque officier russe un ordonnance libéré sur parole, à titre spécial, parce qu'il avait appris que non seulement les ordonnances étaient indispensables aux officiers russes dans leur vie journalière, mais qu'ils constituaient pour eux une marque honorifique, une règle d'honneur militaire ; or, aux termes de l'article 35 du Règlement de La Haye « les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire » (2).

Les commandants d'armes peuvent seuls autoriser les officiers internés à dépasser les limites de la garnison. Les généraux commandant les régions peuvent accorder des permissions d'absence de quatre jours au plus et ne s'appliquant qu'aux déplacements effectués sur le territoire qu'ils commandent. Les permissions de plus longue durée, ou pour se rendre sur le territoire d'autres régions, ne sont accordées que par le Ministre de la Guerre (3). En raison des inconvénients qu'elles peuvent présenter, ces permissions doivent être tout à fait exceptionnelles et ne correspondre qu'à des motifs graves.

L'officier chargé de la surveillance des officiers internés n'a pas le droit de les punir : il ne peut que demander au commandant d'armes d'infliger des punitions disciplinaires, à l'égard desquelles celui-ci est investi des droits d'un général de division. Le Ministre de la Guerre

(1) Règl. français du 21 mars 1893, art. 15, 34, 59. Règl. japonais détaillé sur le traitement des prisonniers de guerre, art. 4.

(2) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 321.

(3) Règl. français du 21 mars 1893, art. 85.

peut prescrire le déplacement ou l'internement dans une forteresse des officiers prisonniers dont la conduite rendrait nécessaires de tels moyens de répression. Ces officiers sont inspectés tous les trois mois, par le général commandant la région (1).

Nous avons dit précédemment qu'une solde était attribuée aux prisonniers de guerre (2). L'internement sur parole qui oblige les officiers à subvenir eux-mêmes à toutes les dépenses de la vie, rend le paiement de cette solde indispensable. Ce paiement est réglementé par l'article 58 du Règlement français du 21 mars 1893. De plus, en vertu d'un amendement apporté par la Conférence de La Haye de 1907 à l'article 17 du Règlement sur les lois de la guerre, les officiers prisonniers doivent recevoir une solde égale à celle des officiers du pays capteur, à charge de remboursement par leur gouvernement.

Les prisonniers ne doivent pas chercher à obtenir les adoucissements que nous venons d'énumérer en déclarant faussement qu'ils sont officiers, ou qu'ils ont un grade supérieur à celui dont ils sont en réalité titulaires. Ce manque de sincérité les exposerait à se voir retirer tout ou partie des avantages accordés aux prisonniers de guerre de leur catégorie (3).

(1) Règl. français du 21 mars 1893, art. 86, 87.

(2) Voir II^e partie, chap. III, p. 278.

(3) Règl. de La Haye, art. 9. Règl. français du 21 mars 1893, art. 61. Instr. américaines, art. 107. Règl. espagnol, art. 926. Règl. portugais, art. 1103. Règl. japonais, art. 3.

CHAPITRE VI

LE TRAVAIL DES PRISONNIERS DE GUERRE

Nécessité et avantages du travail des prisonniers. — Fondement du droit de les faire travailler. — Nature des travaux qui peuvent leur être réclamés : prohibition des travaux excessifs ou ayant rapport avec les opérations de la guerre ; théorie allemande ; sabotage patriotique à craindre. — Interprétation du Règlement de La Haye : liste des travaux que l'on peut légitimement confier à des captifs ; restrictions dans les villes assiégées ; exploitation du Domaine de l'Etat. — Travaux des officiers. — Organisation du travail des prisonniers au compte de l'Etat ; salaires. — Prisonniers travaillant à leur propre compte, ou à celui des particuliers : devoirs de ces travailleurs, des particuliers qui les emploient. — Les prisonniers travailleurs et les lois relatives aux accidents du travail.

Le travail est pour l'homme un élément de santé en même temps qu'un puissant tonique moral. Il écarte bien des maladies, il chasse les chagrins et les soucis.

C'est donc contribuer au bien-être des prisonniers de guerre que de les arracher à l'insupportable ennui du désœuvrement, et de leur procurer quelque labeur sus-

ceptible de rendre plus rapides les heures de l'exil, et d'éloigner d'eux la dépression morale, la nostalgie, conséquence trop fréquente de la captivité.

L'Etat gardien a, de son côté, tout avantage à occuper ses prisonniers. L'oisiveté est mauvaise conseillère, tandis que le travail entretient chez l'homme des habitudes de moralité et de discipline. Le bon ordre des lieux d'internement sera donc assuré par une organisation du travail des prisonniers de guerre, et la surveillance de ceux-ci n'en sera que plus facile. De plus, on sait que le gouvernement au pouvoir duquel se trouvent des prisonniers est tenu de pourvoir à leur entretien (1) : cette charge, il est vrai, n'est qu'une avance remboursable à la fin des hostilités ; mais il peut arriver que ce gouvernement éprouve quelques difficultés à faire une pareille avance au moment où les nécessités de la lutte l'obligent à mettre en œuvre toutes ses ressources. Il est donc légitime qu'il demande aux prisonniers un travail manuel dont le produit peut le dédommager immédiatement des dépenses dont ils sont la cause. Il ne faut pas alléguer que les prisonniers de guerre, n'étant pas des coupables, ne peuvent être astreints au travail, parce que tout travail qui n'est pas accepté librement et volontairement aurait le caractère d'une punition (2). Car le travail ne peut être considéré comme un moyen de châtiment quand il est modéré, sans danger, compatible avec la dignité personnelle de l'individu et surtout qu'il est consacré à la satisfaction des besoins matériels de cet individu. Il n'y a pas abus

(1) Règl. de La Haye, art. 7.

(2) P. Fiore, *Nouveau droit int. public*, liv. VIII, ch. VI, n° 1358.
Calvo, *Le droit int. théor. et prat.*, liv. V, § 1888.

d'autorité à imposer aux captifs l'accomplissement de besognes auxquelles ils auraient été soumis par leurs propres chefs, s'ils avaient échappé à la captivité. La préparation des aliments, la réparation des vêtements, les soins donnés aux malades, la construction de barraques, etc., sont des travaux auxquels les prisonniers doivent se livrer sans réclamation possible : car s'ils veulent être traités avec humanité, il faut qu'ils s'y prêtent et qu'ils prennent pour maxime : « Aide-toi, ton gardien t'aidera. ». La Conférence de La Haye de 1899, a donc déclaré que l'Etat capteur peut employer les prisonniers de guerre comme travailleurs, donnant une sanction internationale à la mesure déjà admise dans la plupart des pays

Toutefois, elle a insisté pour que les travaux imposés aux prisonniers ne soient pas excessifs et surtout pour qu'ils n'aient *aucun rapport avec les opérations de la guerre* (art. 6). Cette dernière condition règle un point qui était très discuté auparavant, à propos de la nature des travaux imposés aux prisonniers de guerre. Il n'était pas question, bien entendu, de la possibilité de mettre une arme à la main de ces derniers, et de les obliger à tirer sur leurs frères d'armes, ni même de leur faire conduire du matériel d'artillerie sur un champ de bataille. Ce sont des procédés que la civilisation de la guerre à bannis (1). Mais on pouvait se demander s'il n'était pas

(1) Signalons à ce propos, comme une violation des lois de la guerre, la conduite des Anglais qui, d'après un rapport du général Joubert aux consuls de Prétoria, le 25 novembre 1899, auraient attelé par une corde treize prisonniers boërs à un canon Maxim qu'ils durent trainer ; deux d'entre eux étaient légèrement blessés. (Mérignhac, *Les pratiques anglaises dans la guerre terrestre*, p. 16).

légitime d'employer les prisonniers, en dehors de la zone des opérations de la guerre, à des travaux militaires, à élever des retranchements, réparer des armes, fabriquer des munitions, préparer les subsistances de l'armée. Le Règlement allemand du 28 mars 1888 sur le Service des armées en campagne déclarait que les prisonniers de guerre pouvaient être astreints à des travaux de leur état, même *si ceux-ci étaient dirigés contre leur propre patrie*, ajoutant, toutefois, qu'on ne pouvait les obliger à combattre leurs camarades.

On lit dans le Règlement français du 21 mars 1893, sur les prisonniers de guerre, que ceux-ci peuvent être employés au compte du département de la guerre; mais que dans une place assiégée, ils ne peuvent être occupés à des travaux qui les exposeraient aux projectiles de leurs nationaux (art. 89). Le Manuel du Droit international à l'usage des officiers français dit que l'ouvrage auquel on emploie les prisonniers ne doit point avoir un rapport direct avec les opérations sur le théâtre de la guerre, et que l'on s'abstiendra de les occuper à des travaux de terrassements ou de fortifications, entrepris en vue de la guerre actuelle (1). Cette restriction à la théorie allemande ancienne (2), n'est pas suffisante. Il est abusif, quoi qu'en aient dit Bluntschli et Calvo (3), d'utiliser des prison-

(1) Page 74.

(2) Actuellement, d'après le *Kriegsbrauch im Landkriege*, le travail du prisonnier « ne doit pas avoir pour objet de coopérer directement à la guerre menée contre la patrie du prisonnier. » (Trad. Carpentier, p. 32).

(3) Bluntschli, *Droit intern. codifié*, art. 608. Calvo, *Droit intern. théor. et prat.*, liv. V, § 1858.

niers à des travaux militaires, même sur un point éloigné du théâtre de la guerre, car les fortifications qu'ils élèveraient ainsi pourraient être sans effet sur les hostilités du moment, mais elles accroîtraient la puissance de l'ennemi pour les luttes de l'avenir.

Tel est l'avis de Pradier-Fodéré, de M. Pillet, de Geffcken, telle est l'interprétation à donner au Règlement de La Haye qui, en interdisant d'employer les prisonniers à des travaux relatifs aux opérations de la guerre, a eu aussi bien en vue les opérations de la guerre actuelle, que celles d'une guerre future (1). Un Etat soucieux de se conformer à ce Règlement, rayera donc tous les travaux ayant un caractère militaire de la liste de ceux auxquels il pourra occuper ses prisonniers : il agira du reste ainsi dans son propre intérêt, ayant toujours à redouter, de la part de ceux-ci, le sabotage que leur patriotisme pourrait leur conseiller de pratiquer.

Il restera encore un assez grand nombre d'occupations que l'on pourra confier à des captifs sans les obliger à s'immiscer, même indirectement, aux opérations de la guerre. Les industries se rapportant à l'alimentation ayant le plus souvent un caractère pacifique, il est naturel d'y employer des prisonniers qui contribueront ainsi à la satisfaction de leurs besoins les plus pressants. L'Etat capteur pourra donc les utiliser dans ses minoteries et ses boulangeries, dans les abattoirs et les boucheries, dans les manutentions où se préparent les différentes

(1) Pradier-Fodéré, *Traité de droit intern.*, t. VII, p. 420. A. Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, p. 155. Geffcken sous Heffter, *Droit intern. de l'Europe*, § 129.

denrées alimentaires, mais à la condition que leur travail s'applique exclusivement aux produits destinés à leur propre consommation, à celle de leurs camarades et, à la rigueur, à celle des habitants paisibles : jamais ils ne devront contribuer au ravitaillement des troupes nationales. On peut même se demander si de telles besognes doivent être imposées à des prisonniers dans une ville assiégée, alors que la préparation du pain est susceptible de prolonger la résistance presque autant que la fabrication des obus : mais s'arrêter à un pareil scrupule serait agir au détriment des prisonniers eux-mêmes, en les exposant à souffrir de la faim.

Il est très admissible d'employer des prisonniers à la confection des vêtements, du linge, de la chaussure, pourvu que les articles sortis de leurs mains ne servent pas à l'habillement de l'armée ennemie : les soldats qui subissent la captivité de guerre n'ont parfois que des guenilles pour se couvrir ; les talents de tailleur ou de bottier qu'ils peuvent posséder seront donc très heureusement utilisés à la réparation ou au remplacement de leurs propres hardes. Il ne faut pas demander aux armuriers, ni aux selliers qui se trouvent dans les dépôts, d'y exercer leur métier, car leurs produits, harnachements, effets d'équipement, armes de toutes sortes, ne pourraient aller qu'entre les mains des combattants. Les maréchaux ferrants pourront prêter leur concours aux établissements civils, mais non pas aux dépôts de remonte, aux haras de l'Etat. L'industrie du bâtiment fournira des occupations aux maçons, charpentiers, forgerons, peintres, etc., sous la réserve que les constructions qu'ils élèveront ne seront pas du ressort du génie militaire. Les électriciens, gaziers, plombiers, etc., trouveront un emploi dans

les services municipaux de l'éclairage, de la voirie des villes.

Beaucoup d'Etats possèdent un domaine foncier et industriel considérable, des forêts, des établissements agricoles, des mines, des usines de toutes sortes, des chemins de fer. La Prusse a, par exemple, la jouissance de biens nationaux dont M. Paul Leroy-Beaulieu estime le produit à 60 % des recettes de son budget (1). Il est tout indiqué d'affecter des prisonniers à l'exploitation de certaines parties du Domaine de l'Etat, de leur donner du bois à couper dans les forêts domaniales, de les faire travailler dans les salines, les carrières, les mines, les usines nationales, sauf dans celles créées en vue de la préparation de la guerre, et dépendant des arsenaux ou des ateliers de constructions maritimes. Rentreront donc dans leur compétence la préparation des allumettes, du tabac, les travaux artistiques des manufactures de porcelaine ou de tapisseries telles que Sèvres, Meissen ou les Gobelins. Les hôtels de la Monnaie leur seront fermés, car l'argent est le nerf de la guerre. Les imprimeries nationales pourront ouvrir leurs portes aux typographes prisonniers ; mais on évitera de confier à ceux-ci l'impression des circulaires, des documents concernant l'armée, le gouvernement, et même le corps diplomatique.

Mais jamais on ne devra faire descendre les captifs dans les mines de charbon, car la houille est aujourd'hui, surtout dans les opérations maritimes, une denrée presque aussi indispensable à un belligérant que la poudre, et classée parmi les objets de contrebande de guerre. Il est à peine besoin d'indiquer qu'ils doivent être écartés des

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Sciences des Finances*, t. I, ch. II, p. 23.

ateliers où se fait la manipulation du salpêtre, du soufre, des produits chimiques explosifs.

Ils seront aussi complètement écartés des postes, télégraphes et téléphones, ainsi que de l'exploitation des chemins de fer ; ces services sont en effet trop intimement liés avec la conduite des opérations militaires ; ils ne devront même pas être employés à la construction, à la réparation des voies ferrées ayant un intérêt stratégique. On se contentera d'utiliser leurs bras à l'établissement ou à l'entretien des voies de communication à but purement commercial ou agricole. C'est ainsi que le canal de Saint-Quentin, entre la Somme et l'Escaut, fut creusé par des prisonniers pendant les guerres de la Révolution ; des Français internés à Memel, en 1870-71, continuèrent un canal commencé par des prisonniers autrichiens lors de la précédente campagne.

On ne saurait confier à des prisonniers le rôle de convoyeurs, de conducteurs de troupeaux, de vivandiers, etc., à la suite des armées.

Ceux dont les aptitudes physiques ou l'éducation ne se prêtent pas à des travaux manuels, trouveront un emploi dans les bureaux administratifs ne dépendant pas du ministère de la guerre, dans des banques nationales, dans les établissements d'éducation comme professeurs, etc. Mais leur assistance sera surtout précieuse dans les hôpitaux, non seulement auprès de leurs camarades, mais aussi auprès de leurs adversaires malades ou blessés ; dans ce dernier cas, ils se conformeraient aux principes de la Convention de Genève, qui a établi une réciprocité dans les secours hospitaliers en temps de guerre.

En résumé, un État peut employer ses prisonniers à

tous les travaux, sauf à ceux dont la nature est telle que des nationaux du parti ennemi se mettraient dans le cas d'être faits eux-mêmes prisonniers de guerre, s'ils exécutaient des travaux identiques au profit de leur gouvernement.

Le Règlement de La Haye exige que le genre des travaux réclamés des prisonniers, soit en rapport avec leur grade, ce qui signifie que les officiers et sous-officiers doivent être dispensés de toutes les corvées qui seraient incompatibles avec leur dignité. Le gouvernement Japonais a même décidé que les officiers et assimilés ne prendraient part à un travail que sur leur demande (1).

Les prisonniers de guerre qui travaillent au compte de l'Etat qui les détient en son pouvoir, sont employés, soit à l'intérieur des Dépôts, soit au dehors. Dans ce dernier cas, chaque prisonnier est remis au chef d'atelier avec un état nominatif signalétique, et il est placé sous la surveillance spéciale de la gendarmerie. Si le nombre des travailleurs ainsi employés est considérable, le Ministre de la Guerre peut prescrire la formation d'unités constituées, compagnies ou bataillons, avec des cadres analogues à ceux des Dépôts.

Un salaire doit être la récompense des travaux accomplis : il sera fixé d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux, et s'il n'en existe pas, d'après un tarif en rapport avec les travaux exécutés. Cette disposition, ajoutée en 1907 à l'article 6 du Règlement de La Haye, écarte une difficulté survenue au Japon en 1904-1905. Cet Etat, ne rémunérant pas les travaux exécutés par les

(1) Règlement japonais sur les Travaux des Prisonniers de guerre du 10 septembre 1904, art. 1.

militaires pour son compte, les prisonniers russes, après avoir demandé d'eux-mêmes à travailler, y renoncèrent par suite de cette circonstance. Les salaires ainsi acquis sont remis intégralement aux prisonniers qui continuent à percevoir la solde et les autres allocations. Quand les travaux sont exécutés pour le compte d'une administration publique autre que le Ministère de la Guerre, pour les Ponts et Chaussées, par exemple, les salaires ne sont pas versés directement aux prisonniers : une retenue est opérée par le Conseil d'administration de chaque dépôt ou de chaque unité constituée, de manière à rembourser tout ou partie des dépenses de nourriture et d'habillement ; mais cette retenue doit être calculée de façon à laisser au prisonnier une somme d'au moins 0 fr. 40 par jour, comme centimes de poche (1).

L'Etat gardien n'a pas toujours la ressource d'employer ses prisonniers à des travaux d'utilité publique, car l'ouverture des hostilités suspend généralement ces sortes d'entreprises. Mais comme il y a tout intérêt, tant pour lui que pour les prisonniers eux-mêmes, à ce que les travailleurs soient aussi nombreux que possible parmi eux, il peut leur permettre de travailler à leur propre compte, pourvu que l'exercice de leur profession ne nuise pas à l'ordre et à la discipline. En 1870-71, des prisonniers français industriels exécutèrent quelques petits ouvrages dont le produit adoucissait leur situation : des bazars furent même organisés à Erfurth et à Wesel pour la vente des objets de leur fabrication (2). D'autres tirèrent parti de leurs capacités intellectuelles

(1) Règlement français du 21 mars 1893, art. 88, 89, 90.

(2) R. P. de Damas, *Souvenirs de Guerre et de Captivité*, p. 342.

en acceptant des fonctions dans les bureaux des négociants et des industriels, en donnant des leçons de français, de musique, de dessin. Le commandant Duhousset, très instruit, ayant voyagé en Orient, guerroyé en Algérie, étudié les races de chevaux, put améliorer son sort pendant qu'il était interné à Stuttgart, en se livrant à des travaux scientifiques qui combattirent dans la société allemande l'idée répandue que l'officier français, fort brave, était d'une complète ignorance (1). Des prisonniers japonais, internés en 1904-05 à Medvjef, gouvernement de Novgorod, fabriquèrent des modèles réduits de cuirassés et de torpilleurs, des figurines représentant des soldats et des marins formant une collection assez curieuse pour que les Russes la fassent figurer à une exposition à Saint-Petersbourg ; d'autres confectionnaient des fleurs artificielles (2). Les prisonniers travaillant à leur propre compte cessent d'avoir droit aux allocations en deniers et en nature accordées à ceux de leurs camarades employés comme travailleurs au compte de l'Etat. Ils pourront néanmoins continuer à vivre à l'ordinaire, à la condition de verser le prix de la journée d'ordinaire : ils doivent aussi verser le montant de la prime journalière d'habillement.

Les prisonniers peuvent aussi recevoir l'autorisation de travailler au compte de simples particuliers, soit à l'intérieur des dépôts, soit au dehors. Dans ce dernier cas, cette faculté ne doit être accordée qu'à des individus dont la conduite et la morale offrent toutes les garanties désirables. Ils peuvent ainsi rendre de grands services à

(1) Général Ambert, *Récits militaires*, t. 1, p. 82.

(2) Voir l'*Illustration* du 25 mars et du 9 septembre 1905.

l'industrie privée, à l'agriculture auxquelles la mobilisation a retiré des bras qui leur sont nécessaires. Napoléon I^{er} donna l'ordre de mettre la plupart des prisonniers provenant de la capitulation d'Ulm à la disposition des cultivateurs pour les employer aux travaux des champs. Des prisonniers russes internés à Matsouyama pendant la guerre russo-japonaise trouvèrent à s'occuper sur les chantiers d'une compagnie de construction de voies ferrées.

L'autorisation d'employer des prisonniers de guerre comme travailleurs ne saurait être accordée à tous les particuliers indistinctement. Ceux qui demandent cette autorisation ne doivent pas appartenir à une nationalité étrangère : ils justifieront de leur honorabilité et de leur solvabilité au moyen de certificats émanant des autorités civiles de leur résidence et feront connaître la nature du travail à accomplir et le salaire proposé à chaque prisonnier : ils s'engageront à se conformer à toutes les mesures de police et de discipline prescrites, à signaler sans retard toute évasion ou tentative d'évasion. Ils promettent en outre de loger et de nourrir les prisonniers dans d'aussi bonnes conditions qu'au Dépôt, de les munir d'outils et de vêtements de travail, et de verser leur salaire, par semaine et d'avance, au comptable du Dépôt dont ils proviennent. Une partie seulement de cet argent sera remis aux travailleurs, car il serait dangereux de laisser entre leurs mains une somme trop importante. Le surplus constituera un pécule qu'ils toucheront intégralement lors de leur libération.

Les prisonniers autorisés à travailler hors des Dépôts doivent prêter serment, par écrit, de ne pas tenter de s'évader et de ne pas sortir de la localité où ils sont em-

ployés : ils sont constamment porteurs d'une carte d'identité photographique ; la gendarmerie exerce sur eux une surveillance spéciale et les soumet à des appels inopinés. Si plusieurs prisonniers travaillent chez le même particulier, le plus ancien remplit les fonctions de chef de groupe.

Les autorités militaires doivent veiller à l'exécution des conventions passées entre les prisonniers de guerre et les particuliers et empêcher des entrepreneurs peu scrupuleux de profiter de la situation précaire de leurs travailleurs pour leur imposer une besogne excessive et organiser à leur détriment une sorte de sweating-system. Les réclamations des prisonniers à ce sujet feront toujours l'objet d'une enquête (1).

La captivité de guerre ne supprime pas pour les prisonniers travailleurs, les dispositions législatives qui peuvent viser les ouvriers étrangers, notamment celles relatives aux accidents du travail. Ils bénéficieraient donc, en France, de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1903, qui garantit aux ouvriers étrangers résidant en France, le paiement d'une indemnité en cas d'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail. Des conventions passées en 1906, entre la France, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie, l'Allemagne, mettant, à ce point de vue, les ouvriers français sur le même pied dans ces pays que les ouvriers étrangers, seraient applicables à nos soldats prisonniers de guerre.

(1) Règl. français du 21 mars 1893, art. 91 à 96.

CHAPITRE VII

SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE ET DE SECOURS AUX PRISONNIERS DE GUERRE

Nécessité d'assister les prisonniers aussi bien que les blessés ; essais divers. — Difficulté de répartir les secours qui affluèrent en 1870-71 : œuvre des Comités de Bâle, de Bruxelles, etc. ; gaspillage évité. — Utilité de la création, dès le temps de paix, de Sociétés permanentes de secours pour les prisonniers de guerre. — Tentatives pour obtenir une réglementation internationale de ces associations : la Conférence de Bruxelles et la *Croix Bleue* ; Congrès de 1889. — Consécration officielle de la Conférence de La Haye. — Organisation effective : impossibilité de constituer des Sociétés nouvelles spéciales ; intérêt qu'il y a à voir les Sociétés de secours aux blessés se charger aussi de l'assistance des prisonniers. — Question de la nationalité des délégués. — Commissions spéciales annexes à former au sein des Sociétés de la Croix-Rouge.

Le sort des soldats blessés a été depuis un demi-siècle l'objet de multiples sollicitudes. Les Sociétés dites de la Croix-Rouge, fondées sous l'égide de la Convention de Genève aussi bien en France qu'à l'étranger, ont contribué avec un dévouement sans bornes à soulager leurs souffrances.

Elles sont trop populaires pour qu'il soit utile de rap-

peler leur organisation et les innombrables services que le zèle et souvent l'héroïsme de leurs agents ont rendu aux victimes de la guerre. Elles se maintiennent dans une activité constante et ne perdent pas une occasion de prouver leur utilité incontestable. Mais les blessés ne sont pas les seuls militaires victimes de la guerre ; il ne faut pas oublier que les soldats pris les armes à la main et soumis aux épreuves matérielles et morales de la captivité, que les prisonniers de guerre en un mot, méritent quelque intérêt et sont cependant bien moins favorisés au point de vue de l'assistance.

Il y a pourtant longtemps que l'on cherche à organiser pour eux des Sociétés de secours, des Comités internationaux pouvant servir d'intermédiaires entre leur infortune, d'une part, l'affection de leurs familles, et la bienfaisance des âmes charitables, d'autre part. C'est Franklin qui, dans le traité de 1785 entre les Etats-Unis et la Prusse, fit, le premier, décider la création éventuelle de commissaires chargés de mettre en rapport les prisonniers de guerre et leurs familles, et de répartir les *douceurs* que celles-ci voudraient leur faire parvenir (1). En 1814, quelques femmes dévouées formèrent une société pour la distribution de secours aux prisonniers français ou allemands recueillis à Francfort (2). Pendant la guerre de Crimée, le prince Demidoff établit, à Constantinople, un centre général de correspondance et de rapatriement pour les prisonniers ; il

(1) Le Règlement espagnol sur le service des armées en campagne de 1887 donne aux belligérants le droit d'envoyer des commissaires et des inspecteurs dans les dépôts de prisonniers (art. 97²) ; mais il s'agit là d'un règlement intérieur, sans portée internationale.

(2) Pradier-Fodéré, *Traité de Droit intern. public*, VII, p. 188.

organisa, tant pour les soldats russes captifs en France et en Angleterre, que pour les militaires français, anglais et italiens internés en Russie, un service pour les envois d'objets d'habillement, d'argent, de renseignements utiles. En 1864, il demanda, en même temps que le philanthrope anglais Twining, que la Conférence de Genève s'occupât du sort des prisonniers aussi bien que de celui des blessés, car si ceux-ci ont droit aux secours les plus prompts, leurs frères d'armes, moins éprouvés, méritent cependant quelques marques de sollicitude, car « plus ou moins maltraités par les marches et les combats, ils subissent, bien qu'ayant la vie sauve, une douleur morale qu'il appartient à l'esprit chrétien d'adoucir » (1). La Conférence jugea que cette question s'écartait de son programme, limité aux moyens de pourvoir à l'insuffisance du service de santé dans les armées en campagne, et s'abstint de lui donner une solution.

Aussi, quand la guerre de 1870-71 éclata et que les désastres de Sedan et de Metz eurent dispersé sur le territoire de l'Allemagne plus de 300.000 prisonniers français, aucune organisation préalable n'existait pour leur faire parvenir les secours dont ils avaient un si urgent besoin et qui ne demandaient qu'à affluer de toutes parts. Il fallut tout improviser pour canaliser le flot de la générosité publique. C'est à l'ombre du drapeau de la Croix-Rouge que de dévoués intermédiaires travaillèrent à atténuer les épreuves de ces malheureux, en répartissant d'une façon utile et sans gaspillage les ressources que la sollicitude des parents ou des gens bienfaisants mettait à leur disposition. Le Comité de la Croix-Rouge

(1) Romberg, *Belligérants et prisonniers*, p. 22.

à Genève établit à Bâle une agence qui, destinée à mettre en communication les Sociétés françaises ou allemandes de secours aux blessés, étendit ses bons offices aux prisonniers.

Cette dernière tâche devint bientôt tellement considérable qu'un Comité international de secours fut organisé spécialement pour ceux-ci à Bâle, en novembre 1870, par le docteur Christ-Socin ; ce Comité distribua pour plus de 400.000 francs de secours en vêtements, linge, chaussures, vin, comestibles, etc. D'autres Comités se fondèrent peu après, tant en France, qu'en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Hollande, etc., ayant pour objet l'assistance aux prisonniers ; les plus importants furent ceux de Bâle, de Lille et de Bruxelles.

Ce dernier, constitué le 2 décembre 1870, grâce à l'initiative du R. P. Perraud, plus tard cardinal et académicien, du comte de Mérode et de M. Romberg, définissait ainsi son programme : « Faire pour les prisonniers de guerre, sans distinction de nationalité, avec l'agrément des gouvernements belligérants, ce que la Convention de Genève a fait pour les blessés ; adoucir par des secours de toute nature la position des prisonniers de guerre ; leur faciliter, aux conditions fixées par les gouvernements, les relations avec leurs familles ; multiplier autour d'eux les ressources de la vie morale, intellectuelle et religieuse » (1).

Grâce aux dons abondants recueillis par le Comité, celui-ci put faire l'achat de vêtements chauds ou de pièces d'étoffes que des ouvriers charitables transformèrent en effets d'habillement. Les envois de ces objets furent accompagnés, tant en Allemagne pour les prisonniers français, qu'en

(1) Romberg, *Belligérants et prisonniers*, p. 28.

France pour les prisonniers allemands, par des membres ou des délégués du Comité. Cette mesure fut prise, d'abord pour diminuer les retards fâcheux que l'encombrement des lignes de chemin de fer faisait subir aux expéditions quand elles n'étaient pas escortées d'une personne capable de les empêcher de rester en souffrance dans quelque gare. Elle fut prise aussi pour garantir une intégrale et judicieuse répartition des secours suivant les besoins des prisonniers. Sans cette précaution, les secours risquaient de ne pas recevoir leur destination ou d'être gaspillés, comme à Magdebourg, où des barriques de vin envoyées de France furent logées dans une cave allemande, d'où elles ne sortirent plus, et où les distributions de vêtements étaient faites en plein air, sans ordre, sans que les besoins réels aient été prévus et vérifiés : de sorte que certains prisonniers français, trop abondamment pourvus au détriment de leurs camarades, s'empressaient de revendre à vil prix aux habitants les objets dont ils n'avaient pas l'emploi, afin d'acheter du tabac ou de l'alcool (1). A Spandau, au contraire, M. de Lois, agent français, installa un atelier de saboterie pour confectionner des sabots aux prisonniers qui manquaient de chaussures, et un atelier de tailleur où l'on employa du drap rouge venu de France (2). Lorsque les circonstances rendaient les expéditions en nature trop difficiles, elles étaient remplacées par des allocations en argent dont l'emploi devait être fait sur place par des intermédiaires de confiance, les commandants de dépôts de prisonniers, par exemple. Le Comité de Bruxelles secourut ainsi 89 dépôts en Alle-

(1) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 67.

(2) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 70.

magne, 10 en France et 8 en Belgique. La transmission des lettres et des envois d'argent fut l'objet des soins du Comité auquel les familles des prisonniers eurent recours pour faire parvenir à leurs enfants quantité d'expéditions de toute nature, même très modestes.

Mais le zèle des Comités de secours avait été plus d'une fois contrarié par l'absence de règles protectrices internationales, par les imperfections d'une organisation improvisée à la hâte et non prévue d'avance. Aussi, la paix une fois conclue, le Comité de Bruxelles ne jugea pas son rôle terminé et pensa que pour éviter les difficultés qui avaient entravé souvent ses efforts charitables, il était intéressant de voir s'établir une association internationale permanente pour les prisonniers de guerre, et d'obtenir des puissances, en faveur de ces derniers, un accord diplomatique analogue à la Convention de Genève pour les blessés militaires. Tel fut le vœu qui clôtura les opérations du Comité, vœu appuyé en 1872 par M. Henry Dunant dans un meeting à Londres.

Nous avons déjà vu (1) que la Société fondée à Paris en 1874 par le Général comte d'Houdetot pour l'amélioration du sort des prisonniers de guerre, ne fut pas étrangère à la réunion de la Conférence de Bruxelles qui eut ainsi à examiner les dispositions destinées à régulariser la mission des Sociétés de secours. Le projet présenté le 7 août 1874 par le baron Lambermont, au nom du gouvernement belge, assurait à ces Sociétés, de la part des belligérants, les facilités nécessaires pour l'accomplissement de leur mission ; toutefois leurs agents n'auraient accès auprès des prisonniers en marche ou internés provisoi-

(1) 1^{re} partie, chap. I, p. 27.

rement dans la zone des opérations militaires, que dans des cas exceptionnels et avec l'assentiment de l'autorité compétente ; celle-ci réglerait également leur admission dans les dépôts permanents. Les statuts, la liste des membres des Sociétés devraient être communiqués à chacune des parties belligérantes.

Les membres ou délégués seraient munis d'un document officiel d'identité et porteraient un brassard blanc avec une *croix bleue*. Les Sociétés pourraient faire distribuer aux prisonniers, sous le contrôle et la surveillance de l'autorité militaire compétente, des secours en habillements, en linge, en argent, en livres et en médicaments. Elles pourraient également prêter leur assistance pour les soins religieux et moraux à donner aux prisonniers, en respectant la liberté de conscience et en s'abstenant de toute communication qui serait jugée inopportune ou nuisible par le commandant du dépôt. Le projet prévoyait en outre l'admission en franchise de droit des objets envoyés aux prisonniers par les Sociétés de secours ou les particuliers, l'exemption de la taxe postale pour les lettres envoyées ou reçues par les prisonniers, pour les mandats et articles d'argent à eux adressés, enfin la communication aux délégués des Sociétés de secours, des listes matricules des prisonniers tenues par les commandants de dépôts avec les différentes mutations.

Ce projet, appuyé par M. de Lansberge, représentant des Pays-Bas, était la consécration officielle des différentes mesures mises en pratique par les Comités pendant la guerre 1870-71, et tolérées par les autorités militaires. Mais la Conférence ne crut pas pouvoir donner suite à ces propositions. « Comme ces questions, déclara-t-elle dans sa séance du 10 août, touchent à des matières extrê-

mement délicates, à l'égard desquelles l'appréciation des gouvernements doit nécessairement dépendre du degré de confiance qu'inspiraient les personnes chargées de cette mission de charité auprès des prisonniers de guerre, ainsi que des circonstances particulières en présence desquelles elles auraient à la remplir, MM. les délégués ne se croient pas appelés à délibérer sur des règles générales qui auraient pour effet de restreindre d'avance cette liberté d'appréciation de leurs gouvernements. Ils croient donc devoir se borner à signaler les propositions présentées par M. le délégué belge à la sérieuse attention de leurs gouvernements (1). »

En 1876, M. Romberg fit approuver par le Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles, les vœux infructueusement soumis à la Conférence de Bruxelles, et en 1877, au début de la guerre russo-turque, le Comité de la Société internationale de secours aux prisonniers de guerre de Bruxelles s'adressa aux ministres de Russie et de Turquie auprès de la cour de Belgique pour leur demander d'appuyer auprès de leurs gouvernements l'adoption des mesures ainsi réclamées (2). La Russie se borna à déclarer dans le Règlement temporaire sur les prisonniers de guerre de 1877, que ceux-ci pouvaient recevoir des secours, mais seulement avec l'autorisation et par l'intermédiaire des chefs militaires (art. 62).

On peut s'étonner que l'Institut de Droit International ait complètement passé sous silence dans son Manuel publié en 1880, la question de l'assistance des prisonniers de guerre.

(1) Romberg, *Belligérants et prisonniers*, p. 58.

(2) Romberg, *Belligérants et prisonniers*, p. 61.

En 1889, un Congrès des œuvres d'assistance en temps de guerre s'ouvrit à Paris, le 17 juillet, sous la présidence de M. le Marquis de Vogüé. Son programme comportait l'examen des questions relatives aux Sociétés de secours aux prisonniers et se résumait ainsi sur ce point :

« Rôle des sociétés privées dans l'assistance des prisonniers de guerre. Envoi et distribution, sous le contrôle de l'autorité militaire, de secours en habillements, linge, livres, etc. Introduction de ces objets en franchise de droits. Exemption des taxes postales sur les lettres, mandats et articles d'argent pour les prisonniers ainsi que pour les blessés et les malades. Bureaux de renseignements (1). »

Le rapporteur, M. Romberg, après avoir constaté le mouvement général d'intérêt qui se manifestait depuis plusieurs années en faveur des prisonniers de guerre, mouvement s'accordant avec le progrès de la civilisation sous toutes ses faces, exprima le désir que les associations ayant pour but de secourir cette catégorie de victimes de la guerre, soient un jour investies d'un mandat universellement connu et respecté. Un accord des gouvernements pourrait intervenir sur cette matière d'un intérêt commun, à l'exemple de la Convention de Genève pour les blessés, de l'Union postale, de la Convention de Paris pour la protection des câbles sous-marins, de la Convention de Berne pour la reconnaissance des droits d'auteur, etc. Il serait utile de régulariser et de faciliter par une entente générale, les bons offices des délégués des Sociétés de secours, comme intermédiaires entre l'action charitable et les prisonniers. En attendant, il était intéressant :

(1) *Rev. Dr. Int.*, 1890, p. 304.

de s'occuper de la constitution de ces Sociétés comme Sociétés libres, et ce projet pourrait recevoir sa réalisation en élargissant les attributions des Sociétés de secours pour les militaires blessés ou malades en temps de guerre, de manière à y faire entrer les mesures d'assistance pour les prisonniers, sauf à reviser la Convention de Genève sur ce point. Cette idée n'était d'ailleurs pas une utopie, puisqu'elle fut mise en pratique en 1870 par le Comité international de la Croix-Rouge à Genève, lorsqu'il institua le Comité de Bâle pour les secours aux prisonniers. Conformément au rapport de M. Romberg, le Congrès émit les vœux suivants, demandant :

a) Que les Sociétés de secours pour les prisonniers de guerre régulièrement organisées, et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, reçoivent des gouvernements la protection et l'aide nécessaires dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour qu'elles puissent réaliser de la manière la plus efficace leur tâche d'humanité.

b) Qu'indépendamment d'autres mesures qui pourraient tendre à l'adoucissement du sort matériel et moral des prisonniers et dont les gouvernements prendraient l'initiative, ils facilitent l'envoi et la distribution, sous le contrôle de l'autorité militaire, des secours en habillements, linge, livres, etc., et qu'ils accordent la franchise des droits pour l'introduction de ces objets dont le transport gratuit ou à prix réduit est recommandé à la bienveillance des compagnies de chemin de fer.

c) Que l'on accorde dans les pays neutres, aussi bien que dans les pays belligérants, l'exemption des taxes postales pour les lettres, mandats et articles d'argent en faveur des prisonniers, et que l'on facilite leurs relations

avec leurs familles, sous les réserves commandées par des nécessités supérieures.

d) Que des bureaux officiels de renseignements pour les informations à réunir et à centraliser au sujet des morts, des blessés, des malades et des prisonniers, soient établis là où ils ne sont pas encore actuellement organisés et que ce service soit également chargé du soin de rassembler dans la mesure du possible, et de faire restituer aux familles des morts et des blessés recueillis dans les hôpitaux les objets leur appartenant, trouvés notamment sur les champs de bataille.

e) Que les officiers prisonniers puissent recevoir par l'intermédiaire d'une puissance neutre, le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements nationaux, à charge de remboursement ultérieur par le gouvernement auquel ces officiers appartiennent (1).

Ces vœux ne laissèrent pas indifférents les rédacteurs du Règlement français sur les prisonniers de guerre du 21 mars 1893 ; mais en raison de la nécessité d'un accord diplomatique, la Commission ne put adopter les mesures réclamées pour faciliter la mission des Sociétés de secours aux prisonniers. Le Règlement se borne, dans son article 79, à assurer la répartition par le conseil d'administration des Dépôts, des dons et secours en deniers et en nature envoyés aux prisonniers de guerre par des sociétés françaises, des sociétés étrangères ou des particuliers, en s'inspirant des intentions des donateurs.

« C'était approcher du but, sans l'atteindre tout à fait (2). »

(1) *R. D. I.*, 1890, pp. 303, 304.

(2) Romberg, *Belligérants et prisonniers*, p. 98.

C'est à la Conférence de La Haye que le pas décisif fut franchi ; les apôtres des Sociétés de secours aux prisonniers reçurent la récompense de leurs persévérants efforts par la consécration officielle, par les Puissances, des organisations charitables qu'ils préconisaient depuis tant d'années. Les représentants des gouvernements témoignèrent même plus d'intérêt aux Sociétés de secours pour les prisonniers de guerre que pour les Sociétés de la Croix-Rouge. La Convention de La Haye du 29 juillet 1899 parle en effet expressément des premières dans l'article 15 du Règlement annexé, tandis que les Sociétés de la Croix-Rouge, non mentionnées dans la Convention de Genève de 1864, ne figurèrent en nom dans un accord international qu'en 1906, lors de la révision de la dite Convention de Genève (art. 10) ; jusqu'à cette date, elles ne jouirent qu'indirectement de la protection accordée au Service sanitaire. Voici les termes de cet article 15, reproduction textuelle de la proposition soumise à la Conférence de Bruxelles, 25 ans auparavant, et de l'article 18 du Projet de Convention internationale sur les prisonniers de guerre rédigé par M. Romberg :

« Les *Sociétés de secours pour les prisonniers de guerre* régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles, et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces Sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle déli-

vrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait. » Cet article concilie admirablement l'intérêt que l'on doit avoir pour les prisonniers, et les précautions qu'un belligérant est en droit de prendre vis-à-vis des agents appelés à les secourir, mais, comme nous le verrons plus loin, il a besoin d'un commentaire, quant à la nationalité de ces agents.

L'existence des Sociétés de secours aux prisonniers étant reconnue légitime par un accord international, il restait à les doter d'une organisation effective. Ce fut l'objet de la IX^e question soumise au Congrès international des œuvres d'assistance en temps de guerre, tenu à Paris le 20 août 1900. Deux solutions se présentaient. L'une était la création immédiate dans chaque pays, selon la loi de ce pays, de Sociétés *spéciales* de secours pour les prisonniers de guerre, comportant des cadres assez complets et des rouages assez précis pour que le lendemain même d'une déclaration de guerre, le premier prisonnier puisse, comme le premier blessé, recevoir les secours désormais prévus et autorisés par le droit des gens. L'autre consistait à doter les Sociétés existantes de secours aux blessés, créées sous l'égide de la Croix-Rouge, de sections annexes réservées aux secours pour les prisonniers de guerre, amplifiant simplement l'action de ces Sociétés déjà si parfaitement organisées. La constitution de Sociétés nouvelles spéciales aux prisonniers, ayant un but éventuel souvent très éloigné, présente des difficultés insurmontables ; si elle peut être réalisée en temps de guerre, devant le fait accompli, elle ne trouvera jamais dès le temps de paix la somme des dévouements matériels, moraux et personnels indispensables pour

mettre sur pied des œuvres de ce genre. L'opinion publique verrait là une outrageante prévision de la défaite. Car si l'idée de secourir les blessés peut s'associer à celle d'une victoire, la notion du prisonnier est quelque peu inséparable de celle d'un échec, et une nation n'aime pas à s'avouer d'avance qu'elle peut être vaincue. Au contraire, il y a des avantages considérables à ce que les Sociétés de secours aux blessés se chargent d'assister les prisonniers, dont une catégorie, ceux qui sont blessés ou malades, sont déjà l'objet de leur sollicitude (1). Ces Sociétés ont la confiance des gouvernements, du public, des autorités militaires qui ne voient jamais sans une certaine méfiance le concours d'un élément nouveau, en partie civil, aux opérations de la guerre ou à leurs suites. Aussi M. Renault ayant ainsi démontré qu'il était impossible de constituer en temps de paix des Sociétés de secours aux prisonniers de guerre, se déclara convaincu que si les Sociétés de secours aux blessés n'étendaient pas leur action aux prisonniers de guerre, aucune autre Société ne s'en chargerait. Si ces Sociétés y consentaient, aucune portion de leurs ressources actuelles ne serait détournée au profit des prisonniers valides. Car pour ceux-ci, il n'est pas besoin d'une caisse constituée à l'avance, ni d'un matériel coûteux à acheter et à entretenir. Il suffirait de prévoir, dès le temps de paix, dans chaque société, une section spéciale pour les secours aux prisonniers. Le Congrès, tenant compte de la solution préconisée par

(1) L'art. 2 de la Révision de la Convention de Genève de 1906 déclare que les blessés ou les malades d'une armée tombés au pouvoir de l'autre belligérant, sont *prisonniers de guerre*.

M. Renault, adopta le vœu proposé par M. Romberg-Nisard, rapporteur, ainsi conçu :

« Le Congrès émet le vœu qu'il y a lieu de provoquer sans retard dans chaque pays, soit la création de Sociétés spéciales de secours pour les prisonniers de guerre, soit l'organisation au sein des Sociétés de secours aux blessés, de branches annexes réservées aux secours pour les prisonniers de guerre, et ce, aux termes de l'article 15 du Protocole de la Conférence de La Haye », mais y ajouta la phrase suivante :

« Les Sociétés de secours aux blessés sont invitées à étudier, d'accord avec l'autorité compétente, s'il leur est possible d'étendre leur action bienfaisante aux prisonniers (1). »

Ce vœu fut soumis à la VII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge ouverte à Saint-Pétersbourg le 29 mai 1902. M. Renault y reproduisit les arguments qu'il avait fait valoir en 1900, démontrant que les Sociétés de la Croix-Rouge pourraient rendre, sans sacrifices pécuniaires, de précieux services aux prisonniers en les visitant, en facilitant les communications avec les familles, en transmettant les secours ; leur activité charitable s'exercerait sans détriment pour leurs services hospitaliers. M. Féodorow ayant rappelé la création en 1877-78 de Comités pour les prisonniers, ressortissant de la Croix-Rouge, et M. de Fréville de Lorne ayant déclaré au nom de la Société française de secours aux blessés militaires, que celle-ci était disposée à accepter de joindre à ses services celui des secours aux prisonniers de guerre,

2

(1) Voir le compte rendu du Congrès International des OEuvres d'assistance en temps de guerre de 1900, IX^e question, p. 431.

dans les termes de l'article 15 du Règlement de La Haye, M. Renault, réclamant des autres Sociétés une déclaration analogue, formula le vœu suivant qui fut adopté par l'assemblée :

« Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge sont invitées à mettre à l'étude la question de savoir si elles entendent se charger des soins à donner aux prisonniers de guerre dans les termes du Règlement de La Haye de 1899 (1). »

Au cours de la discussion, M. de Knesebek, délégué allemand, exposa l'incertitude que laisse planer, comme nous l'avons signalé plus haut, l'article 15 de ce Règlement, au sujet de la nationalité des agents des Sociétés de secours admis auprès des prisonniers. Il représenta que les autorités militaires ne pourraient jamais permettre à des agents étrangers de pénétrer dans les camps d'internement et de circuler librement au milieu de 10.000 prisonniers. Il était donc désirable de créer un Bureau international de secours et de renseignements. La réponse à cette objection fut donnée à la VIII^e Conférence Internationale de La Croix-Rouge, à Londres, en 1907, par M. Hussenot de Senonges. Les délégués des Sociétés de secours d'un pays A ne peuvent aller visiter les prisonniers sur le territoire du belligérant B, car cela heurterait les susceptibilités militaires. La Société française de secours aux blessés pense que les Sociétés de secours du pays A visiteraient les prisonniers se trouvant sur le territoire de l'autorité dont elles relèvent, leur distribueraient des secours et faciliteraient les communications avec les familles. Si une Société établie dans le pays B acceptait la même mission, il pourrait y avoir réciprocité de services

(1) Voir le compte rendu de la VII^e Conférence Intern. de la Croix-Rouge de 1902, pp. 46, 246.

des plus utiles, facilités par l'action du Comité international de Genève qui, suivant l'offre de M. Ador, se met entièrement à la disposition des gouvernements pour le service des renseignements et la transmission des secours aux prisonniers, comme il l'a déjà fait à Bâle, en 1870-71, à Trieste, en 1877-78. Les Sociétés de la Croix-Rouge peuvent donc former dès le début des hostilités une Commission spéciale (1) ayant pour objet les secours aux prisonniers, s'adjoignant des initiatives charitables, fonctionnant parallèlement aux autres services sans les entraver, à l'aide de souscriptions distinctes : cette Commission s'occupera des prisonniers de sa nationalité, faits par l'autre belligérant, en leur faisant parvenir, grâce au Comité international de Genève, tout ce qui peut améliorer leur situation morale et matérielle, et elle tâchera d'obtenir la réciprocité. Elle devra pour cela, s'occuper aussi des ennemis faits prisonniers par sa propre nation, car l'esprit de solidarité l'exige, sauf à être remboursée de ses dépenses de ce chef par l'intermédiaire du Comité de Genève.

Toutes ces considérations démontrent bien qu'il n'y a pas lieu de créer des Sociétés de secours distinctes pour les prisonniers de guerre. Les Sociétés de la Croix-Rouge existantes sont nettement indiquées pour rendre ces services. Cela est évident quand le prisonnier de guerre est un blessé ; mais s'il n'est pas blessé, il est quand même un

(1) Il est absolument nécessaire d'établir une distinction entre les agents chargés du service des blessés et ceux qui assisteront les prisonniers ; car les seconds exciteront toujours la suspicion des autorités militaires, pour mille raisons. Il ne faut donc pas qu'une confusion s'établisse entre eux et leurs collègues dont la mission hospitalière pourrait être ainsi contrariée. Un insigne différent, une croix bleue, par exemple, pourrait être adopté dans ce but.

malheureux. « Or les malheureux prennent de plus en plus l'habitude de regarder vers la Croix-Rouge comme vers un phare lumineux d'où le secours peut arriver à toutes les infortunes. » Toutes les calamités nationales, tremblements de terre, famines, épidémies, voient les populations obtenir d'elle aide et protection (1). Mais les Sociétés de la Croix-Rouge d'un belligérant ne doivent pas entrer en rapport directement avec celles de l'autre belligérant, soit pour les envois à faire parvenir, soit pour les renseignements à obtenir. Car l'autorité militaire ne peut se dispenser d'intervenir. Ce sera donc le Comité International de Genève qui leur servira d'intermédiaire bénévole, neutre, sympathique, et en mesure de remplir sans froisser aucun intérêt, aucune susceptibilité, cette difficile et délicate mission.

Telle est la situation qui résulterait de la réalisation du vœu adopté par la VIII^e Conférence : « qui prend acte de la déclaration du Comité International de Genève offrant de servir d'intermédiaire le cas échéant entre les comités centraux, et exprime le vœu que les Sociétés de la Croix-Rouge se reconnaissent, par la force des choses, obligées de porter secours aux prisonniers de guerre, conformément aux stipulations de la Conférence de La Haye, et dans les limites posées par les lois et les coutumes de leur pays » (2).

(1) Au moment où nous imprimons ces lignes, une terrible inondation vient de ravager Paris et ses environs : une fois de plus, la *Croix-Rouge* a mérité l'admiration universelle en secourant avec une rapidité incroyable, une organisation parfaite, un zèle infatigable, les malheureuses victimes de cet épouvantable cataclysme.

(2) Voir le compte rendu de la VIII^e Confér. Internat. de la Croix-Rouge, p. 73 et s.

Nous devons toutefois remarquer qu'actuellement aucune Société de la Croix-Rouge n'a donné connaissance, soit au public, soit au Comité International de Genève, qu'elle ait mis, même partiellement, à exécution le vœu de la Conférence de Londres. Les menaces d'une guerre européenne reparaissent pourtant assez souvent à l'horizon pour faire espérer que l'étude et la mise en œuvre de cette résolution ne soient pas différées plus longtemps.

La tâche future des Sociétés qui viendront en aide aux prisonniers de guerre est facilitée par les Puissances qui se conformant à l'article 16 du Règlement de La Haye, exemptent de taxes douanières et de frais de transport tous les dons et secours en nature.

En France par exemple, la loi du 3 mai 1902 « affranchit des droits d'importation et de statistique, ainsi que des droits de consommation, d'entrée et d'octroi, sous réserve du contrôle à exercer par les administrations intéressées, les denrées et autres objets, y compris les tabacs, allumettes, et cartes à jouer, envoyés de l'étranger à titre de dons ou de secours aux prisonniers de guerre internés en France, en Algérie, et dans les colonies et possessions françaises ». Le 25 février 1901, un décret, rendu sur la proposition du ministre des travaux publics, a prescrit le transport gratuit de ces dons et secours sur les chemins de fer de l'Etat.

CHAPITRE VIII

LES BUREAUX DE RENSEIGNEMENTS SUR LES PRISONNIERS DE GUERRE

Inutilité des efforts des Sociétés de secours aux prisonniers de guerre et cruelle incertitude des familles sans les Bureaux de renseignements. — C'est à la Prusse que revient l'honneur d'avoir établi la première institution de ce genre : fonctionnement du Bureau central de Berlin en 1870-71 ; initiatives particulières entravées ; renseignements limités aux prisonniers malades ou blessés. — Extension du service des renseignements à tous les prisonniers par la Russie en 1877-78. — Dispositions du Règlement français du 21 mars 1893 : constitution du bureau, centralisation et communication des renseignements, fiches individuelles. — Utilité des plaques d'identité, des photographies, pour éviter des confusions regrettables. — Le Règlement de La Haye a rendu obligatoire la constitution des Bureaux de renseignements. — Excellent fonctionnement de ces Bureaux pendant la guerre russo-japonaise.

Les efforts des Sociétés de secours aux prisonniers de guerre risqueraient de demeurer stériles, si ces Sociétés n'avaient pas à leur disposition les renseignements qui leur permettent de connaître les points où doit s'exercer leur charitable mission, et de faire cesser en même temps la cruelle incertitude des familles quant au sort des êtres

qui leur sont chers. Ces renseignements, l'initiative des Sociétés de secours ou des particuliers ne suffiraient pas à les recueillir : il faut pour cela l'intervention de l'autorité militaire qui seule peut agir avec une complète efficacité, étant à même de noter au jour le jour et de centraliser les changements survenus dans la situation des captifs. La création d'un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre, au début des hostilités, est donc un réel bienfait pour les belligérants et leurs parents.

C'est la Prusse qui, la première, établit une institution de ce genre, de même que, dans le traité de 1783, elle avait prévu, la première, les secours aux prisonniers. Au lendemain de la campagne de Sadowa, et à la veille de la guerre franco-allemande, une ordonnance royale contenue dans les Instructions sur le service sanitaire des armées en campagne, du 29 avril 1869, organisa, à Berlin, un bureau pour centraliser et délivrer gratuitement des renseignements sur les militaires blessés ou malades. Trois fois par mois, les ambulances, lazarets et hôpitaux de l'armée devaient envoyer à ce bureau les listes d'entrée et de sortie des soldats reçus en traitement, avec les noms, prénoms, grades, régiments. Chaque nom était porté par les soins du bureau, avec les indications intéressantes, sur une fiche en carton, et ces fiches étaient rangées par ordre alphabétique dans des boîtes pour rendre les recherches plus faciles. Pendant la guerre de 1870-71, le Département français du Bureau central de renseignements, à Berlin, composé de onze personnes sous la direction du docteur Wrède, dressa, à l'aide des rapports officiels, la liste des soldats français prisonniers blessés ou malades en traitement dans les ambulances et lazarets allemands, et la liste des prisonniers décédés

dans les dépôts, lazarets et hôpitaux. Ces documents comprenant deux registres renfermant 40.000 noms, 59.500 fiches individuelles, et un registre avec l'indication du lieu d'internement d'un grand nombre d'officiers furent mis à la disposition du gouvernement français grâce aux démarches de M^{me} C. Cahen. De plus, le docteur Wrède adressa au commencement de la guerre une lettre à tous les grands journaux de France, de Belgique, d'Angleterre, de Russie, offrant les services du Bureau central de renseignements aux familles françaises désireuses d'avoir des nouvelles de leurs parents prisonniers de guerre. Les demandes d'information ne tardèrent pas à arriver : il y en eut 60.000 venant de France, sans compter celles qui parvinrent des autres pays d'Europe, et même de l'Asie et de l'Amérique. Toutes ces demandes sans exception reçurent une réponse (1).

Les services considérables rendus par ce Bureau officiel furent vantés à juste titre, d'autant plus que les autorités allemandes virent toujours d'un assez mauvais œil les investigations des Français venus en Allemagne pour recueillir eux-mêmes des renseignements sur les prisonniers de guerre. Le docteur Mercier, qui était arrivé de Tours pour relever lui-même le nom des prisonniers, avec les numéros de leurs régiments et leurs départements d'origine, fut emprisonné et le bureau particulier de renseignements qu'il avait établi à Spandau fut dissous (2). Les automôniers français qui circulaient dans les lieux d'internement et qui se livrèrent à des enquêtes semblables furent

(1) Voir la notice de M^{me} Cahen dans *Les Belligérants et les prisonniers de guerre* de M. Romberg, p. 243.

(2) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*, p. 64.

souvent inquiétés. Le R. P. de Damas fut arrêté à Posen par ordre du prince Podbielski et renvoyé à Berlin, sous prétexte que l'orthographe de son nom, écrit Damac sur l'autorisation ministérielle allemande, ne concordait pas avec ses autres pièces d'identité (1).

Remarquons que le Bureau central allemand ne pouvait donner de renseignements que sur les prisonniers malades ou blessés, puisque l'entrée de ces prisonniers dans les hôpitaux et leur sortie étaient la seule base de ses recherches ; les prisonniers valides, sauf quelques officiers, restaient inconnus pour lui, faute d'états nominatifs.

La Russie, pendant la guerre 1877-78, étendit le service des renseignements à tous les prisonniers. Le Règlement temporaire du 10 juillet 1877 prescrivait en effet aux autorités qui envoyaient des prisonniers sur les lieux de rassemblement, de remettre aux chefs de détachement des états nominatifs de ces prisonniers, avec l'indication des grades, corps de troupe, lieu d'origine, religion, date et endroit de la capture (art. 6). A chaque point de rassemblement, le chef militaire du district devait consigner ces indications, en même temps que la destination donnée aux prisonniers, sur des livres alphabétiques spéciaux qui, à la fin de la guerre, seraient clos et envoyés à l'état-major pour servir à donner des renseignements sur les captifs (art. 15). L'état-major était chargé de tenir des états de renseignements complets sur le nombre et la répartition des prisonniers, de noter les noms des prisonniers morts, et de communiquer au ministère des affaires étrangères les noms des sujets

(1) R. P. de Damas, *Souven. de guerre et de captivité*, p. 247.

n'appartenant pas à la nation ottomane et faits prisonniers dans les rangs des troupes turques (art. 32). Cette analyse rapide permet de constater que le gouvernement russe ne limita pas le service des renseignements aux prisonniers blessés ou malades.

Il a été suivi dans cette voie par le gouvernement français qui a prévu ce service dans le Règlement du 21 mars 1893 sur le Traitement des prisonniers de guerre. Voici les termes de l'article 108 de ce Règlement : « Dès le début des hostilités, il est constitué au cabinet du Ministre de la guerre, un bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes venant de l'extérieur, reçoit des divers services de l'administration centrale toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant, par les mêmes services, de toutes les mutations de manière à pouvoir fournir tous les renseignements qui peuvent lui être demandés. Les propositions et les demandes de toute nature concernant les prisonniers de guerre, sont examinés de concert avec les services intéressés, par ce bureau spécial, qui les soumet au ministre. » Le Règlement a en outre prévu les sources de ces informations par de nombreuses prescriptions. Le plus tôt possible après la capture, le chef d'état-major du Corps d'armée doit établir un état des prisonniers de guerre, nominatif pour les officiers et assimilés, numérique pour les sous-officiers et soldats. Ces états, récapitulés à l'État-Major général de l'armée sont envoyés au cabinet du Ministre de la guerre (art. 17, 18). La même mesure est prise pour le personnel neutralisé des établissements sanitaires ennemis tombés en notre pouvoir, ainsi que pour les militaires qui y sont

en traitement (art. 19). Dans chaque Corps d'armée, le prévôt fait dresser, en double expédition, par chaque chef de groupe de prisonniers, l'état nominatif de ses hommes, avec la mention des grades, corps, lieu et date de la prise, destination. L'une des expéditions reste entre les mains du chef de groupe ; l'autre sert à constituer un registre à feuillets mobiles des prisonniers de guerre, tenu par la prévôté dans chaque Corps d'armée. Celle-ci tient également un registre spécial nominatif et détaillé pour les officiers et assimilés. Les prisonniers en traitement dans les établissements sanitaires figurent aussi sur ces registres (art. 21). Lorsque les prisonniers sont dirigés sur un Dépôt, le commandant de la colonne reçoit un état nominatif de ceux qui lui sont confiés (art. 23, 27, 30).

A leur arrivée, cet état est remis par lui au commandant du Dépôt qui procède aussitôt à l'immatriculation des prisonniers, les inscrivant sur un registre à feuillets mobiles, et leur donnant un numéro. Les inscriptions portées sur les feuillets mobiles sont faites et contrôlées avec le plus grand soin, surtout en ce qui concerne les renseignements fournis par les plaques d'identité dont les prisonniers peuvent être porteurs, et ces données sont répétées sur le livret individuel dont chacun d'eux est pourvu dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française (art. 44, 45).

On sait que les plaques d'identité, en usage dans la plupart des armées modernes, sont de petits disques de métal que chaque militaire suspend à son cou et sur lesquels sont gravés le nom de l'intéressé, ainsi que des renseignements relatifs à son incorporation qui permettent de préciser facilement sa personnalité. Ces plaques d'identité ont été adoptées en France par les

Décisions ministérielles du 2 septembre 1881 et du 12 octobre 1883. Elles rendront de grands services, car il faut craindre que les états nominatifs, rédigés par des plumes étrangères, sur les indications de soldats quelquefois illettrés, n'estropient les noms au point de créer de regrettables confusions. On éviterait les erreurs de ce genre en généralisant la mesure adoptée pour les officiers prisonniers. Les feuillets individuels de renseignements concernant ceux-ci, renfermés dans un registre-contrôle spécial, doivent être munis d'une photographie, établie aussitôt leur arrivée dans la résidence qui leur est assignée (art. 55, 83). La même précaution pourrait être prise pour tous les prisonniers sans distinction, assez facilement, étant donnée la vulgarisation actuelle et la simplicité des appareils photographiques. Les renseignements recueillis par les commandants de Dépôt, comme nous venons de l'indiquer, sont communiqués le plus tôt possible par la voie hiérarchique au Ministre de la guerre (art. 97). Celui-ci reçoit également, le 1^{er} de chaque mois, des états sur lesquels toutes les mutations concernant les prisonniers, sont portées nominativement, et il est avisé par télégramme du décès des officiers prisonniers de guerre (art. 98 et 99). Les modèles des différents documents dont nous venons de parler sont annexés au Règlement de 1893.

Le Règlement de La Haye, concernant les lois et coutumes de la guerre, a, depuis 1899, rendu obligatoire pour les puissances signataires, dès le début des hostilités, la constitution d'un Bureau de renseignements sur les prisonniers, non seulement dans chacun des Etats belligérants, mais encore, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur ter-

ritoire. Ce Bureau est chargé d'établir pour chaque prisonnier des fiches individuelles qui lui permettront de répondre aux demandes des familles (1). Il doit en outre recueillir et centraliser tous les objets personnels trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les ambulances et hôpitaux, afin de les transmettre aux intéressés. La franchise de port lui est accordée pour ce service (2).

La guerre russo-japonaise a permis de constater les excellents résultats dus au fonctionnement de ce système, prévu par le Règlement français de 1893, et rendu international par la Convention de La Haye. Le 21 février 1904, le gouvernement japonais organisait un Bureau de renseignements sur les Prisonniers de guerre : le Règlement du 27 février 1904, déterminant le service de ce Bureau, prescrivit l'établissement de fiches individuelles, grâce aux communications des autorités compétentes, non seulement pour les prisonniers de guerre, mais encore pour *chaque belligérant ennemi, tombé dans le combat* (art. 4). Après le rétablissement de la paix, ces fiches devaient être remises au gouvernement de l'autre partie

(1) Le Bureau reçoit toutes les indications relatives aux internements et aux mutations, aux mises en liberté sur parole, aux échanges, aux évasions, aux entrées dans les hôpitaux et aux décès, ainsi que les renseignements nécessaires pour établir et tenir à jour une fiche individuelle pour chaque prisonnier. Le Bureau devra porter sur cette fiche le numéro matricule, les noms et prénoms, l'âge, le lieu d'origine, le grade, le corps de troupe, les blessures, la date et le lieu de la capture, des blessures, de l'internement, de la mort, ainsi que toutes les observations particulières. La fiche individuelle sera remise au Gouvernement de l'autre belligérant après la conclusion de la paix. (Règl. de La Haye, art. 14).

(2) Voir Règlement de La Haye, articles 14 et 16.

(art. 10) (1). A partir du 30 mars 1904, le Bureau de renseignements ainsi établi, envoya chaque semaine au ministre de France à Tokio, les états nominatifs des prisonniers russes. Au mois d'août de la même année, la communication directe entre les Bureaux du Japon et de la Russie fut établie : le Bureau russe envoyait les états nominatifs des prisonniers de guerre japonais à la légation du Japon à Berlin, et le Bureau japonais expédiait à la légation russe, à Pékin, les mêmes états nominatifs concernant les prisonniers russes. Très régulièrement, le Bureau japonais adressa les 5, 15 et 25 de chaque mois, des états nominatifs. A la fin de la guerre, toutes les fiches individuelles des prisonniers et des morts russes furent confiées au général Daniloff, envoyé au Japon comme commissaire pour la remise des prisonniers. Le fonctionnement du Bureau de renseignements japonais fut si bien assuré, que le 14 décembre 1906, M. de Martens alla visiter M. Motono, Ministre du Japon à Saint-Pétersbourg, pour lui exprimer les sincères remerciements du gouvernement russe à cet égard (2). Les belligérants des guerres futures ne pourront donc faire mieux, pour assurer le service des renseignements sur les prisonniers, que de se souvenir de l'exemple des Russes et des Japonais pendant leur récente lutte.

(1) Voir ce Règlement dans la *Revue de Droit intern. et de lég. comparée*, 1906, t. VIII, p. 572.

(2) Nagao-Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 121.

TROISIÈME PARTIE

LA LIBÉRATION

CHAPITRE PREMIER

LIBÉRATION PAR LA FIN DE LA GUERRE

Les prisonniers de guerre recouvrent le droit à la liberté par le rétablissement des relations pacifiques. — Délai nécessaire pour leur rapatriement : clauses variées des Traités de paix. — Complication du rapatriement des nombreux prisonniers français en 1871 : Conventions de Ferrières. — Restitution des prisonniers russes et japonais d'après le Traité de Portsmouth. — Situation des prisonniers rentrant dans leurs foyers : conditions imposées par l'Allemagne en 1871 ; sollicitude du Japon pour ses prisonniers chinois ; la captivité de guerre n'entraîne aucune déchéance. — Le rapatriement des prisonniers peut être retardé pour ceux qui ont à subir des peines disciplinaires ou de droit commun : Français retenus en captivité en 1871 ; le *Bagne allemand*. — Le non paiement des dettes contractées par les prisonniers peut-il retarder la mise en liberté de ceux-ci ?

Comme le début de cette étude nous l'a démontré, la captivité de guerre, en droit moderne, n'est qu'une privation *temporaire* de la liberté, n'ayant d'autre but que de diminuer le nombre des soldats que l'ennemi peut mettre en ligne sur le champ de bataille, d'affaiblir ainsi l'adversaire pour l'amener à une conclusion rapide de la paix. En conséquence, les prisonniers de guerre recouvrent le droit à la liberté dès que la guerre est terminée, puisque les raisons qui rendaient leur captivité légitime et nécessaire ont disparu : le canon ayant cessé de tonner, l'heure de la délivrance a sonné pour eux.

Le rétablissement des relations pacifiques entre les belligérants se manifeste par des conventions dites préliminaires ou traités de paix, et c'est à partir du moment où ces conventions entrent en vigueur que les captifs peuvent compter sur leur mise en liberté.

Cette mesure, dont la nécessité est ainsi prouvée, doit-elle être mentionnée spécialement dans les conventions relatives à la paix ? Une stipulation semblable paraît superflue si l'on tient compte de la conception moderne du prisonnier de guerre : le Règlement de La Haye n'ordonne-t-il pas le rapatriement des prisonniers de guerre après la conclusion de la paix (art. 20) ? Cependant Sir Robert Phillimore déclare que la mise en liberté des prisonniers doit toujours être une des clauses de la convention qui met fin aux hostilités (1), et Vattel disait que l'Etat doit à ceux qui se sont exposés pour lui, le soin de stipuler leur liberté dans le traité de paix (2). En pratique, les Etats belligérants insèrent presque toujours, dans

(1) Sir R. Phillimore, *Commentaries upon Internat. law*, t. III, p. 145.

(2) Vattel, *Le Droit des gens*, liv. II, ch. VIII, § 154.

les conventions qui rétablissent la paix, une clause relative à la restitution des prisonniers de guerre. Cette clause rentre dans les clauses générales qui figurent dans tous les traités et sur le principe desquelles on ne discute plus ; mais on peut stipuler un délai pour le rapatriement des captifs.

Car, si la fin de la guerre confère à ceux-ci le droit à la liberté, elle ne leur donne pas la jouissance immédiate de cette liberté. Il y aurait de graves inconvénients, il serait même périlleux, pour un gouvernement, de relâcher brusquement et simultanément des prisonniers lorsque leur nombre est considérable, lorsque le résultat de son triomphe ne lui est qu'imparfaitement acquis. Si au lendemain des Préliminaires de Versailles, en 1871, les autorités allemandes avaient ouvert les portes des dépôts de prisonniers et déclaré à ceux-ci qu'ils étaient libres et pouvaient rejoindre individuellement leur patrie, on se figure aisément quel désordre fût résulté de l'exode de ces trois cents et quelques milliers d'hommes errant à travers l'Allemagne, sans avoir pour la plupart les ressources suffisantes pour atteindre la France. Il fut donc sage de prévoir un délai, et aussi de stipuler les conditions dans lesquelles le rapatriement pourrait s'exécuter (1).

Il est évident que si les circonstances le permettent, la mise en liberté sera immédiate ; les traités d'Utrecht (1713), de Tilsitt (1807) entre la France et la Russie, ne

(1) L'art. 6 des Préliminaires du 26 février 1871 déclarait bien que les prisonniers de guerre seraient rendus immédiatement après la ratification des préliminaires ; mais il prévoyait implicitement un délai en stipulant le mode de leur transport, question qui fut réglée par les Conventions de Ferrières des 9 et 11 mars 1871, comme nous le verrons plus loin.

fixaient aucun délai : la convention de Paris de 1814, le traité de Paris de 1856, le traité de Zurich de 1859, stipulaient que les prisonniers seraient rendus *immédiatement* de part et d'autre (1).

Lorsqu'un délai aura été reconnu nécessaire, sa durée et son point de départ devront être convenus : ce sera par exemple *40 jours* à dater de la signature du traité ou de l'échange de sa ratification, comme dans les traités de Campo-Formio (1797), de Lunéville (1801), de Presbourg (1805), de Vienne (1809) ; ou *six semaines*, au plus tard, à partir de cette formalité, comme dans les traités d'Aix-la-Chapelle (1748), et d'Amiens (1802) (2), ou *trois mois*, comme dans le traité de Paris de 1810, entre la France et la Suède, et dans le traité de Gulistan de 1813 entre la Russie et la Perse (3). Parfois un délai est concédé, mais sans en fixer la durée ; ce sera *le plus court délai possible* (traité de Paris de 1815) ou bien les prisonniers seront rendus *le plus tôt que faire se pourra* (traité de Tilsitt de 1807, entre la France et la Prusse), ou *aussitôt que possible après la mise en vigueur du traité* (traité de Portsmouth de 1905, entre la Russie et le Japon). Le délai peut être aussi simplement limité à la ratification des préliminaires, comme dans ceux de Versailles (26 février 1871) et de San Stefano (19 février-20 mars 1878) (4).

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, pp. 4 et 9, t. II, pp. 207, 212, 410, 412 ; t. VII, pp. 59, 63, 643.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, pp. 335-339 : 424-428 ; t. II, pp. 180-182, 293-297 ; t. I, pp. 65-68, 484-485.

(3) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. II, pp. 304-306.

(4) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. II, pp. 642-647, 217-222 ; t. X, pp. 430-434 ; t. XII, pp. 74-82. Nagao-Arigo, *Guerre russo-japonaise*, p. 565.

Les Gouvernements ayant prévu le moment de la libération de leurs sujets prisonniers, il leur reste à assurer l'exécution de cette mesure, ce qui nécessitera souvent, soit des clauses spéciales dans le traité, soit même une Convention particulière. D'après la Convention de Paris de 1814, des commissaires devaient être nommés réciproquement pour procéder à la libération générale des prisonniers (art. 7). Il est déclaré dans l'article 28 des Préliminaires de San Stefano, entre la Russie et la Turquie (1878), que les prisonniers de guerre seront rendus réciproquement par les soins de commissaires spéciaux nommés de part et d'autre et qui se transporteront à cet effet à Odessa et à Sébastopol (1).

Le rapatriement des prisonniers français après la guerre de 1870-71 était un problème fort compliqué en raison de leur grand nombre. Des mesures spéciales durent donc être concertées entre les deux puissances. Les Préliminaires de Versailles, du 26 février 1871, portèrent qu' « afin d'accélérer le transport des prisonniers français, le gouvernement français mettra à la disposition des autorités allemandes, à l'intérieur du territoire allemand, une partie du matériel roulant de ses chemins de fer, dans une mesure qui sera déterminée par des arrangements spéciaux et aux prix payés en France par le gouvernement français pour les transports militaires » (2).

L'exécution de cet article, en ce qui concerne les services réclamés des chemins de fer français, donna lieu à

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, tome II, pp. 440-442 ; tome XII, p. 82.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. X, p. 434.

la Convention conclue au château de Ferrières le 9 mars 1871 ; le nombre des wagons que le gouvernement français devait mettre à la disposition des autorités allemandes pour le transport des prisonniers, fut fixé à un maximum de 5.000 (art. 6) ; ce matériel devait être remis dans le plus bref délai possible et sur des points déterminés (art. 7) ; si en allant de France aux points dans lesquels étaient internés les prisonniers français, les wagons pouvaient être utilisés pour le retour des troupes allemandes, les compagnies françaises n'y feraient aucune opposition ; ce transport devait s'effectuer par trains complets remorqués par des machines françaises et conduits jusqu'à des stations mixtes désignées par des arrangements spéciaux à intervenir entre les autorités allemandes et les compagnies françaises ; les trains composés de prisonniers français seraient repris aux mêmes stations par les machines françaises (art. 8) ; les transports exécutés par les compagnies françaises devaient être payés par les autorités allemandes aux prix auxquels ces transports s'exécutent en France pour le compte du gouvernement français (art. 9) (1). Le rapatriement des prisonniers se combinait ainsi très heureusement avec l'évacuation du territoire envahi par les troupes allemandes.

Une autre Convention fut signée à Ferrières le 11 mars 1871 par J. Favre et le Général de Fabrice pour la remise des prisonniers de guerre français. Le gouvernement français y prévoyait le rapatriement d'une certaine quantité d'entre eux par voie de mer ; il devait envoyer à cet effet des vaisseaux de transport français à Bremerhafen et à

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. X, p. 457.

Hambourg; trois jours après avis de l'arrivée de ces bateaux, le Ministre de la Guerre allemand remettrait au gouvernement français 10.000 hommes au plus à Bremerhafen et 14.000 au plus à Hambourg (art. 1). Quant aux prisonniers rapatriés par voie de terre, leurs convois devaient être dirigés : 1^o ceux passant par Metz, sur Charleville; 2^o ceux passant par Strasbourg, sur Lunéville; 3^o ceux passant par Mulhouse, sur Vesoul (art. 3). Le gouvernement français pouvait installer à Charleville, Lunéville et Vesoul, un commandant de place, un intendant militaire, un payeur ainsi que tout le personnel nécessaire, et y organiser un magasin de vivres et d'habillement (art. 4). Les autorités allemandes ne s'engageaient à faire arriver sur chacun des trois points indiqués, que quatre trains par jour, de 800 à 1.000 hommes chacun, et cela autant que le matériel français serait suffisant et que les mouvements seraient possibles sur les lignes allemandes (art. 6) (1). On voit à la lecture de ces conditions que le rapatriement des prisonniers demandait plus d'un mois pour sa complète exécution; le gouvernement français ne pouvait en recevoir que 10.000 à 12.000 par jour, et leur nombre total s'élevait à 363.000 suivant Valfrey, à 420.000 suivant Jules Favre cité par A. Sorel (2).

Ce délai fut en réalité dépassé; car les autorités allemandes suspendirent ce rapatriement pendant quelque temps, le 21 mars, craignant que si le gouvernement insurrectionnel du 18 mars ne vînt à triompher, il ne voulût recommencer aussitôt les hostilités.

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. X, p. 460.

(2) A. Sorel, *Hist. diplomatique de la Guerre franco-allemande*, p. 248.

La situation fut réglée par la Convention de Rouen, du 28 mars, dont nous parlerons plus loin (1). Une partie des officiers français prisonniers purent rentrer individuellement en France en voyageant à leurs frais (2).

Après la guerre russo-japonaise, le traité de Portsmouth régla la restitution des prisonniers en ces termes : « Aussitôt que possible après la mise en vigueur du présent traité, tous les prisonniers de guerre seront réciproquement restitués. Les gouvernements impériaux du Japon et de Russie nommeront, chacun de son côté, un commissaire spécial qui se chargera des prisonniers. Tous les prisonniers se trouvant entre les mains de l'un des gouvernements seront remis au commissaire de l'autre gouvernement ou à son représentant dûment visé, qui les recevra en tel nombre et dans tels ports convenables de l'Etat remettant que ce dernier aurait notifiés d'avance au commissaire de l'Etat recevant (art. 13). » Les prisonniers japonais étaient peu nombreux, 2.083, d'après M. Ariga ; le rapatriement de ces soldats très disciplinés fut chose très aisée ; ils furent acheminés vers Hambourg d'où ils s'embarquèrent pour leur patrie. En traversant l'Allemagne, ils furent l'objet d'une attention toute spéciale du Kaiser qui offrit beaucoup de facilités pour leur transport et leur fit distribuer des cigares, du chocolat, etc. Le rapatriement des prisonniers russes, dont le nombre dépassait 80,000, ne s'effectua pas au contraire sans de fâcheux incidents. Des mutineries se

(1) A. Sorel, *Hist. diplomatique de la Guerre franco-allemande*, p. 267.

(2) Patorni, *Neuf mois de captivité en Allemagne*.

produisirent à bord des navires qui ramenaient à Vladivostock les marins et les soldats du Tsar. Ces révoltes, répercussion des troubles qui désolaient la Russie, furent parfois si graves qu'elles obligèrent les chefs russes à recourir aux baïonnettes et aux revolvers des Japonais pour rétablir l'ordre parmi les hommes qu'ils convoyaient (1).

Ces incidents prouvent que, malgré le rétablissement de la paix, les prisonniers ne restent pas moins tenus à une certaine discipline jusqu'à leur rapatriement et que pour assurer le respect de cette discipline, ils doivent être ramenés dans leur patrie sous la surveillance des autorités militaires. C'est pourquoi le Règlement français du 21 mars 1893 déclare qu'après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectue sur des points déterminés, de concert avec les puissances intéressées, que les officiers et assimilés voyagent isolément en feuille de route jusqu'à la frontière, mais que les sous-officiers et soldats sont accompagnés par un cadre de conduite dont l'effectif est fixé par le général commandant la région sur le territoire de laquelle ils étaient internés (art. 109).

Il semble qu'après avoir rapatrié les prisonniers de guerre qu'il tenait en son pouvoir, un Etat n'ait pas à se préoccuper du sort qui les attend dans leur mère-patrie. C'est au gouvernement dont ils relèvent qu'il appartient de décider s'ils seront renvoyés immédiatement dans leurs foyers ou s'ils seront versés dans les corps de troupes, de désigner les garnisons qu'ils occuperont.

(1) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, pp. 363, 429. *L'Illustration* du 23 et du 30 décembre 1905.

Pourtant, après la guerre de 1870-71, les Allemands ne se sont pas conformés à ce principe : ils ne devaient évacuer les départements envahis qu'au fur et à mesure du paiement de l'indemnité de 5 milliards : ils ne voulaient donc pas que leurs troupes puissent se trouver en contact avec les prisonniers récemment rendus à la liberté, et ils tenaient à retarder la réorganisation de l'armée française jusqu'au moment où ils seraient sûrs de jouir du fruit de leurs victoires. Ils réglèrent donc la situation des prisonniers rapatriés. D'après les Préliminaires de Versailles du 26 février 1871, les prisonniers libérables du service militaire devaient être renvoyés dans leurs foyers dès leur arrivée en France (1) ; ceux qui n'auraient pas achevé leur temps de service seraient dirigés sur des points situés derrière la Loire. Car toute l'armée française, à part une garnison de 40.000 hommes laissée à Paris pour y assurer l'ordre, avait l'obligation de se retirer au delà de ce fleuve. Lorsque la Commune éclata dans la capitale, cette condition fut modifiée par la Convention de Rouen du 28 mars 1871 qui porta à 80.000 le nombre des soldats français pouvant occuper Versailles et le département de Seine-et-Oise ; de plus, en raison des événements exceptionnels et de l'urgence qu'il y avait à réorganiser les troupes appelées à rétablir l'ordre, l'autorité allemande consentit à ce que les pri-

(1) D'après l'art. 5 de la Convention de Ferrières du 11 mars 1871, l'autorité militaire française ne put congédier, au point d'arrivée de Charleville, Lunéville et Vesoul, que les hommes libérables du service militaire appartenant aux départements voisins ; tous les autres militaires ne pouvaient être libérés qu'après avoir été transportés par chemin de fer jusqu'au delà des limites du territoire occupé par les troupes allemandes.

sonniers qu'elle rendait fussent concentrés dans les places de Cambrai, d'Auxerre et de Besançon pour être de là dirigés sur l'armée de Paris, mouvements qu'elle se réservait le droit de surveiller. Les stipulations des Préliminaires de Versailles devaient rentrer en vigueur aussitôt que l'autorité du gouvernement français serait rétablie à Paris (1). L'article 10 du traité définitif de paix, signé à Francfort le 10 mai 1871, apporta une modification à la clause qui obligeait le gouvernement français à conduire ses prisonniers libérés au delà de la Loire : 20.000 de ceux-ci purent être dirigés sans délai sur Lyon, à condition qu'ils seraient expédiés immédiatement en Algérie pour être employés dans cette colonie (2).

Ce qui est plus surprenant, c'est de voir un belligérant protéger les prisonniers de guerre qu'il libère contre les rigueurs de leur propre gouvernement. Tel fut le cas du Japon après la guerre sino-japonaise : connaissant bien la cruauté des Chinois, même pour leurs compatriotes, le gouvernement du Mikado stipula dans le traité de paix du 20 mai 1895, que la Chine s'engageait à ne pas maltraiter et à ne pas punir les prisonniers de guerre qui lui auraient été rendus par le Japon (art. 9) (3). Il est impossible d'être plus chevaleresque.

En dehors de ces cas exceptionnels, la situation des prisonniers de guerre rentrant dans leur patrie est réglée par les lois et règlements en vigueur. Autrefois, les officiers français de quelque grade qu'ils fussent, ne rentraient, à leur retour de captivité, dans les emplois dont ils étaient

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, tome X, p. 469.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, tome X, p. 472.

(3) Nagao Ariga, *Guerre sino-japonaise*.

pourvus au moment où ils étaient tombés au pouvoir de l'ennemi, qu'à la condition d'avoir été pris en action de guerre (1) ; en Russie, un officier fait prisonnier sans être blessé était cassé. Actuellement, en France, la captivité de guerre n'entraîne aucune déchéance pour les prisonniers qui ne perdent pas leur grade pour ce fait et en recouvrent les prérogatives à leur rentrée dans leur pays. Cependant l'article 5 § 4^e, de la loi française du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, range parmi les causes de mise en non activité, la captivité de guerre, lorsque l'officier prisonnier a été remplacé dans son emploi avant son retour : il est vrai que l'article 7 de la même loi décide que les officiers en non activité pour rentrée de captivité sont appelés à remplir la moitié des emplois de leur grade qui deviennent vacants dans l'arme à laquelle ils appartiennent ; le temps ainsi passé en non activité leur est compté comme service effectif pour les droits à l'avancement, au commandement, à la réforme et à la retraite (2).

La captivité de guerre n'a plus aujourd'hui d'influence sur les droits civils et politiques du prisonnier ; il jouit complètement, dès sa rentrée, de tous ceux auxquels il peut prétendre. Nous avons déjà examiné cette question et constaté qu'en droit moderne, la fiction juridique du *postliminium* n'avait plus sa raison d'être (3).

Le rapatriement des prisonniers de guerre peut être retardé lorsque ceux-ci ont à subir des peines privatives de la liberté pour des condamnations prononcées contre eux pendant leur captivité. Ces peines ont pu être mé-

(1) Ordonnance du 18 janvier 1760, art. 1 et s., cités par Ory : *Recrutement et condition des militaires*, p. 319.

(2) *Répertoire de Droit administratif*, II, pp. 22 et 176.

(3) Voir II^e partie, chap. IV, p. 299.

ritées soit pour des délits militaires, soit pour des délits de droit commun. On a prétendu que les délits militaires, les infractions nées de la situation du prisonnier, tentatives d'évasion, insubordination, manquements aux appels et autres actes entraînant des peines disciplinaires parfois sévères, ne devaient pas avoir de conséquences allant au delà de la conclusion de la paix ; qu'à ce moment, la captivité de guerre ayant cessé de droit, les peines prononcées à l'occasion de cette captivité devaient être remises, et les prisonniers délinquants, rendus à la liberté, sans avoir à achever leurs punitions. Cette opinion est inacceptable : la fin de la guerre ne leur permet pas d'échapper au châtement qu'ils ont mérité. Il serait impossible de maintenir l'ordre et la discipline dans les dépôts de prisonniers si ceux-ci avaient la pensée que les sentences de l'ennemi sont illusoires et que les punitions encourues par eux ne retarderont pas leur retour au pays natal. Il est donc nécessaire que les prisonniers de guerre condamnés à des peines disciplinaires puissent être retenus en captivité jusqu'à l'accomplissement de ces peines. C'est pourquoi la Conférence de La Haye de 1899 n'a pas voulu ajouter à l'article 20 du Règlement sur les lois de la guerre l'alinéa suivant qu'on lui proposait :

« Aucun prisonnier ne pourra être retenu, ni sa libération différée pour des condamnations ou des faits intervenus depuis sa capture, si ce n'est pour crimes ou délits du droit commun. »

Cet alinéa fut rejeté sur une observation du Colonel de Gross de Schwarzhoff qui le regardait comme tendant à affaiblir les ressorts de la discipline. La faculté ainsi laissée à un belligérant de retenir un prisonnier coupable

d'insubordination après la conclusion de la paix, pouvant prêter à de nombreux abus, on aurait dû ajouter, comme le dit M. Pillet (1), que la liste des individus ainsi retenus serait communiquée à l'Etat auquel ils appartiennent, au rétablissement de la paix.

Quant aux prisonniers de guerre coupables de crimes ou délits de droit commun, et condamnés par application des lois territoriales de police et de sûreté auxquelles tout étranger est soumis, ils doivent, sans aucun doute, subir leur peine avant d'être rapatriés. La captivité de guerre ne les empêche pas d'être des délinquants de droit commun, et ne peut être un obstacle au châtiment complet des vols, meurtres et autres crimes que toutes les nations ont un commun intérêt à réprimer. Ces individus continueront à être privés de la liberté malgré la conclusion de la paix, et pourront être transportés des prisons militaires dans les prisons de droit commun.

L'application de ces principes peut cependant perdre de sa rigueur par l'effet des grâces et des remises de peines qui sont accordées à certains individus, ou même par une amnistie générale. Un accord intervient parfois entre les puissances à ce sujet. La Convention de Ferrières du 11 mai 1871 nous en offre un exemple dans son article 8, ainsi conçu : « Les autorités allemandes remettront de la même manière, soit à Lunéville, soit à Charleville, les militaires français détenus à la prison et au pénitencier de Metz, ainsi que ceux qui pourront être détenus dans d'autres forteresses (2). »

(1) A. Pillet, *Lois actuelles de la Guerre*, p. 465.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, tome X, p. 460.

Cette clause ne reçut toutefois pas une complète exécution ; d'après A. Morin, Calvo, le Commandant Guelle et Pradier-Fodéré, les Allemands retinrent en captivité en 1871, après la signature de la paix, des prisonniers de guerre français qui avaient été condamnés à l'emprisonnement pour infractions à la discipline par la juridiction militaire allemande, et qui furent gardés jusqu'à ce que l'empereur d'Allemagne leur fit grâce. La France ne mit au contraire aucune réserve au rapatriement des prisonniers allemands. Geffcken a contesté cette assertion, prétendant qu'il ne s'agissait pas de délits militaires, mais de crimes de droit commun tels que vols, rapt, etc. Mais la première affirmation paraît plus fondée que la seconde, surtout après la lecture d'un ouvrage intitulé « *Le Bagne allemand* ». Son auteur, le maréchal des logis Léopold, du 1^{er} hussards, fait prisonnier à Sedan, s'évada en habits civils et se réfugia à Longwy où il fut incorporé dans le 10^e bataillon de marche ; pris de nouveau à Arrancy, comme il n'avait pas d'uniforme, il fut sur le point d'être fusillé, mais une cour martiale le condamna, le 6 octobre 1870, à 10 ans de travaux forcés pour violation des lois de la guerre.

Il fut incarcéré dans le Bagne royal prussien de Werdén am Ruhr et soumis à un régime sévère avec plusieurs compagnons d'infortune dont il a donné les noms : Jules Colas, mécanicien de Givonne, condamné à deux ans de travaux forcés pour avoir été vu retirant un chasse-pot de la Meuse, près de Sedan, Ch. Hutteau, enfant de 16 ans, condamné à 5 ans pour avoir fait des signaux pendant la bataille de Borny, Moulins, jeune homme, condamné à 2 ans pour avoir servi de messenger, Jules Fay de Varennes (Aisne), condamné à 10 ans, pour avoir conservé

un pistolet chez lui, M. Thorel, notaire, commandant la garde nationale d'Aubigny (Ardennes), condamné d'abord à mort, puis aux travaux forcés à perpétuité, etc. Tous ces malheureux étaient encore sous les verrous longtemps après la fin de la guerre ; rien n'annonçait leur délivrance, malgré la Convention de Ferrières, et le directeur du Bagne s'appliquait au contraire à leur retirer tout espoir de revoir la France. Enfin, en janvier 1872, M. Debains, secrétaire de l'ambassade de France à Berlin, s'intéressa à eux ; puis Madame Coralie Cahen obtint, en mai 1872, une audience de l'impératrice Augusta pour lui exposer la situation des prisonniers ainsi retenus en captivité ; mais ce fut en vain, car l'empereur Guillaume résista aux instances de l'impératrice. A la suite d'une nouvelle intervention de celle-ci et de l'ambassadeur de France, M. de Gontaut-Biron, les portes du bagne s'ouvrirent pour le maréchal des logis Léopold et ses compagnons, le 25 juillet 1872, c'est-à-dire plus de quatorze mois après la signature de la Convention qui stipulait leur mise en liberté (1).

On range quelquefois parmi les causes pouvant retarder la libération des prisonniers de guerre après la paix, le non-paiement des dettes que ceux-ci ont contractées dans les villes d'internement. Certains traités de paix contiennent en effet des stipulations à cet égard. L'article 23 du traité d'Utrecht de 1713 porte que les prisonniers seront remis en liberté « en payant les dettes qu'ils auront

(1) Léopold, *Le Bagne allemand*, pp. 52, 67, 69, 72, etc. M^{me} C. Cahen a parlé des prisonniers français qui furent ainsi retenus en captivité après la paix, dans une conférence faite le 25 mai 1888 au siège de l'Association des Dames françaises.

contractées durant leur captivité » (1). L'article 2 du traité d'Amiens, du 27 mars 1802, renferme la même clause (2). Le traité d'Aix-la-Chapelle de 1748 se contente de *sûretés* qui seront données de part et d'autre pour le paiement des dettes que les prisonniers ou otages auraient pu contracter dans les Etats où ils auraient été détenus jusqu'à leur entière liberté (3). D'après le traité de Paris du 30 mai 1814 entre la France et l'Angleterre, « les prisonniers de guerre respectifs seront tenus d'acquitter avant leur départ du lieu de leur détention les dettes particulières qu'ils pourraient y avoir contractées ou de donner au moins caution satisfaisante ». Quelques auteurs semblent même affirmer qu'en cas de silence du traité de paix sur la question des dettes des prisonniers, la libération de ceux-ci serait nécessairement retardée par le défaut de paiement ou de sûretés suffisantes. Les prisonniers sont libres dès l'instant de la conclusion de la paix, dit Bluntschli, « sous réserve des mesures nécessaires pour régulariser le paiement de leurs dettes » (4). D'après Heffter, ils sont remis en liberté dès que la paix est signée, « après avoir, bien entendu, rempli tous leurs engagements personnels, à moins que leur élargissement n'ait été stipulé d'une manière absolue » (5). Cette solution n'est pas admissible, bien qu'on puisse dire pour la soutenir que son but est d'encourager les habitants du pays où il y a des captifs à consentir un crédit à ceux-ci. Mais l'intérêt individuel de simples particuliers créanciers ne

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, tome I, p. 4-9.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, tome I, p. 484.

(3) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, tome I, pp. 65-68.

(4) Bluntschli, *Droit internat. codifié*, art. 716.

(5) Heffter, *Droit internat. de l'Europe*, liv. II, § 181.

peut entraver la libération des prisonniers de guerre, qui touche à l'intérêt général des Etats. Retenir des prisonniers en captivité pour dettes serait une rigueur inutile puisque, d'après les principes du droit international privé, les sujets d'une puissance peuvent être traduits devant la juridiction de leur pays pour des obligations contractées par eux en territoire étranger, même avec un étranger. Le défaut de paiement de leurs dettes ne devra donc pas retarder la mise en liberté des prisonniers de guerre, en l'absence d'une clause formelle du traité de paix à cet égard.

Quant à l'opinion que l'Etat dont relèvent les prisonniers doit être rendu responsable de leurs dettes contractées à l'étranger, elle n'est pas soutenable. Cette responsabilité ne repose sur aucune base, l'Etat n'étant pas la caution de ses militaires ; elle ne peut exister que par son acceptation spécifiée dans un traité.

CHAPITRE II

LIBÉRATION AVANT LA FIN DE LA GUERRE PAR ÉCHANGE, RANÇON, RENVOI PUR ET SIMPLE

- § 1. — *De l'Echange des prisonniers de guerre.* — En quoi consiste l'échange, son caractère facultatif. — Ancienneté et persistance de cet usage. — *Cartels* — Négociation des échanges : convention écrite ou verbale ; ratification ; commissaires civils ; prépondérance nécessaire de l'autorité militaire. — Désignation des prisonniers à échanger ; prisonniers non échangeables ; cas particulier des malades et blessés. — La solidarité des alliés s'étend à l'échange des prisonniers. — Echange obligatoire des internés en pays neutre. — Base des échanges : *assimilation des grades ; équivalence.* — Conditions et exécution de cartels ou échanges franco-anglais, anglo-franco-russe, franco-allemand. — *Navires de cartels* : conditions de leur immunité. — Les prisonniers échangés ont-ils le droit de reprendre les armes ?
- § 2. — *De la Rançon.* — Ancienneté de ce mode de libération. — Rançons célèbres. — Ordres religieux pour le rachat des captifs. — Taux des rançons — Disparition de la rançon, remplacée peut-être par les indemnités de guerre modernes.
- § 3. — *Renvoi pur et simple.*

§ 1. — De l'Echange des Prisonniers de guerre.

Lorsque les belligérants se sont fait mutuellement des prisonniers, ils peuvent, sans attendre la fin des hostilités,

se remettre réciproquement un nombre égal de ces hommes. Un tel arrangement, appelé *échange* de prisonniers, les affranchit tous deux de la garde et de l'entretien de ces captifs, et leur permet d'utiliser de nouveau ceux de leurs nationaux qui étaient tombés au pouvoir de l'ennemi, sans que la différence d'effectif entre les deux armées opposées en soit modifiée. L'Etat qui conclut un échange s'acquitte d'ailleurs d'un devoir, car, dit Vattel, « il est obligé de délivrer.... ses citoyens et soldats prisonniers de guerre, dès qu'il peut le faire sans danger et qu'il en a les moyens : ils ne sont tombés dans l'infortune que pour son service et pour sa cause » (1). Cependant le non accomplissement de ce devoir ne constitue pas un acte contraire aux lois de la guerre moderne : l'échange des prisonniers demeure facultatif et aucun des belligérants n'est obligé d'accepter les offres d'échange faits par son adversaire, à moins qu'il ne se soit engagé d'avance dans une convention réciproque à échanger tous les soldats capturés pendant la guerre en cours (2).

L'échange des prisonniers est un usage que l'on retrouve à toutes les époques de l'histoire : il était compatible avec la coutume ancienne de considérer les captifs comme des esclaves. Tite-Live cite une convention « de permutandis captivis » intervenue entre Annibal et Fabius (3) ; c'est comme négociateur d'un échange de prisonniers, pendant la première guerre punique, que Régulus donna au monde un héroïque exemple de fidélité à la parole donnée. Grotius parle de l'échange auquel il donne la

(1) Vattel, *Le Droit des gens*, liv. III, chap. VIII, § 154.

(2) Voir *Instructions américaines* de 1863, art. 189. *Manuel français de Droit internat. pour les officiers*, p. 69.

(3) Tite-Live, *Histoire de Rome*, liv. XXII, ch. XXIII.

préférence sur la rançon (1). A cette époque, l'idée que les prisonniers dépendaient des individus mêmes qui les avaient capturés, n'avait pas disparu, et entravait les échanges qui lésaient des intérêts pécuniaires particuliers en supprimant les rançons. Les Etats s'attribuant peu à peu tout pouvoir sur les ennemis pris en leur nom, l'usage s'établit d'échanger les prisonniers même pendant la durée de la guerre. En 1666, un agent diplomatique était envoyé de Hollande en Angleterre pour négocier un échange entre ces deux puissances (2). On trouve de nombreux exemples d'échanges dans les guerres du XVIII^e siècle, dans celles de la Révolution et de l'Empire, pendant la guerre de Crimée. En 1870, 1.500 prisonniers furent échangés après les batailles de Rezonville et de Saint-Privat (3) ; l'article 14 de l'armistice du 28 janvier 1871 était une convention d'échange. Pendant la guerre hispano-américaine de 1898, le lieutenant Hobson fait prisonnier par les Espagnols avec six marins, au moment où il venait de couler le transport « le Merri-mac », dans le chenal de Santiago pour *embouteiller* la flotte espagnole, fut échangé contre un lieutenant et 14 sous-officiers et soldats espagnols (4). Au cours de la guerre du Transvaal, le 23 janvier 1900, 14 officiers anglais furent échangés à Prétoria contre 14 field-cornets boërs (5). Des négociations furent engagées entre les

(1) Grotius, *Droit de la guerre et de la paix*, liv. III, ch. XIV, § 9, n° 1.

(2) Travers Twiss. *Droit des gens*, ch. IX, n° 177.

(3) C. Doucet, L'armée de Metz : *Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1892.

(4) R. Emanuel, *Conventions militaires*, p. 21.

(5) R. Emanuel, *Conventions militaires*, p. 21.

- gouvernements japonais et russe, pendant leur lutte récente, au sujet de l'échange des prisonniers de guerre, mais elles n'eurent pas le temps d'aboutir (1).

Les accords relatifs à l'échange des prisonniers de guerre s'appellent des *Cartels*. Ce nom désignait autrefois tous les arrangements négociés en temps de guerre, entre les parties belligérantes par des agents ou fonctionnaires publics appartenant à l'armée ou à l'administration plutôt qu'au personnel diplomatique, arrangements qui réglaient la forme des communications transmises par le moyen des parlementaires, la délivrance des passe-ports et sauf-conduits, les signaux, les questions relatives au commerce, aux contributions de guerre, aux prisonniers, aux postes, aux sauvegardes, aux maraudeurs, enfin nombre de choses, dit Klüber « qui font l'objet de la guerre, ou qui lui servent de moyens, et pour lesquelles il est indispensable de se mettre en relation avec l'ennemi » (2). Actuellement, le terme *Cartel* ne s'applique plus qu'à certains accords relatifs aux douanes, aux postes, aux déserteurs, en dehors des pactes concernant l'échange des prisonniers pour lesquels il est toujours particulièrement usité.

Les échanges de prisonniers doivent-ils être nécessairement l'objet d'une rédaction écrite? Le Manuel des lois de la guerre allemand déclare que non ; car « il peut se produire des échanges de prisonniers entre les parties en présence sans qu'il soit nécessaire de rédiger pour cela des conventions » (3). Mais comme les conditions d'un

(1) Nagao Ariga, *Guerre russo-japonaise*, p. 417.

(2) Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, § 275. Voir aussi : De Garden, *Traité de diplomatie*, liv. VI, § XVI, tome II, p. 305.

(3) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 41.

échange réclament souvent des stipulations variées, il sera plus prudent de libeller toujours les cartels par écrit au lieu de se contenter d'une convention verbale. La forme employée sera celle admise pour les autres conventions militaires.

La négociation des cartels peut être confiée à un Etat neutre pour faciliter l'entente : l'Autriche servit ainsi d'intermédiaire entre les belligérants pendant la guerre de Crimée. Mais le plus souvent, ce sont les commandants en chef des armées en lutte qui ont la prérogative d'accepter ou de provoquer des échanges de prisonniers : ils peuvent déléguer ces pouvoirs aux chefs de corps dans des circonstances exceptionnelles. On s'est demandé si des conventions semblables sont soumises à la ratification du pouvoir suprême de l'Etat, comme tout accord fait par des plénipotentiaires. Meisel l'affirme, mais Wheaton déclare que les cartels d'échange n'ont pas besoin de cette ratification à moins qu'elle n'ait été expressément réservée dans l'acte lui-même (1). La solution des Instructions américaines de 1863 est moins nette. Le cartel d'échange, y est-il dit « doit être sanctionné par le gouvernement, ou le commandant en chef de l'armée d'opérations (art. 406) ». D'après Dudley Field, ce cartel « peut être stipulé soit par la nation (c'est-à-dire le gouvernement), soit par le commandant en chef de l'armée de terre ou de la flotte » (2). Le Règlement espagnol sur le service des armées en campagne de 1882 dit que « l'échange se fait d'habitude en vertu de traités conclus entre les belligérants » et qu' « il peut se faire également pendant

(1) Meisel. *Cours de style diplomatique*, tome I, p. 307. Wheaton, *Eléments du droit international*, part. III, chap. II, § 3.

(2) D. Field, *Projet d'un code internat.*, art. 824.

le cours de la campagne, par simple accord ou conventions entre les deux parties » (art. 925). Le Règlement provisoire portugais de 1890 porte que « pendant la durée de la campagne, les prisonniers peuvent être échangés en vertu de traités conclus entre les belligérants, ou de conventions faites par les généraux en chef ou les commandants opérant séparément (art. 1107). »

La négociation des cartels d'échange a été parfois conduite par des commissaires civils nommés à cet effet. Le cartel franco-anglais du 12 mars 1780 fut établi au nom de la France par Louis Le Hoc, écuyer, avocat au Parlement, chef des bureaux de la marine, et au nom de la Grande-Bretagne, par les commissaires chargés du soin des matelots malades et blessés : les négociateurs, pour accélérer l'exécution de ce cartel, le déclarèrent « de la même force et validité que s'il eût été signé par les souverains respectifs », ne réservant pas ainsi la ratification des gouvernements qu'ils représentaient (1). Un autre cartel franco-anglais, du 27 fructidor an VI (13 septembre 1798), est l'œuvre des commissaires anglais pour le service des transports et pour le soin et la garde des prisonniers de guerre, d'une part, et du citoyen Joseph Niou, commissaire français pour tout ce qui est relatif à l'échange et au traitement des prisonniers, d'autre part (2). Ces cas sont exceptionnels, car il est plus logique de confier la négociation des cartels à des délégués pris dans les rangs de l'armée. Aussi la Convention nationale française ordonna-t-elle, dans son décret du 25 mai 1793, au général en chef de chaque armée de la République, de nommer un officier de grade supérieur et un commis-

(1) Meisel, *Cours de style diplomatique*, t. I, p. 312 et s.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, p. 367 et s.

saire ordonnateur des guerres (emploi analogue à celui de nos intendants militaires actuels), pour déterminer par un cartel avec les officiers nommés par le général ennemi, chaque échange de prisonniers, le nombre de ceux qui devrait y être compris, ainsi que le temps et le lieu où il s'effectuerait. Les cartels d'échange convenus et arrêtés dans les formes et les règles ainsi établies devraient être aussitôt adressés au général en chef qui en ordonnerait l'exécution, laquelle aurait lieu pendant le délai déterminé, sans que, sous aucun prétexte, elle puisse être différée. Le désir de procéder rapidement à l'échange des prisonniers faisait ainsi supprimer la ratification gouvernementale pour les accords intervenus à cet effet. Bien qu'à cette époque, où florissaient les Représentants du peuple aux armées, le pouvoir civil cherchât constamment à s'immiscer dans les agissements des généraux, le général en chef n'était tenu que de rendre compte au ministre de la guerre des mesures prises relativement à l'échange des prisonniers (1).

Quand les cartels sont négociés par l'entremise d'un Etat neutre, il est nécessaire de stipuler que les généraux commandant en chef les armées belligérantes auront le droit de modifier, au moyen de parlementaires, les dispositions relatives aux lieux et au mode d'échange (2). Ainsi sera respectée la prépondérance de l'autorité mili-

(1) Voir De Clercq, *Recueil des Traités de la France*. t. I, p. 225 et s.

(2) Les cartels conclus de cette sorte font l'objet de notes identiques échangées par l'intermédiaire des Etats neutres; citons par exemple les notes identiques du 13 août 1855 arrêtées entre la France, l'Angleterre et la Russie, et communiquées par les représentants de la Saxe et du Danemark (De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. VI, p. 575 et s.).

taire en matière d'échange, prépondérance tout à fait justifiée par l'influence que les échanges de prisonniers peuvent avoir sur les opérations de la guerre. Pendant la durée d'une campagne, les conventions de cette nature doivent garder un caractère exclusivement militaire. C'est pourquoi le Règlement français du 21 mars 1893 réserve les échanges de prisonniers à la décision du Ministre de la guerre, ou à celle des commandants en chef lorsque les communications sont interrompues (art. 12); c'est pourquoi le Manuel allemand sur les lois de la guerre déclare que les commandants respectifs décident seuls de l'étendue de l'échange et de la manière dont il devra s'exécuter (1).

Les conditions à prévoir dans la conclusion des échanges sont assez nombreuses. Il faut d'abord déterminer quels seront les prisonniers qui en bénéficieront : le choix se portera de préférence sur ceux dont la captivité dure depuis le plus long temps, à moins que les belligérants se réclament mutuellement des sujets importants, à propos desquels leur entente devra s'établir. Il sera bon, pour cela, que les deux adversaires se communiquent les listes des individus tombés en leur pouvoir, avec indication de leurs noms, prénoms, âges, ainsi que de la date et du lieu de leur capture. Certains ennemis ne peuvent être compris dans un échange. Ce sont d'abord les déserteurs qui seraient ainsi livrés à la justice militaire de leur pays et que, pour ce motif, le Règlement français de 1893 exclut toujours des échanges (art. 12). Il en est de même des espions, traîtres, brigands et maraudeurs dont la conduite a mérité non pas

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 71.

la captivité de guerre, mais une sévère répression. Quant aux malades et aux blessés, la Convention de Genève de 1906 prévoit qu'ils seront échangés réciproquement après un combat (art. 2), et le Règlement français de 1893 donne au commandant en chef toute latitude de procéder à cette opération sans attendre l'autorisation du Ministre, nécessaire dans les autres cas (art. 11). Aux termes du Règlement espagnol de 1882, on ne doit pas faire de distinction au point de vue d'un échange, entre les soldats de l'armée proprement dite, et les corps francs ou mobilisés, pourvu que ceux-ci soient déclarés forces régulières (art. 925) ; le Règlement provisoire portugais en dit autant pour les guérillas (art. 1107). Ces dispositions sont sages ; un échange doit pouvoir comprendre tous les individus qui revendiquent à juste titre les prérogatives attachées à la captivité de guerre ; nous renvoyons à la I^{re} Partie de cette étude pour la nomenclature de ces individus. Observons toutefois que la valeur militaire d'un soldat varie beaucoup suivant qu'il appartient à telle ou telle catégorie ; on éprouvera donc quelque difficulté à échanger un territorial ayant plus de courage que d'expérience et d'endurance physique contre un homme de l'active dans la force de l'âge et en pleine possession de son métier.

Lorsque deux ou plusieurs puissances se sont alliées en vue de faire la guerre, on doit pouvoir faire entrer en ligne de compte dans les échanges tous les prisonniers alliés sans préférence de nationalité ; ceci est la conséquence de l'association qui a été conclue en vue de la guerre. Le belligérant qui lutte à l'aide de forces combinées doit comprendre dans ses cartels tous les éléments

qui composent ces forces ; son adversaire ne saurait s'y opposer, et peut même l'exiger.

Ces considérations empêchèrent un échange de prisonniers en 1810, entre la France et l'Angleterre. Cette dernière puissance avait en son pouvoir 50.000 prisonniers français ; Napoléon I^{er} avait beaucoup moins de prisonniers anglais ; mais il pouvait arriver au chiffre de 50.000 en faisant figurer dans l'échange des prisonniers espagnols et portugais alliés de son ennemi ; il proposa donc de rendre 1.000 Anglais et 2.000 Espagnols ou Portugais contre 3.000 Français. Le Gouvernement britannique, se désintéressant de ses alliés, prétendit limiter l'échange aux seuls nationaux Anglais et Français. Napoléon I^{er} repoussa cette exigence des Anglais qui finirent par accepter un échange général, à la condition que les prisonniers anglais seraient remis les premiers. Mais l'empereur craignit que le gouvernement britannique après être rentré en possession de ses nationaux, ne refusât de continuer l'échange ; il rompit encore les négociations, et les prisonniers restèrent en captivité jusqu'à la fin de la guerre (1). L'Angleterre a condamné sa propre conduite dans la convention qu'elle signa à Londres le 10 mai 1854 avec la France, son alliée dans la lutte engagée contre la Russie ; voici en effet la clause de l'article 4 de cette convention :

« Toutes les fois que les deux gouvernements conviendront de faire avec l'ennemi un échange de prisonniers, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets respectifs tombés au pouvoir de l'ennemi, mais leur libération sera stipulée à raison de l'antériorité de date de leur cap-

(1) Calvo, *Droit international*, t. II, p. 148.

ture, sauf les circonstances spéciales dont les deux gouvernements se réservent l'appréciation commune (1). » Le traité d'alliance franco-bavarois du 24 août 1805 stipula que « les troupes bavaroises seront comprises dans les cartels relatifs à l'échange des prisonniers (2). » Donc la solidarité entre alliés doit nécessairement s'étendre à l'échange des prisonniers.

Nous verrons, en parlant des internés en pays neutre, que ceux-ci constituent une lourde charge pour l'Etat qui les a recueillis sur son territoire. Il est donc juste de lui fournir le moyen de s'en débarrasser en lui reconnaissant le droit de procéder à un échange particulier avec le belligérant dont relèvent ces internés : ce dernier recevra autant d'internés qu'il remettra lui-même de prisonniers à son adversaire. Si l'État neutre a chez lui des militaires appartenant aux deux partis, il pourra en renvoyer d'office un nombre égal dans leur pays : car il ne favorisera pas ainsi un belligérant plus qu'un autre et ne changera pas la situation respective de leurs armées. M. Pillet souhaite même que « l'usage s'introduise de faire porter l'effet des cartels d'échange conclus entre belligérants, en premier lieu sur ceux de leurs soldats qui sont internés chez les neutres. Ce serait très conforme à l'esprit de la guerre, qui ne considère les neutres comme obligés à certains devoirs que subsidiairement et pour autant que les belligérants y sont eux-mêmes d'abord tenus (3). » L'État neutre doit conserver cependant le droit de ne pas pratiquer un tel échange s'il estime qu'en

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. VI, p. 438.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. II, p. 120.

(3) A. Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, p. 164.

donnant de nouvelles forces aux belligérants, il risque de voir se prolonger les hostilités qui lui portent préjudice par leur retentissement chez lui, par le trouble apporté à son commerce.

Tout cartel doit convenir des bases sur lesquelles s'opérera l'échange. La règle habituelle est d'y procéder homme pour homme, grade pour grade, blessé pour blessé, sans tenir compte de l'arme, et par ordre d'ancienneté de capture. Ces conditions permettent d'arriver à un échange équitable. Mais deux difficultés se présentent : la première est que la dénomination des grades dans les différentes armées n'est pas la même, ou que la corrélation n'existe pas : on procèdera alors par voie d'*assimilation*. La seconde difficulté vient de ce que le nombre des prisonniers des divers grades ne se correspond pas exactement dans les deux partis. Ce sera le cas le plus fréquent : on y remédiera en ayant recours à l'*équivalence*, c'est-à-dire en échangeant des prisonniers d'un grade supérieur contre une quantité plus considérable de prisonniers de grade inférieur, suivant une estimation arrêtée par les belligérants. Le principe de l'équivalence et de l'assimilation est admis par divers règlements : on le rencontre dans les Instructions américaines (art. 406), dans le Règlement espagnol de 1882 (art. 923), dans le Règlement portugais de 1890 (art. 1107). Le Manuel allemand des lois de la guerre porte qu'un chiffre proportionnel est convenu pour les assimilations (1). Le Manuel français de droit international à l'usage des officiers reconnaît qu'on peut, à défaut de prisonniers respectifs de même grade, convenir d'échanger des prisonniers

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege*, trad. Carpentier, p. 42.

de rang supérieur contre un nombre plus élevé de prisonniers de grade inférieur : mais dans ce cas, le cartel doit toujours être soumis à l'approbation du commandant en chef (1).

La pratique internationale est conforme à ces règles : le Cartel déjà cité du 12 mars 1780, entre la France et la Grande-Bretagne, décidait que les prisonniers seraient échangés homme pour homme, selon leurs rangs ou qualités, « ou pour un certain nombre de matelots comme un équivalent (art. 1) (2). » L'Assemblée nationale française s'appuyant sur le principe d'égalité, avait établi dans son décret du 16 septembre 1792 « qu'il n'y aurait pas de tarif d'échange tel qu'un officier ou un sous-officier, de quelque grade qu'il fût, put être échangé contre un plus grand nombre d'individus de grade inférieur (art. 2) ; que la base commune des échanges qu'aucune modification ne pourrait altérer, serait l'échange homme pour homme, grade pour grade (art. 3) (3). » Mais ce principe égalitaire, décrété de nouveau par la Convention le 25 mai 1793, ne fut pas respecté dans le cartel d'échange conclu à Londres le 27 fructidor an VI (13 septembre 1798) qui stipula que les officiers français et anglais dont le rang ne correspondrait à celui d'aucun officier au pouvoir de l'autre puissance, seraient échangés contre leur équivalent, selon une échelle d'évaluation en soldats ou en matelots (art. 2). Une table annexée au cartel portait que pour un général de division français commandant en chef et pour un capitaine-général ou feld-maréchal anglais,

(1) Page 70.

(2) Meisel, *Cours de style diplomatique*, t. I, p. 312.

(3) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, p. 219.

l'évaluation en hommes était de 60 soldats, pour un autre général, elle n'était que de 40 soldats, et ainsi de suite, l'échange homme pour homme n'étant absolu que pour les simples soldats (1). Le cartel anglo-franco-russe de 1855 rangeait les prisonniers en trois catégories : 1^o officiers généraux et supérieurs ; 2^o officiers depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de capitaine ; 3^o sous-officiers et soldats. Les prisonniers devaient être échangés homme pour homme, suivant ces catégories, un sous-officier comptant pour deux soldats. Si un prisonnier de l'une des deux premières catégories ne pouvait être échangé contre un prisonnier de la même catégorie, son échange devait avoir lieu contre des prisonniers de la troisième catégorie, à raison de 30 hommes pour un prisonnier de la première catégorie, et de 15 hommes pour un prisonnier de la seconde (2).

Rappelons que l'honneur oblige le prisonnier de guerre à déclarer son véritable grade à celui qui le capture. La supercherie qui consisterait à s'attribuer un grade inférieur pour arriver à un échange plus facile, exposerait son auteur à être exclu de cet échange, de même qu'un captif est privé des autres avantages accordés aux prisonniers de sa catégorie s'il déclare un grade supérieur au sien. Cette règle est formulée dans la plupart des Règlements, comme nous l'avons vu précédemment (3).

Les cartels d'échange doivent être exécutés strictement de part et d'autre ; car « la foi des promesses et des traités doit être sacrée, en guerre comme en paix, entre enne-

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, p. 368.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. VI, p. 575.

(3) Voir II^e partie, chap. v, p. 344.

mis aussi bien qu'entre nations amies (1). » Lorsque l'échange a lieu sur le théâtre de la guerre, après une bataille, son exécution nécessitera une trêve de quelques heures entre les belligérants.

Si l'échange doit avoir lieu entre prisonniers déjà transportés dans les centres d'internement, les puissances peuvent s'envoyer mutuellement des commissaires qui pourvoient aux détails de l'exécution de cet échange. En vertu du cartel franco-anglais du 27 fructidor an VI (13 sept. 1798), les prisonniers des deux nations qui devaient être échangés, furent choisis par des agents respectifs résidant à Paris et à Londres, sans que le gouvernement au pouvoir duquel étaient ces prisonniers pût s'en mêler aucunement (art. 3) (2). En 1813, des agents américains résidèrent à Halifax et en d'autres endroits de la Grande-Bretagne, et des agents anglais dans différentes localités des Etats-Unis pour exécuter un cartel d'échange (3).

L'échange des prisonniers, quand il porte sur un nombre important d'individus, peut se faire par des remises partielles et alternatives, suivant une clause analogue à celle-ci, contenue dans le cartel franco-anglais, du 27 fructidor an VI : « Un échange de prisonniers de guerre sera ouvert sur-le-champ entre les deux puissances, homme pour homme, grade pour grade. Le gouvernement français commencera par envoyer en Angleterre, sur un parlementaire français, un certain nombre de prisonniers anglais, en y comprenant cinq officiers sur

(1) Vattel, *Le Droit des gens*, liv. III, chap. x, § 174.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, p. 368 et s.

(3) Travers Twiss, *Le Droit des gens*, ch. ix.

cent hommes ; à leur arrivée en Angleterre, le gouvernement britannique enverra, sans délai, en France, sur un parlementaire anglais, un nombre égal de prisonniers français des mêmes grades. Alors le gouvernement britannique enverra en France, sur un parlementaire anglais, un nombre de prisonniers français en y comprenant les officiers dans la proportion ci-dessus mentionnée ; en échange desquels le gouvernement français fera partir, sur un parlementaire français, un nombre égal de prisonniers anglais, grade pour grade. L'échange continuera alternativement de la même manière, jusqu'à ce que l'un des deux gouvernements juge convenable d'en arrêter le cours ; et dans ce cas, la puissance qui en arrêterait l'effet, enverra sur le champ le nombre de prisonniers nécessaire pour solder la balance des échanges qui auront eu lieu jusqu'à cette époque (art. 1^{er}) (1). »

Le mécanisme de l'échange convenu dans l'armistice franco-allemand du 28 janvier 1871, fut moins compliqué, comme on peut le voir d'après l'article 14 de cette convention : « Il sera procédé immédiatement à l'échange de tous les prisonniers de guerre faits par l'armée française depuis le commencement de la guerre. Les autorités françaises remettront des listes nominatives des prisonniers de guerre allemands aux autorités militaires allemandes à Amiens, Orléans, Le Mans, Vesoul. La mise en liberté des prisonniers allemands s'effectuera sur les points les plus rapprochés de la frontière. Les autorités allemandes remettront en échange, sur les mêmes points et dans le plus bref délai possible, un nombre pareil de prisonniers français de grades correspondants, aux auto-

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, p. 368.

rités militaires françaises. L'échange s'étendra aux prisonniers de condition bourgeoise, tels que capitaines de la marine marchande, et prisonniers civils français, internés en Allemagne (1). »

Lorsque le transport des prisonniers échangés se fait par mer, les vaisseaux qui y sont employés sont désignés sous le nom de *navires de cartels*, quelquefois de *bâtiments parlementaires*. Ces vaisseaux qui peuvent appartenir soit à la marine marchande, soit à la marine de guerre, jouissent d'une immunité complète tant qu'ils servent effectivement et exclusivement à l'échange des prisonniers. Ils ne doivent transporter ni marchandises, ni passagers, ni dépêches, ni armes, et ne pas servir à recueillir des informations militaires : ils ne sont protégés par les lois de la guerre que pendant le temps strictement requis pour leur mission. Ainsi, ils ne sont pas à l'abri d'une attaque pendant le voyage préalable qu'ils peuvent accomplir, allant d'un port de leur pays à un autre port de leur pays pour aller chercher des prisonniers : ils ne sont couverts que lorsqu'ils ont pris la charge des prisonniers à échanger ou lorsqu'ils rentrent d'un port ennemi dans un port de leur propre pays, soit à vide, après avoir débarqué ces prisonniers, soit ayant à bord les prisonniers donnés en échange.

Les navires de cartels ne sont exempts de capture qu'à la condition d'être munis d'un passe-port, de naviguer sous drapeau parlementaire accompagné des pavillons des deux belligérants arborés ensemble, et de n'avoir à bord que la force armée nécessaire pour maintenir l'ordre. Sir Travers Twiss fait cependant remarquer que les privi-

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. X, p. 414.

lèges du cartel ont été parfois accordés à des navires qui remmenaient des prisonniers dans leur pays à la suite d'un accord avec le commandant des forces ennemies, mais sans être munis de papiers constatant un cartel. Il rappelle que lord Stowell a décidé qu'en pareil cas une cour de prises se trouvait dans l'obligation d'admettre la bonne foi de cet arrangement (1).

Les prisonniers échangés ont le droit de prendre part de nouveau aux hostilités toutes les fois que le contraire n'aura pas été spécifié dans un cartel. Bluntschli affirme pourtant que les prisonniers ne doivent pas prendre les armes pendant la guerre en cours à l'époque où ils sont libérés et que, dans le doute, on doit présumer que c'est ce qu'ont voulu les parties (2). Mais les Règlements espagnols et portugais déclarent que cette prohibition doit être stipulée formellement (3), et le Règlement italien dit que « les prisonniers échangés sont libres et peuvent reprendre part aux opérations de la guerre en cours ». D'après le commandant Guelle, cela s'est toujours fait ainsi, en Crimée, en Italie et même en 1870 (4). Il faut donc admettre que l'échange sans condition rend la liberté de reprendre aussitôt les armes.

Les frais d'entretien et de transport des prisonniers échangés sont compris dans la liquidation qui doit avoir lieu à la fin d'une guerre (5).

(1) Travers Twiss, *Droit des gens*, chap. ix, n° 179.

(2) Bluntschli, *Droit internat. codifié*, art. 613.

(3) *Règlement espagnol*, art. 927. *Règlement portugais*, art. 1107.

(4) Commandant Guelle, *Précis des Lois de la Guerre*, t. I, p. 213.

(5) Voir II^e partie, chap. III, p. 279.

§. 2. — De la Rançon.

Ce mode de libération qui consiste à relâcher un prisonnier en échange d'une somme d'argent, n'offre plus à notre époque qu'un intérêt historique. Il existait dès le temps où les captifs étaient traités sans aucune espèce d'égards. L'histoire de Rome nous en offre des exemples. En 295 avant J.-C., Fabius ayant fait 4.700 prisonniers à Pérouse, les remet en liberté moyennant le paiement d'une rançon de 310 as. Les Romains ayant pris la ville de Panorme (Palerme), en 254 avant J.-C., les captifs purent racheter leur liberté au prix de deux mines d'argent. Annibal offrit vainement au Sénat de Rome, de lui remettre, en échange d'une rançon, les prisonniers qu'il avait faits à la bataille de Cannes. Au moment de l'invasion des Normands, nous voyons Charles le Chauve proposer aux barbares le rachat des Francs captifs. Mais c'est surtout au Moyen-Age que l'usage de la rançon se généralisa. Saint Louis s'engagea à payer au sultan Saladin un million de besants d'or (environ 10 millions de notre monnaie) pour la délivrance de ses gens, et à lui rendre Damiette pour la délivrance de sa personne « car il n'était pas tel qu'il se dût racheter à prix d'argent » (1). La rançon du roi Jean le Bon fut fixée par les Anglais à trois millions d'écus d'or (247 millions de francs de notre monnaie) (2). Richard Cœur de Lion, prisonnier du duc

(1) Joinville, *Histoire de saint Louis*, § LXVII.

(2) Leber, *Essai sur l'appréciation de la fortune privée au Moyen Age*, p. 134 et s.

d'Autriche, racheta sa liberté au prix de 250.000 marcs d'argent. Du Guesclin comptait sur la laine filée par les femmes de Francè pour s'acquitter de l'énorme rançon que lui imposèrent les Anglais.

L'Eglise contribua beaucoup à répandre l'usage du rachat des captifs. D'après Grotius, saint Ambroise et saint Augustin firent rompre les vases sacrés pour y subvenir (1) : des ordres religieux se fondèrent ayant pour but la rédemption des prisonniers, surtout ceux qui étaient tombés entre les mains des infidèles ; tels furent l'ordre des Trinitaires, et celui des frères de Notre-Dame de la Merci ou Mercédaïres, dont le zèle fut déclaré héroïque par Voltaire dans son « Essai sur les Mœurs », et qui arrachèrent des milliers de Chrétiens aux bagnes de la côte d'Afrique (2). Mais ce qui fortifiait surtout l'usage de la rançon, c'est que le prisonnier devait la payer de ses deniers au soldat lui-même qui s'était emparé de sa personne : l'intérêt pécuniaire contribua ainsi à faire respecter l'existence des vaincus.

Le taux de cette rançon dépendait du vainqueur, lorsque le tarif n'était pas établi par un cartel. Aussi Grotius dit que la rançon ne doit pas être exigée si haute que le prisonnier ne puisse la payer sans manquer des choses nécessaires à la vie (3). Le taux de la rançon était donc assez variable ; il atteignait un mois de la solde du captif d'après Voët (4), le quart d'une

(1) Grotius, *Droit de la Guerre et de la Paix*, liv. III, ch. XXI, § 23.

(2) Voir : P. Deslandres, *L'Ordre des Trinitaires et le Rachat des Captifs*, p. 390 et s. Emile Ledermann, *Les Frères de N.-D. de la Merci et la Rédemption des Captifs*, p. 89 et s.

(3) Grotius, *Droit de la Guerre et de la Paix*, liv. III, chap. XIV, § 9.

(4) Voët, *Droit militaire*, tome II, p. 116.

année de solde d'après Grotius (1), ce qui fut peut-être comme nous l'avons vu (2), l'origine de l'expression *faire quartier*. Le marquis Costa de Beauregard estime le taux moyen de la rançon à une année de solde, ajoutant que les gentilshommes ne se rachetaient qu'en abandonnant une année du revenu de leur fief (3). Les Deys d'Alger avaient des prétentions considérables ; en 1737, il fut demandé 4.000 piastres de 6 livres par captif ordinaire, 5.000 piastres pour un officier et 100.000 piastres pour chacun des deux Chevaliers de Malte, Saldecagne et d'Aregger. Les religieux Mercédaïres venus pour négocier ce rachat durent se retirer devant les exigences du Dey ; celui-ci, l'année suivante, céda les officiers pour 600 piastres, les Chevaliers pour 22.000 et 6.000. Le prix moyen payé par les Trinitaires en 1780 pour la rançon des captifs fut de 3.000 livres (4).

A partir de la guerre de Trente ans, la rançon ne fut plus due au soldat capteur lui-même, ni payée à l'aide des deniers personnels du prisonnier. Ce furent les Etats qui s'en regardèrent débiteurs les uns vis-à-vis des autres. Le roi de France soldait la rançon des officiers et des soldats, pourvu qu'ils aient été faits prisonniers dans une action de guerre. Ceux dont la capture avait eu lieu dans des circonstances moins honorables devaient s'acquitter eux-mêmes de leur rançon, les officiers du moins ;

(1) Grotius, *Droit de la Guerre et de la Paix*. liv. III, chap. XIV, § 9.

(2) Voir I^{re} partie, ch. VI, p. 192.

(3) C. de Beauregard, *Mélanges tirés d'un portefeuille militaire*, t. II, p. 18.

(4) P. Deslandres, *L'Ordre des Trinitaires et le Rachat des Captifs*, t. I, p. 390.

car pour les soldats, comme à cette époque les capitaines étaient en quelque sorte propriétaires de leurs hommes, c'était eux qui devaient payer leur rançon, sous peine de voir un autre capitaine en devenir lui-même propriétaire en les rachetant (1). De nombreuses conventions de rançon furent conclues aux XVII^e et XVIII^e siècles : citons celle du 26 mars 1673 entre le duc de Luxembourg, pour Louis XIV, et le comte de Horn, pour les Etats-Généraux, celle de 1675 entre la France et la Hollande, celles de 1692 et de 1701 entre Louis XIV et l'Empire d'Allemagne. Le traité du 18 juin 1743 entre la France et l'Angleterre évaluait à 15.000 livres la rançon d'un lieutenant-général et à 50.000 livres celle d'un Maréchal de France. Le cartel d'échange franco anglais du 12 mars 1780 portait que les prisonniers pourraient être échangés pour certaines sommes en forme de rançon ; ces sommes variaient suivant les grades, une livre sterling pour un soldat, 60 livres sterling pour un maréchal (2).

L'idée que la liberté personnelle ne doit pas être l'objet d'un marché fit disparaître peu à peu l'usage de la rançon. Déjà Louis XIV, obligé de racheter des prisonniers au Dey d'Alger, considérait « qu'il n'était pas de sa dignité de traiter avec la canaille ou de lui payer une somme pour rançon de ses sujets ». Il priait donc le souverain du pays d'agréer cette somme en présent « comme témoignage de son amitié singulière ». Le traité d'Alger, conclu en 1666, par le duc de Beaufort, contient une clause *secrète* sur le prix des hommes déli-vrés ; mais dans le traité public, ces hommes sont censés

(1) Ordonnance du 17 février 1753.

(2) Meisel, *Cours de style diplomatique*, t. I, p. 342.

avoir été libérés sans rançon (1). Pendant la période de la Révolution française, l'Assemblée nationale abolit définitivement le rachat des captifs en décrétant, le 16 septembre 1792, qu'il n'y aurait désormais aucun tarif pécuniaire pour l'échange des prisonniers (art. 1) (2). La Convention introduisit une disposition identique dans son décret-loi du 25 mai 1793.

L'usage de la rançon est, à l'époque moderne, limité aux prisonniers qui sont faits par des peuples non civilisés. Aussi regarde-t-on comme tout à fait anormal l'acte du capitaine chilien, Manuel Aguirre qui, lors de la prise de Lima par le Chili, en 1881, rendit la liberté à un prisonnier péruvien nommé Orengo, moyennant le paiement d'une rançon de 2.000 soles (10.000 fr.) (3). Les Instructions de 1863, pour les armées des Etats-Unis, sont le seul règlement moderne qui mentionne la rançon : « Les prisonniers qui n'auront pu être échangés contre d'autres dit l'article 108, pourront être relâchés moyennant le paiement d'une somme d'argent convenue ou, dans des cas urgents, moyennant la remise d'une quantité de provisions, de vêtements ou d'autres objets nécessaires à l'armée. Les arrangements de ce genre exigent la sanction de l'autorité supérieure. » En outre, l'article 74 n'admet comme possible, que la rançon payable au gouvernement, non à l'individu qui a capturé. Ces dispositions valaient la peine d'être signalées à

(1) P. Deslandres, *L'Ordre des Trinitaires et le Rachat des Captifs*, t. I, p. 380 et s.

(2) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, p. 249.

(3) Seoane, *Tribunales de Arbitraje*, p. 342 et s. Caivano, *Historia de la guerra de America*, p. 415, cités par Pradier-Fodéré dans le *Traité de Dr. Int. Publ.* VII, p. 46.

cause de la rançon *en nature* qu'elles prévoient en plein XIX^e siècle ; mais elles sont désormais lettres mortes, et ne reçurent aucune application dans la dernière guerre hispano-américaine.

On peut se demander, toutefois, si le principe de la rançon ne survit pas jusqu'à un certain point dans les indemnités de guerre considérables dont le siècle dernier a vu éclore la pratique. Détenant trois cents et quelques mille Français dans ses dépôts de prisonniers, en 1871, l'Allemagne pouvait plus facilement réclamer à leur patrie, la somme énorme de cinq milliards.

§ 3. — Renvoi pur et simple.

Il arrive parfois, au cours d'une guerre, qu'un belligérant, obéissant à un sentiment magnanime, ou seulement à un but politique, remet des prisonniers en liberté purement et simplement, sans échange ni rançon. Pyrrhus rendit ainsi aux Romains tous les prisonniers qu'il leur avait faits en 278, pour témoigner à Fabricius sa reconnaissance de l'avoir informé que son médecin allait l'empoisonner. Annibal, voulant détacher les peuples de l'Italie de l'alliance de Rome, pendant la deuxième guerre Punique, renvoya sans rançon, après les batailles de la Trébie et de Cannes, tous les prisonniers qui n'étaient pas Romains. C'est dans un but analogue que Napoléon Bonaparte, voyant le mécontentement du tzar Paul I^{er} à l'égard de ses alliés, chercha à obtenir son amitié en lui rendant sans échange ni rançon, 8.000 Russes que le sort des armes avait fait tomber entre ses mains en Suisse et en Hol-

lande, et que leurs alliés refusaient d'échanger contre des prisonniers français. Une convention conclue à Paris le 9 mars 1801 consacra cet acte de générosité intéressée, destiné à donner à l'empereur de Russie un gage de l'estime et de la considération du Premier Consul pour sa personne (1). Nous avons déjà souligné le geste chevaleresque des Boërs rendant la liberté sans condition à plus de 2.000 prisonniers anglais (2).

Le renvoi pur et simple peut s'appliquer à un seul individu en particulier. C'est ainsi que le 13 janvier 1871, après la bataille de Bapaume, un dragon français ayant été fait prisonnier et craignant d'être envoyé en Allemagne, prétendit qu'il était l'ordonnance du général Faidherbe et que le cheval qu'il montait était la propriété du commandant en chef. Aussitôt, le général allemand de Gœben, qui avait une grande estime pour son adversaire, s'empressa de restituer cheval et cavalier au général Faidherbe. Mais celui-ci, apprenant le subterfuge employé, refusa de s'associer à une manœuvre déloyale, même vis-à-vis d'un ennemi, et renvoya au camp allemand le dragon et sa monture (3).

C'est le renvoi pur et simple que la nouvelle Convention de Genève de 1906 (art. 2) a prévu pour les malades ou les blessés qu'un belligérant ne veut pas garder prisonniers, comme nous l'avons vu en parlant des individus protégés par la dite Convention (4).

(1) De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. I, pp. 429, 468, 471.

(2) Voir I^{re} partie, chap. vi, p. 244.

(3) Lieutenant-colonel Roussel, *Scènes et épisodes de la Guerre de 1870 71*, p. 248.

(4) Voir I^{re} partie, chap. iv, § I, B, p. 137.

CHAPITRE III

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE SUR PAROLE

Générosité apparente de l'Etat qui emploie ce procédé. — Historique.

— Différence entre la libération sur parole et l'internement sur parole. — Particularités du contrat de liberté sur parole : qui peut le souscrire ? Caractère individuel de cet acte qui ne peut être ni imposé, ni exigé ; sens du mot *parole* ; utilité d'un écrit loyalement rédigé. — Durée et étendue de l'engagement : formule allemande des *R vers*, formule anglaise. — Sanction grave de la violation de parole d'après les lois militaires, d'après la doctrine. — Conduite à observer par un Etat dont la législation prohibe la libération sur parole ; blâme infligé en 1870-71 aux officiers *parolés* ; respect de la parole donnée à un ennemi ; solution de ce conflit. — *Conclusion* : la libération sur parole devrait disparaître des usages de la guerre.

La garde de nombreux prisonniers, d'armées entières, comme en 1870-71, constitue une très lourde charge pour un belligérant. Les troupes occupées à les surveiller dans les centres d'internement sont autant d'éléments qui ne peuvent concourir à l'invasion du territoire ennemi. Chaque sentinelle qui veille à la porte des Dépôts de prisonniers est un fusil de moins sur le théâtre de la guerre.

Des révoltes de captifs peuvent éclater simultanément sur plusieurs points et mettre l'Etat gardien dans une très périlleuse situation, puisque ses troupes se trouveront prises en quelque sorte entre deux feux. Il est coûteux et malaisé de pourvoir à l'entretien des prisonniers, comme l'exigent les lois de la guerre, en particulier le Règlement de La Haye (art. 7). Sans doute les finances de l'Etat capteur n'en souffriront pas en définitive, car les dépenses engagées de ce chef lui seront remboursées, comme nous l'avons vu (1), par l'adversaire lors la paix. Mais en temps de guerre, les questions de ravitaillement présentent des complications extrêmes. Il est par suite regrettable de détourner les efforts de l'administration militaire de son objectif essentiel c'est-à-dire de l'armée nationale, au profit des ennemis réduits en captivité. Le désir de conduire sur le champ de bataille les soldats employés à la garde des prisonniers, et de réserver à ses propres troupes les vivres et les ressources de toutes sortes qu'absorbe l'entretien de ces derniers, a amené le vainqueur à user du stratagème suivant : il rend la liberté à ses prisonniers, mais de telle façon que ces ennemis deviennent désormais inoffensifs. Il n'est pas besoin pour cela de leur infliger les cruelles mutilations que l'on reproche tant aux peuples anciens : il suffit d'obtenir d'eux l'engagement de ne plus porter les armes pendant la fin de la guerre. L'honneur militaire est alors leur gardien. C'est ce qu'on appelle la libération conditionnelle, ou sur parole, qui permet à un belligérant surchargé de prisonniers de paraître magnanime lorsqu'en réalité il n'agit que dans son propre intérêt.

(1) II^e partie, chap. III, p. 279.

La libération sur parole exista même dans l'antiquité : elle était parfois octroyée à des prisonniers pour qu'ils pussent rentrer dans leur patrie et y négocier un traité, une rançon, un échange de captifs. Mais ceux-ci devaient ensuite se remettre à la disposition de leur vainqueur : il s'agissait en ce cas d'une libération temporelle, dont Régulus est le plus célèbre exemple. On rencontre aussi des exemples plus rares de libération conditionnelle définitive. Grotius, faisant l'observation que « Quelques uns ont aussi coutume de ne plus porter les armes contre celui qui les a en son pouvoir », rapporte, d'après Polybe, qu'Amilcar relâcha des Numides prisonniers, à la condition qu'aucun d'entre eux ne porteraient les armes contre Carthage. Il cite deux autres exemples tirés de Procope, et un autre, d'après Thucydide, dans lequel les Messéniens faits prisonniers à la prise d'Ithôme, furent relâchés en donnant leur parole aux Lacédémoniens de sortir du Péloponèse sans esprit de retour (1).

Albéric Gentili signale la coutume suivie chez les Germains, à savoir que les soldats faits prisonniers, promettaient de ne plus prendre les armes contre ceux entre les mains desquels ils étaient tombés : Totila, roi des Goths, relâchait ses captifs en leur faisant jurer de ne plus combattre contre lui (2).

A une époque moins éloignée, l'usage de la rançon s'opposa à la mise en liberté sous condition. Puffendorf envisage pourtant le cas où un prisonnier de guerre a été relâché par les ennemis « à condition de ne point servir

(1) Grotius, *Droit de la Guerre et de la Paix*, liv. II, ch. xxiii, liv. I, ch. iii.

(2) A. Gentili, *De Jure belli*, liv. II, ch. xi.

contre lui » (1). Vattel explique qu'à son époque « on renvoie des prisonniers sur leur parole, en leur imposant la loi de ne pas reprendre les armes jusqu'à un certain temps ou jusqu'à la fin de la guerre..... Par un usage qui relève également l'honneur et l'humanité des Européens, un officier prisonnier de guerre est renvoyé sur sa parole ; il a la consolation de passer le temps de sa prison dans sa patrie, au sein de sa famille, et celui qui l'a relâché se tient aussi sûr de lui que s'il le retenait dans les fers ». Il rappelle à ce propos que, dans la guerre de Succession d'Autriche, plusieurs garnisons Hollandaises subirent la loi de ne point servir contre la France et ses alliés pendant une année ou deux, et qu'un corps de troupes françaises, investi dans Linz, fut renvoyé de l'autre côté du Rhin à condition de ne plus porter les armes contre la Hongrie jusqu'à un temps marqué. Les engagements pris par ces militaires furent respectés par leurs souverains (2). Cette pratique existait alors, même en Russie, car en octobre 1711, le tzar Pierre le Grand se plaignit que deux colonels Suédois mis en liberté sur parole, eussent de nouveau servi contre la Russie comme majors-généraux ; il refusa en conséquence de libérer sous condition d'autres prisonniers Suédois (3).

Les idées d'humanité en vertu desquelles on se préoccupa du sort des prisonniers de guerre à la fin du xviii^e siècle firent reconnaître la liberté sur parole dans la loi du 25 mai 1793 :

(1) Puffendorf, *Le Droit de la nature et des gens*, liv. VIII, ch. II

(2) Vattel, *Droit des gens*, liv. III, ch. VII, § 151.

(3) Martens, *Traité de Droit International*, t. III, § 113.

« Les prisonniers de guerre, dit l'article 10... pourront être renvoyés sur leur parole d'honneur de ne faire aucun service qu'ils n'aient été échangés. »

Les guerres de la Révolution offrent plusieurs exemples de prisonniers libérés à la condition de ne plus prendre part aux hostilités pendant un certain temps. Ce fut le cas des défenseurs de Longwy, de Mayence, de Valenciennes, de Collioure, de Mantoue, etc., après la capitulation de ces places (1). La libération sur parole fut pratiquée pendant la guerre de 1870-71, non sans susciter bien des difficultés, bien des polémiques ; elle fut insérée, il y a peu de temps, dans la capitulation de Port-Arthur, au cours de la lutte entre la Russie et le Japon. La Conférence de La Haye de 1899 a donné une place à cette pratique dans sa réglementation des lois de la guerre. Les articles 10, 11 et 12 fixent les principes essentiels de la mise en liberté sur parole.

Il ne faut pas assimiler, comme on est tenté de le faire, ce mode de libération avec l'internement ou captivité sur parole, que nous avons étudié précédemment, à propos des dispositions spéciales aux officiers et dont le Règlement de La Haye s'occupe dans son article 5 (2). La mise en liberté sur parole permet à ceux qui en sont l'objet de rentrer dans leur patrie avec l'obligation, « sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre gouvernement, que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auront contractés (3). »

(1) Jomini, *Histoire des Guerres de la Révolution*, t. IV, p. 18, t. III, p. 356, etc.

(2) Voir II^e partie, ch. v, p. 304.

(3) Règlement de La Haye, art. 10.

Dans l'internement ou captivité sur parole, l'État gardien se contente d'autoriser ses prisonniers, particulièrement les officiers, à circuler dans la localité où ils sont internés, au lieu de les parquer dans une forteresse, mais à la condition qu'ils s'engagent à « ne pas s'éloigner au delà de certaines limites déterminées » (1); ou bien il leur permet de se rendre en un point donné, individuellement et sans escorte, pourvu qu'ils promettent de ne pas s'écarter de l'itinéraire fixé. Les conséquences d'une violation de parole d'honneur, sont très différentes suivant qu'il s'agit de la libération sur parole ou de la captivité sur parole. L'inobservation de l'engagement pris par le libéré sur parole met sur les rangs un ennemi de plus et expose son auteur au châtiment le plus sévère. L'inobservation de la promesse faite par l'interné sur parole, quand elle se borne à l'évasion et qu'il ne reprend pas les armes, débarrasse l'État gardien d'une bouche à nourrir sans augmenter le nombre de ses adversaires : la répression de cette faute est généralement plus légère. Dans le premier cas, le prisonnier aliène complètement le droit de défendre sa patrie ; dans le second cas, il pourra jouir encore de ce droit, si des circonstances indépendantes de sa volonté, échange, délivrance, etc..., mettent fin à sa captivité.

Voilà pourquoi il était intéressant de distinguer la mise en liberté sur parole, qui est un mode de libération, d'avec l'internement sur parole, qui n'est qu'un mode de captivité.

La promesse faite par le prisonnier mis en liberté sur parole, de ne plus participer aux hostilités engagées cons-

(1) Règlement de La Haye, art. 5.

titue un contrat entre lui et son vainqueur. Ce contrat est d'une nature toute spéciale et offre d'intéressantes particularités. Reposant sur « la garantie de l'honneur personnel », il ne peut exister qu'aux époques et chez les peuples où la civilisation fait fleurir le culte de la dignité humaine, le respect de la parole donnée.

On peut se demander quels sont les individus susceptibles de souscrire un pareil engagement, et notamment si les simples soldats ont le droit de se lier ainsi. Le Règlement de La Haye (art. 40), tranche cette question en admettant à la mise en liberté sur parole tous les prisonniers de guerre, sans distinction de grade, comme l'avaient déjà fait les lois françaises de 1792 et de 1793, déjà citées, comme l'exprime le Manuel de Droit international pour les officiers français (1), comme le dit Bluntschli (2). On a pu objecter que la parole d'honneur n'étant guère en usage que dans les classes élevées de la société, devrait être réservée aux officiers. Le point d'honneur touche peut-être davantage ceux-ci ; mais le culte de la parole donnée est répandue dans le peuple chez qui l'on rencontre généralement une grande bonne foi à tenir des engagements simplement verbaux. Cette objection a d'ailleurs perdu de son importance, aujourd'hui que le service militaire, obligatoire pour tous, range parmi les simples soldats, des individus occupant une position sociale relevée, dont l'éducation morale ne laisse rien à désirer. Tous les prisonniers de guerre, officiers, sous-officiers et soldats peuvent donc être mis en liberté sous la garantie de leur honneur personnel.

(1) Page 79.

(2) Bluntschli, *Droit internat. codifié*, art. 624 : « La parole des soldats est admise aussi bien que celle des officiers. »

Nous devons cependant reconnaître qu'en pratique, on n'offre guère la libération sur parole qu'à des officiers, et que si on le fait pour des sous-officiers ou des simples soldats, c'est par l'intermédiaire de leurs chefs : c'est ce que constatent les Instructions américaines (art. 126 et 127), et le *Manual of Military law* (art. 23).

Remarquons incidemment que le fait d'être mineur n'empêche pas le prisonnier de conclure un contrat de libération sur parole : s'il est capable d'être soldat, il en a toutes les prérogatives, car si l'on dit en droit civil : *Habilis ad nuptias, habilis ad pacta nuptialia*, on peut affirmer en droit de la guerre : *Habilis ad bellum, habilis ad pacta bellica*.

L'engagement qui est le prix de la libération conditionnelle est un acte individuel, puisque le prisonnier doit donner sa parole comme individu ; mais ce n'est pas, toutefois, un acte absolument privé, puisqu'il intéresse au plus haut point, les puissances belligérantes. Certains règlements exigent donc que le prisonnier obtienne l'autorisation de ses chefs avant d'accepter la liberté, sous condition : tels sont le Règlement espagnol de 1882 (art. 918), les Instructions américaines (art. 126), le *Manual of military law* (art. 23). La captivité de guerre ne supprime pas toute hiérarchie entre ceux qui la subissent : le patriotisme commande même aux prisonniers de donner à leur vainqueur des exemples de discipline, de déférence pour leurs chefs captifs, pour lui faire redouter la cohésion et l'esprit militaire des armées qu'il a encore à combattre. Les prisonniers simples soldats ont grand intérêt à recourir aux conseils et à l'appui moral de ceux qui, au moment de leur capture, avaient la mission de les diriger.

Toutefois, le caractère individuel du contrat de libération sur parole fait qu'un chef ne peut se substituer entièrement à ses subordonnés en cette matière : l'engagement collectif qu'il souscrit n'est valable, pour chaque prisonnier, qu'après l'adhésion particulière de celui-ci : car la parole d'honneur est chose essentiellement personnelle, et par suite, un commandant n'est pas capable d'obliger ses hommes malgré eux, en concluant avec l'ennemi un contrat de libération sur parole. Vattel a émis un avis opposé (1), mais nous devons constater que les principales capitulations, celles de Sedan et de Metz, en 1870, celle de Port-Arthur, en 1905, etc., se contentent de prévoir que les officiers seront libres de prendre individuellement et par écrit, des engagements d'honneur. On évite ainsi ce qui se passait au siège de Gênes, où des prisonniers autrichiens, libérés par Masséna, en vertu d'engagements pris, non directement par eux, mais par leurs chefs et généralement à leur insu, ignoraient qu'ils ne devaient plus reprendre les armes, et combattaient de nouveau contre les Français, sans se rendre compte de la punition rigoureuse qu'ils encouraient pour cette violation involontaire d'une parole qu'ils étaient supposés avoir donnée (2).

Nul ne peut être contraint d'accepter la libération sur parole, de même que nul n'est obligé de l'accorder. C'est ce qu'exprime l'article 41 du Règlement de La Haye :

« Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole, de même que le gouverne-

(1) Vattel, *Droit des gens*, § 454.

(2) Marbot, *Mémoires*, t. I, ch. XII, p. 409 et s.

ment ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole. »

Un Etat ne peut donc mettre en liberté un prisonnier en lui déclarant que s'il reprend les armes, il aura forfait à l'honneur et mérité d'être fusillé. Il ne peut pas davantage lui extorquer un semblable engagement en le menaçant de le faire périr s'il refuse de le signer. Ce serait une contrainte inadmissible que ne justifierait même pas la difficulté de garder des prisonniers. Les lois actuelles de la guerre ne donnent pas à un vainqueur le droit de disposer de l'existence de ses prisonniers ; à plus forte raison lui interdisent-elles de disposer de leur honneur, plus précieux que la vie.

Le contrat de libération sur parole réclame donc le libre consentement des parties contractantes, prisonnier d'une part, Etat capteur de l'autre. Mais si l'un ne peut être forcé d'accepter sa mise en liberté à des conditions qu'il considère comme pouvant compromettre son honneur militaire, rien ne peut contraindre l'autre à accorder à son ennemi captif la libération conditionnelle s'il la réclame. En un mot, la libération sur parole ne peut être ni *imposée*, ni *exigée*.

Les Instructions américaines de 1863, voulant assurer le libre consentement des prisonniers, ont adopté une disposition excellente : « La parole ne peut être donnée par personne sur le champ de bataille (art. 128). » Au milieu des émotions d'un combat, un soldat ne saurait avoir l'indépendance d'esprit nécessaire pour s'engager en parfaite connaissance de cause ; d'ailleurs, les hasards de la lutte l'exposeraient peut-être à violer, séance tenante, cet engagement, s'il voyait sa vie menacée par des ennemis non encore informés de l'acte qu'il vient d'accomplir.

Le contrat de libération sur parole étant un acte fort grave en raison des conséquences de sa violation, il y a grand intérêt à le constater par un écrit. On ne peut s'appuyer sur la dénomination de contrat *sur parole* pour prétendre que cet engagement doit être verbal, car dans le cas présent, le mot *parole* est pris dans le sens d'*honneur*. Dans une matière aussi importante, se contenter d'une déclaration de vive voix, surtout d'un simple geste d'acquiescement, c'est ouvrir la porte à des incertitudes regrettables, à de fâcheux malentendus. Le colonel Thibaudin se trouva en 1870 dans un groupe de prisonniers auxquels un officier allemand vint dire : « Que ceux qui ne veulent pas donner leur parole sortent de la salle. » Le colonel resta dans la salle. Mais sa conscience ne lui permettant pas de regarder cette action comme suffisante pour engager son honneur, il s'échappa plus tard et reprit du service contre l'Allemagne. Sa conduite fut très diversement jugée et souleva de vives polémiques, surtout quand, nommé général, il devint ministre de la guerre (1). Il faut donc espérer que le Règlement de La Haye exigera un jour que les engagements de cet ordre soient contractés par écrit. On éviterait ainsi d'abandonner la preuve d'un contrat dont la violation est réprimée aussi rapidement que sévèrement, à des témoignages plus ou moins fidèles et difficiles à recueillir.

Le contrat écrit doit être rédigé en double, suivant les principes du Code civil français (art. 1325), suivant les Instructions américaines (art. 125), et conformément à

(1) Voir : Daussy, *Guerre de 1870-71*, p. 34. Brenet, *La France et l'Allemagne devant le Droit International pendant la Guerre de 1870-71*, p. 207.

l'avis de beaucoup d'auteurs(1). Si le prisonnier est illettré, l'acte sera dressé et lu en présence de témoins pris parmi les autres prisonniers et une expédition en sera établie.

Le consentement du prisonnier libéré sur parole devant être parfaitement éclairé et obtenu sans surprise ni tromperie, il faut que le contrat soit rédigé dans sa langue maternelle ou tout au moins qu'une traduction littérale figure en regard du texte étranger et soit signée comme lui. La loyauté en fait un devoir auquel les Allemands se sont soustraits bien souvent en 1870-71. Nous avons raconté les supercheries qu'ils employèrent pour obtenir des officiers français la promesse de ne pas s'éloigner des centres d'internement (2). Par une ruse encore plus indigne, ils firent signer à des prisonniers, sans que ceux-ci s'en soient rendus compte, l'engagement beaucoup plus grave de ne pas reprendre les armes.

Une des raisons pour lesquelles le contrat doit être écrit dans un langage intelligible pour le libéré sur parole, c'est que les conditions qu'il comporte doivent être très soigneusement prévues. En raison du caractère exceptionnel de ce contrat, il doit être interprété limitativement ; il importe donc de préciser l'étendue de l'engagement qu'il renferme.

Au point de vue de sa durée, le prisonnier s'oblige généralement à ne pas reprendre les armes avant la fin de la guerre en cours : quelquefois on prévoit qu'il pourra reprendre sa liberté d'action après un délai fixé, après

(1) Morin, *Les lois relatives à la guerre*, p. 256. Guelle, *Précis des lois de la Guerre*, p. 205. Bonfils, *Manuel de Droit international*, n° 1132.

(2) Voir II^e partie, chap. v, p. 306.

quelques mois, après un an ou après qu'il aura été compris dans un cartel d'échange (1). Mais jamais la durée de l'engagement ne saurait être illimitée, car « l'ennemi n'a pas le droit, dit Vattel, d'exiger que ses prisonniers renoncent pour toujours à la liberté de combattre pour leur patrie, parce que, la guerre finie, il n'a plus de raison de les retenir, et eux, de leur côté, ne peuvent prendre un engagement absolument contraire à leur qualité de citoyens ou de sujets » (2).

La portée de l'engagement qui est le prix de la libération sur parole dépend de la formule employée dans le contrat. Lorsqu'un belligérant se borne à exiger des prisonniers qu'il libère sur parole, la promesse de ne plus servir contre lui durant la campagne, cette promesse, d'après le Manuel de droit international français, devrait s'entendre du service actif contre le belligérant et ses alliés dans la même guerre, mais non du service intérieur. En conséquence, le prisonnier libéré sous cette condition qui lui interdit de jouer un rôle sur le champ de bataille, pourrait, du moins, instruire des recrues loin du théâtre de la guerre, travailler aux fortifications des places non encore investies, réprimer des émeutes, remplir des missions civiles ou diplomatiques, toutes fonctions qui tendent cependant à assurer la supériorité de sa patrie sur l'ennemi (3). Le Comité de Salut public décida

(1) Voir les capitulations de Linz, de Longwy, de Valenciennes, de Mayence, etc., déjà citées, pp. 399, 400.

(2) Vattel, *Droit des gens*, § 151.

(3) *Manuel de Droit internat. à l'usage des officiers français*, p. 78. Voir dans le même sens : *Instructions américaines*, art. 130. Bluntschli. *Droit internat. codifié*, § 624. P. Fiore, *Droit internat.*

ainsi, par son arrêté du 27 février 1794, que « les troupes qui, par des capitulations particulières, se seraient engagées à ne point servir pendant un certain temps, seraient employées contre les ennemis de l'intérieur ou au service de seconde ligne. » Cet arrêté visait principalement la garnison de Mayence qui, ayant promis de ne pas servir pendant un an contre la coalition, fut employée à pacifier la Vendée (1). Lors de la capitulation de Metz, le 25 octobre 1870, le général Changarnier fut chargé d'obtenir du prince Frédéric-Charles que les troupes qui allaient se rendre eussent le droit de se retirer avec armes et bagages en Algérie pour y maintenir l'ordre, en stipulant qu'elles ne reprendraient pas les armes contre l'Allemagne pendant la durée de la guerre. Mais les Allemands refusèrent d'accepter cette demande, n'admettant pas une pareille condition trop avantageuse pour la France (2).

Plusieurs auteurs (3), à l'avis desquels nous nous rangeons, estiment qu'un prisonnier libéré à la condition de ne plus servir contre l'ennemi, ne doit pas se contenter de se tenir éloigné du champ de bataille, mais qu'il lui est interdit de coopérer d'aucune manière à la puissance de son pays. Il est donc obligé de s'abstenir de toute fonction ayant un rapport quelconque, même indirect,

codifié, § 1236. Guelle, *Précis des lois de la guerre*, t. 1, p. 207 *Manual of military law*, art. 21.

(1) Jomini, *Hist. des guerres de la Révolution*, liv. IV, ch. xvi.

(2) Chuquet, *Guerre de 1870-71*, p. 143.

(3) A. Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, p. 160. Lentner, *Le Droit de la guerre*, p. 100. Geffcken, sous Heffter, *Droit internat.*, § 129, n° 2.

avec les opérations militaires. Car il est peu loyal de vouloir subtiliser en pareille matière.

C'est le désir d'éviter de semblables controverses qui fit employer par les Allemands, en 1870-71, des formules de libération sur parole assez compliquées. Ils voulaient faire comprendre qu'ils entendaient interdire à leurs prisonniers libérés, l'instruction des recrues, la défense des colonies, la préparation des armements, même les travaux dans les bureaux de la guerre. La capitulation de Sedan exempta de la captivité de guerre « tous les officiers qui engageront leur parole d'honneur par écrit, de ne pas porter les armes contre l'Allemagne et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre (art. 2) ». Cette formule se retrouve dans la capitulation de Metz (art. 4), et les Japonais s'en sont inspirés pour celle de Port-Arthur en 1905 (art. 7) (1). Elle a l'inconvénient d'être trop étendue, de manquer de précision : son application rigoureuse exigerait que le prisonnier libéré s'abstînt de toute activité pouvant être une source de prospérité pour son pays ; il ne pourrait ni augmenter ses approvisionnements en récoltant du blé, en arrachant de la houille aux entrailles de la terre, ni se livrer au commerce. En un mot tout travail productif lui serait interdit.

Voici une formule à peu près analogue qui fut imposée par les Anglais aux prisonniers boërs pendant la guerre du Transvaal :

(1) Ces formules étaient reproduites au recto d'une feuille et les prisonniers apposaient leur signature sur le verso, sur le revers de cette feuille, d'où les expressions libres sur *revers*, signer le *revers*, etc.

« Je jure de ne pas prendre les armes contre le gouvernement anglais au cours de la guerre actuelle et de ne fournir aux Républicains aucune assistance ou information concernant les forces anglaises : je jure de rester tranquillement chez moi jusqu'à la fin de la guerre ; je sais d'ailleurs que si je violais mon serment, je m'exposerais aux pénalités prescrites par les usages de la guerre (1). »

Cette phrase nous amène à parler du châtement mérité par le prisonnier de guerre libéré qui rentre dans la lutte malgré un engagement d'honneur. Le Règlement de La Haye déclare que s'il est repris portant les armes, il perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux (art. 12). Or, toutes les législations prononcent la peine de mort contre ce genre de parjure. En France, aux termes de l'article 204 du Code de justice militaire, « est puni de mort tout prisonnier qui, ayant faussé sa parole, est repris les armes à la main » (2). En Allemagne, d'après le Code pénal militaire allemand, la peine capitale frappe « le prisonnier qui ne tient pas les promesses sous la condition desquelles il a été mis en liberté (art. 159) ». C'est encore la mort qui doit être la punition des prisonniers de guerre libérés repris les armes à la main en violation de la parole donnée, d'après le Code pénal militaire de l'Italie (art. 292), de la Grèce (art. 193), du Danemark (art. 67), d'après les Instructions américaines de 1863 (art. 124), le Règlement espagnol de 1881 (art. 920), le Décret japonais du 28 février 1905 sur les punitions des prisonniers de guerre (art. 4) ; etc.

(1) *Daily Mail* du 18 mars 1900.

(2) Cet article est rappelé dans l'article 35 du Règlement sur les prisonniers de guerre du 21 mars 1893.

La doctrine est d'ailleurs d'accord avec ces dispositions législatives et estime que le libéré, violateur de son engagement d'honneur, s'expose, s'il est repris, à être jugé par le belligérant qu'il a trompé, avec toute la rigueur des lois de celui-ci. Un prisonnier de guerre en acceptant la liberté sur parole, se soumet d'avance, dans le cas où il enfreindrait les conditions souscrites, à la peine que prévoit le Code de l'armée ennemie. Tel est, en substance, l'avis de Bluntschli, de Hall, de Calvo, de P. Fiore, de Lueder et de Rivier (1).

La gravité de la pénalité universellement édictée rend d'autant plus nécessaire l'existence d'un jugement régulier préalable ; le tribunal compétent devra examiner les circonstances qui ont entouré la conclusion du contrat de libération sur parole, écouter les réclamations du libéré et tenir compte des procédés dolosifs, signalés précédemment, qui ont pu induire celui-ci en erreur. La dégradation militaire ne saurait accompagner la peine de mort, car des juges ne peuvent prononcer ce châtiment que contre leurs propres nationaux. Si la condamnation n'était pas exécutée au moment de la signature de la paix, celui qui en aurait été l'objet pourrait bénéficier d'une amnistie.

Il nous reste à examiner une question extrêmement délicate. Quelle doit être l'attitude d'un Etat belligérant vis-à-vis de ses nationaux qui ont accepté la libération sur parole au mépris de la législation particulière de cet

(1) Bluntschli, *Droit internat. codifié*, § 625. Hall, *Manuel de Droit internat.* p. 426. Calvo, *Droit intern. théor. et pratique*, t. IV, p. 201. P. Fiore, *Droit intern. codifié*, § 4360. Lueder, dans le *Manuel de Droit intern. de Holtzendorff*, t. VI, p. 443. Rivier, *Principe du Droit des gens*, tome II, p. 277.

Etat? Peut-il exiger ou recevoir d'eux des services contraires à la parole donnée? Certains pays, frappés des inconvénients de ce contrat, ne l'admettent, en effet, que sous réserve d'une ratification gouvernementale, ou même l'interdisent complètement à leurs ressortissants. Le Règlement autrichien sur le service des armées en campagne (1^{re} partie, n° 41) et le Règlement portugais de 1890 (art. 1093), déclarent que les militaires de l'armée nationale ne peuvent jamais engager leur parole de ne pas servir pendant la campagne. La libération sur parole est implicitement défendue aux militaires français d'après le Règlement sur le Service des places et le Règlement sur le Service en campagne (1).

Les événements de 1870-71 justifient cette interdiction : le conseil d'enquête sur la capitulation de Sedan blâma vivement le général de Wimpfen d'avoir admis en faveur des officiers l'exception contenue dans l'article 2 cité plus haut, lorsque cette exception était contraire à l'article 236 du décret du 13 octobre 1863 (2), et qu'elle tend à affaiblir chez les officiers le sentiment du devoir et de la résistance à l'ennemi, n'étant qu'une prime à la faiblesse (3). Le même blâme fut infligé aux commandants des places de Strasbourg, de Metz, de

(1) D'après le Règlement sur le Service de Places du 7 octobre 1909 : « Dans une capitulation, le gouverneur n'accepte pas de clause ayant pour conséquence de le séparer de ses officiers et de ses troupes, dont il partage le sort avant comme après le siège. » (art. 160) Le Règlement sur le Service en campagne renferme une disposition analogue dans son article 288.

(2) Ce Décret a été remplacé par celui du 7 octobre 1909, cité plus haut.

(3) *Journal des Débats* du 27 avril 1872.

Soissons, de Verdun, etc., et la Commission chargée de la révision des grades exprima le regret que les officiers aient cru pouvoir user de la faculté insérée à leur profit dans certaines capitulations. « La faute commise par les généraux qui ont stipulé cette faculté, ne détruit pas la responsabilité de ceux qui en ont usé, dit M. Cornélis de Witt, dans le rapport qu'il fit au nom de cette commission. En signant pour rentrer en France, et pour échapper à la dure condition que subissaient les soldats, l'engagement de ne pas porter les armes contre l'Allemagne et de n'agir d'aucune manière contre ses intérêts, ces officiers se sont rendus coupables d'un acte qui est condamné par nos règlements, comme par nos mœurs militaires (1). »

Un Etat belligérant qui réprouve la libération sur parole, au même degré que la France, pourrait, aujourd'hui invoquer l'article 10 du Règlement de La Haye qui ne l'admet que si les lois du pays des prisonniers l'autorisent, pour déclarer qu'un tel contrat ne saurait produire aucun effet vis-à-vis de lui, et pour obliger, au besoin par la force, ses sujets libérés conditionnellement à reprendre les armes. Ceux-ci se trouveraient dans l'alternative d'être fusillés par leurs nationaux comme réfractaires, ou par leurs ennemis comme parjures. Situation assez déplorable pour faire tomber le discrédit sur l'usage de la libération sur parole.

Il est cependant impossible d'admettre qu'un Etat civilisé se fasse le complice, l'instigateur d'une violation de parole. Au-dessus de sa législation particulière plane le principe universel du respect de la foi jurée. S'il mécon-

(1) *Journal des Débats* du 27 avril 1872.

naît un engagement d'honneur, alors même qu'il en juge l'objet blâmable, c'en est fait de toutes les conventions relatives à la guerre, qui toutes ont pour base la loyauté des adversaires : plus d'armistices, plus de capitulations possibles, le drapeau parlementaire sera déchiré, la Croix-Rouge foulée aux pieds, et la guerre redeviendra ce qu'elle était aux premiers temps de l'humanité, un combat de fauves. L'histoire fourmille d'exemples de fidélité à la foi jurée, même vis-à-vis d'un ennemi. Xénophon disait qu'il n'y a rien de si grand ni de si louable chez toute personne, principalement chez les chefs d'armée, que d'être et de passer pour observateur de la loyauté et de la bonne foi. Régulus fit à ce principe le sacrifice héroïque de son existence. Le roi Jean le Bon quitta son royaume et se constitua de nouveau prisonnier des Anglais pour remplir l'engagement d'honneur dont ses fils n'avaient pas tenu compte. Il disait alors : « Si la bonne foi était bannie du monde, elle devrait se retrouver encore au cœur des rois. » Il aurait pu ajouter : « et des soldats. »

A ceux qui, malgré ces arguments, pourraient prétendre encore qu'on peut manquer de parole à un ennemi, nous conseillons la lecture d'une lettre écrite par la femme du Président Bonjean à son mari, alors qu'il était l'otage de la Commune, en 1871, et que ses geôliers hésitaient à lui accorder la permission de quitter Paris pendant 48 heures, en engageant sa parole d'honneur de se remettre à leur disposition après ce délai. « Ce que tu me dis..... me donne la crainte que l'espoir qu'on t'avait donné d'une liberté de quelques heures, sur parole, pour venir nous voir ici, ne doive pas se réaliser; et pourtant je partage à un tel degré l'appréhension que quelque

accident, indépendant de ta volonté, eût pu entraîner pour toi quelque infraction à ta promesse, que c'est à peine si j'ose souhaiter que tu coures une si terrible chance!... Hier encore quelqu'un osait me dire : « J'espère bien que si votre mari peut venir jusqu'ici, vous ne le laisserez pas repartir ! » J'en suis demeurée pétrifiée de surprise. Eh quoi donc ! on m'approuverait de t'aimer d'une tendresse assez lâche pour demander le sacrifice de ton honneur à ta sécurité, pour vouloir donner le droit de te mépriser à ceux qui auraient eu foi en ta parole ! Oh, mon Dieu ! comment se peut-il qu'il existe des êtres chez qui le sentiment de l'honneur et du devoir soit à ce point oblitéré ? (1). » Voilà comment une femme se prononçait pour l'inviolabilité de la foi jurée non seulement à un ennemi loyal, mais encore à des individus hors la loi. On n'admet pas, en France, un manquement à la parole d'honneur, fût-il commis avec l'entraînement du patriotisme. La Commission de revision des grades, après la guerre de 1870-71, a sévèrement blâmé les officiers parolés qui avaient cédé à la tentation de reprendre du service, et leur a retiré les grades qui leur avaient été conférés, approuvant ainsi l'accueil plutôt froid qu'ils recevaient de leurs camarades (2).

Comment faire cesser ce conflit entre le respect de la parole donnée, d'une part, et l'application des lois nationales, d'autre part ? La solution a été indiquée par plusieurs Règlements militaires, par Bluntschli, par Klüber,

(1) Voir cette lettre dans les *Récits militaires* du général Ambert, tome I, p. 404.

(2) Voir le rapport déjà cité de M. Cornélis de Witt dans le *Journal des Débats* du 27 avril 1872.

le commandant Guelle, Calvo, etc. (1). Si le prisonnier mis en liberté sur parole est désavoué par son gouvernement, celui-ci ne peut le contraindre à reprendre les armes ; mais le devoir du prisonnier est de retourner de lui-même en captivité. Si l'ennemi refuse de le recevoir, ce prisonnier se trouve alors libéré de plein droit et sans conditions.

Toutes les remarques que nous venons de faire à propos de la libération sur parole en ont démontré suffisamment les inconvénients, ainsi que les nombreux pièges qu'elle dissimule. Cette mesure de clémence profite beaucoup plus au vainqueur qu'au prisonnier qui en est l'objet. Celui-ci dédaigne les chances d'une évasion ; renonçant définitivement à défendre sa patrie, il y rentrera et restera chez lui, le dos au feu et le ventre à table pendant que ses concitoyens, affamés, piétineront la neige sous la mitraille. De terribles épreuves morales l'attendent, des accusations de lâcheté ou de trahison, jusqu'au jour où l'ennemi envahissant son foyer et outrageant ses proches, le malheureux parolé ne pourra assister à ce spectacle les bras croisés et violera un engagement trop lourd à remplir. La libération sur parole, fruit d'une fausse générosité, difficile à respecter, est une provocation à la déloyauté, une porte ouverte aux soupçons de félonie qui peuvent faire écrouler le fragile édifice des lois de la guerre. Des Français ont cru pouvoir l'accepter dans la confusion et le désarroi où les avait jetés le cataclysme de 1870 ; ils

(1) *Instructions américaines* (art. 131). *Manual of military law*, ch. x, art. 23. *Règl. Espagnol* (art. 919), *Portugais* (art. 1102). Bluntschli, *Droit internat. codifié* (art. 617). Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, § 249. Guelle, *Précis des lois de la guerre*, t. I, p. 204. Calvo, *Droit internat. théor. et prat.*, t. IV, p. 201.

ont amèrement regretté leur imprévoyance. Aujourd'hui, pas un soldat de notre armée ne songerait à acheter sa liberté au prix d'un tel compromis.

Il serait donc très désirable que la libération sur parole disparût des lois de la guerre. Déjà les rédacteurs de la nouvelle Convention de Genève de 1906 sont entrés dans cette voie, refusant d'y reproduire la clause de l'article 6 de la Convention de 1864 relative à la mise en liberté conditionnelle des blessés, parce que cette mesure « était contraire aux Règlements et aux traditions de la plupart des armées » (1).

(1) *Bulletin international de la Croix-Rouge*, 1906. Revision de la Convention de Genève.

CHAPITRE IV

AUTRES CAUSES METTANT FIN A LA CAPTIVITE DE GUERRE

- § 1. — *L'Evasion*. — Caractère de cet acte. — Du droit de faire feu sur un prisonnier de guerre qui s'évade. — Punition des complices d'une évasion. — Circonstances aggravant la situation d'un évadé. — Evasion des internés sur parole : mesure prise par le général Vogel de Falkenstein.
- § 2. — *La délivrance du prisonnier par ses frères d'armes*.
- § 3. — *Libération par acceptation de la qualité de sujet de l'Etat capteur*. — Caractère méprisable de cet acte. — Précautions à prendre par l'Etat capteur.
- § 4. — *Décès du prisonnier de guerre*. — Honneurs funèbres rendus par les Allemands en 1870-71 ; dispositions des Règlements français et japonais. — Testaments des prisonniers.

§ 1. — L'Evasion.

L'amour de la patrie agit sur le prisonnier comme un aimant sur le fer, et l'excite à reprendre sa liberté en trompant la surveillance de ses gardiens. L'évasion est un acte très naturel, qui n'est contraire ni à l'honneur militaire, ni aux lois morales : elle est même regardée comme l'accomplissement d'un patriotique devoir. Cet acte ne saurait donc être jugé et puni à la

manière d'un crime. Mais comme un prisonnier de guerre ne s'évade généralement que pour rejoindre son armée et rentrer dans la lutte, ceux qui le détiennent peuvent employer tous les moyens nécessaires pour prévenir ou arrêter sa fuite. Il est permis de faire feu sur un prisonnier qui s'échappe, parce que celui-ci en rompant ses chaînes, recommence la bataille et rend à ses ennemis le droit de disposer de son existence, droit que sa soumission leur avait momentanément enlevé. Sous l'influence d'une idée d'humanité, on s'est demandé s'il ne fallait pas, avant de tirer sur un prisonnier qui s'évade, le sommer de s'arrêter et de se rendre. Cette condition figura dans le Projet de Déclaration de Bruxelles de 1874, concernant les lois de la guerre (art. 28). Le maréchal Servet, représentant de l'Espagne, trouvait même qu'une seule sommation n'était pas suffisante et que trois sommations étaient nécessaires, « parce qu'il se pourrait que la sentinelle qui s'aperçoit de l'évasion criât et tirât en même temps. » Mais le général de Voigts-Rhetz, délégué de l'Allemagne, critiqua cette motion, déclarant, non sans raison, que trois sommations serviraient à favoriser la fuite des prisonniers (1). Le Règlement de La Haye de 1899 n'exige pas la sommation préalable que les circonstances rendent souvent impraticable.

Le prisonnier de guerre capturé en état d'évasion, n'étant pas criminel, n'est passible que de peines disciplinaires, dont le but est de le soumettre à une surveillance plus rigoureuse. Le Règlement français du 21 mars 1893 porte qu'il peut être enchaîné pour être conduit jusqu'à

(1) Actes de la Conférence de 1874 : Séance de la Commission du 22 août 1874.

destination : il est mis en cellule pour 30 jours, puis enfermé dans une forteresse, conformément aux dispositions du décret du 4 août 1811 (1). La tentative d'évasion entraîne les mêmes conséquences que l'évasion elle-même. Si le prisonnier ayant réussi à s'évader et à reprendre les armes, est de nouveau capturé par l'ennemi, il n'est passible d'aucune peine pour la fuite antérieure (Règlement de La Haye, art. 8). Il peut toutefois subir une détention plus étroite destinée à déjouer tout nouveau projet d'évasion. Nous renvoyons à la Deuxième Partie de cette étude pour les détails sur les précautions à prendre pour empêcher les captifs de s'échapper, soit en cours de transport, soit pendant leur séjour dans les Dépôts. Notons seulement que, d'après le Règlement français du 21 mars 1893 (art. 68), une prime de 25 francs est allouée à celui qui capture un prisonnier de guerre évadé, et que cette prime est portée à 50 francs, s'il s'agit d'un officier ou assimilé, violateur de sa parole.

Les individus qui favorisent l'évasion d'un prisonnier de guerre doivent être sévèrement punis. Le Code de justice militaire (art. 216) et le Code pénal français (art. 237 à 243, 248, 247) édictent une série de peines contre les auteurs de ce crime. Les préposés à la garde ou à la conduite du prisonnier qui s'évade sont passibles de prison pour leur simple négligence et, à plus forte raison, pour leur connivence ; la peine peut même être celle des travaux forcés si l'évasion a été facilitée par une transmission d'armes. Les individus non chargés de la garde des prisonniers de guerre, qui auront aidé l'évasion de ceux-ci, seront également punis, mais moins rigoureusement.

(1) Règl. du 21 mars 1893, art. 35 et 68.

Des circonstances peuvent changer complètement le caractère de l'évasion et aggravent la situation du prisonnier de guerre qui s'échappe. C'est d'abord lorsque sa fuite a été accompagnée de faits criminels par eux-mêmes, d'une rébellion, d'un complot, d'une corruption de gardiens, du meurtre d'une sentinelle. Le prisonnier évadé doit alors répondre devant les tribunaux militaires, non de son évasion elle-même, mais des crimes qu'elle l'a amené à commettre.

L'évasion change aussi de caractère lorsqu'elle est le fait d'un prisonnier qui a donné sa parole de ne pas s'éloigner d'une ville d'internement ou de ne pas s'écarter de l'itinéraire qui a été fixé pour son voyage. Le prisonnier qui méprise un semblable serment est, d'après le Règlement français (art. 35), enfermé dans une forteresse; il est même puni de mort s'il est repris les armes à la main. Pour une évasion de cette nature, le Règlement autrichien prononce « des peines sévères »; le Règlement japonais, une détention majeure; le Règlement espagnol (art. 914) dit que les prisonniers ayant engagé leur parole d'honneur de ne pas tenter de s'évader « doivent la remplir sous peine de prison et même de mort. » C'est uniquement la peine capitale que décrète en pareil cas le Code pénal allemand (§ 159). En 1870-71, le général Vogel de Falkenstein poussa la sévérité jusqu'à punir les camarades des prisonniers parolés qui s'évadèrent. Chaque fois qu'un prisonnier français s'échappait, dix de ses compagnons de captivité, tirés au sort, devaient être enfermés dans une forteresse jusqu'à ce que le fugitif fut ramené. On a justement blâmé cette mesure, injuste puisqu'elle frappait des individus qui ne pouvaient être rendus responsables du fait d'autrui, et excès-

sive par la proportion de dix innocents payant pour l'acte d'un seul prisonnier (1). Plus cruel encore fut le procédé du gouverneur de Cadix qui, en 1810, pour faire cesser les évasions des prisonniers français, publia un arrêté par lequel il les rendait responsables les uns des autres, et condamnait à mort deux de ceux qui restaient pour un qui se serait échappé (2).

La conduite de l'interné sur parole qui s'évade est aussi répréhensible que celle du libéré sur parole qui reprend les armes. Tous deux ont forfait à l'honneur. Le prisonnier qui a accepté l'internement sur parole et qui regrette cette faiblesse ne doit pas tenter de s'échapper sans avoir fait annuler le pacte qui lui a valu une captivité plus douce et moins surveillée. Une fois sous les verrous, débarrassé de tout lien moral, il redevient un captif ordinaire et peut chercher à recouvrer sa liberté dont il n'est plus séparé que par des obstacles physiques. C'est ce que firent un certain nombre de prisonniers français en 1870-71, notamment Paul Déroulède, qui ne s'évada qu'en passant par le *Gefängniss* de Breslau (3). L'évasion devient ainsi plus difficile, mais l'honneur reste sauf, ce qui doit être la principale préoccupation d'un soldat.

(1) A. Pillet, *Lois actuelles de la guerre*, p. 156. Pradier-Fodéré, *Traité de Droit internat.*, t. VII, p. 203. Calvo, *Droit internat. théor. et prat.*, t. II, p. 863.

(2) Blaze, *Mémoires d'un aide-major sous le 1^{er} Empire*, pp. 96, 97.

(3) Voir le récit de cette évasion dans P. Déroulède, *Nouvelles feuilles de routes*, p. XII, 57 et s.

§ 2. — La délivrance.

La captivité de guerre peut cesser par l'intervention des frères d'armes du prisonnier lorsque ceux-ci l'arrachent de vive force des mains de l'ennemi et lui rendent ainsi la liberté. Ce mode de libération se présentera soit à la suite de l'attaque heureuse d'un convoi de prisonniers, soit après la prise d'une place forte ennemie.

§ 3. — Libération par acceptation de la qualité de sujet de l'Etat capteur

Poussé par la lâcheté ou par de viles considérations d'intérêt particulier, un prisonnier de guerre peut chercher un terme à sa captivité en sollicitant de son vainqueur la faveur de devenir son sujet. Il est inutile d'insister sur le caractère méprisable d'un acte pareil qui ne peut émaner que d'une âme traîtresse et mercenaire. L'Etat capteur ne devra accéder à une telle demande qu'avec prudence, et ne conférer qu'à bon escient un emploi civil ou militaire à un tel postulant. Aussi le Règlement français du 21 mars 1893 porte qu'aucun prisonnier de guerre ne peut obtenir domicile sur le territoire français, former un établissement quelconque ou prendre du service dans l'armée, que sur une décision du Ministre de la guerre, prise après avis du général commandant la région (art. 104).

Le prisonnier qui agit de la sorte se rend coupable d'une véritable désertion, d'une trahison, vis-à-vis de sa

mère-patrie. En pareil cas, un Français tomberait sous l'application non seulement des lois militaires, mais encore des articles 17 et 21 du Code Civil qui lui enlèvent la qualité de Français et ne l'autorisent à rentrer en France qu'en vertu d'une permission accordée par décret,

§ 4. — Décès du prisonnier de guerre.

Les privations, les maladies, les souffrances de toutes sortes que subissent les prisonniers de guerre, font que beaucoup d'entre eux meurent avant le terme normal de leur captivité. La dépouille mortelle de ces infortunés mérite quelques égards de la part de l'Etat capteur. C'est une obligation à laquelle les Allemands ne se sont pas soustraits en 1870-71. Ils ne manquèrent jamais de rendre les honneurs militaires aux prisonniers qui moururent dans leurs Dépôts. Un piquet de 20 soldats allemands accompagnait le cercueil qui était porté exclusivement par des frères d'armes du défunt ; au cimetière, le piquet tirait trois salves (1). Le Règlement français de 1893 prescrit que l'inhumation des prisonniers de guerre se fasse d'après les règles applicables aux militaires français (art. 102). Le Règlement japonais du 15 mai 1894, ordonne que cette cérémonie funèbre soit convenable, et s'accomplisse dans une partie réservée des cimetières (art. 26).

L'avis du décès doit être donné non seulement au Ministre de la Guerre, mais encore aux Bureaux de renseignements, chargés de répondre aux demandes des familles sur le sort de leurs parents captifs.

(1) Général Ambert, *Récits militaires*, t. I, p. 334.

Les testaments des prisonniers peuvent être reçus dans les mêmes conditions que ceux des militaires de l'armée nationale(1). Les objets qu'ils laissent après leur mort doivent être recueillis et conservés jusqu'à ce que les circonstances permettent de les faire parvenir aux familles intéressées qui attachent à ces souvenirs un prix indépendant de leur

(1) Art. 103 du Règl. français, art. 31 du Règl. japonais. — Les belligérants, prisonniers en France, peuvent donc employer le *testament militaire* régi par les articles 981 à 984 du Code civil français. Ce testament sera reçu, en présence de deux témoins, par un officier supérieur ou, à défaut, par l'officier commandant le convoi ou le Dépôt ; dans les hôpitaux et les formations sanitaires militaires, il sera reçu par le médecin chef, assisté de l'officier d'administration gestionnaire ou de deux témoins. Ce testament sera rédigé en double ; chacun des exemplaires sera adressé par courriers différents, sous pli clos et cacheté, au Ministre de la guerre. Aux termes du Code, le Ministre doit faire le dépôt de ce testament chez le notaire indiqué par le testateur. Nous pensons que lorsque ce dernier est un prisonnier de guerre étranger, l'acte contenant ses dernières volontés devra être communiqué à son gouvernement par la voie diplomatique, comme les actes de l'état civil. Le testament militaire cesse d'être valable six mois après la libération du prisonnier.

Le Décret japonais du 21 février 1904, confie au Bureau de renseignements la garde des testaments des prisonniers de guerre (art. 1^{er}).

Quant aux militaires français captifs d'un ennemi, l'article 981 leur donne bien le droit de tester par l'intermédiaire de leurs officiers. Mais nous savons qu'en pratique ces derniers sont presque toujours, en captivité, séparés des simples soldats. Un Français, prisonnier de guerre à l'étranger, devra donc se conformer à l'article 699 du Code civil et prendre ses dernières dispositions soit dans un testament olographe, soit par un acte authentique, avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé. Il pourra donc tester valablement dans la forme prévue dans ce pays pour les prisonniers de guerre, pourvu que ce soit la forme authentique ; mais il ne devrait pas employer le testament nuncupatif ou fait verbalement devant témoins.

valeur intrinsèque. D'après le Règlement de La Haye (art. 14), ce sont les Bureaux de renseignements qui sont chargés de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., délaissés par les prisonniers décédés, et de les transmettre à leurs héritiers. Le vol de ces bijoux, des choses même les plus insignifiantes, a un caractère particulièrement odieux, car il enlève de précieux souvenirs à des parents désespérés. Quant au détournement des papiers personnels, nous rappellerons que la Conférence de Bruxelles de 1874 a censuré « ces navrantes exhibitions dans lesquelles on a froissé les sentiments les plus intimes, et violé souvent, en les livrant à la publicité, les dernières pensées de ceux qui étaient morts en combattant pour leur pays (1) ».

(1) Romberg, *Belligérants et prisonniers de guerre*, p. 80.

APPENDICE

LES INTERNÉS EN PAYS NEUTRE

Combattants auxquels s'applique cette dénomination. — Droits et devoirs de l'Etat neutre chez qui se réfugie une troupe étrangère — Traitement applicable aux internés; ressemblances avec celui des prisonniers de guerre; remboursement des frais; interdiction de la libération sur parole des internés en pays neutre. — Troupes françaises internées en Belgique et en Suisse pendant la guerre franco-allemande. — Différences entre la situation des internés en pays neutre et celle des prisonniers de guerre: discipline plus paternelle. — Quel doit être le sort des prisonniers amenés sur un territoire neutre par une troupe qui s'y réfugie?

Une étude sur les prisonniers de guerre présenterait une lacune si elle ne renfermait pas quelques observations sur les *internés en pays neutre*. Nous avons vu dans la première partie (1), que cette dénomination s'applique aux combattants qui, pour échapper à la poursuite de l'ennemi, se sont jetés *volontairement* (2) sur le territoire d'une puissance neutre; ils subissent par le fait même

(1) 1^{re} partie, chap. v, § 2, p. 174.

(2) Nous disons *volontairement*, car les combattants qui, de bonne foi, franchissent la frontière par *méprise*, ne peuvent subir de ce chef l'internement, pourvu que, leur erreur étant reconnue, ils regagnent au plus tôt le point d'où ils viennent

une sorte de neutralisation qui leur interdit de se mêler désormais à la lutte engagée. C'est l'Etat chez qui ils ont cherché un refuge qui doit faire respecter cette neutralisation ; car s'il n'acceptait pas ce rôle, il se verrait soupçonné de favoriser un des belligérants au détriment de l'autre, en prêtant son territoire pour des mouvements stratégiques, pour la reconstitution des corps de troupes dispersés. Vattel admit autrefois la possibilité pour un État neutre de conduire les réfugiés sur la frontière opposée à celle qu'ils ont franchie, et sur laquelle ils ne doivent pas se reformer ; puis de les mettre en liberté, estimant qu'ils ne réussiraient à regagner leur patrie que fort longtemps après (1). Mais actuellement, ce moyen serait insuffisant, car avec la rapidité des communications, ces réfugiés pourraient revenir en quelques jours sur le théâtre de la guerre. Aussi est-ce à juste titre que la Chambre des Représentants de la Belgique rejeta, le 2 décembre 1870, la pétition adressée par quelques militaires français internés à Liège, demandant qu'il leur fût permis de quitter la Belgique par une frontière autre que la frontière française (2). Un État neutre ne peut guère user du droit qu'il a de s'opposer à l'entrée de tout étranger sur son territoire pour arrêter à la limite de sa juridiction les fugitifs armés qui se disposeraient à les franchir. L'humanité lui commande de donner asile à ces malheureux, et de ne pas les renvoyer à une perte certaine : il ne peut les repousser, pas plus qu'un batelier ne peut rejeter dans la tempête le naufragé qui se cramponne à sa barque. Un tel acte ne s'accomplirait d'ailleurs pas sans violences, sans l'emploi de la force armée : l'État neutre, bien que

(1) Vattel, *Droit des gens*, liv. III, ch. VII, p. 133.

(2) *Revue de Droit internat.*, 1871, p. 355.

défendant strictement son droit, s'exposerait ainsi à faire naître des complications qui pourraient l'entraîner malgré lui dans le conflit. La pitié comme la prudence lui ordonnent donc d'octroyer aux belligérants l'asile qu'ils viennent chercher chez lui ; il ne peut le leur refuser que si l'attitude et l'importance des bandes armées qui pénètrent sur son territoire, lui inspirent des craintes pour sa propre sécurité (1). On sait combien fut digne d'éloges la conduite de la Belgique et de la Suisse à l'égard de nos troupes en 1870-71 : nous en parlerons plus loin.

Mais de cette hospitalité généreuse, il résulte pour l'Etat neutre toute une série d'obligations. Il doit se constituer le gardien des réfugiés qu'il accueille, et par suite les désarmer, puis les soumettre à l'internement, autant que possible loin du théâtre de la guerre. (Règlement de La Haye, art. 57.) Le traitement applicable à ces internés est le même que celui admis pour les prisonniers de guerre. Il suffit donc, pour en avoir une idée, de se reporter à ce que nous avons dit, en étudiant la captivité de guerre, à propos du transport des prisonniers, de l'organisation de leurs dépôts, de leur discipline, de leurs travaux, des sociétés de secours, des bureaux de renseignements, etc. L'article 58 du Règlement de La Haye fait un devoir à l'Etat neutre « de fournir aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité ». Mais les dépenses engagées de ce chef ne le sont qu'à titre d'avances remboursables, car, ajoute le Règlement de La Haye, « bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement ». Ces avances pouvant être assez gênantes pour les finances

(1) Voir Rivier, *Principe du Droit des gens*, t. II, p. 398.

d'un petit Etat, il serait équitable que celui-ci pût demander, avant la fin de la guerre, des remboursements partiels, ou tout au moins des garanties spéciales. C'est ainsi que le Gouvernement suisse, en 1871, dans la Convention passée entre les généraux Clinchant et Herzog, stipula qu'il garderait jusqu'au règlement de compte des troupes françaises internées, les voitures du trésor et des postes de ces dernières. Cependant, le meilleur moyen d'alléger l'Etat neutre de la lourde charge que représente pour lui l'entretien des internés, est, comme nous l'avons vu précédemment (1), de comprendre ceux-ci d'office et en premier lieu, dans les cartels d'échange conclus entre les belligérants ; c'est aussi de laisser l'Etat neutre mettre en liberté, toutes les fois que l'occasion s'en présente, un nombre égal d'internés de chaque parti.

Le Règlement de La Haye, pour faciliter la tâche de l'Etat neutre, lui permet de décider si les officiers réfugiés peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter son territoire sans autorisation (art. 57) : c'est une mesure correspondant à l'internement sur parole des prisonniers de guerre en pays ennemi. Les engagements de cette nature ne doivent être pris que par écrit et à bon escient. L'officier qui malgré sa promesse profiterait d'une occasion favorable pour rentrer dans sa patrie, commettrait, contre l'honneur militaire, une faute sur la gravité de laquelle nous nous sommes déjà longuement expliqués (2). Sa conduite serait d'autant plus blâmable que son manque de parole atteindrait non pas un ennemi, mais un bienfaiteur que son départ pourrait compromettre et faire accuser de viola-

(1) III^e partie, chap. II, *De l'Echange*, p. 381.

(2) III^e partie, chap. III, p. 411 et s., chap. IV, p. 422 et s.

tion de neutralité. Car le principal devoir d'un Etat neutre qui a accueilli des belligérants sur son territoire est de les garder sur ce territoire. Il lui est donc tout à fait interdit de les renvoyer dans leur patrie moyennant l'engagement qu'ils signeraient de ne plus prendre les armes avant la fin de la guerre. Sa neutralité ne lui permet pas d'être juge de l'opportunité de cette mise en liberté conditionnelle, et il n'aurait à sa disposition aucun moyen pratique de faire respecter l'observation rigoureuse d'une telle mesure.

Les rapports entre les internés en pays neutre et les habitants de ce pays sont loin d'être de même nature que ceux qui existent entre des prisonniers de guerre et leurs vainqueurs. Rien ne s'oppose à ce qu'il règne, dans le premier cas, une certaine cordialité qui serait peu normale dans le second. C'est ce que l'on constate en étudiant le sort des soldats français qui, en 1870-71, durent chercher un asile sur le sol neutre de nos voisins, les Belges et les Suisses.

On sait qu'après la bataille de Sedan, des fractions de troupes françaises ou des militaires isolés se réfugièrent en Belgique : ils furent internés dans le camp de Beverloo, et voici en quels termes le Ministre de la guerre de Belgique parlait d'eux au Commandant de ce camp : « Vous direz à ces hommes qu'ils sont sur une terre *amie*, qui leur offre le repos dans le malheur, et qu'on aura pour eux tous les égards dus à leur courage (1). » Leur internement fut donc aussi doux que possible : beaucoup étant arrivés dans un dénuement complet, le gouvernement belge leur fit distribuer les effets d'habil-

(1) Romberg, *Belligérants et prisonniers de guerre*, p. 209.

lement dont ils avaient besoin, et favorisa la répartition des dons provenant de la bienfaisance privée ou de l'Association internationale de secours pour les prisonniers de guerre de Bruxelles. Les internés reçurent la même solde, les mêmes rations, les mêmes fournitures de couchage que les troupes belges : ils purent se soustraire à une pénible oisiveté en se livrant, à leur gré, à des travaux agricoles, ou en suivant des cours d'enseignement mutuel qui furent organisés à leur profit. Les officiers purent vivre à leur guise, en donnant leur parole de ne pas quitter la Belgique, et reçurent une solde dont le montant fut fixé d'accord avec la légation de France (1).

Un peu plus tard, la Suisse eut à recueillir, non plus quelques isolés, mais une armée entière. L'armée de l'Est, comprenant près de 30.000 hommes, s'était crue englobée dans l'armistice du 28 janvier 1871 ; quand elle s'aperçut que, par suite d'un oubli inexplicable, elle n'y figurait pas, il était trop tard pour faire face à la situation périlleuse qui lui était ainsi créée. Acculée à la frontière suisse par les Allemands, elle ne put échapper à une destruction certaine qu'en se réfugiant chez nos voisins. Ces derniers s'y prêtèrent de fort bonne grâce : une Convention signée par le général Clinchant, commandant les troupes françaises, et par le général Herzog, au nom du Gouvernement suisse, régla, le 1^{er} février 1871, les conditions dans lesquelles nos soldats seraient internés. Ceux-ci livrèrent leurs armes en entrant en Suisse, puis se rendirent dans un certain nombre de dépôts. Les officiers furent répartis entre six villes où ils pouvaient vivre à leur gré en touchant une solde, mais à la condi-

(1) Romberg, *Belligérants et prisonniers de guerre*, p. 299.

tion de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter leur résidence avant la fin de la guerre. Les simples soldats étaient logés et nourris comme les troupes suisses et recevaient chaque jour une solde de 0 fr. 25 : des écoles furent ouvertes pour apprendre à lire aux illettrés ; des conférences furent organisées pour ceux qui étaient un peu plus instruits (1). Cette généreuse sollicitude excita la reconnaissance des internés français qui eurent à cœur de faciliter par leur bonne conduite la tâche de leurs hôtes bienfaisants : c'est ce que reconnut le Gouvernement fédéral par une lettre adressée au général Clinchant dans laquelle il rendit hommage à l'attitude correcte des troupes recueillies.

Les internés en pays neutre n'étant pas, en droit, des prisonniers de guerre, il existe certaines différences entre leur situation et celle de ces derniers. Tout d'abord, un État neutre ne peut faire respecter l'internement, que Bluntschli appelle « une simple mesure de police politique » (2), à l'aide de moyens de répression aussi rigoureux que ceux tolérés de la part d'un belligérant vis-à-vis d'un captif. Il possède bien un pouvoir disciplinaire sans lequel il ne saurait remplir le devoir international qui lui incombe ; il peut enfermer dans une forteresse l'interné qui cherche à s'échapper (la citadelle d'Anvers reçut ainsi, en 1870-71, un certain nombre de Français qui avaient essayé de regagner leur patrie) : mais il lui est interdit de l'arrêter dans sa fuite en tirant sur lui, comme le ferait un belligérant pour un prisonnier qui s'évade. Les internés en pays neutre ne doivent pas être privés du secret de la correspondance : en 1870-71, le

(1) Général Ambert, *Récits militaires*, tome III, p. 250.

(2) Bluntschli, *Droit International*, n° 776.

Gouvernement belge laissa les officiers français réfugiés, communiquer librement avec la France (1). L'entrée des dépôts doit être plus largement ouverte aux personnes désireuses de visiter les internés. Ceux-ci, suivant l'opinion de quelques-uns, pourraient être employés à des travaux militaires, puisque l'Etat pour lequel ils les exécuteraient, n'étant pas en lutte avec leur patrie, celle-ci n'aurait pas à en souffrir. Nous sommes d'un avis opposé, car nul ne peut prévoir si l'État neutre ne sera pas un jour mêlé au conflit, et nous avons vu que, dans ses restrictions, le Règlement de La Haye ne spécifie pas que les travaux interdits concernent seulement la guerre en cours (2).

Lorsqu'un Etat neutre recueille des réfugiés appartenant aux deux partis, il doit soigneusement éviter de les réunir dans ses dépôts, ce mélange pouvant donner lieu à des rixes, à des scènes déplorables. Cette considération nous amène à parler d'un problème très délicat et très discuté. Quand une troupe est forcée de se réfugier en territoire neutre, quel est le sort des prisonniers ennemis qu'elle a alors avec elle ? Ces hommes cessent évidemment d'être prisonniers de guerre, puisque leurs gardiens, qui doivent être internés et désarmés, ne peuvent plus les retenir ; mais ont-ils le droit de reprendre leur liberté et de rentrer dans leur patrie ? S'ils ont foulé le sol neutre, c'est sans armes et malgré eux, ils ne devraient donc pas supporter les conséquences de cet acte. De plus, les ennemis, au pouvoir de qui ils se trouvaient, ne les ont entraînés sur le territoire neutre que pour éviter qu'ils ne soient délivrés par leurs frères d'armes. Quand une troupe chargée de prisonniers est acculée à la frontière

(1) Romberg, *Belligérants et prisonniers de guerre*, p. 302.

(2) II^e partie, chap. VI, p. 316.

neutre par son adversaire, deux alternatives s'offrent à elle : ou bien elle se décide à supporter le choc de l'ennemi qui rendra *peut-être* les prisonniers à la liberté, ou bien elle pénètre chez l'Etat neutre. Dans ce dernier cas, nous ne croyons pas que cet Etat neutre, qui doit interner la troupe réfugiée, puisse laisser aller purement et simplement les prisonniers qu'elle avait en son pouvoir, la délivrance de ceux-ci par leurs nationaux étant demeurée très problématique, subordonnée qu'elle était aux aléas d'un combat. Cette mise en liberté provoquée par une simple probabilité, et constituant un traitement de faveur dont ne peut bénéficier l'escorte, ne manquerait pas de blesser la susceptibilité de l'Etat belligérant en la puissance de qui se trouvaient ces prisonniers. Si, par hypothèse, une troupe allemande, chargée de conduire des prisonniers après Sedan, avait été menacée par un des rares corps français échappés à la capitulation, et s'était réfugiée en Belgique, nous ne pouvons supposer que les autorités belges auraient envoyé les soldats allemands dans un camp d'internement et les prisonniers français au secours de leur patrie, sans exciter de la part de l'Allemagne de vives récriminations, sans se faire accuser par elle de violation de neutralité.

On peut aussi se demander, si, en semblable occurrence, une escorte, prévoyant une telle décision, ne serait pas tentée d'exterminer les prisonniers dont elle est responsable, le transport de ceux-ci sur un territoire neutre ne suffisant pas pour les empêcher de prendre part à la lutte de nouveau. Ces prisonniers se trouveraient ainsi victimes de la situation plus favorable que l'on aurait prévue pour eux. Nous croyons donc devoir adopter la solution plus rationnelle et plu

pratique que le Manuel de Droit International à l'usage des officiers français indique en ces termes : « Lorsqu'un belligérant est forcé de se réfugier sur un territoire neutre, les combattants ennemis qu'il avait capturés et qu'il amenait avec lui, cessent à l'instant d'être ses prisonniers ; mais ils peuvent être *soumis à l'internement* et retenus par le neutre jusqu'à la fin de la guerre (1). » Nous trouvons la même opinion dans Lentner (2), et dans le *Kriegsbrauch* allemand où l'on peut lire : « Si les troupes qui franchissent la frontière (neutre) ont avec elles des prisonniers de guerre, ceux-ci seront traités *comme les capteurs eux-mêmes* (3). »

(1) Page 82.

(2) Lentner, *Das Recht im Kriege*, p. 153.

(3) *Kriegsbrauch*, traduction Carpentier, p. 155.

CONCLUSION

Nous venons de constater combien le sort des prisonniers de guerre s'est amélioré depuis l'antiquité et quels progrès le Droit des gens a réalisés pour tout ce qui les concerne. Mais il faut éviter que les sages principes introduits par la civilisation se cantonnent dans le domaine de la théorie. Or, la mise en pratique des lois de la guerre, en particulier des prescriptions relatives aux captifs, incombe beaucoup plus, pendant les hostilités, aux combattants eux-mêmes, qu'aux diplomates et aux juriscultes. Certes, l'emploi des armées régulières et permanentes donne, au point de vue de l'observation de ces lois, une grande sécurité, en raison des habitudes d'ordre et de discipline qu'elles possèdent et qu'on ne rencontre pas dans des milices improvisées au moment du danger. Cependant, pour que les militaires composant ces armées puissent respecter le droit de la guerre tel que les nations l'ont reconnu entre elles, pour qu'ils sachent quelle doit être leur conduite, soit comme prisonniers, soit comme capteurs, il est nécessaire qu'ils soient instruits, dès le temps de paix, de leurs droits et devoirs en cette matière. Nous avons passé en revue les problèmes relatifs aux pri-

sonniers de guerre. Ils sont nombreux et parfois compliqués : quels sont les individus exposés à la captivité, comment seront-ils traités, de quelle manière peut-on concilier les égards commandés par l'humanité avec les nécessités militaires, faut-il admettre la libération sur parole, etc. Toutes ces questions se poseront très souvent à de simples soldats, car dans les guerres futures, le nombre des captifs sera certainement considérable. De leur solution défectueuse peuvent résulter des complications diplomatiques, une intervention des puissances neutres, un retard dans la reprise des relations pacifiques entre les belligérants.

Il est donc de la plus haute importance de faire connaître à tous les éléments d'une armée, la responsabilité qui retombe sur eux, lorsqu'ils ont des prisonniers en leur pouvoir, et de leur tracer une ligne de conduite à suivre s'ils avaient le malheur d'être réduits en captivité. Plusieurs puissances telles que l'Espagne, l'Autriche, les Etats-Unis, le Portugal, ont introduit dans le Règlement pour le Service de leurs armées en campagne, un chapitre consacré aux prisonniers de guerre : c'est une sage mesure, car ce Règlement est commenté aux simples soldats. Les autres puissances devraient suivre cet exemple de vulgarisation des lois de la guerre. Il serait très avantageux en France, d'introduire dans le Règlement sur le Service de nos armées en campagne le chapitre II du Règlement de La Haye, qui serait ainsi porté à la connaissance des intéressés, car notre Règlement particulier sur les prisonniers de guerre, du 21 mars 1893, est ignoré de bien des militaires. L'instruction des officiers et des sous-officiers pourra être complétée par l'étude des Règlements spéciaux, par la lecture de Manuels des

lois de la guerre, par la diffusion des grands principes du Droit des gens dans des conférences, ou dans les cours professés aux élèves des Écoles militaires. C'est en familiarisant les futurs combattants avec ces questions parfois brûlantes, que l'on évitera le retour des excès ou des imprudences qui furent trop souvent signalés en 1870-71, et dont les auteurs peuvent jeter un fâcheux discrédit sur l'armée à laquelle ils appartiennent.

Toutefois des règlements bien rédigés et connus, des explications fréquentes et précises ne suffisent pas pour empêcher la violation des lois concernant la captivité de guerre. Le respect des principes de civilisation et d'humanité que nous avons essayé d'exposer, ne peut être assuré que par la culture morale des combattants, par l'exaltation de l'honneur et de la discipline militaire dans lesquels une troupe puise autant de forces que dans l'habile emploi des armes. C'est la plus noble tâche des officiers, éducateurs autant qu'instructeurs de l'armée : qu'ils enseignent à leurs hommes que chaque soldat détient une parcelle de la renommée de la Patrie, qu'il doit être non seulement sans peur, mais aussi sans reproche, magnanime dans la victoire, loyal dans la défaite.

Vu : Le Doyen,

Vu : Le Président de la Thèse,

Ch. LYON CAEN.

A. PILLET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

La Capture.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Qu'est-ce qu'un prisonnier de guerre ?</i>	7
---	---

Définition du prisonnier de guerre. — Sort cruel des prisonniers dans l'antiquité. — Théories du XVIII^e siècle.
— Traité de 1785 entre la Prusse et les États-Unis.
— Caractères, fondement et justification de la captivité de guerre dans les temps modernes. — Règlements établissant la situation actuelle du prisonnier de guerre, ses droits et ses devoirs.

CHAPITRE II. — <i>Qui peut-on faire prisonnier de guerre ?</i> — <i>Militaires et militarisés</i>	43
--	----

Distinction admise actuellement, au point de vue de la Captivité de guerre, entre les différents sujets des États belligérants. — Participation directe ou indirecte aux hostilités. — Militaires et militarisés, civils coopérant à la guerre. — Armée nationale proprement dite. — Troupes coloniales : les Turcos en 1870-71.
— Troupes étrangères à la solde d'un gouvernement :

La Légion étrangère française et l'Allemagne. — Corps francs : leur situation en 1870-71. — Services auxiliaires de l'armée. — Hommes militarisés par la levée en masse. — Nécessité d'un signe distinctif de belligérance pour être traité en prisonnier de guerre. — Exigences des Allemands en 1870-71.

CHAPITRE III. — *Qui peut-on faire prisonnier de guerre ?*
(suite). — *Civils coopérant à la guerre* 75

Extension de la captivité de guerre à certains civils. — § 1. *Guides* : barbarie, mais nécessité de cet usage ; guides volontaires, guides contraints. — § 2. *Messagers* : assimilés parfois à des espions. — § 3. *Parlementaires* : conditions de leur inviolabilité ; formalisme funeste aux Prussiens à Iéna ; le colonel von Alvensleben à Laon. — § 4. *Agents diplomatiques, Officiers neutres en mission* : côté délicat de leur situation. — § 5. *Souverains, Hommes d'Etat* : fondement du droit de les capturer. *Fonctionnaires* : leur arrestation pendant les guerres franco-allemande et russo-japonaise. — § 6. *Vivandiers, Cantiniers, Fournisseurs* : nécessité de leur réclamer des pièces de légitimation. — § 7. *Convoyeurs* : les transporteurs auxiliaires japonais. *Automobilistes*. — § 8. *Employés des Postes et Télégraphes, des Chemins de fer* : 3 cas de la guerre de 1870-71. — § 9. *Aéronautes* : traités en espions par Bismarck ; revirement de l'Allemagne à leur égard. *Aviateurs*. — § 10. *Journalistes* : la neutralité leur a été refusée ; la crainte de leurs indiscretions les assujettit à la censure et à une autorisation. — § 11. *Femmes et Enfants* : leur capture est un fait très exceptionnel ; conduite blâmable des Anglais au Transvaal ; les enfants de troupe captifs des Allemands en 1870-71.

CHAPITRE IV. — *Qui peut-on faire prisonnier de guerre ?*
(fin). — *Cas particuliers* 121

§ 1 *Individus protégés par la Convention de Genève.*

— A) *Personnel du Service de Santé*. Conventions de L'Ecluse, de Brandebourg, etc. ; de Genève révisée. Neutralité ou immunité ? Ambulances *retenues* en 1870-71. Nécessité d'un brassard distinctif estampillé. Immunités accordées aux habitants charitables. Les paysans chinois en Mandchourie. — B) *Blessés et malades tombés au pouvoir de l'ennemi*. Egards qui leur sont dus. La Convention de Genève révisée les déclare prisonniers de guerre. Renvoi facultatif des incurables ; appréciation de leurs infirmités. Critique du renvoi conditionnel des blessés guéris. — § 2. *Otages*. Définition. Otages de paix, otages de guerre. Arrestations abusives de Français paisibles en 1870-71. Otages d'*accompagnement* des trains stratégiques ; justification de cet usage ; applications en 1870-71 ; limites au choix de ces otages. — § 3. *Déserteurs et transfuges*. — § 4. *Espions*. Caractères qui les distinguent. Officiers déguisés pendant la guerre russo-japonaise. Espion patriote, espion mercenaire. Pénalité encourue. *Traîtres, brigands et maraudeurs*.

CHAPITRE V. — *Circonstances dans lesquelles s'opère la capture des prisonniers de guerre*. — *Temps*. — *Lieu*. — *Manière*.

458

§ 1. *Circonstances de temps*. Quand peut-on faire un prisonnier de guerre ? Entre la déclaration de guerre et la conclusion de la paix ; guerres commencées sans déclaration. Sort des ennemis résidant sur le territoire d'un belligérant ; étrangers établis, simples voyageurs ; lois et traités réglant leur départ ; Napoléon 1^{er} et les Anglais. Faut-il retenir les ennemis mobilisables ? inutilité de cette mesure. La capture des prisonniers est interdite pendant les suspensions d'armes, les armistices, après les préliminaires. — § 2. *Circonstances de lieu*. Où peut-on faire un prisonnier de guerre ? Respect du territoire des neutres. Cas particulier de la guerre russo-japonaise. Ennemi réfugié chez un agent diplomatique neutre. — § 3. *Circons-*

tance de manière. Comment peut-on faire un prisonnier de guerre ? Surprises. Capitulations en rase campagne ; opinion de Napoléon 1^{er} ; Dupont à Baylen. Capitulation d'une place forte ; clauses en faveur de la garnison, de la population civile : les fonctionnaires russes de Port-Arthur. Capture individuelle, capture en masse.

CHAPITRE VI. — *Peut-on refuser de faire quartier ?* . . . 191

Étymologie du mot quartier. — Considérations psychologiques expliquant certains excès du champ de bataille ; épisodes du Premier Empire ; les zouaves à Reichshoffen. — Sanglants malentendus de la guerre russo-japonaise ; utilité d'un signe conventionnel international de reddition individuelle. — Action des officiers sur leurs hommes : le capitaine bavarois Lessignold à Bazeilles ; les Massacreurs d'Elandsgaate. — Le respect des vaincus dans la doctrine et dans l'histoire : opinion des principaux écrivains ; cas extrêmes où il devient impossible de faire quartier ; Napoléon 1^{er} à Jaffa ; Curély et Wittgenstein ; Thiébault à Austerlitz. Un chef doit placer le salut de ses troupes au-dessus de toute commisération pour ses ennemis. — Insuffisance des mesures recommandées pour rendre un soldat inoffensif. — Interdiction absolue de déclarer d'avance qu'il ne sera pas fait de quartier. — Différence entre le refus de faire quartier et le massacre d'un prisonnier soumis.

DEUXIÈME PARTIE

La Captivité.

CHAPITRE PREMIER. — *Conséquences immédiates de la capture.* 221

Maltraiter un prisonnier est une lâcheté impardonnable.
— Désarmement des prisonniers : usage de laisser leur épée aux officiers prisonniers ; prétention des

Russes de la garnison de Port-Arthur. — Sort des drapeaux. — Interdiction de dépouiller les prisonniers des objets leur appartenant personnellement ; séquestre des objets de valeur ; restitution à la fin de la captivité. — Prohibition absolue des tortures physiques, de l'extorsion de renseignements : Ségur et Kaminski ; *pigs sticking* des Anglais au Transvaal. — La mise à mort des prisonniers : opinion du Grand Etat-Major allemand. — Situation précaire des prisonniers tant qu'ils sont près du moment et du lieu de leur capture : misère atroce des troupes captives au lendemain de Sedan et de Metz ; ascétisme japonais et sybaritisme russe. — Intensité, mais courte durée des premières souffrances des prisonniers.

CHAPITRE II. — *Transport des prisonniers de guerre du lieu de la capture au lieu de la captivité* 245

Nécessité d'emmener rapidement les prisonniers en arrière de la zone des opérations. — Division de leur voyage en deux parties. — Réunion des prisonniers dans les quartiers généraux ; séparation des officiers et des hommes de troupe ; recherche des interprètes. — Composition des colonnes ; mission de l'escorte d'un convoi suivant les routes de terre ; précautions en cas d'attaque. — Remise des prisonniers au Service des Etapes. — Transport par voies ferrées : souffrances des Français conduits en Allemagne en 1870-71 ; d'Orléans à Berlin en wagon découvert ; protestations des journaux allemands ; renouvellement de cette cruauté au Transvaal. — Transports par voies navigables. — Allocations en cours de route. — Interdiction de faire passer les convois de prisonniers sur un territoire neutre.

CHAPITRE III. — *Choix du lieu de la Captivité et organisation des Dépôts de prisonniers* 258

Situation des *Dépôts* ; prisonniers transportés en Sibérie, à Sainte Hélène. — L'*internement* doit remplacer

les incarcérations barbares de l'antiquité et même des temps modernes : horreurs des *pontons* anglais et espagnols; indicibles souffrances des *Cabrériens*, la barque de la faim; les Nordistes à James-River; réapparition des pontons anglais au Cap, les *Camps de concentration* du Transvaal. — Traitement plus humain des prisonniers français en Allemagne et des prisonniers allemands en France en 1870: protestations non justifiées de Bismarck. — L'installation des Dépôts doit être prévue dès le temps de paix: locaux, personnel des cadres. — Alimentation des captifs; générosité japonaise; rations dans les places assiégées. — Chauffage. — Habillement. — Solde de captivité. — A qui incombent les dépenses de l'entretien des prisonniers? Article 13 du Traité de Portsmouth; la France et l'Angleterre en 1854. — Service sanitaire des Dépôts.

CHAPITRE IV. — *Police et discipline des prisonniers* 283

Les prisonniers sont soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. — Dispositions des Règlements et Codes militaires étrangers et français. — Les prisonniers peuvent-ils être jugés à raison de crimes ou de délits commis antérieurement à leur capture? — Craintes des Allemands au sujet d'une insurrection générale de leurs captifs en 1870-71: *Rebellion* ou *Réveillon*? — Censure de la correspondance; franchise postale. — Les prisonniers et la Presse: journaux nihilistes proscrits par les Japonais. — Interdiction de l'entrée des Dépôts à tout venant. — Appels, punitions, promenades militaires, inspections. — Interprètes, traductions des ordres; le cas du sergent Gombaud. — Distractions accordées aux captifs: théâtres improvisés. — Séjour des familles des prisonniers. — Exercice du Culte. — Capacité juridique des prisonniers: *postliminium*. — Actes de l'état civil.

CHAPITRE V. — *Dispositions spéciales aux officiers et assimilés.* 301

Raison d'être de ces prérogatives : traitement des Chefs de troupes, des Souverains prisonniers dans l'antiquité et dans les temps modernes ; Napoléon I^{er} et Napoléon III. — Respect du principe de la hiérarchie militaire. — Officiers prisonniers circulant sans escorte sur parole : le général Ducrot à Pont-à-Mousson. — Internement sur parole : indignes subterfuges, tracasseries inutiles des Allemands en 1870-71. — Echange du salut. — Port de l'uniforme. — Soldats-ordonnances. — Permissions. — Punitions. — Solde. — Sanction d'une fausse déclaration de grade.

CHAPITRE VI. — *Le Travail des prisonniers de guerre* . . . 312

Nécessité et avantages du travail des prisonniers. — Fondement du droit de les faire travailler. — Nature des travaux qui peuvent leur être réclamés : prohibition des travaux excessifs ou ayant rapport avec les opérations de la guerre ; théorie allemande ; sabotage patriotique à craindre. — Interprétation du Règlement de La Haye : liste des travaux que l'on peut légitimement confier à des captifs ; restrictions dans les villes assiégées ; exploitation du Domaine de l'Etat. — Travaux des officiers. — Organisation du travail des prisonniers au compte de l'Etat ; salaires. — Prisonniers travaillant à leur propre compte, ou à celui des particuliers : devoirs de ces travailleurs, des particuliers qui les emploient. — Les prisonniers travailleurs et les lois relatives aux accidents du travail.

CHAPITRE VII. — *Sociétés d'assistance et de secours aux prisonniers de guerre* 325

Nécessité d'assister les prisonniers aussi bien qu'ils les blessés ; essais divers. — Difficulté de répartir les secours qui affluèrent en 1870-71 : œuvre des Comités de Bâle, de Bruxelles, etc. ; gaspillage évité. — Utilité de la création, dès le temps de paix, de Sociétés

permanentes de secours pour les prisonniers de guerre. — Tentatives pour obtenir une réglementation internationale de ces associations : la Conférence de Bruxelles et la *Croix Bleue* ; Congrès de 1889. — Consécration officielle de la Conférence de La Haye. — Organisation effective : impossibilité de constituer des Sociétés nouvelles *spéciales* ; intérêt qu'il y a à voir les Sociétés de secours aux blessés se charger aussi de l'assistance des prisonniers. — Question de la nationalité des délégués. — Commissions spéciales annexes à former au sein des Sociétés de la Croix-Rouge.

CHAPITRE VIII. — *Bureaux de renseignements sur les prisonniers de guerre.* 344

Inutilité des efforts des Sociétés de secours aux prisonniers de guerre et cruelle incertitude des familles sans les Bureaux de renseignements. — C'est à la Prusse que revient l'honneur d'avoir établi la première institution de ce genre : fonctionnement du Bureau central de Berlin en 1870-71 ; initiatives particulières entravées ; renseignements limités aux prisonniers malades ou blessés. — Extension du service des renseignements à tous les prisonniers par la Russie en 1877-78. — Dispositions du Règlement français du 21 mars 1893 : constitution du bureau, centralisation et communication des renseignements, fiches individuelles. — Utilité des plaques d'identité, des photographies, pour éviter des confusions regrettables. — Le Règlement de La Haye a rendu obligatoire la constitution des Bureaux de renseignements. — Excellent fonctionnement de ces Bureaux pendant la guerre russo-japonaise.

TROISIÈME PARTIE

La Libération.

CHAPITRE PREMIER. — *Libération par la fin de la guerre.* 353

Les prisonniers de guerre recouvrent le droit à la liberté par le rétablissement des relations pacifiques. — Délai nécessaire pour leur rapatriement : clauses variées des Traités de paix. — Complication du rapatriement des nombreux prisonniers français en 1871 : Conventions de Ferrières. — Restitution des prisonniers russes et japonais d'après le Traité de Portsmouth. — Situation des prisonniers rentrant dans leurs foyers : conditions imposées par l'Allemagne en 1871 ; sollicitude du Japon pour ses prisonniers chinois ; la captivité de guerre n'entraîne aucune déchéance. — Le rapatriement des prisonniers peut être retardé pour ceux qui ont à subir des peines disciplinaires ou de droit commun : Français retenus en captivité en 1871 ; le *Bagne allemand*. — Le non paiement des dettes contractées par les prisonniers peut-il retarder la mise en liberté de ceux-ci ?

CHAPITRE II. — *Libération avant la fin de la guerre par échange, rançon, renvoi pur et simple.* 371

§ 1. — *De l'Echange des prisonniers de guerre.* —

En quoi consiste l'échange, son caractère facultatif. — Ancienneté et persistance de cet usage. — *Cartels*. — Négociation des échanges : convention écrite ou verbale ; ratification ; commissaires civils ; prépondérance nécessaire de l'autorité militaire. — Désignation des prisonniers à échanger ; prisonniers non échangeables ; cas particulier des malades et blessés. — La solidarité des alliés s'étend à l'échange des prisonniers. — Echange obligatoire des internés en pays neutre. — Base des échanges : *assimilation des grades ; équivalence*. — Conditions et exécution de cartels ou échanges franco-anglais, anglo-franco-russe, franco-allemand. — *Navires de cartels* : conditions de leur immunité. — Les prisonniers échangés ont-ils le droit de reprendre les armes ?

§ 2. — *De la Rançon.* — Ancienneté de ce mode de

libération. — Rançons célèbres. — Ordres religieux pour le rachat des captifs. — Taux des rançons. — Disparition de la rançon, remplacée peut-être par les indemnités de guerre modernes.

§ 3. — *Renvoi pur et simple.*

CHAPITRE III. — *Libération conditionnelle sur parole* . . . 396

Générosité apparente de l'Etat qui emploie ce procédé. — Historique. — Différence entre la libération sur parole et l'internement sur parole. — Particularités du contrat de liberté sur parole : qui peut le souscrire ? Caractère individuel de cet acte qui ne peut être ni imposé, ni exigé ; sens du mot *parole* ; utilité d'un écrit loyalement rédigé. — Durée et étendue de l'engagement : formule allemande des *Revers*, formule anglaise. — Sanction grave de la violation de parole d'après les lois militaires, d'après la doctrine. — Conduite à observer par un Etat dont la législation prohibe la libération sur parole ; blâme infligé en 1870-71 aux officiers *parolés* ; respect de la parole donnée à un ennemi ; solution de ce conflit. — *Conclusion* : la libération sur parole devrait disparaître des usages de la guerre.

CHAPITRE IV. — *Autres causes mettant fin à la captivité de guerre* . . . 419

§ 1. — *L'Evasion*. — Caractère de cet acte. — Du droit de faire feu sur un prisonnier de guerre qui s'évade. — Punition des complices d'une évasion. — Circonstances aggravant la situation d'un évadé. — Evasion des internés sur parole : mesure prise par le général Vogel de Falkenstein.

§ 2. — *La délivrance du prisonnier par ses frères d'armes.*

§ 3. — *Libération par acceptation de la qualité de*

sujet de l'Etat capteur. — Caractère méprisable de de cet acte. — Précautions à prendre par l'Etat capteur.

§ 4. — *Décès du prisonnier de guerre.* — Honneurs funèbres rendus par les Allemands en 1870-71 ; dispositions des Règlements français et japonais. — Testaments des prisonniers.

APPENDICE. — *Les internés en pays neutre* 429

Combattants auxquels s'applique cette dénomination. —

Droits et devoirs de l'Etat neutre chez qui se réfugie une troupe étrangère. — Traitement applicable aux internés ; ressemblances avec celui des prisonniers de guerre ; remboursement des frais ; interdiction de la libération sur parole des internés en pays neutre. —

Troupes françaises internées en Belgique et en Suisse pendant la guerre franco-allemande. — Différences entre la situation des internés en pays neutre et celle des prisonniers de guerre : discipline plus paternelle.

— Quel doit être le sort des prisonniers amenés sur un territoire neutre par une troupe qui s'y réfugie ?

CONCLUSION 439

